



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



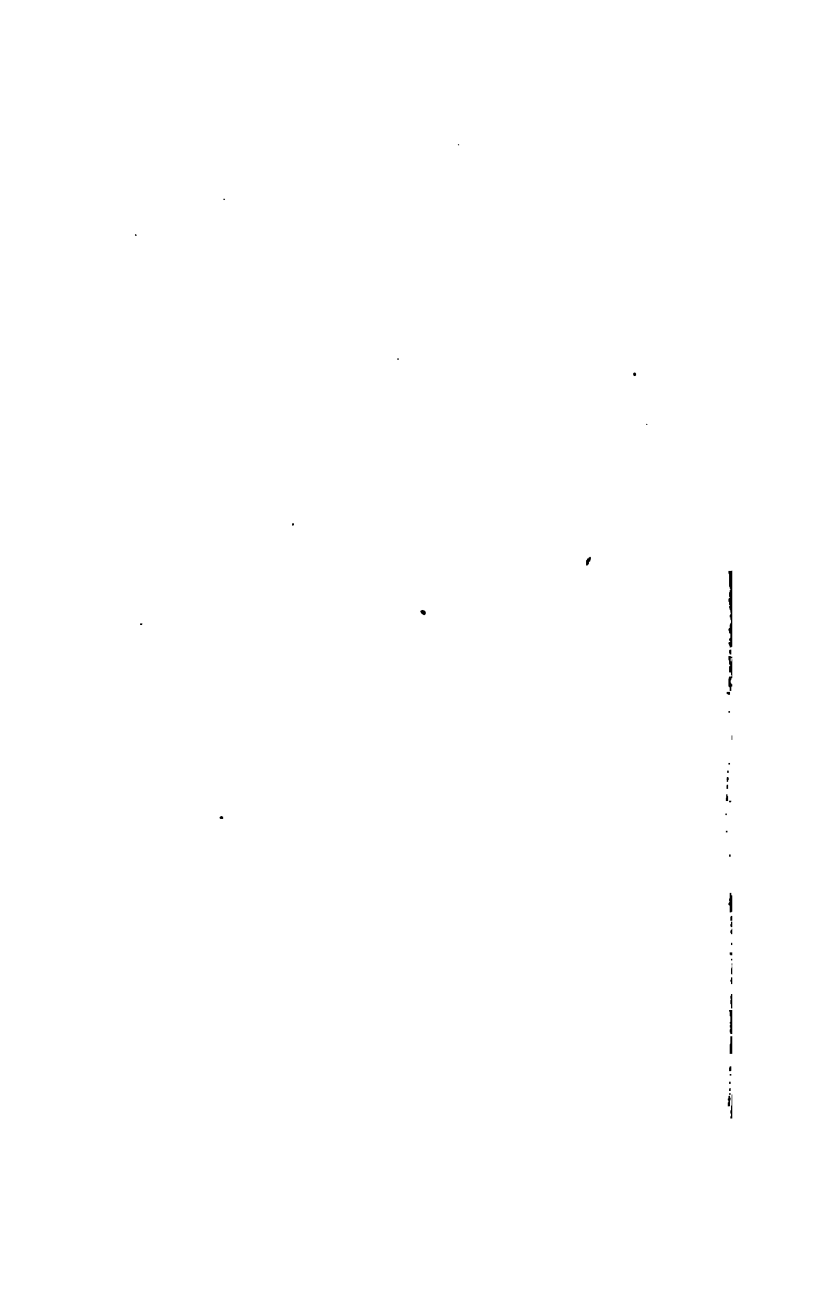




ANNEX

STN  
(Paris)





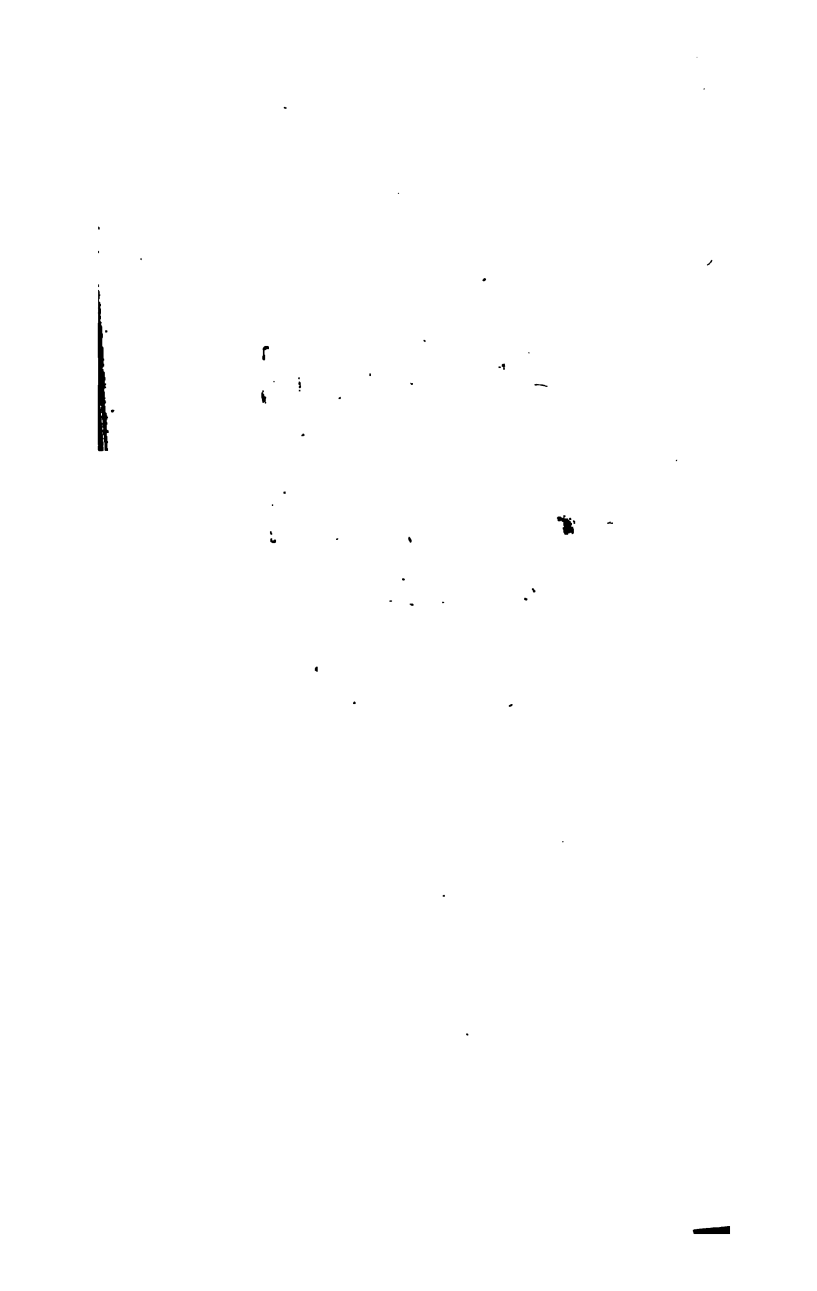


STN



**HISTOIRE**  
*DE*  
**L'UNIVERSITÉ**  
*DE PARIS.*  
**TOME CINQUIÈME**





# HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS ,

Depuis son origine jusqu'en l'année 1600.

*Par M. CREVIER , Professeur Emérite  
de Rhétorique en l'Université de Paris ,  
au Collège de Beauvais.*

TOME CINQUIEME.



A PARIS ,

Chez DESAINT & SAILLANT, rue  
S. Jean de Beauvais , vis-à-vis  
le Collège.

---

M. DCC. LXI.

*Avec Approbation & Privilège du Roi.*





# HISTOIRE

*D E*

## L'UNIVERSITÉ

*D E P A R I S.*

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

### LIVRE IX.

#### §. I.

**L**OUIS XII successeur de Charles VIII, ne fit pas at- tendre longtems à l'Univer- sité la confirmation de ses privilèges. L'édit qu'il donna à cet effet, est du mois de Juillet 1498. Mais cette faveur fut bientôt suivie d'une réforme, qui, pour remédier à

Confirma- tion des pri- vilèges de l'Université  
par Louis XII.

Privilèges de l'Université, p. 27.

*Tome V.*

**A**

## 2 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

l'abus des privilèges , les restreignit & les resserra dans des bornes plus étroites , & qui conséquemment occasionna une grande commotion dans l'Université.

Déclarations  
qui les re-  
streignent.

p. 23. 33  
266-274.

Par une déclaration du trente-&-un Août suivant , qui regarde toutes les Universités , il fut dit que nul ne jouïroit du privilège de scholarité , qui n'eût résidé en l'Université dont il prétend être suppôt , six mois entiers avant la date des lettres testimoniales qu'il doit obtenir du Recteur ; que si l'écolier qui auroit obtenu des lettres de scholarité , s'absentoit durant six mois , il ne jouïroit point de son privilège pendant le tems de son absence ; que s'il prétendoit intervenir dans une cause , il seroit obligé de faire preuve de l'intérêt qu'il y a ; qu'il ne pourroit demander le renvoi pardevant les juges conservateurs en tout état de cause , mais seulement avant la *litiscontestation* ; que les étudiants ne pourroient jouir de leurs privilèges que durant le tems nécessaire pour achever leur cours d'études , & pour obtenir le degré de maître , savoir les artiens pendant l'espace de quatre ans , les juristes d

sept , les médecins de huit , les théologiens de quatorze ; que les régens en jouïroient tant qu'ils exerceroient la régence , & que s'ils l'avoient exercée vingt ans , la jouissance leur en seroit acquise durant toute leur vie , sous la condition de résider dans l'Université ; que si quelqu'un s'attribue à faux le titre d'écolier , & que sous cette qualité frauduleusement prise il intente une action , ou obtienne un renvoi de cause , il sera déchû du droit par lui prétendu , & condamné aux dépens envers la partie adverse , & à l'amende ; enfin que nul ne pourra être cité ni ajourné devant les juges conservateurs , d'une plus grande distance que celle de quatre journées de chemin. La déclaration prenoit encore des précautions contre les \* transports frauduleux par lesquels on mettoit un bien sous le nom d'un écolier pour évoquer du juge ordinaire une cause dans laquelle il s'agissoit de ce bien , & l'attirer aux tribunaux des juges conservateurs. Elle

\* L'exemplaire imprimé par Duboullai ne contient point cet article ; mais on le trouve mentionné dans les plai-

doyers de l'avocat de l'Université & de l'avocat du Roi , dont il va être parlé.

#### 4 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ordonnoit que ces transports n'eussent lieu que de père à fils , d'oncle à neveu , sans quoi la fraude seroit présumée , & le privilège n'auroit point d'application.

Tous les articles de cette ordonnance avoient pour objet l'utilité publique , & réprimoient des abus trop réels , & très dommageables aux citoyens. Mais les compagnies sont jalouses de tout ce qu'elles regardent comme des droits , & lorsque la déclaration fut portée au parlement , l'Université de Paris s'opposa à l'enregistrement.

L'affaire fut plaidée contradictoirement les vingt-deux & vingt-neuf Novembre , entre l'avocat de l'Université & l'avocat du roi , & il n'intervint point alors de jugement. J'observe que la faveur de l'Université étoit si grande , que l'avocat du roi s'excuse en quelque façon de plaider contre elle. Il commence son plaidoyer par dire » qu'il a été nourri tout » son jeune âge en l'Université , régenté deux cours ; pour ce ne se » youdroit trouver en lieu où fust attenté contre les droits & privilèges » d'icelle : mais de présent n'est que.



« stion que de remédier aux abus. » Ces traits d'attachement & de reconnaissance pour l'Université ne sont pas rares dans son histoire , & nous en pourrons citer encore quelques exemples.

Cependant Louis XII vouloit être obéi : & malgré les mouvemens que se donna l'Université , soit auprès du parlement, soit auprès de Louis d'Amboise évêque d'Albi , que le roi avoit chargé de faire enregistrer son ordonnance , le douze Mai 1499 il en donna une seconde, qui regarde directement les abus des tribunaux des conservateurs apostoliques. Il y réitére à leur égard la disposition qui concerne les transports & cessions de biens, que l'on supposoit se faire souvent en fraude. Sur cette matière néanmoins il se contente d'ordonner que l'écolier soit pris à son serment.

Le parlement avoit porté assez loin ses égards pour l'Université en différant jusques-là d'enregistrer la déclaration du trente-&-un Août de l'année précédente. Il se rendit enfin aux ordres du roi : mais dans son enregistrement du dix-sept Mai il inséra

6 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 une clause \* favorable à l'Université.  
 Les étudians en Grammaire n'étoient  
 point exprimés dans l'ordonnance. Car  
 le mot *Artiens* qui s'y trouve , désigne  
 seulement les philosophes. Le parle-  
 ment suppléa l'omission du nom des  
 grammairiens , & les spécifia expres-  
 sément comme devant jouir des pri-  
 vilèges de la scholarité durant le cours  
 de leurs études.

station or-  
 donnée par  
 l'université.  
*Hist. Un.*  
*r. T. V.*  
 830—834.

Ces foibles adoucissmens ne cal-  
 mèrent point l'Université. Elle s'as-  
 sembla le vingt-cinq Mai , & pour  
 obtenir le rétablissement des brèches  
 faites à ses privilèges , elle commença  
 à agiter le projet d'une cessation.  
 Néanmoins, avant que d'en venir à  
 ce dernier remède , elle indiqua &  
 célébra dans le jour même une pro-  
 cession à sainte Catherine du Val des  
 Ecoliers , pour demander à Dieu qu'il  
 inspirât au roi & à son conseil des  
 sentimens plus favorables pour elle :  
 & le prédicateur eut ordre d'exhor-  
 ter le peuple dans son sermon à diri-  
 ger aussi ses prières vers le même objet.

\*. Cette clause ne se  
 trouve point dans l'im-  
 primé. Mais M. Piat l'a  
 ajoutée de sa main sur son  
 exemplaire , l'ayant ex-

traite de l'original gardé  
 dans les archives de l'U-  
 niversité. J'ai cet exem-  
 plaire en ma possession.

Comme le roi ne se laissoit point fléchir , l'Université s'assembla de nouveau le ving-neuf , veille de la fête du S. Sacrement , pour délibérer sur le parti des cessations. La chose ne passa pas sans quelque difficulté , sans quelque contradiction. On sentoît bien que la cour seroit très irritée d'une telle démarche : & plusieurs étoient retenus par cette crainte. La Faculté des Arts ne balançoit pas , & fut d'avis que l'on cessât tout exercice d'études , jusqu'aux lectures des Poètes qui se faisoient hors les collèges ; & que pareillement les sermons cessassent dans toute la ville. Les autres Facultés n'étoient pas si décidées. Chacune consentoit la cessation , si les autres l'ordonnoient. Ces conclusions conditionnelles ne disoient rien : & le Recteur , pour savoir à quoi s'en tenir , pressa les Facultés supérieures de se déterminer nettement. La Faculté de Médecine prit son parti la première : & déclarant ne vouloir point se séparer de la Faculté des Arts , avec laquelle de tout tems elle avoit eu une liaison & une amitié particulière , qu'elle prétendoit conserver à jamais , elle adhéra à son avis. Il ne fut pas possible d'ob-

## 8 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tenir de la Faculté de Théologie une semblable détermination. Le doyen de cette compagnie s'en tint toujours à dire : » Si tous le veulent , nous y » consentons. » Cependant la Faculté de Décret s'étant jointe à celle de Médecine & des Arts , le consentement conditionnel de la Faculté de Théologie devenoit positif , & fut réputé tel.

On éprouva encore de l'embarras pour déterminer le jour auquel la cessation commenceroit. Jean Standonc , principal du collège de Montaigu , personnage illustre , dont j'aurai bientôt à parler plus au long , ouvrit un avis qui fut suivi. Il conseilla d'attendre au lendemain de la fête : & d'ordonner à tous les prédicateurs que dans leurs sermons du jour du S. Sacrement , ils avertissent le peuple de demander au Très-haut sa protection pour l'Université , dont la liberté & les privilèges étoient attaqués ; & que chacun prît congé de son auditoire , en annonçant qu'il n'y auroit plus de prédications , jusqu'à ce qu'il plût au ciel d'y pourvoir. Ce sentiment passa , & fut exécuté ; & le vendredi suivant la cessation fut publiée par des pla-

cards affichés dans tout Paris.

Il arriva ce qu'il étoit aisé de prévoir, que la cour & le parlement furent extrêmement mécontents du parti que prenoit l'Université. Dès le jour même que les cessations furent affichées, il y eut ordre signifié par huissier de la part du parlement aux Recteur, Doyens, & Procureurs, de se trouver le lendemain à l'audience de sept heures en présence du chancelier de France Gui de Rochefort & de l'évêque d'Albi, pour pacifier l'affaire des privilèges : & l'ordre limitoit à vingt le nombre de ceux qui devoient accompagner le Recteur.

Cette précaution inusitée de fixer à un nombre précis & peu considérable le cortège du Recteur, donna des soupçons & de l'inquiétude. On craignit que si le Recteur se transportoit au palais peu accompagné, il n'y fût arrêté. Ainsi dans l'assemblée de l'Université qui se tint le jour même à cinq heures du soir, la résolution fut prise de ne point envoyer le Recteur au parlement, mais seulement le syndic & le greffier, qui excuseroient l'Université de ce qu'elle n'exécutoit point à la lettre les ordres qu'elle avoit re-

# 10 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

cûs , en protestant que ce n'étoit point par mépris pour l'autorité du parlement , mais uniquement par la crainte des dangers dont elle se croyoit menacée. Qu'aureste , s'il plaisoit au parlement de nommer des députés de son corps pour parvenir à une conciliation , on entreroit volontiers en conférence avec eux , soit dans la salle des Bernardins , soit dans un autre lieu , qui fût néanmoins de la dépendance de l'Université. La réponse qu'eurent du parlement le syndic & le greffier , fut un arrêt , qui enjoignoit à l'Université de révoquer les cessations dans le mardi quatre Juin , sans quoi la cour y pourvoiroit.

Ce n'étoit point du tout le plan de l'Université : & même , comme le bruit se répandoit que l'on pourroit bien faire usage contre elle de la bulle de Pie II , qui restreignoit & réduisoit presque à rien , suivant que je l'ai dit en son lieu , le pouvoir d'indiquer des cessations , le syndic en interjeta appel , & son appel fut approuvé par la compagnie. Mais il falloit fléchir le parlement & la cour. L'Université assemblée le lundi trois Juin délibéra que les prévôt des marchands & éche-

vins seroient priés de se rendre médiateurs auprès du parlement, pour obtenir une surséance de huit jours à l'exécution du dernier arrêt, & en même tems elle ordonna une députation au roi, qui étoit à Corbeil.

Le roi étoit irrité, non seulement de la conduite de l'Université en elle-même, mais de quelques traits particuliers qu'on lui représentoit comme des menaces de sédition. Certains prédicateurs en annonçant les cessations le jour de la fête du S. Sacrement, s'étoient exprimés d'une façon peu mesurée. Il avoit été affiché dans Paris des placards contre le chancelier Gui de Rochefort, que le roi avoit chargé de faire rendre l'obéissance dûe à ses nouvelles ordonnances concernant les privilèges. Sur ce fond vrai on bâtit des craintes chimériques d'attroupe-mens séditieux, d'émeute populaire. Le prévôt de Paris & le chevalier du Guet accréditèrent ces bruits en armant leur monde, & en faisant des recherches par toute la ville, qui aboutirent néanmoins à prouver l'innocence de ceux que l'on décrioit. Car, suivant le témoignage de Robert Gaguin, on ne trouva pas un seul suppôt

Indignation  
du roi. Ré-  
ponse dure  
de son mini-  
stre George  
d'Amboise.



## 12 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

de l'Université, qui ne demeurât tranquille chez lui, sans penser à faire le moindre mouvement. C'est de quoi le roi ne fut pas instruit : & le même auteur que je viens de citer, se plaint de quelques magistrats, qu'il ne nomme point, mais qu'il désigne comme occupant les premières places, & qui écrivirent en cour sur un ton capable d'allarmer, & de faire craindre une révolte.

Les députés de l'Université ne pouvoient donc manquer d'être très mal reçus du roi & de son ministre. Ils eurent beau représenter leur innocence, & implorer humblement & dans les termes les plus soumis la clémence du roi pour des gens de Lettres, qui ne possédoient au monde que leur liberté & leurs livres. L'archevêque de Rouen George d'Amboise leur répondit par cette réprimande sévère :  
» Messieurs, vous ne devez point être  
» surpris si le roi, plein d'équité  
» comme il est, a cru devoir retrans-  
» cher les abus qui se commettoient à  
» l'ombre de votre liberté, & consé-  
» quemment restreindre vos privilè-  
» ges. Vous êtes trop habiles pour ne  
» pas connoître en combien de ma-

» nières on a péché en ce genre : & il  
» vous convenoit de vous réformer  
» vous-mêmes , sans attendre une cen-  
» sure qui ne vous fait point d'hon-  
» neur. Au moins ne devriez-vous pas  
» résister à des loix si sages , ni , en  
» faisant tout d'un coup cesser dans  
» Paris la prédication de la parole de  
» Dieu , annoncer le mépris de l'au-  
» torité du roi. Ce n'est point son in-  
» tention de vous priver de votre li-  
» berté. Il fait avec quelle bonté vous  
» ont protégés les rois ses prédéces-  
» seurs. Il connoît quels services vous  
» avez rendus à son royaume , & à  
» toute la société Chrétienne. Mais  
» votre cause ne peut pas être nette ,  
» pendant que les fraudes des méchans  
» qui abusent de vos privilèges , la gê-  
» tent & l'obscurcissent. Le roi est in-  
» timement persuadé qu'il doit mieux  
» aimer un petit nombre de bons su-  
» jets qui s'appliquent sérieusement à  
» l'étude , qu'une multitude mal dis-  
» ciplinée d'esprits dyscoles & mutins.  
» Ayez soin de régler les mœurs & la  
» conduite de vos suppôts , afin que  
» soumis aux loix & aux ordonnances  
» vous puissiez acquérir en pleine tran-  
» quillité la sagesse que vous faites

#### 14 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» profession de rechercher. Si vous  
» vous gouvernez sur ces principes ,  
» alors vous obtiendrez les bonnes gra-  
» ces du roi , & votre compagnie sera  
» favorisée abondamment des privi-  
» lèges qui lui sont nécessaires. »

Cette réponse si dure pouvoit en-  
core paroître douce , par comparaison  
avec le peu de paroles qui sortirent  
de la bouche du roi. Car les députés  
lui ayant demandé s'il avoit d'autres  
ordres à leur donner : » Allez , leur  
dit-il , » & saluez de ma part les hon-  
» nêtes gens qui sont parmi vous. Car  
» pour les mauvais , je n'en tiens au-  
» cun compte. » Et ensuite portant la  
main sur sa poitrine : » Ils m'ont, ajou-  
ta-t-il , » taxé moi même dans leurs  
» sermons. Ah ! je les enverrai prê-  
» cher ailleurs. » Il tint parole , & il  
contraignit de se retirer du royaume  
Thomas Varvet, qui en prêchant avoit  
tenu des propos inconsiderés ; & Jean  
Standonc , qui outre le zèle ardent  
qu'il avoit témoigné pour les privi-  
lèges , s'étoit encore rendu peu de  
temps auparavant désagréable au roi  
dans une affaire bien plus délicate ,  
comme je vais le dire incessamment.

Les députés de l'Université lui ayant

Le compte des dispositions où ils ont trouvé le roi , on comprit qu'il n'obéit. Les cessations furent ré-  
 ées sur le champ : & on peut  
 dire qu'elles expirèrent alors  
 toujours. Depuis ce tems je ne  
 e plus aucun exemple qu'elles  
 été mises en usage. Il en fut  
 quelques propos dans les trou-  
 lu concordat : mais on n'en vint  
 usqu'à l'effet.

Les ordonnances de Louis XII pour la restriction de nos privilèges ont donc  
 té , & subsistent encore dans tou-  
 ur force. Mais il faut les bien  
 idre. L'article qui restreint à qua-  
 ournées de chemin la distance  
 les causes peuvent être évoquées  
 is en vertu du privilège de scho-  
 , ne regarde que la juridiction  
 onservateur apostolique , & non  
 du prévôt de Paris conservateur  
 . C'est ce qui résulte des deux  
 nnances du trente - & - un Août  
 & du douze Mai 1499 , lues at-  
 vement & comparées ensemble.  
 pratique \* des tems postérieurs

La cessation  
est levée.

Observation  
sur un article  
de l'ordon-  
nance du 31  
Août 1498.

On peut lire à ce su- | l'édit de François I en  
 jette de Duboullai | 1515. ( Privil. de l'Un.  
 nregistrement de | p. 36. ) J'ajoute que Pas-

16 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
est conforme à cette interprétation.

L'Université  
maintenue  
dans l'usage  
légitime de  
ses privilè-  
ges.

Quoique Louis XII ne fut pas porté, comme l'on voit, à favoriser l'Université outre mesure, il ne souffroit pas néanmoins qu'elle fût molestée dans l'usage légitime de ses privilèges. Il reçut les plaintes qu'elle lui porta en diverses occasions contre ceux qui entreprenoient de les enfreindre. Il ne se tint point offensé de ce qu'elle en poursuivoit avec vivacité le maintien, particulièrement en ce qui regarde l'exemption de payer soit les impôts royaux, soit les décimes pontificales. Je renvoye pour le plus grand nombre de ces faits à l'histoire de Duboullai. Mais en voici deux qui méritent d'être présentés ici au lecteur.

*Hist. Un.  
Par. T. I. 1.  
p. 1. 2. 4 6.  
12. 18. 38  
39. 51. 58.*

p. 51. En 1513 la ville de Paris ayant fait à Louis XII un octroi de trente mille livres Tournois, les prévôt des marchands & échevins, qui étoient chargés de la répartition de cette taxe,

quier (Rech. de la Fr. I. IX. c. 26.) atteste que notre privilège de scholarité avoit lieu de son tems dans tout le ressort du parlement de Paris : & récemment deux arrêts

du conseil, l'un du 11 Septembre 1732, l'autre du 8 Août 1735, en ont autorisé l'exercice dans toute l'étendue du royaume.

voulurent y comprendre les médecins : ce qui étoit une nouveauté sans exemple. Les médecins implorèrent le secours de l'Université : ils firent agir ceux de leur corps qu'ils avoient en cour : & ils obtinrent une lettre du roi aux magistrats de la ville pour arrêter cette entreprise.

Les prévôt des marchands & échevins se rabattirent sur les cliens de l'Université, libraires, relieurs, enlumineurs, & écrivains. Ils ne réussirent pas mieux. Sur la requête de l'Université Louis XII rendit une ordonnance par laquelle les complaignans furent exemts de la taxe, quoique les lettres en vertu desquelles on la lèveoit, y assujettissent les exemts & non exemts, privilégiés & non privilégiés. De plus, le roi par la même ordonnance renouvela en faveur de ceux que je viens de nommer, toutes leurs exemptions de tailles, aides, gabelles, & autres impositions semblables, du guet de la ville & garde des portes : & enfin il affranchit les livres de tout droit de péages & entrées en quelque lieu de son royaume qu'on les transportât. Cette franchise à l'égard des livres a été confir-

*Privilèges à  
l'Université  
p. 107.*

18 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
mée par tous les rois successeurs de  
Louis XII, & elle s'observe encore  
aujourd'hui.

Standonc  
exilé, & rap-  
pellé.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 900.*

J'ai dit que Standonc avoit offensé Louis XII dans une matière très sensible. C'étoit à l'occasion du divorce de ce prince avec Jeanne de France sa femme, fille de Louis XI, & sœur de Charles VIII. Des raisons d'Etat & de sentiment déterminoient Louis XII à se séparer d'une princesse laide, contrefaite, & vraisemblablement incapable d'avoir des enfans, pour pouvoir épouser Anne de Bretagne, qui lui apportoit un beau duché en dot, & qu'il aimoit d'inclination. Il est vrai qu'il n'avoit épousé la princesse Jeanne que par contrainte, & de peur d'attirer sur lui la redoutable vengeance de Louis XI; & il avoit fait ses protestations contre la violence qui lui imposoit nécessité. Sous le règne de Charles VIII il n'auroit pas pû réussir à répudier la sœur de son roi. Dès qu'il se vit sur le trône, il entama l'affaire: & pour en faciliter le succès, il chercha des consultations favorables parmi les théologiens & les juriconsultes. Il en trouva: mais il ne put obtenir le suffrage de Standonc, au-



quel sa vertu & ses lumières don-  
noient un très grand poids. Bien plus  
ce docteur sévère prenant avec son  
souverain le ton de Jean-Batiste, ne  
craignoit pas de lui dire : » Il ne  
» vous est point permis de répudier  
» une épouse dont la conduite est ver-  
» tueuse. Il ne vous est point permis ,  
» pendant qu'elle est vivante , d'en  
» épouser une autre. Il ne vous est  
» point permis d'épouser la femme  
» de votre frère. » Cette troisième pro-  
position est d'un rigorisme outré &  
mal fondé : car Louis XII n'étoit pas  
frère de Charles VIII , mais seulement  
son beau-frère : & par conséquent il  
n'y avoit point d'affinité à ce titre en-  
tre Louis XII & Anne de Bretagne.  
Les deux premières propositions de  
Standonc partoient au moins d'un  
principe vrai : & peut-être si la reine  
se fut opposée fortement à la disso-  
lution de son mariage, les commis-  
saires du pape auroient eu peine à  
l'ordonner. Mais cette princesse , qui  
étoit d'une bonté & d'une douceur  
incomparables , & qui ne respiroit  
que la retraite , se prêta aux arrange-  
mens du roi : le mariage fut cassé , &  
Louis XII épousa Anne de Bretagne.

## 20 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Standonc , après avoir irrité le roi par la liberté de ses propos dans une affaire de cette conséquence , ne se ménagea pas davantage lorsqu'il fut question de défendre contre la cour les privilèges de l'Université : & il s'attira ainsi l'exil. Mais comme après tout il étoit homme d'une rare vertu , & que la bonté de Louis XII le portoit à oublier aisément les offenses , Standonc fut rappelé au bout d'un an.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 1.*

Nous avons la lettre que Louis écrivit au parlement à ce sujet , & qui est remplie d'éloges de la piété de Standonc & de son zèle pour les bonnes œuvres.

Détails sur Standonc , & sur le rétablissement & la réforme du collège de Montaigu , dont il est l'auteur.

*T. V.  
p. 900 &  
Hist. de Paris , T. I.  
p. 528-532  
& T. V.  
p. 710 , &  
712-743.*

Cet éloge étoit une justice que le roi rendoit à un mérite supérieur. Standonc est le restaurateur & le second fondateur du collège de Montaigu. Il le rebâtit , le dota , le peupla d'étudiants , auxquels il donna des réglemens d'une austérité que comportoient les mœurs de son tems , & à laquelle doivent au moins leur admiration ceux qui ne sont plus capables de l'imiter.

Jean Standonc né en Brabant d'une famille obscure , passa dans la plus étroite pauvreté les premières années

Il montoit au clocher pour  
sans autre lumière que celle  
de la lune. Un tel courage  
surmonta tous les obstacles. Standonc  
maître ès Arts , bachelier en  
logique : & le proviseur de Sor-  
Jean Luillier, évêque de Meaux,  
recevoir en l'année 1480 dans  
l'école de cette maison. Trois ans  
il fut établi par le chapitre de  
Sainte Marie principal du collège de  
Sainte Marie, & l'Université le nomma  
recteur en 1485. Il s'acquitta tou-  
jours parfaitement des devoirs de  
ces différentes places qu'il occupa. Mais  
la qualité de principal d'un col-  
lège lui présenta l'occasion de  
montrer tous ses talens.  
Lorsqu'il entra au collège de Mon-  
teigny tous les titres de cette maison

## 22 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tomboient en ruines : on n'y voyoit plus d'étudiants. Standonc y construisit des logemens, une chapelle, une bibliothèque, il y rassembla 84 boursiers, artiens & théologiens, & il pourvut à leur subsistance. On conçoit bien qu'il ne réussit pas dans une telle œuvre, sans être secouru par les libéralités de personnages pieux & amateurs des Lettres & de la vertu. Celui qui y prit le plus de part, fut Louis Malet, sire de Graville, amiral de France, qui ayant donné toute sa confiance à Standonc, l'aïda de ses richesses & de son crédit.

L'objet que Standonc se proposa singulièrement, fut l'instruction de pauvres écoliers. Il voyoit avec douleur que les bourses fondées dans les collèges de l'Université pour les pauvres, étoient le plus souvent envahies par des sujets riches, ou qui du moins n'étoient pas dans le cas d'avoir besoin de secours charitables pour s'entretenir dans leurs études. Il voulut donc que sa maison fût un asyle pour les vrais pauvres, parmi lesquels il se rencontre, comme il le remarque lui-même, ( & il en étoit un exemple ) des esprits élevés, d'heureux naturels,

que la misère réduiroit à un état indigne de leurs talens , & qui bien cultivés deviennent de grands hommes & des colonnes de l'Eglise.

C'est en partie dans cette vûe , & afin de préserver de l'invasion des riches les bourses du collège de Montaigu , que Standonc assujettit ses élèves à une vie dure & à des pratiques humiliantes. Dans les commencemens de son établissement , les écoliers qu'il instruisoit , alloient aux Chartreux recevoir, avec le commun des pauvres, le pain que ces religieux distribuient à la porte de leur couvent. Tout le monde fait combien la nourriture de cette jeunesse étoit frugale ; du pain , des légumes , des œufs , du harang , le tout en petite quantité ; & jamais de viande. Avec cette vie si austère les écoliers étoient astreints à pratiquer tous les jeûnes de l'Eglise , à suivre l'observance quadragésimale pendant l'Avent , à jeûner tous les vendredis , & encore en quelques occasions particulières. Rien de plus pauvre que leur habillement & leur coucher. Ils se levoient de très grand matin , chantoient beaucoup d'office. De plus ils travailloient à la cuisine , servoient au

24 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
réfectoire , balayoient les salles , la  
chapelle , le dortoir , les escaliers.

Tout respire l'amour de la pauvreté dans les réglemens de Standonc. Il voulut que le supérieur de la maison fût appelé le ministre ou le père des pauvres , & non plus maître & principal , titres selon lui trop fastueux : & ce supérieur doit être tiré du nombre des pauvres qui ont été élevés dans la maison , afin qu'ayant fait son cours d'études dans l'état de pauvre , & en ayant souffert toutes les incommodités , il connoisse par sa propre expérience de quelle manière il doit gouverner les autres. A sa place n'est assigné aucun revenu : le vivre & le vêtement dans le tems , & la récompense céleste dans l'éternité, voilà quel est son salaire : & cette nourriture , ce vêtement , que la maison lui fournit , c'est la nourriture & le vêtement des pauvres : seulement , s'il n'a point soutenu ses actes théologiques , la maison en fera pour lui les frais , jusqu'au doctorat exclusivement.

On peut recevoir dans le collège des enfans riches , qui payent pension : & il y en avoit un nombre sous  
Standonc.

Standonc. Mais la communauté des pauvres doit avoir le moins de relation qu'il soit possible avec les pensionnaires. Habitation différente, autre réfectoire, & même autre chapelle : car le collège en a deux, l'une en haut pour les pauvres, l'autre en bas pour les riches. Dans les classes les pauvres doivent avoir une place séparée, & la plus basse, quoique tout leur appartienne. Je dis tout : car les émolumens mêmes qui peuvent revenir de la pension des riches, sont pour le collège, & non pour le supérieur.

Il est aisé de sentir que l'esprit de tous ces réglemens tient beaucoup des observances de la vie religieuse. C'étoit aussi le plan de l'instituteur, qui fonda dans quatre villes des Pays-bas, Cambrai, Louvain, Malines, & Valenciennes, des collèges de pauvres écoliers dans le même goût : en sorte que le collège de Montaigu devenoit une espèce de chef d'ordre.

L'austérité de vie prescrite par Standonc à la jeunesse qu'il élevoit, a trouvé un censeur d'une grande autorité. Erasme, qui avoit lui-même passé par cette discipline, en critique la dureté, & en relève avec amertume

*Colloq.  
Iχθυσος.*

## 26 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

les inconvéniens , surtout par rapport à la santé. Il convient pourtant des bonnes intentions de Standonc ; mais il l'accuse nettement de cruauté. Je voudrois que ce grand homme se fût exprimé avec plus de modération , & qu'il eût eu plus d'égards pour la réputation d'un maître , à qui il devoit au moins en partie son éducation. Ce sont des droits que n'oublient point les belles ames. Je ne prétens pas néanmoins que la critique soit en tout mal fondée. La santé des jeunes gens a besoin d'être ménagée : & c'est l'attaquer par deux batteries à la fois , que de fatiguer les esprits par le travail de l'étude , & de marteler les corps par un régime trop sévère. Aussi la discipline établie par Standonc n'a-t-elle pas pû se soutenir. Outre les mitigations que l'usage y a introduites , il a fallu l'adoucir par des réglemens exprès.

Pour ce qui est des études , le collège de Montaigu devoit être une école de Grammaire , de Philosophie , & de Théologie. Le plan de Standonc étoit que les régens de Grammaire & de Philosophie fussent tirés de la communauté des théologiens de



collège : & ces régens, élevés dans la maison , devoient continuer d'en suivre la règle , ne prenant sur les émolumens de la régence que leur nourriture , un habillement pauvre , & la dépense de leurs actes théologiques. Il leur étoit ordonné d'appliquer le reste au profit de la maison , afin qu'ayant été nourris & instruits eux-mêmes sur les aumônes , qui étoient le patrimoine des pauvres , ils rendissent à leurs successeurs la miséricorde qu'ils avoient éprouvée les premiers. Si la communauté des théologiens ne fournissoit point de sujets capables d'exercer les régences , le statut permet d'en emprunter d'ailleurs : & ceux-ci devoient être nourris à la pension des écoliers riches , & les fruits de leur travail étoient pour eux , comme dans les autres collèges.

L'ouvrage du rétablissement & de la réformation du collège de Montaigu n'étoit pas encore bien consolidé , lorsque Standonc agissoit avec tant de force pour les intérêts de l'Université contre le gré de la cour , & se voyoit en conséquence menacé d'une disgrâce. Il prit habilement ses mesures pour prévenir le tort qui pou-

28 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
voit en résulter sur son œuvre. Le  
douze Juin 1499 il présenta au cha-  
pitre de Notre-Dame , qui étoit su-  
périeur du collège , un projet de ré-  
glement , & il en obtint l'approbation.  
En même tems il se démit de la  
charge de principal : & le chapitre  
lui donna pouvoir de se nommer un  
successeur , voulant néanmoins qu'il  
conservât l'inspection & la surinten-  
dance de la maison. Peu de jours après  
il fut exilé ; mais son œuvre étoit en  
sûreté.

Son absence ne fut pas longue : &  
de retour à Paris , il reprit son plan ;  
& y mit la dernière main. Il obtint  
en 1502 du cardinal d'Amboise légat  
du pape une bulle , qui accordoit plu-  
sieurs privilèges à sa maison. Il présenta  
au chapitre en 1503 un nouveau ré-  
glement plus étendu & plus complet ,  
qui expliquoit & réformoit quelques  
dispositions du précédent , & y en  
ajoutoit de nouvelles : & le chapitre  
l'approuva.

C'est dans ce règlement que fut  
pleinement établie l'autorité du prier  
des Chartreux sur le collège de Mon-  
taigu. Le chapitre de Notre-Dame en  
étoit depuis longtems seul supérieur.

Standonc & l'amiral de Graville, fort amis des religieux, attribuèrent au prieur des Chartreux le droit de visite, & celui de présentation aux bourses. Le chapitre s'est néanmoins réservé le titre d'une supériorité, dont il ne fait guères d'usage.

Tout ce que j'ai rapporté de Standonc, marque en lui une vertu pure, mais roide, & peu susceptible des ménagemens qui sont nécessaires pour la rendre aimable. Voici un trait de ce caractère. Robert Briçonnet archevêque de Reims étant mort en 1497, dans l'assemblée que tint le chapitre de l'Eglise métropolitaine pour lui nommer un successeur, Standonc eut une voix, & toutes les autres se réunirent en faveur du cardinal Guillaume Briçonnet, évêque de S. Malo, frère du prélat qui venoit de mourir. Standonc entreprit de se prévaloir de l'unique suffrage qui avoit été pour lui, se fondant sans doute sur le raisonnement que faisoit Jean Raulin son ami, autrefois grand-maître de Navarre; & alors moine de Clugni. Ils vouloient l'un & l'autre qu'un seul suffrage, guidé par le motif de la Religion & du bien de l'Eglise, dût l'em-

porter sur la multitude de ceux que déterminoient des vûes humaines. Standonc soutint le procès au parlement, &, comme on peut bien croire, il le perdit. Les hommes vertueux sont des hommes, par conséquent toujours foibles & défectueux par quelque endroit. La malignité abuse des taches qui se rencontrent sur leur vie pour la décrier toute entière. L'admiration aveugle se sert de leur vertu pour justifier jusqu'à leurs fautes. L'équité loue en eux ce qui est louable, & excuse sans l'approuver ce qu'ils ont de répréhensible.

*Projet de ré-  
forme dans  
les dépenses  
de la Nation  
de France.*

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 824.*

*T. VI.  
p. 59.*

L'année 1498, d'où je suis parti, ne m'offre rien de remarquable qui se soit passé dans l'intérieur de l'Université, si ce n'est un mémoire dressé par des suppôts de la Nation de France, zélés pour les intérêts de leur compagnie, & qui se proposoient d'en diminuer les dépenses, devenues plus onéreuses à cause de la multitude des régens & du petit nombre des écoliers. Je ne puis pas marquer précisément le nombre des régens de la Nation de France sous l'année dont il s'agit ici. Mais en 1514 il se montoit à quatre-vingt-dix. Il me paroît peu nécessaire

d'entrer dans tous les détails d'économie , que prescrivoient les réformateurs. Ce que je crois devoir extraire de leur projet , se réduit à trois chefs.

Premièrement j'y vois que la Nation donnoit des repas à ses régens <sup>*Hist. Un. par. T. V. p. 324.*</sup> quatre fois l'année. On en retranche deux.

En second lieu le dîner du prélat officiant le jour de saint Guillaume devoit couter deux écus d'or : & les mets sont spécifiés. S'il est jour gras , deux chapons , deux lapereaux , deux perdrix , deux bécasses : s'il est maigre , un brochet , une carpe , une anguille. Pour la boisson deux quarts de vin , & une quarte d'hypocras. Cette étiquette n'est point trop mal entendue.

J'observe en dernier lieu les précautions que le mémoire propose de prendre contre l'insolence & l'avidité des bedeaux , qui souvent s'efforçoient de donner la loi à leurs maîtres ; qui non contents de leurs droits faisoient d'injustes exactions sur les candidats ; qui demandoient à la compagnie des présens de noces pour leurs filles. Ces sortes d'officiers méritent de la consi-

32 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
dération , lorsqu'ils font leur devoir :  
mais il est besoin d'avoir attention à  
empêcher qu'ils ne s'émancipent.

Contestation  
au sujet du  
rectorat.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 327.*

En 1499 au mois de Mars survint  
une contestation au sujet du rectorat ,  
suscitée par un esprit brouillon &  
ambitieux. L'usage étoit constam-  
ment établi de faire élire le Recteur  
par des Intrans choisis pour cette  
fonction unique. Eloi de Vaugermes  
engagea les Procureurs des Nations à  
revendiquer cette prérogative , & à lui  
donner leurs voix. Celui qui se trou-  
voit élu en règle par les Intrans , sou-  
tint son droit , & triompha : mais  
après avoir été traversé par bien des  
chicanes.

Autres me-  
nus faits.

*p. 341. 342.*

Dans cette même année & au  
commencement de la suivante s'of-  
frent encore d'autres querelles nées  
dans la Faculté des Arts , ou dans  
quelquune des Nations , & portées à  
l'Université pour y être décidées. Je  
passe légèrement sur ces menus faits ,  
qui d'ailleurs ressembloit trop à d'au-  
tres précédemment racontés. Je re-  
marque seulement que les Nations  
étoient peu attentives alors à faire va-  
loir leur droit précieux des quatre  
voix. Dans un partage où la Faculté des

Arts & celle de Médecine font d'un côté, & de l'autre les Facultés de Décret & de Théologie, l'affaire demeure indécise, & il ne se forme point de conclusion.

Un rôle pour les bénéfices s'ouvre le 19 Décembre, pour être clos & consommé le jour de la Chandeleur.

Un particulier ayant obtenu des lettres du roi, par lesquelles il étoit établi maître parcheminier sans l'agrément de l'Université, & sans passer par les épreuves qu'exigent les statuts du métier, l'Université donne son adjonction à la communauté des parcheminiers contre un aspirant qui veut forcer les règles.

Un docteur en Théologie, chanoine de Rouen, avoit légué par testament cent écus d'or à l'Université, à laquelle il avoit des obligations singulières. L'Université lui fait célébrer un obit, auquel doivent assister les régens des quatre Facultés, & recevoir chacun deux douzains pour droit d'assistance.

Le vingt-cinq Octobre 1499, la ville de Paris fut troublée par un accident funeste. Le pont N. D. qui

Châte d  
pont N. I

### 34 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Attention de  
l'Université  
à sauver ses  
droits sans  
préjudicier  
au public.

p. 341.

*Hist. de Pa-*  
*ris, T. II.*  
p. 326.

étoit de bois, & néanmoins chargé de maisons, tomba sur les neuf heures du matin. Heureusement on avoit prévu le danger : les habitans s'étoient retirés : ce qui n'empêcha pas que quatre ou cinq personnes ne périssent par la chute du pont. En attendant qu'on le reconstruisît, il fallut établir un bac au dessous pour entretenir la correspondance entre les deux rives de la Seine. Les moines de S. Germain des Prés s'y opposèrent par voie de fait, & furent réprimés par un arrêt du parlement. L'Université se conduisit avec plus de circonspection. Curieuse de conserver ses droits, mais sans préjudice du service public, elle se contenta de protester que la liberté qu'elle donnoit dans la circonstance de faire passer à travers le Pré aux Clercs des voitures & des chevaux, ne pourroit être tirée à conséquence pour la suite. Elle fit plus : elle consentit à recevoir dans son pré les pierres, les bois, & les décombres du pont. Mais elle n'eut pas la même complaisance pour le projet qu'avoient formé les magistrats de la ville, d'enterrer les morts de l'Hôtel-Dieu dans le jardin des Bernardins. Comme l'exécution

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
p. 2.

p. 3.



de ce dessein pouvoit être incommode & même nuisible à trois de ses collègues , les Bernardins , le cardinal le Moine , & les Bons Enfans , elle s'y opposa.

Jean Luillier , évêque de Meaux & <sup>Louis de Villiers - Lille-Adam , conservateur apostolique.</sup> conservateur des privilèges apostoliques de l'Université , étant mort le 2 Septembre 1500 , l'Université s'assembla le sept , & lui donna pour successeur Louis de Villiers-Lille-Adam évêque de Beauvais , qu'elle avoit eu vingt ans auparavant pour Recteur. Il est remarquable qu'elle étoit priée par lettres à elle adressées de la part du roi , de différer cette élection. Mais elle jugea que le délai seroit sujet à de grands inconvéniens pour la compagnie , & elle passa outre.

Durant l'automne de cette même <sup>Maladie contagieuse à Paris.</sup> année il y eut dans Paris une maladie contagieuse , qui reparut encore en 1502. J'en parle ici , parce que je ne vois pas qu'il en soit fait mention dans nos histoires générales. Il faut qu'elle n'ait pas été violente. Mais son existence est attestée par nos registres , qui portent que l'Université , dans la crainte d'exposer au mauvais air les jeunes étudiants ès Arts , s'abstint de

### 36 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

les mander à sa proceſſion du neuf Octobre 1500, & que dans la convocation l'on n'employa point la formule uſitée de citer les maîtres à y aſſiſter en <sup>a</sup> vertu de leur ſerment. Les regîtres du parlement annoncent auſſi des précautionſ extraordinaires priſes en 1502 contre la contagion.

*Hiſt. de Paris, T. II. p. 902.*

*Hariques de complimens.*

*Hiſt. Un. Par. T. VI. p. 4.*

Il eſt peu néceſſaire d'obſerver qu'au mois de Novembre 1500, l'archiduc Philippe & Jeanne d'Arragon ſa femme étant venus à Paris, y furent complimentés par l'Univerſité, qui rendit pareillement ſes hommages dans le mois de Janvier ſuivant à la reine de France, duchefſe de Bretagne. C'étoit un uſage établi, & dont les exemples ſe répètent dans toutes les occaſions.

*Cenſure de la Faculté de Théologie.*

*D'Argentré, Coll. jud. de nov. error.*

Au mois de Juin 1501 la Faculté de Théologie porta une cenſure remarquable dans ſes circonſtances. Il ſ'étoit élevé un différend entre l'évêque de Cambrai & ſon chapitre. La querelle fut pouſſée très loin, & les doyen & chanoines, par un abus profane des prières de l'Egliſe, firent prononcer dans leur chœur des impré-

cations contre leur évêque , avec des cérémonies qui ressembloient la superstition. La Faculté de Théologie de Paris étoit l'oracle de la Chrétienté : on la consultoit de toutes parts : & l'évêque de Cambrai voulut avoir son jugement sur un acte si scandaleux. Elle se conduisit avec beaucoup de maturité. Elle différa longtems de répondre , craignant qu'une décision de sa part n'armât l'une des deux parties contre l'autre , & rendant plus intraitable celle qui seroit victorieuse , ne mît obstacle à une réconciliation. Elle écrivit à l'évêque & au chapitre pour les exhorter à la paix. Enfin après plusieurs mois pressée persévéramment par l'évêque de donner sa réponse , elle porta son avis doctrinal , qui condamne , mais en termes très mesurés , la conduite du chapitre.

Le greffier de l'Université Pierre Mesnard tenta dans ce même tems de résigner son office à Simon le Roux. Mais il ne put obtenir l'agrément de l'Université , que le treize Juin de l'année suivante.

Faits concernant l'office de greffier de l'Université. *Hist. Un. Par. T. V. p. 4. 5.*

Le nouveau greffier fut élu Recteur six mois après , & il demanda que l'Université lui donnât un substitut

§8 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
pour exercer le greffe pendant son re-  
ctorat. On lui nomma deux sujets ,  
en lui laissant la liberté de choisir ce-  
lui qui lui conviendrait le mieux.

Etienné  
Poncher évê-  
que de Paris.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 6.*

L'évêque de Paris Jean Simon étant  
mort le vingt-trois Décembre de la  
même année 1502 , eut pour succes-  
seur le célèbre Etienné Poncher, con-  
seiller au parlement , & depuis garde  
des sceaux de France. L'Université re-  
çut une lettre du roi au sujet de cette  
élection , sans que je puisse dire exa-  
ctement ce qu'elle contenoit. Elle sa-  
lua le nouveau prélat le lendemain de  
sa prise de possession.

Décime im-  
posée par le  
légal. Trou-  
bles à ce su-  
jet. Décision  
de la Faculté  
de Théolo-  
gie.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 6-11.*

*Preuves des*  
*Lib. de l'Egl.*  
*Gall. P. III.*  
*p. 44.*  
*D'Argenté*  
*Coll. jud. d:*  
*nov. error.*

Une décime imposée sur les biens  
ecclésiastiques par le cardinal légat  
George d'Amboise, au nom & de l'au-  
torité du pape Alexandre VI , causa  
un grand mouvement dans le royau-  
me , & surtout dans la capitale. Le  
procureur général du roi , l'Univer-  
sité , le chapitre de l'Eglise de Paris ,  
& plusieurs prélats, chapitres , mo-  
nastères , interjetèrent appel d'une  
imposition sur le clergé ordonnée sans  
le consentement de l'Eglise Gallicane,  
au pape mieux conseillé & au futur  
concile. Nonobstant l'appel , les com-  
missaires nommés par le légat pour

l'exécution de la bulle osèrent afficher aux portes de l'Eglise de Notre-Dame & dans toute la ville de Paris, le jour du Vendredi saint, des censures contre plusieurs chanoines de la cathédrale. Le chapitre consulta l'Université : & après que la matière eut été discutée par les députés de toutes les compagnies, la Faculté de Théologie donna le premier Avril avec l'approbation de l'Université son décret, portant que les censures lancées postérieurement à l'appel contre ceux qui refusaient de payer une décime imposée sans le consentement du clergé, n'ont aucune force, & ne sont point à craindre, & conséquemment que ceux que l'on a prétendu en frapper ; ne sont point obligés de s'abstenir de leurs fonctions ecclésiastiques.

Ce n'étoit pas assez de mettre les consciences en sûreté : il falloit garantir les personnes & les biens de la violence des exécuteurs de la bulle. Le chapitre appella au parlement, & l'Université se joignit à son appel. L'affaire fut plaidée contradictoirement : & j'observe que l'avocat du chapitre allégua entre autres moyens l'autorité de la Pragmatique de S. Louis. Je ne

40 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
puis dire, s'il intervint un jugement  
définitif.

Règlement de la Faculté des Arts contre les abus qui se commettoient dans la promotion à ses degrés. En l'année 1503 au mois de Juin la Faculté des Arts fit un règlement important contre les abus qui se commettoient dans les promotions à ses degrés. L'indulgence étoit excessive à l'égard des candidats qui se présentoient, soit pour le baccalauréat, soit pour la maîtrise ès Arts. » On reçoit, dit le Recteur qui présidoit à l'assemblée, » des ignorans, des bouviers, » qui non seulement ne connoissent » pas Aristote, mais qui n'entendent » pas même les distiques de Caton, » & les premiers élémens de la langue » Latine. Ils sont méprisés à juste titre: » & la honte qu'ils méritent, retombe » sur nous. On juge que nous ressem- » blons à ceux que nous ne faisons » pas difficulté d'admettre dans notre » corps. En conséquence on abroge nos » privilèges : on nous supplante : & » les bons souffrent pour les mauvais.»

*Hist. Un.  
Par. T. V. l.  
p. 111.*

Le remède à des abus si nuisibles fut de renouveler les anciens statuts, & en particulier celui qui défendoit d'acquiescer dans une même année les degrés de bachelier & de licencié ès Arts. Les bacheliers reçûs en dernier

lieu étoient notoirement incapables. Ils furent exclus de l'espérance de monter à un degré plus haut : & par rapport à l'avenir on prononça les peines les plus sévères contre les bedeaux , examinateurs , & tous autres qui favoriseroient le relâchement en cette partie. Pour conserver la mémoire d'un réglemeut que l'on regardoit comme nécessaire & précieux , il fut dit qu'on l'inscriroit dans le livre du Recteur , & la Nation de France le fit graver en pierre dans ses écoles.

Duboullai observe que ces précautions pouvoient être prises en partie contre les sollicitations puissantes , par lesquelles on extorquoit des dispenses. On employoit pour ces sortes d'objets jusqu'à la recommandation du roi. Les comptes du questeur de la Nation de France en 1501 font mention d'un Piémontois du diocèse d'Asti, qui , à la prière du roi , avoit été reçu maître ès Arts hors des tems marqués par le statut.

A la suite du réglemeut dont je viens de rendre compte , je trouve quelques faits que mon guide montre simplement , plutôt qu'il ne les explique , & que j'omettrai par cette

## 42 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

*Profanation horrible, ex-  
piée par des  
processions  
solennelles.*  
*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 12.*  
raison. Je parlerai seulement de l'at-  
tentat impie d'un misérable, qui as-  
sistant à la messe dans la Ste Chapelle,  
arracha des mains du prêtre l'hostie  
consacrée, la jetta à terre, & la foula  
aux pieds. C'étoit, comme l'on voit,  
un précurseur des fureurs de Luther  
& de Calvin. Le criminel fut pris &  
brûlé : & pour réparation de son sa-  
crilège, il se fit des processions dans  
toute la ville. L'évêque de Paris vint  
à l'Université pour l'inviter à ordon-  
ner une procession dans cette vûe : &  
sa requête fut admise.

*Opposition  
de l'Univer-  
sité à la véri-  
fication des  
pouvoirs du  
légal.*  
*p. 13-17.  
Preuves de,  
Lib. de l'Egl.  
Gall. P. III.  
p. 68.*  
L'Université en 1504 s'opposa à la  
vérification de la bulle de légation  
du cardinal d'Amboise, prélat, comme  
l'on fait, tout-puissant en France, où  
il réunissoit les pouvoirs de légat à  
l'autorité de principal ministre, jouis-  
sant de toute la confiance de son  
maître. Ce cardinal avoit été nommé  
par le pape Alexandre VI son légat  
à latere en 1501 pour un tems limité  
& assez court. Il obtint en 1502  
du même pape la prorogation de ses  
pouvoirs pour deux ans & quatre  
mois. Enfin en 1503 Jules II, qui lui  
avoit enlevé la papauté, ne se con-  
tenta pas de lui confirmer les pouvoirs



accordés par son prédécesseur , mais il le continua légat à son bon plaisir , & sans lui prescrire un tems déterminé. Les deux commissions d'Alexandre VI avoient été vérifiées au parlement , sans que l'Université y intervînt. Quand il fut question de vérifier la troisième , elle se montra. Elle étoit blessée de ce que le légat se prétendoit autorisé à agir comme revêtu de toute la puissance du pape , & en conséquence prévenoit les Ordinaires dans la collation des bénéfices : ce qui anéantissoit le droit des gradués. En second lieu une légation accordée pour un tems illimité , sembloit formidable & tendante à opprimer la liberté commune. C'est ce que l'Université fit représenter par son avocat , & les gens du roi l'appuyèrent. Sur quoi fut rendu le vingt-neuf Mars un arrêt , qui faisant distinction entre les pouvoirs accordés au cardinal par Alexandre VI , & renouvelés par Jules II , avec limitation de tems , & les pouvoirs conférés de nouveau au même prélat par Jules II sans terme limité , vérifia les premiers avec les clauses ordinaires , de ne rien attenter contre les droits , libertés , &

44 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
usages du royaume ; & sur les der-  
niers ordonna que l'Université & les  
gens du roi seroient ouïs plus ample-  
ment.

Ce n'étoit point là le plan du roi ,  
ni du cardinal. Il vint des ordres au  
parlement de passer outre à la vérifi-  
cation pleine & entière des pouvoirs  
du légat : & comme le parlement fit  
encore quelques difficultés , les or-  
dres furent réitérés. Enfin l'affaire se  
consomma le vingt Avril , & les pou-  
voirs du légat furent admis & enre-  
gistrés pour tenir jusqu'au bon plaisir  
du roi , & avec une clause expresse  
pour le maintien de la Pragmatique  
Sanction. Cette clause étoit relative  
aux demandes de l'Université en fa-  
veur de ses gradués , & elle mettoit  
leurs droits à l'abri. L'Université fut  
reconnoissante de ce bienfait , & le  
vingt-sept Avril elle célébra une messe  
solennelle , à l'intention de prier le  
Très-haut pour la souveraine cour de  
parlement , qui avoit rendu un arrêt  
favorable à ses demandes.

Au commencement de l'année 1505  
le roi Louis XII fit transporter de  
Blois à Paris , dans l'Eglise des Célé-  
stins , les cendres du duc d'Orléans  
Les cendres  
du duc d'Or-  
léans père du

te , mort quarante ans auparavant transporté à Paris.  
 L'Université résolue de rendre émoire de ce prince les mêmes *Hist. Un. par. T. VII.*  
 urs , que s'il s'agissoit des fu- p. 17.

es d'un roi de France , se con-  
 vec le chapitre de Notre-Dame  
 ordre qu'il convenoit de gar-  
 ns la cérémonie. Elle s'assembla  
 t-&-un Janvier près l'Eglise de  
 nne d'Egrès : & delà elle ac-  
 gna le cercueil jusqu'aux Céle-  
 e roi lui-même assista à cette  
 de piété filiale & chrétienne.

dit un mot dans le livre précé- *Contesta-*  
 les contestations pour le rang *tions entre*  
 es Ordres religieux, qui étoient *les réguliers*  
 s aux processions de l'Univer- *pour le rang*  
 es disputes étoient déjà ancien- *aux proces-*  
 sions de l'U- *niversité.*

1496 , & elles n'avoient pas *p. 18 & 25*  
 pris fin en 1505 : si ce n'est *28.*

nt que dans cette dernière an-  
 s chanoines réguliers ne paroîs-  
 us sur la scène , & le combat  
 eulement \* entre les moines de  
 main des Prés & ceux de Clu-  
 e neuf Mars l'Université rendit  
 gement , par lequel en improu-

mêmes moines ne contestation | sainte Geneviève. Voyez  
 e en 1512, pour | *Hist. de Paris , T. II.*  
 la procession de | p. 911.

#### 46 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

vant le scandale que caufoient ces religieux dans les processions du Recteur, elle accorda la provision aux Clugnistes sauf le droit des parties. Ce jugement étoit conforme à un jugement précédent, qu'il rappelle, mais qui ne m'est pas connu. Les religieux de S. Germain ne se tinrent pas pour évincés. Ils appellèrent au parlement, qui, par arrêt du 14 Mars 1506, confirma le jugement de l'Université. Tout ceci n'étoit que provisoire : & pour la décision du fond, il étoit enjoint aux parties de produire devant l'Université leurs titres & moyens. Je ne puis dire si le procès fut instruit. Mais nous verrons dans la suite les religieux de saint Germain prendre le parti de ne point venir aux processions de l'Université. Ceux de Clugni au contraire s'y rendent encore aujourd'hui, & dans l'appel ils ont conservé leur rang.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 73.*

Il est fait mention en 1516 d'une querelle semblable entre les religieux de sainte Croix & les Blancs Mantoux.

Les Mendians ne se corrigeoient point sur l'article de leurs privilèges destructifs des droits de la hiérarchie,

s continuoient de les porter à des  
 s intolérables. Un Jacobin, en sou-  
 nt la thèse appelée Tentative,  
 ça dans le cours de la dispute  
 n religieux mendiant qui est héré-  
 e, & que l'évêque, auquel on le  
 ente, refuse d'approuver, le con-  
 fant pour hérétique par la voie de  
 onfession, peut néanmoins en-  
 tre les confessions des Fidèles, &  
 donner l'absolution. La Faculté  
 Théologie, justement scandalisée  
 e proposition si téméraire, refusa  
 lmettre celui qui l'avoit avancée  
 outenue : & ce religieux eut l'au-  
 e d'appeller de ce refus au pape,  
 arlement, & à tout tribunal qui  
 oit & pouvoit en connoître. La  
 ulté se défendit au parlement con-  
 cet appel, par un moyen qu'elle ne  
 it pas disposée peut-être à em-  
 yer aujourd'hui. Elle soutint que  
 pellant sautoit un degré de jurif-  
 ion, & qu'en règle il ne pouvoit  
 ver son appel que devant l'Uni-  
 sité, à laquelle il appartenoit de  
 noître de tous les différends qui  
 évent dans chaque Faculté. Voilà  
 qui me paroît de plus remarqua-  
 dans cette affaire, dont l'évène-

Proposition  
 téméraire  
 avancée par  
 un Jacobin.  
 Procès à ce  
 sujet.

Hist. Un.  
 par. T. V L.  
 p. 18-25.

48 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
ment définitif n'est point rapporté par  
Duboullai.

Contrat des  
médecins  
avec les bar-  
biers. Histo-  
re abrégée de  
la Chirurgie  
de Paris.

*Pasquier ,  
Rech. de la  
Fr. l. IX.  
p. 30-32.*

*Mémoires &  
productions  
dans le der-  
nier procès en-  
tre les méde-  
cins & les  
chirurgiens.*

Au mois de Janvier 1506 la Faculté  
de Médecine passa un contrat avec les  
barbiers pratiquant la Chirurgie , par  
lequel elle leur promettoit aide , pro-  
tection , & enseignement , à condi-  
tion qu'ils lui demeureroient soumis ,  
& se tiendroient dans sa dépendance.  
Ce fait m'oblige de remonter plus  
haut pour éclaircir une matière , qui  
a fait grand bruit de nos jours. Je ne  
dirai rien qui ne soit fondé en actes  
& monumens anciens. Si quelquesuns  
de ceux qui y sont intéressés , trou-  
voient que les faits prouvés & consta-  
tés laissassent des impressions désavan-  
tageuses à leurs prétentions , ils ne  
devront pas s'en prendre à moi.

Il faut soigneusement distinguer  
deux sociétés de chirurgiens dans  
Paris , celle des chirurgiens unique-  
ment voués à la pratique de leur art ,  
& celle des barbiers - chirurgiens.  
Ces deux sociétés subsistèrent pendant  
longtems séparées , & même rivales :  
elles se réunirent en 1656 : en 1743  
une déclaration du roi a éteint la com-  
munauté des barbiers-chirurgiens , &  
a ordonné que tous les chirurgiens à  
l'avenir

l'avenir fussent lettrés , & ne joignissent plus à leur art aucune fonction mécanique. Les deux dernières époques ne sont pas de mon sujet , & je n'en fais mention ici que pour ne pas laisser dans l'incertitude ceux de mes lecteurs , qui n'auroient pas présente à l'esprit la suite de l'histoire de la Chirurgie de Paris. Je me renferme dans ce qui regarde l'ancien état des choses, & je commence par les chirurgiens du premier ordre , ou , comme on les appelloit autrefois , de robe longue.

Le premier titre authentique qui règle entre eux une police & un ordre de discipline, est de l'an mil trois cents onze. Je fais qu'ils alléguent des statuts plus anciens , auxquels ils donnent tantôt la date de 1278 , tantôt celle de 1260. Mais ces statuts , dont ils ne représentent point l'original , sont suspectés & même argués de faux par l'Université & par la Faculté de Médecine , sur des moyens qui ne sont point du tout méprisables. Ainsi je ne puis en faire aucun usage , dans une discussion où je me propose de ne rien dire qui ne soit constant & avéré. L'édit de Philippe le Bel en 1311 est reconnu de toutes les parties

50 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
intéressées. Voici ce qui y donna occasion.

Depuis que les médecins avoient abandonné la portion de leur art , qui consiste dans l'opération de la main , ce terrain délaissé avoit été exposé à l'invasion de gens sans titre & sans aveu , dont tout le mérite se réduisoit souvent à l'impudence & à l'avidité du gain. Philippe le Bel , instruit d'un abus si dangereux , ordonna par édit perpétuel , que nul homme ou femme ne pourroit exercer la Chirurgie dans la ville & vicomté de Paris , qui n'eût obtenu de Jean Pitard , chirurgien du roi au Châtelet , ou de ses successeurs , la licence ou permission d'opérer , *licentiam operandi* ; & qui , après cette permission obtenue , n'eût prêté serment entre les mains du prévôt de Paris. Le même édit imposoit des peines aux contrevenans , & portoit que les bannières ou enseignes des chirurgiens qui n'auroient pas rempli les conditions susdites , & qui entreprendroient d'exercer sans y satisfaire , seroient brulées devant leurs maisons , & eux-mêmes amenés dans les prisons du Châtelet , & punis par le prévôt de Paris selon l'exigence du cas.



L'édit de Philippe le Bel présente trois observations importantes ; par rapport aux prétentions que les chirurgiens ont élevées dans la suite.

Premièrement la licence qu'ils doivent obtenir , est la licence d'opérer, & non celle d'enseigner.

En second lieu , l'édit ne marque point qu'ils appartiennent par aucun endroit à l'Université , qui n'est pas même nommée : & il fournit au contraire la preuve qu'ils ne pouvoient lui appartenir tout au plus que comme clients , puisque les femmes sont admises à l'exercice de leur art.

Enfin ils sont astreints à prêter serment au prévôt de Paris : ce qui les confond avec les arts & métiers.

En 1352 le roi Jean donna un édit conforme à celui de Philippe le Bel.

En 1356 se montre le premier vestige d'affinité des chirurgiens avec l'Université, mais non d'une manière flatteuse pour eux. La guerre venoit de se rallumer entre la France & l'Angleterre , & Paris avoit besoin d'être gardé. Sur la requête des bourgeois , l'Université s'assembla aux Bernardins le huit Juillet , & consentir que les

*Hist. Un*

*Par. T. I.*

*p. 335.*

## 52 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

chirurgiens, libraires, parcheminiers, enlumineurs, écrivains, & relieurs, prirent les armes à l'ordre du Recteur pour la défense de la ville. Les chirurgiens étoient donc alors de l'Université, mais comme en sont les libraires, relieurs, & autres ; cliens, & non pas maîtres, ni même écoliers.

Ils obtinrent du roi Charles V en 1370 l'exemption du guet & de la garde des portes de la ville : non pas néanmoins comme suppôts de l'Université, mais en considération de la nature de leur profession, qui les assujettit à toute heure au service du public, & qui les oblige d'être prêts à tout instant du jour & de la nuit pour aller au secours des citoyens qui ont besoin de leur ministère.

Les chirurgiens parvinrent enfin à être reconnus par l'Université pour ses écoliers. Le fait est constant : il peut y avoir quelque difficulté pour la date. Du côté des chirurgiens on allégué deux actes, dit-on, de l'Université, qui font remonter jusqu'à l'an 1390 l'antiquité de leur droit de scholarité. L'Université plaidant contre eux en 1748, ne reconnoît point ces actes,

& déclare qu'elle ne les trouve ni dans ses regîtres, ni dans son histoire, qui ne lui fournissent point sur ce fait de témoignage plus ancien que l'an 1436. La différence ne laisse pas d'être considérable. Mais ce n'est pas sur quoi j'insiste. Il est plus important de remarquer, qu'à quelque époque que l'on s'en tienne, les textes des actes soit de 1390, soit de 1436, ne sont pas propres à favoriser les hautes prétentions des chirurgiens

En 1390, l'objet de leur demande étoit que l'Université leur accordât son intervention contre les charlatans, qui exerçoient sans titre la Chirurgie, & voici de quelle manière débute leur supplique : » Recteur, & vous tous » nos très excellens seigneurs & maîtres, nous qui sommes vos humbles » écoliers & disciples, venons vous » supplier le plus humblement qu'il » nous est possible » . . . . & le reste. L'Université, après avoir examiné leurs titres & leurs moyens, consentit de se joindre à eux dans la cause qu'ils poursuivoient, mais sous la condition qu'ils seroient réputés *vrais écoliers*, & non autrement : *ut veri scholares*, & non aliàs. Le faste se glissoit déjà dans

cette société : & ils prenoient les qualités de bacheliers , licenciés , & maîtres. L'Université ne veut reconnoître en eux que celle d'écoliers. Inutilement dans les mémoires de leur dernier procès , les chirurgiens ont-ils voulu incidenter sur l'équivoque du mot *scholares* , qu'ils ont interprété *scholam habentes* , tenant école , & faisant des leçons. Il est vrai que le nom *scholares* signifie en général *suppôts de l'école* , enseignans , ou écoutans. J'en ai fait la remarque ailleurs. Mais dans l'acte dont il s'agit ici , ce mot est expliqué & déterminé par celui de *disciples* , auquel il se trouve joint : *vestri scholares & discipuli* : & par conséquent l'interprétation des chirurgiens n'est point admissible.

L'acte de l'an 1436 présente le même langage , & il exprime de plus la condition moyennant laquelle l'Université reconnoissoit les chirurgiens pour ses écoliers.

Le treize Décembre 1436 , l'Université étant assemblée aux Maturins , Jean de Soulfour maître ès Arts & en Chirurgie se présenta , & demanda tant en son nom qu'au nom de ses confrères , que l'Université voulût bien les

reconnoître pour les écoliers, & les admettre en cette qualité à la participation de ses privilèges, franchises, & immunités. L'Université leur accorda leur requête, pourvu néanmoins qu'ils fréquentassent, suivant la coutume, les leçons des docteurs régens en Médecine.

Les chirurgiens reçurent avec joie la grace que leur faisoit l'Université : mais la condition les gênoit. Il paroît qu'ils ne se rendirent pas fort exacts à la remplir : & en 1457 la Faculté de Médecine, pour les obliger de fréquenter assidûment les leçons de ses docteurs, arrêta par un décret qu'elle ne donneroit aucune attestation d'études aux écoliers en Chirurgie, à moins qu'il ne lui apparût de leur inscription par nom & surnom sur ses registres.

C'étoit là un sujet de guerre continue entre les médecins & les chirurgiens. Il en subsistoit un autre plus intéressant & bien ancien, comme l'atteste le statut que j'ai rapporté d'après Duboullai, sous la date de l'année 1271, quoique je le croie plus probablement appartenir à l'an 1301. Les chirurgiens ne s'en tenoient pas à

l'opération manuelle : ils donnoient des conseils , ils administroient des médicamens aux malades : en un mot ils faisoient la médecine. C'est ce que les médecins ne pouvoient , ni ne devoient souffrir : & pour détruire cet abus , ils tournèrent leurs regards vers la communauté des barbiers, qui, toute mécanique dans son origine , pratiquoit néanmoins ce que l'on appelle la petite Chirurgie : saignées , pansemens de playes , de bosses , d'abcès , d'apostèmes. Il étoit défendu aux barbiers de passer ces bornes : & de plus on \* allégué un règlement du Châtellet en 1301 , qui les assujettissoit à ne pouvoir exercer cette partie de la Chirurgie , qu'auparavant ils n'eussent été examinés & approuvés par les maîtres chirurgiens.

Chacun aime à étendre ses droits : Les barbiers renfermés dans une sphère si étroite , cherchèrent à franchir ces limites incommodes, & pour cela à augmenter leurs connoissances. Ils se fai-

\* Je dis qu'on allégué ce règlement , parce que je ne veux pas m'en rendre garant contre les médecins , qui en contestent l'authenticité , & qui

n'admettent point , comme je l'ai observé , de titre plus ancien en faveur des chirurgiens , que l'édit de Philippe le Bel en 1311.

soient donner des leçons d'Anatomie & d'opérations chirurgicales par les médecins, qui, peu contens de la docilité des chirurgiens, se portoient volontiers à favoriser les barbiers.

Les chirurgiens s'en plaignirent en 1491 : & la Faculté de Médecine ayant reçu leurs plaintes, qui étoient en règle, ne put se dispenser de leur donner quelque satisfaction. Elle déclara que les anatomies, & les explications faites en François par ses docteurs aux barbiers, étoient contre son esprit & sa discipline. Que ç'avoit été néanmoins pour éviter un plus grand mal, que quelques médecins s'y étoient laissé engager, & pour empêcher que des étrangers ne s'immisçassent à donner aux barbiers des leçons. Qu'au reste elle défendoit à ses suppôts de les continuer, jusqu'à ce qu'elle y eût autrement pourvû.

La clause qui terminoit ce décret, n'étoit pas fort propre à calmer les chirurgiens, & elle ne leur annonçoit pas une longue cessation de l'abus dont ils se plaignoient. Ils réussirent mieux à fermer la bouche au moins à ceux qui étoient sans qualité. Ils s'adressèrent à l'Université peu de jours après,

*Hist. Un.  
Pa. T. V.  
p. 807.*

58 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
pour lui demander qu'elle imposât  
silence à un certain Claude, qui in-  
struisoit les barbiers : & ils obtinrent  
ce qu'ils demandoient.

Les médecins ne tardèrent pas à  
exécuter ce qu'ils avoient annoncé aux  
chirurgiens par leur dernier décret. Le  
onze Janvier 1494, ils députèrent un  
des leurs pour enseigner la Chirurgie  
complètement aux barbiers, en entre-  
mêlant le Latin & le François : &  
cette délibération fut soutenue de plu-  
sieurs autres semblables dans les an-  
nées suivantes. C'est ainsi que les  
barbiers devinrent chirurgiens : & ils  
profitèrent si bien des leçons des mé-  
decins, qu'ils prirent par la suite des  
tems la prééminence, non de rang,  
mais d'habileté, & de confiance de  
la part du public, sur les chirurgiens  
de robe longue. Ceux-ci redoublé-  
rent leurs plaintes contre les décrets  
de la Faculté de Médecine. Ils la  
taxèrent de favoriser les usurpations  
des barbiers. Ils lui reprochèrent de  
contrevenir à ses propres loix, en  
donnant en François des instructions  
auxquelles étoit consacrée la langue  
Latine. Ils disoient vrai. Mais usur-  
pateurs eux-mêmes, ils avoient mau-



vaife grace à fe plaindre des atteintes données à leurs droits. Ils s'arrogéient, comme je l'ai dit, les fonctions des médecins : & les médecins leur rendoient le change en élevant contre eux une compagnie rivale. Les barbiers tenoient une conduite toute contraire à celle des chirurgiens. Ils fe montroient dociles, fousmis, obéiffans aux médecins ; à qui ils devoient en quelque façon leur exiftance : & c'est ce qui déterminâ la Faculté de Médecine à les adopter pour difciples, & à leur afûrer pleinement fa protection, par acte paffé au mois de Janvier 1506. Cet acte eft une pièce intéreffante, dont je dois donner ici l'exposition un peu détaillée.

*Hift. Un  
Par. T. V  
p. 28.*

Il confifte en un double engagement, l'un des barbiers envers les médecins, l'autre des médecins envers les barbiers.

Le premier eft contenu dans une requête présentée à *Nosfeigneurs les doyen & maîtres de la Faculté de Médecine en l'Université de Paris*, par les maîtres barbiers jurés de la ville de Paris, qui expofent qu'ayant reçu depuis quelques années les inftructions des médecins fur la Chirurgie, ils en

# 60 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ont grandement profité. Ils les prient de continuer ces leçons en la manière qu'ils ont commencé, & ils souhaitent d'être employés par eux, comme leurs disciples & écoliers, dans l'exercice & pratique de la Chirurgie. Au moyen de quoi ils promettent de se conduire en vrais écoliers & disciples des médecins, & de se faire inscrire comme tels sur le regître de la Faculté, de leur porter honneur & révérence, de s'abstenir de tout ce qui est du ressort de la Médecine, & de se renfermer dans l'opération manuelle. Ils s'engagent de plus, lorsqu'il s'agira de l'examen des aspirans à la maîtrise du métier, d'y appeller deux docteurs députés par la Faculté, *lesquels, après la délibération des maîtres barbiers, concluront de la souffisance ou insuffisance de l'examiné.* Enfin ils promettent de ne pratiquer la Chirurgie avec aucun médecin, s'il n'est docteur de la Faculté, ou licencié, ou approuvé par elle.

La requête ainsi concertée entre le lieutenant du premier barbier & les quatre jurés du métier d'une part, & de l'autre Jean Avis ou Loisel doyen de la Faculté de Médecine, fut com-

muniquée le sept Janvier 1506 à la communauté des barbiers, assemblée en l'hôtel du lieutenant du premier barbier du roi, rue de la Verrerie : & après qu'elle leur eut été lue, ils y donnèrent leur consentement, duquel le doyen de Médecine promit de rendre compte à sa compagnie.

Il la convoqua le dix Janvier suivant dans l'Eglise de S. Yves, lieu usité alors pour les assemblées de cette Faculté. Là fut consommée l'affaire. Les médecins agréèrent les engagements que contractoient envers eux les barbiers, & ils promirent réciproquement de satisfaire à toutes leurs demandes. Ils s'engagèrent de plus à les soutenir contre quiconque entreprendroit de les troubler dans la jouissance & l'exercice de tout ce qui étoit convenu par le présent contrat. Ce dernier article étoit une précaution prise contre les maîtres chirurgiens, dont on prévoyoit le mécontentement.

Pasquier met en doute, si par cet acte les médecins ne passèrent pas leur pouvoir, en introduisant un nouvel ordre de chirurgiens au préjudice des anciens. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de décider cette question,

**62 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ**  
pour le jugement de laquelle il faudroit  
peser les prétentions respectives , &  
examiner si des supérieurs lésés &  
troublés par leurs subalternes , ne sont  
pas en droit de chercher les moyens  
de se passer d'eux , & de se procurer  
des ministres plus disposés à les aider  
dans le service du public. Il est con-  
stant que les anciens chirurgiens en-  
treprenoient sur les droits de la Mé-  
decine. Il est constant d'ailleurs que  
l'établissement des nouveaux prospéra  
merveilleusement , & qu'il a produit  
les plus grands maîtres que notre Chi-  
rurgie Françoisse puisse citer pour sa  
gloire. Ce sont des faits : & c'est là  
que je dois m'en tenir.

Il paroît que le contrat du dix Jan-  
vier 1506 irrita beaucoup les maîtres  
chirurgiens : & c'est sans doute en  
conséquence de leur mécontentement  
marqué , que la Faculté de Médecine ,  
par délibération du sept Juillet de la  
même année , défendit à tous ses ma-  
îtres d'assister aux actes des chirurgiens  
sous peine de privation.

Les chirurgiens sentirent néant-  
moins qu'il étoit de leur intérêt de ne  
pas indisposer entièrement contre eux  
la Faculté de Médecine. Ils firent des

émarches de soumission , & le dernier Janvier 1507 , ayant maître Philippe Roger à leur tête , ils se présentèrent à la Faculté , pour lui faire la déclaration suivante : » Messieurs , nous venons par devers vous à cause que l'on nous a dit qu'on vous a rapporté que disions par la ville de Paris , que ne sommes point vos escoliers ne sujets. Sachez , Messieurs , que jamais nous ne pensâmes nier que ne fussiesmes vos escoliers. Nous nous confessons tels , & avons toujours fait. Et si aviesmes songé le dire , nous nous irions coucher pour le désonger. » Le doyen de Médecine Jean Loisel demanda à tous les chirurgiens présens , s'ils pensoient ainsi : & tous mettant le bonnet bas répondirent , » Oui , nous l'advouons. » Deux notaires , qu'ils avoient amenés , leur donnèrent acte de cette déclaration.

Les choses demeurèrent en cet état. Quelques légers nuages de dissensions , sur lesquels on peut consulter les Recherches de Pasquier , l. IX. c. 31 , ne causèrent que des troubles médiocres , & aboutirent à une pacification en 1510.

Hist. Us.

Par. T. VI.

p. 32.

## 64 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Procès de la  
Faculté de  
Médecine  
contre deux  
médecins  
étrangers.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 32—41.*

Les égards des chirurgiens pour la Faculté de Médecine furent apparemment le motif qui les détermina à ne point paroître dans un grand procès, que cette Faculté eut à soutenir au parlement, conjointement avec les barbiers, en 1506 & durant les deux années suivantes. L'Université & la Ville s'étoient jointes aux médecins. Les parties adverses étoient deux docteurs en Médecine, l'un reçû à Montpellier, l'autre à Ferrare, qui prétendoient pratiquer librement dans Paris; & Laurent Bernard barbier, qui avoit saigné sur leur ordonnance. La Faculté ne vouloit pas souffrir que les deux médecins étrangers exerçassent leur art, si au préalable ils ne se soumettoient à être examinés de nouveau, & elle leur en avoit fait signifier des défenses, dont ils étoient appellans. Le barbier, qui étoit engagé par serment, aussi bien que tous les confrères, à ne pratiquer avec aucun médecin non autorisé par la Faculté, avoit été cité devant le lieutenant du premier barbier du roi, comme violateur de son serment: & sur son refus de reconnoître son tort, & de promettre un changement de conduite, ayant été

: à pratiquer dans Paris tout mé-  
reçu dans une Université fa-  
2. J'en ai fait la remarque ailleurs.  
l'usage avoit introduit une re-  
on , & exigeoit qu'auparavant  
médecins étrangers subissent un  
l examen. Cette restriction étoit  
e sur des raisons très importan-  
On savoit que dans les autres  
ersités les exercices probatoires  
a réception d'un médecin étoient  
oup moins rigoureux , que ceux  
Faculté de Paris. Ainsi de la liberté  
dée indistinctement aux méde-  
trangers d'exercer leur profession  
Paris , il résultoit un double  
venient : le premier & le plus  
l, de laisser traiter la Médecine  
es hommes qui n'y seroient pas  
imment habiles ; le second, d'ex-

66 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
pas douteux que l'on quitteroit la Faculté plus rigide , pour courir à celles où la discipline s'étoit relâchée.

Il fut aussi question dans cette cause du contrat récemment passé entre les médecins & les barbiers. L'avocat adverse en demanda la cassation. Celui des médecins le justifia , & le soutint.

Par rapport à ce dernier article , ni les gens du roi , ni le parlement n'eurent aucun égard à la demande en cassation. Il y eut plus de difficulté sur ce qui regardoit les deux médecins étrangers. Le procureur général prétendoit que les défenses à eux faites par la Faculté de Médecine de pratiquer dans Paris étoient abusives, parce qu'il n'appartenoit qu'au roi & à ses officiers de donner ou refuser la permission requise en pareil cas. Le parlement fut moins sévère : & il satisfait en même tems au vœu de la Faculté & à celui du procureur général , en ordonnant que les deux médecins qui se présentoient , seroient examinés par quatre docteurs de la Faculté de Médecine en présence de deux conseillers de la cour , pour sur leur rapport être statué ainsi qu'il appartiendrait.



L'examen fut fait : & les deux médecins ayant été jugés insuffisans, se pourvûrent de nouveau au parlement, qui ordonna un second examen. C'est tout ce que nous apprend Duboullai sur cette affaire, dont il nous laisse ignorer l'événement.

Ce qui en résulte de clair, c'est que les médecins étrangers, pour avoir la liberté de pratiquer dans Paris, étoient alors obligés de subir un examen pardevant les docteurs que dépûtoit à cet effet la Faculté. Aujourd'hui la discipline est plus rigoureuse. On exige des docteurs étrangers tous les travaux d'une nouvelle licence : & le doctorat qu'ils ont reçu ailleurs, ne leur tient lieu que de la maîtrise ès Arts dans l'Université de Paris.

Au commencement de l'année 1507, la Faculté de Décret, qui depuis vingt ans fatiguoit les autres Facultés par ses prétentions exorbitantes au sujet des nominations aux bénéfices, en fit éclore une nouvelle, & conséquemment une contestation de longue durée dans l'Université. Cette querelle se développera dans la suite, & j'en parlerai avec plus d'étendue, lorsque les circonstances l'exigeront.

Nouvelle  
prétention  
de la Faculté  
de Décret, au  
sujet des no-  
minations  
aux bénéfices.

Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 39.

## 68 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Procession  
solennelle ,  
où le Recteur  
marche à côté  
de l'évê-  
que.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 40.*

En cette même année 1507 le Louis XII ayant réduit les Gens qui s'étoient révoltés contre lui , c victoire fut célébrée dans Paris par actions de grâces solennellement dues à Dieu , & par une procession dans laquelle l'évêque & le chancelier tenoient la droite , & vis-à-vis de lui à gauche marchèrent le Recteur & l'Université.

Barrière de  
la rue du  
Fouarre.

*Ibid.*

Je trouve sous cette même année 1507 le seul monument qui nous reste de ce droit singulier , dont jouissoit la Université des Arts pour conserver la tranquillité de ses écoles. La rue du Fouarre , où elles se tenoient , étoit déclose par une barrière de bois , qui empêchoit l'entrée aux voitures. Les registres font foi qu'en 1507 les écoliers réparèrent à frais communs cette barrière , qui tomboit. Depuis les leçons , transportées dans les collèges , ont entièrement cessé dans les écoles de la rue du Fouarre , les barrières sont devenues inutiles ; & il ne reste que l'usage , mais le souvenir s'en est perdu.

Un legs fait à l'Université par Pierre Secourable , archidiacre de Reims & doyen de la Faculté de Théologie

Paris, donna lieu à un renouvellement de querelle entre la Faculté des Arts & les trois autres Facultés. J'ai remarqué que les Nations n'étoient pas toujours assez attentives à faire valoir leur droit d'égalité à chacune des Facultés supérieures. Mais lorsqu'il s'agissoit de quelque objet important, & en particulier s'il étoit question d'argent, elles se réveilloient, & ne se laissoient point déprimer. Ainsi dans le cas présent elles vouloient que la somme léguée, qui étoit de cent livres, fût partagée également entre les sept compagnies qui composent l'Université; ou bien qu'elle se distribuât au service qui se célébreroit pour le testateur, de manière que tous les régens, à quelque Faculté qu'ils appartenissent, en reçussent chacun une portion égale pour droit d'assistance. Ce dernier plan étoit d'autant plus admissible, qu'il avoit été suivi récemment, comme je l'ai observé, en semblable occasion. Cependant il plut aux Facultés supérieures de n'y point consentir, & de demander que la somme fût distribuée en quatre parts égales, dont une seulement seroit pour la Faculté des Arts. Cette discussion dura long-

Contestation  
entre la Fa-  
culté des  
Arts & les  
trois autres  
Facultés.

*Hist. Un.  
Par. T. V l.  
p. 40--43.*

70 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tems, & ayant commencé en 1508,  
elle n'étoit pas encore finie le douze  
Novembre 1509. Duboullai n'a pas  
pû découvrir quelle fut enfin la déci-  
sion de cet objet particulier & passa-  
ger.

Le fond de la contestation a tou-  
jours subsisté. Les Facultés supérieures  
s'étoient tellement aheurtées à vou-  
loir réduire la Faculté des Arts à une  
seule voix, qu'elles ne souffroient pas  
volontiers que le Recteur, en cas de  
partage, conclût pour cette Faculté  
jointe à une des supérieures contre les  
deux autres Facultés. Après des que-  
relles d'un siècle & demi il a fallu,  
pour avoir la paix, en venir à l'ar-  
rangement qui s'observe aujourd'hui.  
Nulle délibération ne se fait plus dans  
l'assemblée générale de l'Université,  
parce que les Facultés supérieures ne  
permettent pas que les Nations y jouis-  
sent de leur droit. Les affaires qui in-  
téressent tout le corps, sont portées au  
tribunal de l'Université, composé de  
trois Doyens & des quatre Procureurs,  
tous présidés par le Recteur. Si la ma-  
tière est trop grave pour être décidée  
par ces députés, chacune des sept com-  
pagnies en prend connoissance & en

bère à part, & fait ensuite por-  
son vœu au tribunal par son chef.  
rons les chefs de compagnies,  
ens & procureurs, jouissent sans  
iculté d'un droit égal : & la plura-  
des suffrages fait la décision.

Je me fais un devoir de consigner  
les anciens usages, à mesure que  
occasion s'en présente. C'est dans cer-  
rit que j'observe que pour attirer  
bénédiction du ciel sur ses armes,  
uis XII, à l'exemple de ses prédé-  
seurs, voulut en 1509 que l'on des-  
cendît les châsses de S. Denys & de  
compagnons : & l'Université as-  
sa par les députés à la cérémonie.  
toute même pratique de piété fut re-  
vivellée plus d'une fois par François I,  
dans les différentes guerres qu'il eut à  
soutenir.

Après la victoire d'Agnadel, rem-  
portée par Louis XII en personne sur  
les Vénitiens le quatorze Mai de la  
même année 1509, l'Université en ren-  
dit grâces à Dieu par une procession à  
l'église cathédrale.

Au mois de Novembre suivant elle  
fut le serment du prévôt de Paris,  
qui n'est point nommé dans nos  
écritures : mais nous y trouvons dé-

Usages an-  
ciens &  
pieux.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 44. 76. 131.*  
*132. 155.*

p. 43.

Serment prê-  
té à l'Univer-  
sité par le  
prévôt de Pa-  
ris.

p. 44.

## 7.2 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

crit le cérémonial qui se pratiqua en cette occasion. L'Université s'assembla dans le chapitre des Maturins : & lorsqu'elle fut avertie que le prévôt étoit arrivé à la porte de la maison, elle lui députa les trois doyens & les quatre procureurs, qui accompagnés chacun d'un adjoint allèrent au devant de lui, l'introduisirent dans l'Eglise, où il fit sa prière, & l'amenerent ensuite dans la salle de l'assemblée. Il y prit séance en face du Recteur, qui après un compliment fort court lui lut les articles du serment qu'il devoit prêter, & lui demanda s'il vouloit le jurer. Le prévôt leva la main gauche, est-il marqué dans l'acte, au lieu de la main droite, dont il n'étoit pas accoutumé de se servir, & fit le serment en ces termes : » je jure de » conserver inébranlables & inviolables les privilèges de votre bonne » mère (l'Université), & de rendre » la justice avec fidélité & droiture. » Alors le Recteur ordonna à un docteur en Théologie, que l'Université avoit choisi pour son orateur, de faire au nom de la compagnie une harangue de félicitation en François. Le prévôt y répondit en peu de mots, remerciant

remerciant l'Université de l'honneur qu'elle lui avoit fait , & promettant de l'appuyer de son crédit auprès du roi & de la reine , toutes les fois qu'il en seroit besoin. Ainsi finit la cérémonie : & le Recteur avec les \* doyens & les procureurs reconduisit le prévôt jusqu'à la porte de la maison des Maturons.

Le douze Décembre de la même année , l'Université conféra une chappelle du Châtelet à un bachelier en Théologie de la communauté des *Pauvres* du collège de Montaigu , sur la présentation de la Nation d'Allemagne ; & à cette occasion elle ordonna que chaque année tous ceux qui tenoient des bénéfices dépendans de la compagnie , seroient cités à comparoître devant les députés ordinaires , pour faire foi de leur résidence & domicile. Cette pratique s'observe encore aujourd'hui : le Recteur tient son synode tous les ans.

Par la même délibération il fut dit que l'on feroit graver sur une planche du cuivre la liste des douze chapelles

Règlement de l'Université touchant les bénéfices dépendans de sa nomination.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 44.

\* Les doyens ne sont pas nommés dans l'imprimé de Duboullai. Mais

c'est sans doute une faute d'omission.

74 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 & des trois Eglises paroissiales qui  
 sont à la nomination de l'Université,  
 & que la planche seroit placée & sus-  
 pendue dans le chapitre des Maturins,  
 Je ne fais si cette partie de l'ordon-  
 nance a été exécutée. Ce qui est cer-  
 tain, c'est qu'il n'en existe aujourd'hui  
 & depuis longtems aucun vestige.

Abus des ré-  
 signations  
 par voie de  
 permutation.

*Hist. Un.  
 Par. T. VI.  
 p. 47.*

Il régnoit alors un grand abus dans  
 la manière dont se faisoient assez com-  
 munément les nominations aux béné-  
 fices dépendans de l'Université. Les  
 titulaires s'arrangeoient pour permu-  
 ter avec le sujet qui leur convenoit :  
 & ils le présentoient ensuite à l'Uni-  
 versité, qui donnoit son agrément.  
 C'est ainsi qu'en 1511 Jean Péricard,  
 curé de S. Germain le Vieux, fit pas-  
 ser sa cure à Pétrarque de la Madelei-  
 ne. On commença en 1532 à sentir  
 l'inconvénient d'une pratique qui en-  
 levoit à l'Université presque toutes  
 ses nominations, & la Nation d'Al-  
 lemagne demanda que l'on y mît or-  
 dre. L'abus ne laissa pas de se perpé-  
 tuer jusqu'en 1646. Alors François du  
 Monstier Recteur, homme de tête &  
 de mérite, proposa d'établir pour loi  
 inviolable qu'à l'avenir les résignations  
 des bénéfices dont la nomination ap-

Décret qui  
 l'abolit.

*Recueil d'a-  
 des ou livre  
 Bleu, VII.  
 p. 51.*



partenoit à l'Université, ne fussent jamais reçues, & qu'il fût même défendu d'en faire la proposition ou la demande. Le règlement passa, & il s'est maintenu en pleine vigueur jusqu'à ce jour.

C'est en 1511 que fut convoqué par Convocation d'un concile à Pise. L'Université y envoie ses députés. quelques cardinaux un concile à Pise contre le pape Jules II. Les histoires retentissent de la haine furieuse que portoit ce pape à Louis XII & à la France. Pour des intérêts purement temporels il avoit excommunié le roi, & livré son royaume au premier qui pourroit s'en saisir. Louis poussé si vivement & avec tant d'injustice assombla l'Eglise Gallicane à Tours dans le mois de Septembre 1510, prélats, théologiens, jurisconsultes, pour avoir leur avis sur la légitimité de ses armes, sur la nullité des censures prononcées contre lui, sur le dessein où il étoit de se soustraire à l'obéissance d'un pape par lequel il se voyoit outrageusement persécuté. La réponse fut telle qu'il la désiroit. Seulement l'assemblée n'approuva la soustraction d'obéissance, que dans la supposition qu'elle ne seroit point universelle, mais pour la tuition & défense

76 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
*des choses temporelles* du prince injustement attaqué. Elle ajouta qu'avant tout il convenoit que l'Eglise Gallicane députât au seigneur pape Jules, pour l'avertir avec une charité fraternelle, & selon les règles de la correction Evangélique, de se désister de ses entreprises, & de travailler à entretenir la paix & la concorde entre les princes Chrétiens.

Le roi devoit être satisfait des réponses de l'assemblée. Mais ses projets alloient plus loin. Il pensoit à la convocation d'un concile général, auquel le pape fût cité pour rendre compte de sa conduite : & c'est ici l'une des deux circonstances auxquelles on peut rapporter avec probabilité, comme je l'ai déjà dit, la consultation faite à la Faculté de Théologie sur l'obligation où est le pape d'assembler un concile tous les dix ans, & sur le droit qu'a l'Eglise de suppléer à son défaut. L'empereur Maximilien étoit d'accord avec le roi de France pour la convocation du concile, & ils attirèrent dans leur sentiment quelques cardinaux, dont les trois plus illustres étoient Bernardin Carvajal, François de Borgia, & Guillaume Briçonnet.

Ces trois cardinaux avec deux de leurs confrères trouvèrent moyen de s'échapper de la cour du pape, & se retirèrent en sûreté à Milan. Quatre autres dans la fuite se joignirent à eux, & tous ensemble, à la requête de l'empereur & du roi de France, ils convoquèrent par une bulle le concile général à Pise pour le premier Septembre de l'année courante 1511, & citèrent le pape à y comparoître. Les deux princes appuyèrent cette bulle par une ordonnance commune, & publiée au nom des deux.

Le pape fut consterné de cette démarche hardie. La faveur des conciles étoit grande alors. Toute l'Eglise soupироit après une réforme, que l'on poursuivoit en vain depuis plus de cent ans. Ainsi la batterie dressée contre Jules étoit puissante : & pour se défendre il ne trouva point de meilleure ressource, que d'indiquer lui-même un concile à Rome dans l'Eglise de S. Jean de Latran.

Le concile de Pise ne laissa pas de s'ouvrir, non au jour marqué, mais le premier Novembre. A l'exception de quelquesuns des cardinaux, il ne s'y trouva que des prélats François.

78 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
L'Université, suivant les ordres du  
roi & l'invitation des cardinaux con-  
vocateurs, y envoya ses députés, dont  
le plus remarquable & le plus connu  
est Geoffroi Boussard, docteur en  
Théologie, & chancelier de l'Eglise  
de Paris.

Mauvais suc-  
cès de ce con-  
cile.

Ce concile, en guerre avec le pape,  
appuyé mollement par Maximilien,  
qui n'y prenoit qu'un médiocre inté-  
rêt, formé des députés d'une seule  
Nation, ne pouvoit pas avoir une  
grande autorité, ni faire de grandes  
choses. Il tint pourtant plusieurs ses-  
sions, mais sans beaucoup d'effet.  
Bientôt il quitta Pise, où il ne se  
trouvoit pas en sûreté, pour se reti-  
rer à Milan, & il y continua ses lan-  
guissantes opérations, jusqu'à ce que  
forcé d'abandonner encore ce second  
séjour, il se transféra de nouveau à  
Lyon, & y expira.

Je ne vois pas que l'Université ait  
eu beaucoup de part à ce qui se passa  
au second concile de Pise, si ce n'est  
par la réfutation du livre qu'écrivit &  
publia Cajétan contre ce concile.

Livre de  
Thomas Ca-  
jétan envoyé  
à l'Université  
par le concile  
& par le roi.

Thomas de Vio, surnommé Ca-  
jétan, parce qu'il étoit né dans la ville  
de Caiète ou Gaëte, fut un savant &

laborieux Dominicain , mais dévoué aux prétentions les plus outrées de la cour de Rome. Le but de l'ouvrage dont il s'agit ici , étoit de concentrer toute la puissance ecclésiastique dans la seule personne du pape : il l'établisoit non seulement chef , mais monarque absolu de l'Eglise , seul législateur , seul juge suprême , sans pouvoir jamais recevoir d'elle la loi , ni être jugé par elle , si ce n'est dans le cas d'hérésie. Comme cette doctrine est bien contraire aux décrets des conciles de Constance & de Bâle , il tâchoit d'affoiblir l'autorité de ces saintes assemblées , & d'en éluder les décisions par des interprétations subtiles & forcées. Pour ce qui est du concile de Pise , il le traitoit nettement de schismatique.

Cet ouvrage parut dans le tems que le concile se tenoit à Milan , & les pères l'envoyèrent à l'Université de Paris par Geoffroi Bouffard. La suscription de la lettre porte : » A nos chers fils les Recteur , docteurs , maîtres , & régens de l'Université de Paris. » Le concile les exhorte à visiter & examiner le livre qu'il leur envoie , & qui est plein d'injures

*Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 50.*

contre les conciles de Constance , de Bâle , & de Pise , & contre Jean Gerson excellent défenseur de l'Eglise. Il qualifie l'auteur de ce livre un homme audacieux & dangereux , qu'il faut punir selon ses démérites. » C'est pour-  
 » quoi , ajoute-t-il , nous vous exhortons de nous envoyer promptement  
 » votre jugement doctrinal ; afin que  
 » nous puissions avec vos sages conseils  
 » procéder prudemment dans cette  
 » affaire , & traiter l'écrivain de la façon que mérite son audace. »

Le roi joignit ses ordres, conformes aux intentions du concile de Pise.  
 » Nous vous prions très acertes, dit-il dans sa lettre de cachet à l'Université du dix-neuf Février 1512 , » que vous,  
 » receu ledit livre , le visitiez & examiniez diligemment , & le confutiez  
 » par raisons , \* ès points & articles  
 » esquels il vous semblera estre contre  
 » vérité. Si n'y veuillez faire faute : &  
 » vous nous ferez service très agréable  
 » en ce faisant. »

L'Université ne reçut les lettres du concile & du roi qu'au mois d'Avril.

\* L'imprimé de Du- | faire un bon sens : & j'ai  
 boullai porte & points , | regardé cette leçon com-  
 me qui ne m'a pas paru | me une faute.

Elle s'assembla le douze Mai pour entendre la lecture d'autres lettres qui lui étoient écrites sur le même objet par les députés qu'elle avoit au concile. Il ne paroît pas qu'elle ait censuré l'ouvrage de Cajétan, mais elle donna charge de le réfuter à Jacques Almain, l'un de ses plus jeunes docteurs en Théologie, mais des plus éminens en mérite & en savoir. Almain, pour obéir aux ordres de l'Université, composa le livre que nous avons de lui sous ce titre : DE L'AUTORITÉ DE L'EGLISE ET DES CONCILES CONTRE THOMAS CAJÉTAN. Launoï, dans son histoire du collège de Navarre, dit qu'il a appris par une tradition dont il spécifie tous les degrés, que l'auteur lut sa réfutation en pleine assemblée de la Faculté de Théologie, qui y applaudit unanimement.

Réfutation  
de ce livre  
par Almain.  
*Launoï, Hist.  
Coll. Nav.  
p. 611-613.*

En finissant ce que j'avois à dire du second concile de Pise, je dois un tribut à la mémoire d'Almain, célèbre défenseur de nos libertés. Il étoit du diocèse de Sens, & il passa sa vie dans l'Université de Paris, où ayant fourni sa carrière d'études philosophiques & théologiques, il continua d'enseigner la Théologie jusqu'à sa

Détails sur  
Almain.  
*Ibid.*

82 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
mort. Génie aisé, subtil, profond,  
& joignant aux talens naturels un tra-  
vail assidu & infatigable. On rapporte  
de lui qu'il ne laissa jamais échapper  
un moment de la journée, où il ne  
lût, interprêtât, discutât quelque  
point de doctrine utile pour l'avance-  
ment des jeunes gens. Ses auditeurs le  
révéroient & l'admiroient comme un  
homme divin. Il vécut trop peu pour  
le bien de l'étude des saintes lettres,  
& pour l'honneur de l'Université. Il  
mourut l'an 1515, âgé à peine de 40  
ans. On a de lui plusieurs ouvrages :  
mais les plus connus & les plus re-  
cherchés sont ceux qu'il composa pour  
la défense des précieuses maximes de  
l'Eglise Gallicane.

Sur Jean  
Major.

p. 642.

Il avoit été disciple de Jean Maire  
ou Major, autre docteur fameux par  
son attachement \* aux principes de  
l'Université de Paris sur la puissance  
du pape. Major étoit Ecoissois de nais-  
sance : mais il vécut plus longtems à  
Paris que dans sa patrie. Il est un des

\* Le continuateur de  
l'Histoire Ecclesiastique  
de M. l'Abbé Fleuri d t  
que Major fut nommé  
par l'Université avec Al-  
main pour réfuter le li-

vre de Cajétan. Néant-  
moins dans le catalogue  
dressé par Launoi des ou-  
vrages de Major, je n'en  
trouve aucun qui regarde  
directement cet objet.



DE PARIS, LIV. IX. 83  
 principaux ornemens du collège de  
 Montaigu, dont il fut élève sous la dis-  
 cipline de Standonc, & où il enseigna  
 la Théologie pendant plusieurs années  
 avec un grand éclat.

Je dois encore dire un mot d'un étranger fameux, qui illustra notre Université dans les tems dont je parle, mais par d'autres endroits. C'est Jérôme Aléandre, *Jérôme Aléandre. Hist. Un. par. T. V. p. 882. T. VI. p. 940.*  
 Italien de naissance, qui fut appelé à Paris par Louis XII en 1508. Il y enseigna avec un grand éclat les lettres Grecques & Latines. Il fut principal du collège des Lombards, procureur de la Nation d'Allemagne en 1511, & Recteur de l'Université en 1512. Un plus grand théâtre & des occupations plus brillantes remplirent le reste de sa vie. Il fut envoyé plus d'une fois nonce en Allemagne par les papes : il devint archevêque de Brindes & cardinal : & il étoit désigné pour présider au concile de Trente, si la mort ne l'eût enlevé en l'année 1542, trois ans avant l'ouverture de ce concile.

En l'année 1513 Gabriel d'Alégre *Gabriel d'Alégre prévôt de Paris. p. 52.*  
 prêta serment à l'Université en sa qualité de prévôt de Paris.

Jusqu'à cette même année la Fa-

#### 84 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Sceau de la  
Faculté des  
Arts.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 52.*

culté des Arts n'avoit point eu de sceau commun. Elle voulut alors s'en donner un pour sceller les lettres testimoniales d'étude. Ce sceau , qui existe encore , & que l'on employe à l'usage auquel il a été d'abord destiné, réunit les quatre écussons des armoiries des quatre Nations , & il porte en tête une image de la sainte Vierge tenant entre ses bras J. C. son Fils. Il fut fait aux frais des Nations : & je ne crois pas inutile d'observer que pour le sceau & le coffre qui le contient , il en coura à la Nation de France sept livres dix-sept sols huit deniers. Ainsi en supposant que les trois autres Nations contribuèrent chacune une somme égale , la dépense du total se monta à trente-&une livres dix sols huit deniers. La serrure & les cinq clefs du coffre furent payées deux livres seize sols. La découverte des Indes Occidentales étoit encore trop récente pour avoir répandu beaucoup d'argent en Europe , & conséquemment haussé le prix des choses.

Le receveur  
général de  
l'Université  
résigne la  
charge.

*p. 53.*

Le douze Septembre de la même année l'Université admit la résignation de son receveur général Jean Rivole , qui présentoit pour le remplacer Jean

Nicolas, principal du collège de Forter.

Le dix-huit elle reçut un bref du <sup>Bref du pape</sup> pape Jules II, & elle délibéra de n'y <sup>à l'Universi-</sup> point faire de réponse sans avoir <sup>té.</sup> demandé les ordres du roi à cet égard. <sup>Hist. Un. par. T. VI. p. 58.</sup>

Le neuf Janvier 1514 mourut la <sup>Mort de la</sup> reine Anne, duchesse de Bretagne. Sur <sup>reine.</sup> le cérémonial de ses funérailles le <sup>Ibid.</sup> parlement appella en conseil le Re-  
 çeur & les députés de l'Université,  
 qui, avant que de rendre une réponse  
 définitive, voulurent consulter leurs  
 compagnies. L'avis de la Faculté de  
 Médecine fut que l'on suivît ce qui  
 s'étoit pratiqué au convoi du roi Char-  
 les VIII.

La nuit du vingt au vingt-&-un <sup>Mort du pa-</sup> Février suivant mourut aussi le pape <sup>pape Jules II.</sup> Jules II, pontife guerrier, & même <sup>Léon X. lui</sup> plus guerrier que pontife. Les Italiens <sup>succéde.</sup> l'ont beaucoup loué pour le dessein. <sup>p. 59.</sup>  
 qu'il avoit formé de chasser de l'I-  
 talie toutes les puissances étrangères,  
 François, Impériaux, Espagnols. Mais  
 ses forces n'y étoient pas proportion-  
 nées : & d'ailleurs les droits de la  
 justice, objet sacré, principalement  
 pour un chef de l'Eglise, ne permet-  
 toient pas d'entreprendre de dépouil-

## 86 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ler des princes de ce qui leur appartenoit légitimement , comme le duché de Milan & la seigneurie de Gènes appartenoient à Louis XII. Le cardinal Jean de Médicis succéda à Jules , & prit le nom de Léon X. Il étoit fils de l'illustre Laurent de Médicis , protecteur magnifique des Lettres & des beaux Arts , & il avoit hérité de lui ces sentimens : heureux , s'il y eût joint des dispositions bien plus nécessaires dans la place qu'il occupa , un zèle pur & éclairé pour la Religion , le détachement de ses intérêts temporels , & le soin de la réforme des mœurs.

Louis XII  
est obligé  
d'abandon-  
ner le concil.  
de Pise.

Léon X suivit le plan de son prédécesseur par rapport au concile de Latran : & Louis XII ayant eu le sort des armes contraire , fut obligé de se soumettre à ce concile , & d'abandonner celui qu'il avoit fait convoquer. Les suites de cette grande affaire amenèrent le Concordat , dont nous aurons bien lieu de parler incessamment.

Les circonstances engagèrent Louis XII à contracter un nouveau mariage , & il épousa Marie princesse d'Angleterre , sœur de Henri VIII.

Il épouse  
Marie d'An-  
gleterre.

l'Université se présenta le dix-neuf  
 vembre pour rendre ses hommages <sup>L'Université  
complimente  
cette nouvel</sup>  
 à la nouvelle reine. Mais quoique <sup>le reine.</sup>  
 l'audience eût été demandée par le <sup>Hist. Un.</sup>  
 Juge Robert des Vaux , & promise , <sup>Par. T. VI.  
p. 60.</sup>  
 l'Université attendit toute la matinée  
 dans la maison \* des Célestins sans  
 avoir été introduite chez la reine ,  
 qui occupoit le divertissement d'un  
 tournoi. Le roi manda l'Université  
 sur le vingt-six : elle revint , & la  
 reine reçut ses respects d'un visage gai  
 & modeste , est-il dit dans nos re-  
 cits.

Louis XII mourut peu après son <sup>Mort de  
Louis XII.  
François I lui  
succède.</sup>  
 mariage , emportant avec lui les re-  
 vers de ses sujets , & le titre unique  
 père du peuple. François I lui suc-  
 céda , & ne l'égala pas dans cette  
 bonté aimable d'une tendresse pater-  
 nelle pour ceux qui lui obéissoient ,  
 quoique d'ailleurs il fût plein de géné-  
 rosité & de franchise. Il n'est personne  
 qui ne connoisse son amour décidé  
 pour les Lettres , & qui ne sache qu'  
 elles lui doivent en France leurs plus  
 brillans accroissemens. Il chérit & fa-

\* Nos rois logeoient | terrain où est aujourd'hui  
 dans l'hôtel des Tour- | la Place royale Hist. de  
 nées , qui occupoit le | Paris, T. I p. 661 & 662.

88 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
vorisa singulièrement l'Université de  
Paris.

Confirma-  
tion des pri-  
vilèges de  
l'Université.

Privilèges de  
l'Université,  
p. 33-36.

Lorsqu'elle vint le féliciter sur son avènement au trône, elle lui demanda la confirmation de ses privilèges, & elle l'obtint dès le mois d'Avril suivant. François fit plus, & dans son édit de confirmation il leva la restriction apposée par Louis XII à l'exercice de la juridiction du conservateur apostolique. Mais le parlement, en enregistrant cet édit, le modifia, & rappella les restrictions de Louis XII. Il fit revivre en particulier la réserve des quatre journées de distance, au delà desquelles ne peuvent s'étendre les citations au tribunal de la conservation.

Les suppôts  
& officiers de  
l'Université  
maintenus  
dans leur  
droit d'ex-  
emption.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 70.

Nous avons vu que sous le règne de Louis XII les prévôt des marchands & échevins avoient tenté de comprendre les médecins dans le rôle des contribuables. Quoiqu'ils n'eussent pas réussi, ils revinrent à la charge en 1515, à l'occasion d'une levée de deniers qui se faisoit dans Paris pour aider le roi François I à reconquérir le duché de Milan. On peut soupçonner que l'entreprise des magistrats de la ville étoit fondée sur ce que les mé-

medecins usant de la liberté que leur avoit donnée le cardinal d'Estouteville, & se mariant pour la plupart, leur paroissoient pouvoir être confondus pour les taxes avec le reste des citoyens. L'Université prit la défense des medecins, & elle députa aux prévôt des marchands & échevins, pour leur représenter la force de ses privilèges, qui ne sont point accordés au célibat, mais à la profession littéraire. Ses remontrances ne furent point écoutées, desorte qu'il lui fallut recourir à la duchesse d'Angoulême, que le roi son fils partant pour l'Italie avoit établie régente du royaume. Elle obtint de cette princesse l'effet de sa demande, & une nouvelle confirmation de ses privilèges d'exemption pour tous ses suppôts & officiers.

*Privilège de l'Université,*  
p. 110.

La même contestation se renouvela quatre ans après de la part des prévôt des marchands & échevins, surtout par rapport aux papetiers & aux messagers de l'Université. Procès au parlement, qui ne fut pas jugé, & qui par conséquent laissa les officiers de l'Université en jouissance de leurs privilèges.

p. 118.

Je placerai ici ce que je dois dire de l'affaire de Reuchlin, commencée

*Affaire de Reuchlin,*

## 90 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

*Hist. Un.* cinq ans avant l'avènement de Fran-  
*Par. T. VI.* çois I au trône , & qui dura encore  
*p. 47-50.* quelques années après. Quoique les  
*52-58. 61-* principales scènes de ce procès se soient  
*69. 72. 73.* passées à Cologne & à Rome , ce

*Fleuri ,* n'est point un événement étranger à  
*Hist. Eccl.* l'histoire que j'écris. J'ai déjà observé  
*T. XXV.* que Reuchlin étoit élève de l'Univer-  
*E. CXXXII.* sité de Paris : & notre Faculté de Théo-

*D'Argentré ,* logie prit part à la querelle par une  
*Coll. jud. de* censure , qu'il ne m'est pas permis de  
*novis error.* passer sous silence.

*Bayle , Di-*  
*ction. art.*  
*Magistrate.*

Reuchlin , docteur & professeur en Droit par état , est bien plus renommé pour la grande connoissance qu'il avoit des langues savantes. Il possédoit le Grec , & il est le restaurateur ou même l'instituteur de l'étude de l'Hébreu en Allemagne. C'est à ce titre qu'il fut consulté par l'empereur Maximilien dans une question qui s'étoit élevée au sujet des livres des Juifs.

Un Juif de Cologne converti au Christianisme , ( sincèrement ou de mauvaise foi , Dieu le fait ) avoit obtenu de l'empereur un ordre de détruire & bruler tous les livres composés par les Juifs , comme injurieux à la Religion Chrétienne. Chargé lui-même d'exécuter les ordres qu'il avoit



ités, il faisoit des perquisitions  
 ses dans les maisons, sous pré-  
 d'y chercher les livres pros crits :  
 on prétend même que son zèle  
 it pas bien désintéressé, & qu'il  
 létruisoit pas toujours les exem-  
 es qui lui tomboient sous la main,  
 nt mieux les vendre à son profit.  
 se plaignit de ses vexations : les  
 , qui avoient du crédit à la cour  
 Maximilien, se récrièrent contre la  
 e déclarée à leurs livres. Maxi-  
 en remit en question ce qu'il avoit  
 men cé par décider, & parmi les  
 rés qu'il chargea d'examiner le  
 il nomma Reuchlin, qui étoit  
 ix au fait que personne de la lit-  
 ure Judaïque. Reuchlin, aussi mo-  
 que savant, fit une distinction.  
 prouva la suppression des livres  
 s par les Juifs contre la Religion  
 tienne : mais il crut que l'on de-  
 épargner ceux qui rouloient sur  
 res matières, & qui pouvoient  
 leur utilité. Pfeffercorn, c'est le  
 du Juif, auteur de tout le trou-  
 ne fut pas content de la décision  
 Reuchlin, & il l'attaqua par un  
 intitulé *Miroir manuel*. Reuchlin  
 fendit, & intitula sa réponse :

92 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
*Miroir oculaire*. Ces titres singuliers  
sont assez dans le goût Rabbinique.

Voilà donc la querelle engagée, &  
d'une cause assez légère naquit une  
tempête furieuse. Les zélés, à la tête  
desquels se mit Jacques Hogstrate, in-  
quisiteur Dominicain à Cologne, dé-  
clamèrent contre le *Miroir oculaire*,  
comme contre un livre abominable  
& digne du feu. Ils accusèrent l'auteur  
de judaïzer, de se montrer ennemi du  
Christianisme. La plupart des savans  
étoient pour Reuchlin, qui ne s'aban-  
donna pas lui-même, & soutint les  
assauts de ses adversaires avec vigueur.  
L'affaire fut mise en règle, & discutée  
à Cologne par la Faculté de Théolo-  
gie; à Spire, par les commissaires du  
pape délégués sur les lieux; à Rome,  
par une congrégation de cardinaux.  
Je souhaiterois que la Faculté de  
Théologie de Paris n'en eût pas pris  
connoissance: mais les théologiens de  
Cologne voulurent s'appuyer d'une au-  
torité aussi respectée.

Ils avoient prononcé leur censure,  
& condamné le *Miroir oculaire* au feu;  
& ils envoyèrent le livre aux docteurs  
de Paris, en les priant de l'examiner  
soigneusement, & de se joindre à eux

la condamnation d'un ouvrage pernicieux. Reuchlin instruit du fait, écrivit à la Faculté de Théologie de Paris une lettre apologétique dans laquelle il n'oublioit pas de dire qu'il étoit nourrisson de la Faculté de Paris, & disciple du fameux Jean de la Pierre. Il envoya les pièces du procès, & le livre qui y avoit donné occasion. Il atteste son innocence, prouvée par le jugement qu'ont porté les docteurs à Spire en sa faveur les commissaires du pape. Comme l'affaire n'avoit été portée à Rome par appel, elle étoit encore pendante, il avertit la Faculté que le pape en est saisi, & qu'il a interdit la connoissance à tout tribunal. Ces représentations furent inutiles. La Faculté passa outre, le deuxième jour d'Août 1514 elle condamna le *Miroir oculaire*. Dans la même sentence elle s'autorise d'une ancienne condamnation prononcée par les docteurs de Paris vers l'an 1240 contre le Talmud, que Reuchlin avoit voulu conserver. Mais franchement ce qui étoit l'effet excusable d'un zèle peu éclairé au treizième siècle, ne devoit plus faire loi dans le seizième : & par dessus tout il est

94 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
étonnant que les défenses émanées  
pape sur la matière dont il s'agissoit  
n'aient pas suspendu les coups de  
Faculté.

L'affaire ne s'en poursuivit  
moins à Rome : & les Dominicains  
qui avoient pris fait & cause pour  
Hogstrate leur confrère , ne pouvoient  
éviter de perdre leur procès , &  
n'eussent obtenu du pape un ordre  
surseoir au jugement. Ainsi furent  
suspens en 1518 les troubles occasi-  
onnés par le livre de Reuchlin. Déjà  
prédications fougueuses de Luther  
avoient commencé à en exciter de bien  
plus grands & bien plus funestes. Luther  
est compté parmi les défenseurs  
de Reuchlin , & il s'étoit ainsi enflé  
contre les Dominicains , qui furent  
comme l'on fait , le premier objet  
des emportemens lorsqu'il attaqua  
les indulgences.

Faits de  
moindre dis-  
cussion.

Je reprends l'ordre des tems , &  
trouve d'abord quelques faits qui in-  
téressent directement l'Université  
mais sur lesquels il suffit de cou-  
ler légèrement.

*Hist. Un.  
par. T. VI.  
p. 72.*

En 1515 fut fondé le collège de  
Merci , près l'Eglise S. Hilaire.  
Le six Janvier 1516 le parlem.

p. 70.

les principaux de plusieurs col-  
pour leur défendre de faire  
ou souffrir que l'on jouât dans  
maisons des comédies ou farces  
quaissent l'honneur du roi, des  
, & des grands.

Le cinq Mars l'Université délibéra  
sur la requête, que les Jacobins  
présentée au parlement contre  
le chancelier de N. D. au sujet de la  
, & que le parlement avoit  
renvoyée à l'Université. La délibéra-  
tion fut mesurée & circonspecte. On  
envoya des députés de chacune des  
facultés, qui furent chargés d'exami-  
ner le chancelier étoit soumis à la  
décision de la compagnie. Le chan-  
celier de son côté agit avec modéra-  
tion. Il se présenta cinq jours après à  
l'Université assemblée, & se justifia.

À l'assemblée du cinq Mars par- Les chirurgiens recon-  
les chirurgiens. Ils avoient été nus par l'U-  
s à la taxe dont j'ai parlé par niversité  
votée des marchands & échevins, pour ses éco-  
liers.  
Ayant prétendu y soumettre les Pasquier,  
les eux-mêmes, n'avoient garde Rech. de la Fr.  
gner leurs subalternes. Pour par l. IX. c. 30.  
à se faire exempter de l'imposi-  
bles chirurgiens s'étoient adres-  
sés à la Faculté de Médecine dès le

p<sup>6</sup> HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 dix-sept Novembre précédent, la f  
 pliant de les réputer & tenir pour  
 écoliers, suivant les actes & les  
 ges anciens, & conséquemment  
 les associer à ses immunités & fr  
 chises : & la Faculté avoit reçu fa  
 rablement leur requête. Ils furent t  
 aises de consolider & d'affermir  
 titre, en obtenant une déclarat  
 conforme de toute l'Université  
 c'est ce qu'ils lui demandèrent le  
 Mars 1516. Leur proposition fut r  
 en délibération : & le Recteur ay  
 pris les avis des quatre Facultés p  
 nonça que les chirurgiens sero  
 admis & aggrégés au corps de l'U  
 versité, non comme licentiés ou m  
 tres en Chirurgie formant une  
 quième Faculté, mais comme écol  
 de la Faculté de Médecine, à con  
 tion qu'ils en fréquenteroient les  
 çons & les actes. Cette délibérat  
 est un renouvellement de celle  
 1436, qui néanmoins n'y est pas  
 pellée.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 70.*

Autres faits  
 traités som-  
 mairement.

*D'Argentré,*  
*Coll. ind. de*  
*nov. err.*

Le deux Juin la Faculté de Th  
 logie prononça une censure, d  
 l'objet principal étoit de condam  
 l'abus des privilèges accordés aux  
 ligieux mendiants, & de sout

cor

entre eux, suivant les anciennes  
lois, la juridiction ordinaire des  
seigneurs. Elle rendit aussi en la même  
assemblée un jugement d'approbation  
en faveur de certaines propositions  
qui avoient été prêchées en Savoie sur  
la même matière.

La cour des aides faisoit beaucoup  
de difficultés sur l'enregistrement des  
lettres données en l'année précédente  
par le roi pour la confirmation de nos  
privileges. Elle les enregistrâ enfin le  
dix-neuf Décembre 1516.

Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu  
voulurent construire un pont qui pre-  
ndroit sur la rue du Fouarre. L'Université  
s'y opposa.

Vers la fin de la même année 1516,  
le cardinal Philippe de Luxembourg  
évêque du Mans légat du S. Siège, fit  
présenter ses pouvoirs au parlement  
pour y être vérifiés. L'Université en  
fit mande communication, & l'ayant  
reçue elle s'opposa à la vérification,  
sur le fondement que par ces pou-  
voirs, & par l'exercice qu'en faisoit  
le légat, étoient lésés les décrets du  
concile de Bâle & de la Pragmatique  
sanction. L'affaire fut plaidée au par-  
lement le 22 Décembre : & le 16

*Privileges de  
l'Université,  
p. 35.*

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 73.*

*Opposition  
de l'Univer-  
sité à la véri-  
fication des  
pouvoirs  
d'un légat.  
p. 73-77.*

98 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Janvier 1517 intervint arrêt qui n'ordonne l'enregistrement de la bulle de légation, & des lettres patentes du roi données sur cette bulle, qu'avec certaines modifications, dont la principale est que ledit légat *ne fasse chose contraire aux droits & prérogatives du Roi & du Royaume, ne aux saints décrets des Conciles, Pragmatique Sanction, & libertés de l'Eglise Gallicane.* On se précautionnoit ainsi contre l'anéantissement de la Pragmatique, sur lequel on savoit que le pape & le roi étoient actuellement d'accord.

Le légat fit son entrée dans Paris le vingt-neuf du même mois de Janvier: & il fut reçu & complimenté par l'Université près l'Eglise de S. Etienne d'Egrès.

Affaire du  
Concordat.

Le cinq Février suivant furent portés les premiers ordres du roi au parlement de Paris sur la grande affaire de la publication du Concordat, pour l'intelligence de laquelle je suis obligé de remonter un peu plus haut.

*Hist. de la  
Prag. & du  
Conc. Lib. de  
l'Eglise Gall.  
T. I. P. II.  
p. 29.*

*Cette Histoire  
est de M.  
Dufny.*

On a vû combien & pourquoi la Pragmatique Sanction étoit odieuse à la cour de Rome. Pie II obtint de Louis XI une ordonnance qui l'abolissoit : mais Louis n'ayant pas été



contenir des procédés des papes à son égard , ne tint pas la main à l'exécution de son ordonnance. La Pragmatique continua de s'observer en France : & les rois Charles VIII & Louis XII la maintinrent en pleine vigueur. Jules II entreprit de l'abroger dans son concile de Latran : & le douze Décembre 1512 il y publia une monition à tous les fauteurs de la Pragmatique , fussent-ils princes & rois , de venir se présenter au concile pour déduire les raisons qu'ils croyoient pouvoir alléguer en faveur de cette loi. Léon X marcha sur les traces de son prédécesseur : & quoique François I , dès la première année de son règne , eût changé la face des choses en Italie par la victoire de Marignan , le pape & le concile ne laissèrent pas de décerner une citation péremptoire & finale contre le roi & l'Eglise de France , comme étant résolu , après tous les délais inutilement accordés , de procéder enfin à l'abrogation de la Pragmatique.

François I se trouva dans une sorte d'embarras. Répondre à la citation du concile , & y défendre la cause de la Pragmatique , il savoit bien que ce

100 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
seroit une entreprise vaine , & que  
jamais la cour de Rome , ni le concile  
qui en étoit dépendant , ne feroient  
grace à une loi portée exprès pour ser-  
vir de frein à la puissance immodérée  
des papes. L'abrogation de la Pragma-  
tique, étant inévitable , il ne restoit  
que de trois partis l'un , y résister , y  
acquiescer purement & simplement ,  
ou négocier un arrangement avec le  
souverain pontife. Si l'on se déter-  
minoit à la résistance , Louis XII per-  
secuté à feu & à sang par Jules II ,  
& mis , lui & son royaume , en un  
péril réel , étoit un exemple qui pou-  
voit effrayer son successeur. L'acquies-  
cement pur & simple faisoit retomber  
la France dans tous les inconvéniens  
contre lesquels elle avoit voulu se pré-  
munir par la Pragmatique. Ainsi il  
sembloit que la nécessité réduisît Fran-  
çois I à traiter avec Léon X. Ces con-  
sidérations furent alléguées par le roi  
pour justifier auprès de ses peuples la  
négociation qui aboutit au Concordat.  
Mais quand on fait réflexion que la  
première condition de ce fameux traité  
fut de transporter au roi le droit de  
nomination à tous les évêchés , & à la  
plupart des autres grands bénéfices de

DE PARIS, LIV. IX. 107  
son royaume , il est bien difficile de croire que ce motif n'ait pas autant influé dans la détermination de François I , que les raisons de bien public dont il faisoit parade.

Tout le monde fait que le pape & le roi se virent à Boulogne , & qu'après leur conférence , dans laquelle ils convinrent de leurs principaux faits , le chancelier du Prat rédigea les articles du Concordat avec deux cardinaux. Ce traité donna enfin pleine victoire à la cour de Rome sur la Pragmatique Sanction , dont l'abolition & cassation fut prononcée dans la session onzième du concile de Latran le dix-neuf Décembre 1516 , & pareillement le Concordat y fut lû & publié.

Le Concordat substitué à la Pragmatique convient avec elle en plusieurs points , tels que l'abolition des réserves & graces expectatives , le jugement des causes sur les lieux où elles sont nées , la prohibition des excès en fait d'excommunications & d'interdits. Le Concordat autorise encore le droit des gradués aux bénéfices , & il établit même une forme plus commode pour eux , en ce qu'au lieu du

102 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
troisième bénéfice vacant , qui  
étoit assigné par la Pragmatique  
nouveau règlement , suivant un pr  
proposé longtems auparavant , con  
je l'ai remarqué ; mais non pass  
loi , leur affecte le tiers de l'ann  
distribué en quatre mois : arr  
ment propre à prévenir bien des f  
des , & bien de fastidieuses dif  
fions.

Telles sont les principales con  
nances entre le Concordat & la P  
matique. Mais les différences  
bien essentielles.

Premièrement les élections  
abolies par le Concordat , & le  
de nommer aux grands bénéfices t  
féré , comme je l'ai dit , au roi se

En second lieu deux omissions  
pitales y laissent un vuide bier  
cheux. Il n'y est fait aucune men  
des décrets portés à Constance  
Bâle touchant la supériorité du co  
sur le pape : & le silence gard  
sujet des annates , que la Pragmat  
Sanction avoit interdites , a fait re  
cette exaction si onéreuse à la Fr  
Car il est important d'observer  
suffisoit de ne point parler des  
nates , pour donner occasion à la

DE PARIS , LIV. IX. 103  
de Rome de les lever , parce qu'elle  
les regardoit comme un droit annexé  
au S. Siège.

François I s'étoit engagé à faire publier , ratifier , & exécuter le Concordat dans son royaume avant six mois écoulés depuis la promulgation de cet acte dans le concile de Latran. Il y trouva plus de difficulté qu'il ne pensoit. Pour préparer les voies à cette opération , il vint le cinq Février 1517 au parlement , où s'assemblèrent par ses ordres plusieurs évêques & prélats , & les députés du chapitre de N. D. & de l'Université. Là le chancelier du Prat entreprit de justifier un traité qui étoit son ouvrage , & il fit valoir les raisons de nécessité , qui , selon lui , avoient forcé le roi d'y consentir. L'exposé que j'en ai fait plus haut , est tiré de son discours. Il le finit en déclarant que le roi vouloit & commandoit que le Concordat fût publié & ratifié. Il ne parla point d'enregistrer l'acte qui abolissoit la Pragmatique. La proposition en eût été trop odieuse , & l'enregistrement du Concordat suffisoit.

Il est incroyable quel attachement avoient le clergé & la magistrature de

France pour la Pragmatique , & conséquemment quelle averfion ils porteroient au traité qui l'annulloit. Après que le chancelier eut parlé , les prélats , chanoines , & fuppôts de l'Université d'une part , & de l'autre les présidens & confeillers , délibérèrent fur ce qu'ils venoient d'entendre. Le réfultat de leurs délibérations ne fut pas tel que le roi eût fouhaité. Le cardinal Adrien Gouffier de Boifi , au nom des eccléfiastiques & des docteurs , dit que l'objet dont il s'agiffoit , intéreffoit toute l'Eglife Gallicane , & qu'il falloit qu'elle fût afsemblée pour en donner fon avis. La réponfe du parlement , portée par le président Baillet , fut moins exprefse & moins décidée : » La cour fe conduira de manière que Dieu & le roi » foient contens. » Ainfi fe termina l'afsemblée.

*Hiff. Un.  
Par. T. VI.  
p. 78.*

Les députés de l'Université conférèrent entre eux fur ce qu'il y avoit à faire dans une fi importante conjoncture : & de leur avis la compagnie prit fes mefures , dreffa fes batteries , & prépara une requête , attendant le moment d'en faire ufage. Le roi ne consulta plus l'Université fur cette af-

faire : il n'assembla point le clergé : *Dupuy à*  
 mais il voulut avoir l'enregistrement *p. 47.*  
 du parlement, & il lui envoya vers  
 le milieu du mois de Mai ses lettres  
 patentes pour la publication & exé-  
 cution du Concordat. Le cinq Juin il  
 fit remettre au parlement les origi-  
 naux en parchemin du Concordat &  
 de l'acte par lequel la Pragmatique  
 Sanction avoit été annullée au concile  
 de Latran. Les gens du roi prirent  
 lecture de ces pièces, & le premier  
 usage qu'ils en firent, fut de renou-  
 veller, par l'organe de l'avocat général  
 Jean le Lièvre, l'appel qu'ils avoient  
 interjetté de la révocation & cassa-  
 tion de la Pragmatique, au moment  
 même où la nouvelle en étoit arrivée à  
 Paris.

Sur l'enregistrement du Concordat  
 le parlement ne se pressoit pas de  
 s'expliquer. L'Université de Paris &  
 d'autres Universités du royaume de-  
 mandoient d'être entendues. Le roi  
 souffrant avec impatience ces retar-  
 demens dans une affaire qu'il avoit  
 extrêmement à cœur, envoya le vingt-  
 six Juin au parlement le bâtard de  
 Savoye son oncle, frère naturel de  
 sa mère, avec ordre de notifier à

cette compagnie que sa volonté étoit que l'on procédât sans délai à la publication du Concordat, & que son oncle assistât à la délibération. Le parlement trouva de la difficulté à admettre à ses délibérations un Grand, qui n'étoit point membre de la compagnie. Il fit sur ce point ses remontrances au roi, qui en fut irrité, & réitéra son ordre avec menaces. Il fallut donc obéir : & la délibération commença le treize Juillet en présence du bâtard de Savoye.

Elle dura jusqu'au vingt-quatre : & l'arrêt qui intervint, ne fut pas dicté par la complaisance. Il portoit que la cour ne pouvoit ni ne devoit faire publier ni enregîtrer le Concordat. Que la Pragmatique devoit être maintenue. Que l'on ne pouvoit se dispenser d'accorder audience à l'Université de Paris, & aux autres Universités qui demandoient d'être ouïes : & que si le roi vouloit faire passer le Concordat, il seroit nécessaire d'observer les mêmes formes qui avoient été tenues par le roi Charles VII dans l'établissement de la Pragmatique, & d'assembler l'Eglise Gallicane. Le bâtard de Savoye étoit prié & re-



quis de rendre au roi un compte fidèle de tout ce qu'il avoit entendu : & dans le cas où le roi souhaiteroit d'être plus amplement instruit des motifs de l'arrêt , la cour se proposoit de lui envoyer une députation , qui satisferoit sur ce point à sa volonté.

Le roi désira de voir les remontrances du parlement. Elles ne furent <sup>Duhamel ,</sup> dressées qu'au bout de six mois : & lorsque les députés les apportèrent le quatorze Janvier 1518 à Amboise , où étoit le roi , ils éprouvèrent de sa part toutes les marques possibles d'indignation , & furent renvoyés avec de nouveaux ordres d'enregistrer le Concordat. Pour hâter l'exécution de ces ordres , il fit partir le seigneur de la Trimouille , qui vint le douze Mars au parlement , & dit que la volonté absolue du roi étoit que la cour enregistrât & publiât le Concordat , *sans plus en opiner* ; & que si elle n'obéissoit pas , le roi *feroit chose dont ladite cour se repentiroit.* <sup>p. 49.</sup>

La venue du seigneur de la Tri- <sup>Duboullai</sup> mouille à Paris , & les discours qu'il <sup>p. 82.</sup> avoit tenus au parlement , allarmèrent l'Université , qui depuis sa requête présentée étoit restée tranquille,

sur l'assurance que le parlement lui avoit donnée que rien ne feroit fait sans que préalablement elle eût été ouïe. Le Recteur, de l'avis des députés ordinaires, assembla l'Université aux Bernardins le lundi quinze Mars : il exposa l'état des choses, & demanda les ordres de la compagnie.

Bochart, l'un des avocats de l'Université, étoit présent, & on l'écoutra avant que d'aller aux voix. La conclusion de l'Université porte » que l'on » ne doit épargner ni argent ni soins » pour pousser l'affaire avec vigueur » & fermeté : & qu'il faut que les particuliers aident la compagnie pour » les dépenses qu'elle sera obligée de » faire en cette occasion. Que l'on implorera la protection du ciel par des » prières & des processions. Que le » Recteur ira se présenter au parlement pour faire connoître les sentimens de l'Université. Qu'il sera » dressé avec le conseil des avocats un » mémoire, où seront exposés par » articles les inconvéniens qui doivent résulter de la substitution du » Concordat à la Pragmatique : & que » ce mémoire sera signé & scellé, afin » que l'avocat qui plaidera pour l'U-

» niversité , se voyant bien autorisé ,  
 » puisse parler avec plus de hardiesse.  
 » Que l'on députera au seigneur de la  
 » Trimouille , pour lui faire des re-  
 » montrances. Enfin , comme l'éle-  
 » ction d'un nouveau Recteur étoit  
 » proche, l'Université pria la Faculté des  
 » Arts de mettre en place un homme  
 » de tête, qui ne soit point suspect par  
 » rapport à l'objet dont il s'agissoit , &  
 » qui en entrant en charge prête ser-  
 » ment de se comporter avec courage  
 » & avec constance pour remplir le  
 » vœu de la compagnie. »

La chose pressoit , & l'on n'y perdit pas de tems. Dès le jour même le Recteur tint conseil avec les députés qui composent son tribunal , & les avocats de l'Université , sur les démarches qu'il convenoit de faire pour l'exécution de la conclusion. Il y fut arrêté que l'on demanderoit audience au parlement : & l'avocat Bochart fut choisi pour porter la parole.

Le lendemain seize la nouvelle requête fut présentée au parlement , & la députation au seigneur de la Trimouille exécutée.

Ce même jour les gens du roi don-  
 nèrent leurs conclusions pour obéir ,

*Dupuy ,*

p. 49.

110 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
attendu les menaces & le danger d'un plus grand mal : mais ils joignirent à leur consentement , qui n'étoit pas même bien formel , des modifications moyennant lesquelles le Concordat seroit enregistré quant au nom , & rejeté en effet.

*Duboullai* , Dans l'après-dinée du même jour  
*p. 24.* le Recteur & les députés ordinaires de l'Université s'assemblèrent aux Maturins , & ordonnèrent que dans tous les collèges & monastères ( dépendans de l'Université ) on fît des prières pour le roi , pour la reine , pour le dauphin , & pour la conservation des libertés de l'Eglise & de tout le royaume. Il fut dit que les prédicateurs seroient avertis d'exhorter le peuple à de semblables prières : & que le jeudi dix-huit l'Université célébreroit une procession solennelle à l'Eglise de sainte Catherine du Val des Ecoliers , à laquelle assisteroient les écoliers & les bacheliers avec leurs chapes , ou habits de cérémonie.

Le mercredi dix-sept on prit des mesures & des précautions pour que toutes choses se passassent dans la procession avec modestie , décence , & piété : & à l'ordre adressé aux prédi-

cateurs on ajouta qu'en annonçant qu'ils s'abstiendroient de prêcher le lendemain à cause de la procession de l'Université, ils eussent soin d'avertir qu'il y auroit un sermon solennel dans l'Eglise de sainte Catherine.

Le jeudi 18 l'affaire de l'enregistrement prit une grande avance au parlement. Les présidens & conseillers sentoient qu'il n'étoit plus possible de résister, & puisque le roi vouloit absolument la publication du Concordat, ils arrêterent qu'elle se feroit, mais sans préjudice de l'arrêt du 24 Juillet précédent, *qui sortiroit son plein & entier effet. Que la lecture & publication qui se feroit du Concordat, seroit par l'ordonnance & commandement du Roi, & non de la Cour, laquelle feroit protestation qu'elle n'entend en aucune façon autoriser ni approuver ladite publication, & que les procès en matière bénéficiale seront jugés par ladite Cour selon la Pragmatique, comme auparavant.* Dupuy v.  
52.

Le même jour, après la procession de l'Université le Recteur reçut ordre du parlement par le premier huissier de se présenter à l'audience le samedi suivant huit heures du matin, pour Duboullai;  
p. 34.

**LIB. II. HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ**  
être oui sur les moyens d'opposition  
de l'Université à l'enregistrement du  
Concordat.

Le vendredi dix-neuf les députés  
de l'Université s'assemblèrent aux Ma-  
turins, & ils ordonnèrent pour le  
dimanche suivant une nouvelle pro-  
cession, qui est de règle à la fin de  
chaque trimestre rectoral.

**Dupuy.**

Ce même jour le parlement témoi-  
gna au seigneur de la Trimouille qu'il  
souhaiteroit que le chancelier assistât  
à la lecture, publication, & enregis-  
trement du Concordat. La Trimouille  
répondit que tout prétexte de délai  
étoit odieux au roi : que depuis qu'il  
étoit à Paris, il avoit encore reçu de  
nouveaux ordres, accompagnés de  
menaces, qu'il n'expliqua pas, quoique  
le premier président l'en priât. Ces  
menaces n'en étoient que plus capa-  
bles d'effrayer, pour être tenues sé-  
crètes : & le parlement, résolu de se  
rendre, fit ses protestations confor-  
mes à l'arrêté de la veille, pardevant  
l'évêque de Langres, qui étoit présent  
à la délibération, & qui les reçut :  
ces protestations contenoient de plus  
un appel en forme de la cassation  
de la Pragmatique au pape mieux

DE PARIS , LIV. IX. 113  
conseillé & au futur concile.

Le samedi 20 , le Recteur avec les *Duboullain*  
Doyens des Facultés , les Procureurs  
des Nations , & autres députés de  
l'Université , qui étoient vraisembla-  
blement en grand nombre, vint au par-  
lement , suivant l'ordre qu'il en avoit  
reçu. Il étoit accompagné de trois  
avocats , Jean Lautier , Jean Bo-  
chart , & Olivier Alligret , qui s'é-  
toient préparés à plaider la cause de  
l'opposition. Mais on ne leur en donna  
pas le loisir. Dès que le Recteur fut  
entré, non avec tout son cortège, qui pa-  
rut trop nombreux , en sorte qu'il lui  
fallut en laisser dehors une partie , le  
premier président prit la parole , &  
fit une sorte d'excuse & d'apologie, sur  
ce qu'il n'étoit pas possible d'enten-  
dre l'Université. Il dit *que la Cour*  
*avoit toujours porté , soutenu , & fa-*  
*vorisé l'Université , en lui conservant*  
*ses privilèges & libertés.* Il ajouta *que*  
*la Cour les avoit envoyé querir , afin*  
*de les avertir qu'elle recevoit l'Univer-*  
*sité à opposition , & ordonnoit que son*  
*opposition seroit enregistrée ; & que la*  
*Cour l'oyroit en tems & lieu , qui lui*  
*seroit assigné par icelle.* Il leur expli-  
qua , pour ainsi dire , confidemment

les intentions secrètes du parlement, en leur recommandant de n'en pas faire d'éclat, & il leur notifia *que s'il se faisoit quelque publication du Concordat, elle ne porteroit aucun préjudice à l'Université ne aux suppôts d'icelle touchant leurs privilèges; & que la Cour, nonobstant la publication, jugeroit les procès selon la Pragmatique, comme elle avoit accoutumé.* Il termina ce discours plein de bienveillance par un avertissement, auquel apparemment avoient donné matière quelques suppôts de l'Université. Il exhorta le Recteur & ceux qui l'accompagnoient d'appaïser les esprits le plus doucement qu'ils pourroient, leur déclarant en même tems *que si aucuns de l'Université faisoient tumulte ou insolence, la Cour y pourvoiroit & les puniroit.*

Dupuy, p. 51 & 52, & Duboullai, p. 35: Le lundi vingt-deux, qui étoit le jour convenu avec le seigneur de la Trimouille pour l'enregistrement du Concordat, le doyen du chapitre de N. D. accompagné de plusieurs chanoines se présenta au parlement de bon matin, demandant que les droits de l'Eglise fussent conservés, que le parlement agît auprès du roi pour ob-



tenir de lui qu'il fît assembler l'Eglise Gallicane, & prît son avis sur le Concordat; & déclarant que jusques-là le chapitre s'opposoit à la publication de cet acte, & protestoit que tout ce qui se feroit à cet égard, ne pourroit nuire ni préjudicier à l'Eglise.

Je ne vois point quelle réponse le parlement fit au chapitre. Le seigneur de la Trimouille entra : l'affaire fut consommée : & l'on mit sur le Concordat, » Lû, publié, & enregîtré, » du très exprès commandement du » roi notre souverain seigneur plu- » sieurs fois réitéré, en présence du sieur » de la Trimouille premier chambel- » lan dudit seigneur roi, envoyé par » lui pour cet effet spécialement. »

Le même jour l'Université s'étoit assemblée aux Bernardins pour entendre la réponse du parlement à ses députés. Le Recteur rendit compte de cette réponse, mais en supprimant ce qui devoit demeurer secret. L'Université, après avoir témoigné sa reconnaissance au parlement, résolut d'aller en avant, & de pousser l'affaire, quelque chose qui arrivât, en prenant conseil de ses avocats.

## VI 6 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

La publication du Concordat , qui se faisoit au parlement dans ce tems-là même , ne changea rien , lorsqu'elle fut scûe , au plan de l'Université , si ce n'est qu'elle anima , ce semble , son ardeur , & la porta à montrer encore plus de vivacité qu'auparavant. Et c'est de ce moment que ses démarches peuvent paroître donner quelque prise à la censure , & marquent peut-être plus de zèle que de prudence.

*Duboullai ,*  
p. 26.

Dès le jour de la publication , les députés de l'Université s'assemblèrent aux Maturins , & convinrent d'appeler en consultation tous les avocats de la compagnie , tant au châtelet qu'au parlement. Cette résolution fut exécutée , & la consultation se fit le vingt-quatre à S. Eloi. L'Université avoit dressé des articles , sur lesquels elle souhaitoit prendre l'avis de ses avocats : & leurs réponses se réduisent à quatre chefs principaux.

Appeller du Concordat au futur concile.

Appeller de la publication du Concordat au futur concile , au pape futur , au roi , & au parlement : notifier cet appel au parlement , & le réitérer à chaque mutation de Recteur , à

que procession de l'Université.

le point faire défense aux libraires

imprimer & vendre le Concordat,

le point ordonner de cessations :

se contenter d'indiquer des pro-

positions & des prières à Dieu.

le point empêcher les membres

seculiers de la compagnie de rece-

voir les bénéfices qui leur pourront

être donnés dans la forme du Concor-

dat, & continuer les Rôles de no-

tifications à l'ordinaire.

Cet avis étoit assez vigoureux. Il ne

fut pas tel à l'Université, qui as-

semblée chez les Bernardins le samedi

27-sept, se détermina, contre le

avis de ses avocats, à faire dé-

fense aux libraires d'imprimer & ven-

dre le Concordat, & ordonna de plus

de députation à l'archevêque de Lyon

pour l'exhorter à convoquer en sa

qualité de primat l'Eglise Gallicane.

Les défenses aux libraires furent

prononcées dans Paris le jour même :

un appel fut diligemment dressé, con-

signé, signé, affiché : le trente

sept le Recteur vit l'archevêque de

Paris, qui répondit qu'il étoit en-

joint de l'Université, & très disposé à

faire tout ce qui seroit utile & expé-

*Dupuy,*

*p. 52-54, &*

*Duboullai,*

*p. 88. 93. &*

*100-106.*

dient , pourvû que les autres primats qui sont dant le royaume y consentissent , & que le roi en donnât la permission. On rapporta même au roi , & peut-être non sans fondement , que quelques prédicateurs s'étoient émancipés dans leurs sermons , & avoient tenu un langage qui tendoit à la sédition. Dans la suite l'audace fut portée encore plus loin par quelques particuliers sans aveu. Un crieur public du nombre de ceux que nous appelons colporteurs , proclamant dans le quartier de l'Université une ordonnance du roi pour l'impression du Concordat & la pacification des esprits échauffés , fut insulté & maltraité en sa personne par une jeunesse téméraire. Il y eut des placards affichés contre le pape & le chancelier.

L'Université n'avoit aucune part aux excès de ces particuliers. Au contraire elle déclara qu'elle les condamnoit : elle prit des mesures pour en arrêter le cours , & protesta qu'elle regardoit comme ne lui appartenant point ceux qui en feroient trouvés coupables , & qu'elle consentoit très volontiers qu'ils fussent punis par la justice séculière. Le roi avoit chargé la

DE PARIS, LIV. IX. 119  
arlement d'informer de ces scandales , & d'en châtier sévèrement les auteurs. Il trouva que cette cour agissoit trop mollement , & d'autorité absolue il fit arrêter quelquesuns des conseillers & officiers de l'Université, dont il fallut longtems solliciter & attendre la délivrance. Afin de suivre exactement une affaire si importante , ou pour éviter le danger de l'emprisonnement , le Recteur fut dispensé cette année d'aller en personne à la foire du Lendit : & l'Université emprunta cent écus d'or de Pierre le Tonnelier marchand & bourgeois de Paris , pour les dépenses extraordinaires qu'exigeoient d'elle les voyages en cour , & autres mouvemens nécessaires en pareille circonstance.

Le 18 Février 1519 l'Université n'avoit pas encore obtenu la liberté de ses prisonniers. Ce jour Olivier de Lyon , docteur en Théologie & grand maître du collège de Navarre , qui fut beaucoup employé dans la négociation de cette grande affaire , fit une harangue au chancelier du Prat , tant pour la délivrance des conseillers & officiers de l'Université , que pour l'exemption de la décime dont

## 20 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

je vais bientôt parler. Son discours fut imprimé dans le tems, & j'en ai entre les mains un exemplaire. Quoique fait à l'ancienne mode, précédé d'un texte, & trop étendu, il ne laisse pas d'avoir son prix. La latinité n'en est pas mauvaise : les \* éloges du chancelier sont accompagnés d'avertissemens & de remontrances : & l'orateur en parlant pour une compagnie actuellement en disgrâce, en soutient pourtant la dignité.

Tout est pacifié. Ouverture du rôle.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 115.*

Enfin tout se pacifia. L'Université n'a jamais révoqué les actes qu'elle avoit faits contre le Concordat. Mais au mois de Novembre 1520 elle en souffroit tranquillement l'exécution. J'en juge par une délibération qu'elle prit le 17 de ce mois, au sujet de la nouvelle forme qu'il falloit donner aux lettres de nomination, pour les

\* Je ne prétens point vous flatter, dit ce sage orateur : mais je me conforme à la pratique de notre Université, lorsqu'elle salue les grands. Elle les loue, non pour leur inspirer de l'orgueil, mais afin que ses éloges leur servent d'aiguillon, & les fassent ressouvenir qu'ils sont nés pour exercer les

œuvres de toutes les vertus. *Sed ne videar dignitatem tuam assentimentum velle demereri, facio quod hæc florentis Universitas facere in saluandis magnatibus consuevit : laudas homines, non ut efferantur, sed ut excitentur, & meminerint se ad exercenda virtutum operam natos.*

rendre

rendre conformes aux dispositions du Concordat , & qui n'ayant pû être réglée depuis deux ans fut alors unanimement approuvée. Cette difficulté étant levée , le rôle fut ouvert le 22 Décembre , & clos le 2 Mars de l'année suivante 1521 : c'est-à-dire que depuis le premier de ces deux termes jusqu'au dernier , on dressa le catalogue de ceux que l'Université nommeroit aux collateurs , pour être pourvus par eux des bénéfices qui viendroient à vaquer.

L'usage d'ouvrir le Rôle se pratique encore aujourd'hui dans la seconde semaine du Carême de chaque année : mais ce n'est plus qu'une formalité. L'Université, ne dresse point de Rôle pour les bénéfices , & la signification des lettres de nomination se fait à la poursuite de chacun des gradués. Je vois que parmi nous on regarde assez communément cette cérémonie de l'ouverture du Rôle , comme une espèce de protestation contre le Concordat. J'avoue que je n'entens pas sur quoi cette opinion est fondée. L'usage des Rôles n'a point été introduit par la Pragmatique : il est plus ancien que cette loi. Je ne vois point

122 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 qu'il soit aboli par aucune des dispositions du Concordat. Ainsi ce qui se pratique parmi nous à cet égard, ne me paroît prouver ni attachement à la Pragmatique, ni opposition au Concordat, mais seulement l'attention à perpétuer une image de l'antiquité.

La résistance au Concordat fait honneur à l'Université. Au reste les combats que l'Université a soutenus contre le Concordat, lui font honneur. Ses intérêts propres n'étoient point blessés par ce nouvel arrangement, qui même au contraire favorisoit & facilitoit l'exercice du droit de ses gradués. Le respect pour le concile de Bâle, l'attachement aux anciennes maximes, voilà les motifs qui la faisoient agir : motifs tout-à-fait dignes d'une compagnie vouée à la science & à la Religion. Et le zèle pour la Pragmatique lui étoit commun avec le parlement & le clergé de France, qui n'en ont jamais consenti l'abolition, & qui en conservent encore précieusement le souvenir.

Diffensions intestines dans l'Université. Procès.

*Hist. Un.  
 Par. T. VI  
 78-80.*

Dans la même année où avoit commencé l'affaire de la publication du Concordat, l'Université éprouva une dissension intestine, qui devint un procès en règle. Elle s'étoit assemblée



le vingt Juin 1517 pour se choisir un procureur en la cour des aides, & dans ce choix il y eut partage. Les deux Facultés de Décret & de Médecine, & la Nation de Normandie se déclarèrent pour Yves Brinon : & les trois autres Nations jointes à la Faculté de Théologie nommèrent Aigulfe Babée. Le Recteur conclut en faveur de ce dernier, qu'il prétendoit avoir la pluralité. C'étoit entendre les intérêts de la Faculté des Arts, suivant les principes de laquelle trois Nations & une Faculté contre deux Facultés & une Nation font quatre voix contre trois. Cependant le syndic Robert des Vaux appella de cette conclusion au parlement, & fortifia ainsi l'appel que Brinon avoit interjetté de son côté.

Le syndic se conformoit en cela au vœu des trois Facultés supérieures. Car le 22 du même mois l'Université ayant été assemblée de nouveau pour le choix d'un avocat en parlement, & Jean \* Lautier s'étant présenté & ayant fait sa supplique pour être nommé à cet emploi, toutes les Facultés reçurent

\* J'ai été obligé de nommer par anticipation Jean Lautier parmi les

avocats de l'Université dans l'affaire du Concor-  
dat,

## 124 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

rent la requête, & lui en accordèrent l'effet avec satisfaction & éloge : mais les Facultés de Décret & de Médecine, & même celle de Théologie, improuvèrent la conclusion portée par le Recteur deux jours auparavant. Elles ne comptoient pas comme lui les suffrages. Elles mettoient d'un côté la Faculté des Arts, dans laquelle trois Nations faisoient la pluralité, & la Faculté de Théologie ; & de l'autre les Facultés de Décret & de Médecine. Suivant ce compte, il se trouvoit deux Facultés contre deux : & dans un semblable partage, les Facultés supérieures prétendoient que le Recteur ne pouvoit pas conclure.

*Dialogue  
des Avocats,  
p. 501.*

L'affaire fut plaidée au parlement par des avocats célèbres. Disome loué par Loisel, *comme le premier qui ait apporté les bonnes Lettres au barreau* \*, plaida pour Brinon ; Poyet,

\* Ceux qui sont curieux d'anecdotes antiques & littéraires, ne seront pas fâchés de trouver ici ce que Loisel ajoute touchant ce même avocat. Disome possédoit à Conflans - lez - Paris la

maison de campagne qui a passé depuis aux seigneurs de Villeroi, & qui appartient aujourd'hui aux archevêques de Paris ; & il avoit mis au-dessus de la porte ce distique Latin :

*Consequor ex hoc rure senex quod comicus olim,  
Ut ne agri aut urbis me satias capiat.*

qui fut depuis chancelier de France ; pour Babée ; & Olivier Alligret , qui devint peu après avocat général , pour l'Université , c'est-à-dire apparemment , pour le syndic appuyé des trois Facultés supérieures. Jean le Lièvre avocat général donna ses conclusions contre Babée. La cour appointa les parties : & je ne puis dire s'il est intervenu un jugement. Mais le droit des Nations , certain en soi , étoit alors couvert d'une espèce de nuage par la pratique usuelle. Je vois par les actes de délibérations communes que rapporte Duboullai sous ces tems-ci , que les suffrages s'y comprennent fréquemment par Facultés. Les Nations \* figurent peu dans ces occasions. Elles se laissent comprendre sous l'appellation commune de Faculté des Arts : & ayant ainsi souffert que leur droit s'obscurcît , elles ne doivent ni s'étonner ni se plaindre que le parlement , lorsqu'il a fallu décider au milieu du dix-septième siècle la contestation entre les Nations & les Facultés , ait pris un parti mitoyen, qui ne donne pleinement gain de cause ni aux uns ni aux autres. C'est un avertissement

\* Voyez ci-dessous §. II de ce livre.

## 126 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

aux Nations de conserver soigneusement ce qui leur reste de droits liquides & non contestés.

Faits moins  
importans.

*Hist. l'un.  
Par. T. I. I.  
p. 80. 81.*

Je ne m'arrêterai point à une affaire qui regardoit les fonds sur lesquels étoient hypothéqués les revenus des chapelles de Savoisi. On peut, si l'on a quelque raison de s'y intéresser, en chercher l'éclaircissement dans le Mémoire de Duboullai sur les Bénéfices de l'Université.

1747.

Il me suffira aussi de remarquer en un mot, qu'un officier du tribunal de la conservation, qui avoit été nommé par l'évêque de Beauvais alors conservateur apostolique, & qui prétendoit s'immiscer à exercer son office, sans s'être présenté à l'Université & lui avoir prêté serment, fut déclaré suspens de cet office, jusqu'à ce qu'il se fût acquitté de son devoir envers l'Université.

Le syndic  
résigné.

p. 81.

La coadjutorerie au syndicat fut une affaire plus considérable. Robert des Vaux exerçoit cette charge depuis l'an 1485, & il étoit fort avancé en âge en 1517. Le 6 Novembre de cette dernière année, deux sujets de bonne volonté se présentèrent à l'Université, Arnoul Monart & Jaques Dubois,

demandant , chacun pour soi , d'être admis à aider le syndic dans ses fonctions , avec espérance de lui succéder. Ils furent refusés l'un & l'autre. Mais le 12 Décembre ils revinrent à la charge : & quoique Robert des Vaux remontrât qu'on ne devoit pas lui donner un coadjuteur malgré lui ; qu'il avoit besoin de tems pour connoître les qualités & la capacité de ceux qui s'offroient à le soulager ; & qu'enfin , si on ne vouloit point lui accorder un délai , il présentoit Robert Fortuné principal du collège du Plessis , qui lui paroissoit propre à bien servir l'Université , on n'eut aucun égard aux représentations du vieillard , & on lui nomma pour coadjuteur Jaques Dubois. Cette opération n'étoit pas fort régulière , & elle ne tint pas. Robert des Vaux appella de la conclusion : & s'étant concerté avec Monart , qui étoit réellement homme capable , le 20 Février 1518 il demanda à l'Université la permission de lui résigner sa charge ; & il l'obtint. Arnoul Monart , malgré l'opposition de Dubois , fut établi syndic , & il remplit cette charge pendant trente-trois ans.

La levée d'une décime que le pape

Décime.

Hist. Un.

Par. T. VI

p. 106. 107

128 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
avoit accordée au roi sur le clergé de  
France , obligea l'Université en 1518  
de se donner quelques mouvemens  
pour maintenir son exemption.

**Francs-fiefs.** Elle fut attaquée en cette même an-  
*Hist. Un.* née sur le droit de *Franc-fief* , qu'on  
*Par. T. VI.* vouloit lui faire payer. Mais le com-  
*p. 106.* missaire préposé à la levée de cette  
taxe reconnut que l'Université en de-  
voit être exempte : & il fut fait re-  
gître de sa déclaration.

**Immobili-  
té des régens  
des Arts.** Le 16 Octobre, la Faculté des Arts  
*Ibid.* assemblée pour l'élection des censeurs,  
réprima par une conclusion sévère la  
violence opiniâtre de Jean de Vic prin-  
cipal du collège de Calvi ; qui vou-  
loit à toute force expulser de son col-  
lège un régent nommé Jean de Ruel.  
Le régent avoit obtenu trois décrets  
favorables à sa cause , tant des députés  
qui représentoient la Faculté, que de la  
Faculté elle-même : & le princi-  
pal tenoit bon , refusant d'obéir ,  
& cependant n'appellant point ; &  
il n'avoit pas même craint de trai-  
ter injurieusement ses juges en pleine  
assemblée. La Faculté vengea son au-  
torité méprisée , en privant le princi-  
pal de sa place , c'est-à-dire en or-  
donnant que nul écolier étudiant en

son collège ne pût acquérir ni tems d'études, ni droit aux degrés, jusqu'à ce que le réfractaire fût venu à résipiscence, & qu'il eût rétabli le régent dépossédé, le laissant jouir paisiblement de sa chambre, de sa *portion*, de l'exercice de la régence, & de tous les droits qui y sont attachés. Ce décret mérite d'être remarqué soigneusement. Il prouve l'immovibilité des régens, que le principal ne peut point destituer à sa volonté : & il fait voir en même tems qu'ils avoient leur logement & leur nourriture dans le collège où ils enseignoient.

Plusieurs menus faits se présentent ici, qui ne doivent être ni totale-  
ment omis, ni longuement traités.

Autres menus faits.

Hist. Un.  
Par. T. VI

L'Université appelée en 1520 à un conseil par les magistrats, pour l'approvisionnement de la ville en bois à brûler.

Les moines de S. Germain & les religieux de sainte Croix cités à paroître aux processions de l'Université, dont ils affectoient de s'absenter, sans doute pour quelque difficulté par rapport au rang dans la marche.

p. 109 & 115.

Injonction faite aux Dominicains de célébrer les messes auxquelles ils

p. 109. 11; 128.

130 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
étoient obligés pour l'Université.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 110.* Les régîtres de la Nation de France repris & continués , après une interruption négligente de la part des Procureurs.

Attention d'œconomie de la part de la même Nation pour diminuer ses dépenses. Le samedi 31 Mars 1521, elle délibéra qu'au lieu du repas qu'elle donnoit aux régens à la fin du Carême, on leur distribueroit quatre sols par tête : & le 12 Avril de l'année suivante, cette distribution fut réduite à trois sols. On ordonna encore d'autres retranchemens par rapport à différens objets dans cette dernière conclusion : & les suppôts de la Nation s'y déterminèrent volontiers , préférant , disent-ils , le bien commun à leurs avantages particuliers. Il s'en trouva même qui rapportèrent à la manse une partie de ce qu'ils avoient reçu légitimement les années précédentes , anticipant ainsi par leur zèle l'observation d'un règlement de réforme qui ne les obligeoit point.

*Projet d'érection d'une Université à Blois.  
p. 111-114.* Le goût d'établir des Universités se répandoit beaucoup. J'ai parlé de l'érection de celles de Caen , de Poitiers , de Bourges. Il avoit été aussi



question d'en ériger une à \* Angoulême , une à Billon en Auvergne : & quoique ces dernières entreprises eussent avorté , les habitans d'Issoire dans la Limagne ou Auvergne basse en formèrent une pareille , & poussèrent même leur projet fort avant. Appuyés sans doute du crédit du chancelier du Prat leur compatriote , ils obtinrent du roi François I des lettres d'érection d'Université dans leur ville , & le pape leur accorda une bulle confirmative. Mais ils trouvèrent en leur chemin des opposans , dont le principal étoit le duc de Bourbon seigneur du pays , qui craignoit que sa juridiction ne fût diminuée par celles des conservateurs royal & apostolique, qu'introduiroit le nouvel établissement. L'Université de Paris forma aussi son opposition. On sent assez l'intérêt qu'elle avoit à la chose : &

\* François I avoit donné au mois de Décembre 1516 des lettres d'érection d'une Université à Angoulême. Sa mère duchesse d'Angoulême protégeoit cet établissement. Mais la vérification des lettres éprouva tant de difficultés , que le projet ne put réussir.

Plus de cent ans après, les Jésuites entreprirent de le faire revivre , & ils échouèrent pareillement. C'est un fait peu connu , dont on peut trouver toutes les pièces rassemblées dans une petite collection imprimée à Paris en 1615 par le mandement de M.  
LE RECTEUR.

### 132 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

l'intérêt public ne condamnoit peut-être pas sa démarche. La multiplication des écoles semble , au premier coup d'œil , favoriser la propagation des Lettres , en facilitant les moyens d'étudier. Mais une école ne peut faire de fruit , qu'autant qu'elle est dirigée par de grands maîtres. Or est-il aisé de trouver beaucoup de sujets capables d'exercer dignement un enseignement multiplié sans mesure ? Dans les écoles qui auront pour sièges de petites villes , les maîtres seront communément assez médiocres , les écoliers foiblement instruits : & l'on se trouve ainsi inondé de prétendus lettrés , qui en ont les titres & les privilèges , sans en avoir le mérite & la capacité nécessaires pour servir l'Eglise & l'Etat. Quoi qu'il en soit , l'affaire de l'Université que l'on prétendoit ériger à Issouire fut plaidée au parlement en 1520 , & appointée , c'est-à-dire qu'elle échoua. Il n'en est plus parlé depuis.

Faire de  
moindre im-  
portance.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
p. 124.

Le 10 Octobre de la même année 1520 , un Cordelier s'attira l'animadversion de l'Université , pour avoir prêché dans S. Germain de l'Auxerrois , pendant que la procession du

Recteur se célébroit dans une autre Eglise.

L'usage du sceau commun de la *Hist. Un.*  
Faculté des Arts pour les lettres testi- *Par. T. V. E.*  
moniales d'étude fit naître une diffi- *p. 115.*  
culté, que je me contente d'indiquer  
ici sans l'approfondir, comme trop  
peu intéressante pour la plupart des  
lecteurs.

En 1521 la Faculté de Théologie *Censure com-*  
donna sa fameuse censure contre Lu- *tre Luther.*  
ther, objet important, & qui mé-  
rite d'être traité avec étendue.



## §. I I.

Origine du  
Luthéranis-  
me.

**I**L n'est point de mon sujet de faire l'histoire du Luthéranisme. Mais les suites malheureuses des mouvemens excités par Luther en Allemagne me donneront tant de matière, que je ne puis me dispenser d'en tracer ici en peu de mots l'origine, quoique connue de tout le monde.

Personne n'ignore que ce zèle de réforme tant vanté, & sous le prétexte duquel on a bouleversé l'Eglise & l'Etat dans une grande partie de l'Europe, a eu pour principe une misérable jalousie entre moines mendiants au sujet de la prédication des indulgences. Léon X fit publier en 1517 une croisade contre les Turcs, & il y attachoit des indulgences, dont il faut avouer que le but n'étoit pas bien canonique ni exempt d'intérêt. La commission de prêcher les indulgences en Saxe se donnoit communément aux Augustins. Elle fut donnée aux Jacobins. Voilà la source du mal, & l'étincelle chétive qui a causé un si furieux embrasement. Lu-

ther , qui étoit Augustin , voulut venger son Ordre , que l'on privoit d'une commission fructueuse : & disposé peut-être à exercer lui-même dans la promulgation des indulgences , s'il en avoit eu la charge , tous les abus qui s'y commettoient , il les releva avec des invectives atroces dans des rivaux odieux.

Car il s'y commettoit des abus : <sup>D'Argentré ,  
Coll. jud. de  
nov. error.</sup> & en France même , où les lumières ont toujours été plus grandes sur les matières de Religion , des prédicateurs mercenaires annonçoient aux peuples : *Quiconque met au tronc de la Croisade ung teston ou la valeur , pour une ame estant en Purgatoire , il délivre ladicte ame incontinent , & s'en va infailliblement ladicte ame aussitost en Paradis. Itaque , en baillant dix testons pour dix ames , voire mille testons pour mille ames , elles s'en vont incontinent & sans doubte en Paradis.* La Faculté de Théologie , assemblée aux Maturins le 6 Mai 1518 , condamna cette proposition , comme fausse , scandaleuse , & excédant la teneur de la bulle de la croisade. Au contraire elle approuva la proposition suivante : *Il n'est point certain , que infaillible-*

**136 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ**

*ment toutes ames indifféremment estant en Purgatoire , pour chacune desquelles on met au tronc de la Croisade dix sols Tournois , s'en voise incontinent & sans doubte en Paradis. Mais s'en fault rapporter à Dieu , qui accepte ainsy qu'il luy plaist le trésor de l'Eglise appliqué auxdictes ames.*

Si Luther s'en fût tenu aux termes d'une décision si sage & si mesurée, on n'eût eu qu'à louer son zèle. Mais c'étoit la passion , & non l'amour de la vérité, qui le gouvernoit. De l'abus des indulgences , il vint à attaquer les indulgences en elles-mêmes. La résistance qu'il trouvoit , augmenta ses emportemens : & comme un esprit fougueux tel que le sien , quand il a une fois secoué le joug de l'autorité , est capable de tous les excès , passant d'une matière à l'autre , selon que la dispute l'y engageoit, il ébranla successivement presque tous les points capitaux de la doctrine Catholique, sur la pénitence , sur les sacrements , sur la justification , sur l'autorité du pape & celle de l'Eglise. Il renversa la discipline aussi bien que le dogme. En un mot il créa une Religion nouvelle , prenant de l'ancienne ce qu'il

lui convenoit , & rejetant tout ce qui ne quadroit pas avec ses idées.

Il n'en vint là que par degrés. Quoique ses progrès dans l'erreur aient été rapides , il observa d'abord des ménagemens. Il protesta plusieurs fois dans les termes les plus énergiques de sa soumission à la décision du pape sur toute sa doctrine : & dans la dispute qu'il soutint publiquement en 1519 contre Eckius fameux docteur Allemand , il consentit à reconnoître pour juges les Facultés de Théologie d'Erford & de Paris. Il est vrai qu'il espéroit trouver de la faveur auprès de ces deux sociétés théologiques , parce qu'il avoit été élevé & instruit dans l'une , & qu'il connoissoit les sentimens de l'autre touchant la supériorité du concile au dessus du pape. Il croyoit même la Faculté de Paris actuellement aliénée de la cour de Rome , à cause de l'abolition de la Pragmatique & de l'établissement du Concordat.

L'Université d'Erford demeura dans le silence. Celle de Paris prit le tems d'examiner avant que de juger. La censure de notre Faculté de Théologie , ouvrage auquel concourut en

*Flemi ,  
Hist. Eccl.  
T. XXXV.  
l. 125 & 126*

*Hist. Un.  
Par. T. VII  
p. 108.*

*Censure de la  
Faculté de  
Théologie  
de Paris con-  
tre Luther.  
p. 109.*

### 138 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

quelque partie toute l'Université, ne parut qu'au bout de deux ans, c'est-à-dire, au mois d'Avril 1521. Mais je vois que dès le vingt Janvier 1520 le questeur de la Nation de France acheta vingt \* exemplaires de la conférence d'Eckius avec Luther, pour les distribuer aux députés qui devoient rendre compte de cette affaire à la compagnie : preuve manifeste, que dès lors on se tenoit alerte à Paris pour s'instruire de ce qui se passoit en Allemagne. Durant l'intervalle qui s'écoula jusqu'à la publication de la censure, toute l'Europe étoit dans l'attente de ce que décideroit l'Université de Paris, qui, pour me servir de l'expression d'Erasme écrivant sur cet objet même au cardinal Laurent Campége, a toujours tenu le premier rang en matière théologique, comme le siège de Rome tient la primauté dans la Religion Chrétienne. Frédéric duc de Saxe, protecteur de Luther, prenoit un trop vif intérêt à la cause, pour attendre avec tranquillité l'événement. Il écrivit à l'Université de

*Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 116.*

\* J'observe en passant | sols Paris, qui revien-  
que ces vingt exemplai- | nent à quarante sols Tour-  
res coûtèrent trente-deux | nois.



Paris au sujet de l'approbation ou improbation des conclusions de son théologien. La lettre de ce prince ayant été présentée le deux Mars 1521 à la compagnie par le docteur Noel Bêda, dont j'aurai lieu de faire mention plus d'une fois dans la suite, il fut dit qu'avant que d'y faire réponse, il étoit besoin d'une mûre délibération.

Cependant Luther devenoit de jour en jour plus furieux. En représailles de ses livres condamnés au feu par le pape, il brûla lui-même publiquement le Droit canonique. Il condamna les vœux monastiques, il brisa les images, il abolit la messe. Tel étoit l'état des choses, lorsque la Faculté de Théologie de Paris donna le quinze Avril 1521 sa censure, dans laquelle elle ménage jusqu'à un certain point la personne de Luther, en feignant de douter qu'il soit l'auteur des livres qui portent son nom. Mais elle ne fait aucun quartier à l'erreur, qu'elle profcrit d'une manière également solide & lumineuse.

Les propositions extraites des différens livres de Luther sont distribuées par matières, & rangées sous plusieurs titres. A chacune sont appli-

quées les qualifications que les docteurs jugent y convenir. Si la proposition renferme quelque terme ambigu & susceptible d'équivoque, ce terme est distingué. Si innocente en elle-même elle est condamnée dans le sens de l'auteur, on a soin de le lui faire remarquer. Une censure est faite de cet esprit de discussion, & de ces tems : mais elle porte la lumière.

Elle fut imprimée par le Recteur Jean le Coigneux.

Luther écrit  
de fait écrire  
contre la  
censure.

Hist. Un.  
P. T. P. I  
p. 127, 128.

Luther, qui avoit été élu docteur de Paris pour l'année 1521, qu'ils prononçaient pour eux que de l'avis des autres l'au-

de Melancthon ayant été *Hist. v. d.*  
 Paris, fut brûlé par ordre du *par. T. 24.*  
*p. 112.*

Il y eut aussi à cette occa-  
 sion imprimeurs & libraires  
 punis : & le parlement fit une  
 ordonnance sur la né-  
 cessité d'empêcher le débit d'un  
 libelle. La réprimande étoit  
 sur la police de la librairie  
 de l'Université : & il y avoit *p. 113.*

des du roi, des crimeurs &  
 autres de l'Université qui  
 ne pouvoient imprimer ni  
 que les livres de l'Université  
 de l'Université de la Fa-  
 culté de Théologie.

Léon X. étoit en cette *Mort de*  
 Léon X. pour sac- *Léon X.*  
 Adrien VI. vant en la *Adrien VI*  
 sac- *avant en la sac-*  
 mais *Idem.*  
 permit  
 Religion  
 lumieres

Université Affaires pro-  
 beaucoup *par. de l'U.*  
*université.*  
 & les

elle prit *Messieurs*  
 pour des *en 1562. Le*  
 & lavoit *Idem.*

**144 HISTOIRE DE L'UNIVER**  
le Recteur exposa que les év  
Meaux & de Senlis supplioi  
cet emploi. L'évêque de Se  
appuyé de la recommandatio  
duquel on lut trois lettres  
semblée. Robert Duguaft, d  
Droit, fit l'éloge du mêm  
& il taxa son compétiteur  
cité. C'étoit parler rondeme  
non pas contre le vrai. Guilla  
çonnet, alors évêque de Mea  
un homme simple : & nous  
que les prétendus réformate  
fèrent de sa simplicité pour  
duire dans son diocèse, & y  
leurs erreurs. Il l'emporta néa  
& l'on peut croire que la re  
dation du roi nuisit en cette  
à l'évêque de Senlis : car no  
portent expressement que l  
fité craignit qu'en mendiant  
les vacances de ces charges  
ction du roi, on ne lui e  
liberté de son choix. La F  
Médecine s'exprima pourta  
façon plus mesurée. Elle pro  
son respect & de sa soumissi  
les volontés du roi : mais el  
qu'elle ne comptoit pas faire  
qui lui fût désagréable, en

son suffrage à l'évêque de Meaux. Ce prélat eut pour lui la pluralité des voix dans les quatre Facultés.

Le douze Septembre il se présenta à l'assemblée de l'Université, fit sa supplique, & fut unanimement confirmé & reconnu. Aussitôt le Recteur le mit en possession, en le conduisant à la salle d'audience, & l'installant dans le siège destiné au conservateur, en présence des Doyens des Facultés, des Procureurs des Nations, & d'un grand nombre d'autres personnes. Le nouveau conservateur continua tous les officiers de son prédécesseur, sous la condition qu'ils se feroient agréer & recevoir par l'Université.

Ce fut en cette même année qu'éclata la guerre \* entre Charles V & François I. L'Université ordonna des prières dans les collèges, & célébra une procession générale le vingt-deux Septembre, pour demander à Dieu sa protection sur les armes du roi.

Prières & procession à l'occasion de la guerre.  
*Hist. Un. par. T. VI. p. 131.*

Cette procession se fit sans préjudice de l'ordinaire, qui fut indiquée

\* Cette guerre est appelée dans nos registres la guerre des Bourguignons, parce que Char-

les V étoit, comme l'on fait, héritier de la maison de Bourgogne.

Différend  
avec l'évê-  
que & le cha-  
pitre. Affaire  
du prédica-  
teur Jaques  
Merlin.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 131.*

au six Octobre suivant. L'évêque de Paris prit le même jour pour en célébrer une avec son chapitre, & le Recteur fut prié de remettre la sienne à un autre jour. Loin de consentir au changement, le Recteur défendit au prédicateur choisi par l'évêque de faire le sermon de la procession de l'Eglise cathédrale. Ce prédicateur étoit Jacques Merlin, docteur en Théologie, homme peu timide : il passa outre, & prêcha. L'Université se trouva très offensée de cette désobéissance. Merlin fut cité, & ne comparut point. Il y eut décret contre lui & contre le chapitre, appel au parlement, procès. Enfin la querelle fut pacifiée par l'entremise de personnes d'un grand poids.

Merlin édi-  
teur & apo-  
logiste d'O-  
rigène.

*Laurei, Hist.  
Coll. Nav.  
p. 44. 424.  
666.*

*D'Argentré,  
Coll. jud. de  
lexis error.*

*T. I I.  
p. IX & X.*

Merlin méritoit beaucoup de considération par son savoir & par ses travaux théologiques. Entre autres ouvrages il donna au public en 1511 une édition d'Origène, à la tête de laquelle il mit une préface apologétique pour justifier ce fameux écrivain des erreurs qui lui ont été imputées. Cette apologie d'Origène déplut à plusieurs docteurs, & en particulier à Noël Bédæ : & de la diversité de sentimens

naquit un procès, qui n'étoit pas encore terminé en 1525. Alors l'affaire fut renvoyée par le parlement à la Faculté de Théologie, qui nomma des députés pour l'examiner. L'avis de ces députés ne fut pas favorable à Merlin. Mais je ne vois pas qu'il soit intervenu un jugement de la compagnie.

A l'occasion de la guerre née en 1521 l'Université fut de nouveau troublée dans la jouissance de ses privilèges d'exemption, au moins quant à ce qui touche ses officiers. Elle les défendit avec fermeté & avec succès.

Elle éprouva une autre sorte de vexation en la personne de ses écoliers Espagnols, Flamans, en un mot sujets de Charles V, qui furent mis en prison, comme attachés à un prince ennemi. L'Université sollicita leur délivrance, & peu écoutée du chancelier elle l'obtint du roi, toujours plus favorable que ses ministres.

La fête des Rois, par un abus depuis long tems enraciné, donnoit lieu à des divertissemens indécens dans les collèges. On y jouoit des comédies, où souvent les traits mordans & satyriques n'étoient pas épargnés. Noël Bêda, alors syndic de la Faculté de

Privilég.  
Hist. U  
Par. T. I  
p. 132.

Ecolier  
l'Universi  
sujets de  
Charles V  
Ibid.

Jeux de L.  
te des R  
Ibid.

Théologie, qui avoit été attaqué & blasonné dans la comédie jouée au collège du Plessis, en porta ses plaintes le cinq Décembre à l'Université assemblée. Les trois Facultés supérieures furent d'avis que l'on abolît ces jeux. La Faculté des Arts s'en rapporta aux principaux des collèges.

Elle n'étoit pas contente de toute cette délibération. Sur quoi il faut distinguer le fond & la forme. Quant à la forme, elle n'avoit pas tort de trouver mauvais que l'on eût porté devant toute l'Université une affaire qui étoit de sa compétence particulière, puisqu'elle regardoit la discipline de ses collèges; & elle fit sentir avec raison son mécontentement au Recteur, en refusant de l'approuver en ce point, lorsqu'il demanda suivant l'usage l'approbation & ratification de ce qu'il avoit fait durant son rectorat. Sur le fond, je ne prétendrai pas l'excuser d'avoir eu de l'attachement pour des jeux, condamnables en eux-mêmes, & encore plus par la circonstance du jour dont ils profanoient la sainteté. Et l'on ne peut douter du goût qu'avoient pour ces jeux les suppôts des



Nations, puisque la Nation de France, dans la même assemblée où fut improuvée la conduite du Recteur, conclut à célébrer la fête des Rois selon la manière accoutumée, pourvû que l'on n'y blefsât point le respect dû à la personne du roi & aux princes du sang royal.

Un procès qui mit en mouvement toute la Faculté de Droit, nous donne occasion de faire ici quelques remarques par rapport aux anciens usages.

Procès de la Faculté de Droit. Leçons des docteurs & des bacheliers.

Dans l'origine tous les docteurs remplissoient exactement la signification du titre qu'ils portent. Ils enseignoient, & les termes de *docteur* & de *professeur* étoient synonymes. Les bacheliers faisoient aussi des leçons, qui'étoient pour eux des exercices probatoires. Le nombre des docteurs s'étant beaucoup multiplié, en sorte qu'il excédoit en proportion celui des auditeurs, ils s'affranchirent en grande partie de la fonction pénible d'enseigner. Ils ne donnoient leurs leçons que de quinze jours en quinze jours : & même en Théologie les choses en étoient venues au point, que les docteurs n'en faisoient qu'une par an, le

Hist. Un par. T. V p. 132-13

jour de sainte \* Euphémie. Encore cette pratique ne subsiste-t-elle plus aujourd'hui, si ce n'est quant au nom. Les docteurs en Théologie, qui sont dans la ville & banlieue, donnent leur certificat comme ils ont fait la leçon ordonnée par l'usage : moyennant quoi ils perçoivent certains émolumens. Ainsi il ne leur reste plus d'autres fonctions, que celles des examens & des présidences aux actes. C'est en vertu de ce changement de discipline que l'on a été obligé d'établir des professeurs en titre, qui n'étoient point nécessaires, lorsque tout docteur étoit professeur. Et l'établissement de ces professeurs en titre, fournissant aux besoins du public des leçons assidues & continuelles de la part des docteurs, a fait éclipser celles des bacheliers. Ces révolutions dans la pratique de l'enseignement ont été communes à toutes les Facultés.

Au commencement du seizième siècle les bacheliers en Droit faisoient encore des leçons. Mais il y en avoit deux privilégiées, que l'on appelloit *Ordinaires*, & pour lesquelles on choi-

\* Le texte imprimé par Duboullai porte *Epiphania*. J'ai pensé qu'il falloit lire *Euphémie*.

fissoit chaque année des *lisans* , c'étoit le terme , *legentes*. Cette *lisance* avoit occasionné le procès dont je parle ici. Nicolas le Cirier en avoit été pourvû par les docteurs en Droit : & François de Laage docteur en Droit , mais non de la Faculté de Paris , n'étant nommé que par son propre suffrage , prétendoit exclure le Cirier , qu'il taxoit d'incapacité. Il fit plus. Comme il étoit avantageux & habile à manœuvrer , il suscita les écoliers en Droit , & les engagea à se nommer un syndic , par l'organe duquel ils s'adressèrent au parlement , & demandèrent que la Faculté de Droit fût réformée , & que le pouvoir de choisir les *lisans* leur fût attribué , & non aux docteurs. L'Université intervint en cette cause pour les docteurs en Droit.

Il étoit donc question dans ce procès de deux articles : de la réformation de la Faculté de Droit , & de l'emploi de *lisant* contesté à le Cirier par de Laage.

Sur le premier , le parlement ordonna que les docteurs régens en Droit seroient obligés de faire exactement leurs leçons , suivant le règlement du cardinal d'Estouteville.

## 152 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Par rapport au second objet, le Cirier & la Faculté gagnèrent en plein. Le Cirier, après avoir fait preuve de sa capacité en présence de quelques commissaires du parlement, fut confirmé dans l'emploi de *lisant*, & les docteurs pareillement dans le droit d'y nommer.

**Procès de la Faculté de Droit contre son bedeau.** L'année suivante la même Faculté eut un procès contre son grand bedeau, pour des droits dont celui-ci prétendoit qu'on vouloit le dépouiller injustement : & elle le perdit sur la plupart des chefs.

*Hist. Un. Par. T. VI. p. 142.*

**Prétention de la Faculté des Arts, au sujet de la nomination du chancelier de sainte Geneviève.** Quelque tems auparavant la Faculté des Arts s'étant trouvée dans le cas de recevoir un chancelier de sainte Geneviève, avoit élevé une prétention nouvelle vis-à-vis de l'abbé de cette maison. L'abbé agissoit comme conférant cette dignité de plein droit : & la Faculté avançoit que l'abbé avoit pouvoir de présenter seulement, & que c'étoit à elle à conférer. Je ne vois pas que cette contestation ait eu aucune suite.

**Principaux des collèges docteurs en quelqueune des Facultés supérieures.** Le vingt Janvier 1522 Robert de Dure, dit Fortuné, principal du Plessis, présenta à la même Faculté une supplique très agréable à la compa-

*Ibid.*

gnie , & équitable en elle-même. Cette supplique regardoit l'abus qui s'étoit introduit , & qui a prévalu , d'admettre aux places de principaux dans les collèges de la Faculté des Arts les docteurs en quelqueune des Facultés supérieures. Les en exclure , c'étoit une entreprise qui passoit le pouvoir de la Faculté des Arts. Robert Fortuné proposoit au moins d'ordonner que les certificats d'étude donnés par ces docteurs exerçant une principalité , ne fussent point reçus dans la Faculté , & que nul ne s'en pût aider pour parvenir aux degrés de bachelier , licencié , & maître. Cependant comme son intention n'étoit pas de nuire aux étudiants , il vouloit qu'il leur fût permis de faire signer leurs attestations par le plus ancien régent du collège. L'avis étoit modéré : & une telle requête ne pouvoit manquer de réussir auprès de la Faculté des Arts. Elle passa , mais elle n'a point eu d'exécution.

Un usage , dont je ne vois pas le but , & qui me paroît singulier , se trouve ici consigné dans nos registres.

» Le Recteur , est-il dit , accompagné  
 » des doyens des Facultés & des pro-

Le Recteur  
 présente au  
 parlement ;  
 pour les ca-  
 ses de tou-  
 l'Université

*Hist. Un*  
*Par. T. V*  
*p. 140.*

# 154 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

« cureurs des Nations , & précédé des  
 » bedeaux portant leurs masses d'ar-  
 » gent , alla au parlement , & s'y  
 » présenta suivant la coutume pour les  
 » causes de toute l'Université. On prit  
 » son nom , & les noms des trois  
 » doyens & des quatre procureurs : &  
 » ils promirent d'agréer & d'autori-  
 » ser ce qui seroit fait par les avocats  
 » de l'Université. » Je transcris mon  
 texte aveuglément & sans trop l'en-  
 tendre.

Ordonnance  
 de François I  
 par rapport  
 au collège de  
 Navarre.

*Hist. Un.  
 Par T. I. I.  
 p. 140.*

Au mois de Février de la même  
 année François I fit un règlement  
 pour réformer dans le collège de Na-  
 varre un abus contraire aux inten-  
 tions de la fondatrice & au bon ordre.  
 Les bourses sont pour des étudiants, &  
 elles doivent finir avec le cours des  
 études, après lequel ceux qui par leur  
 secours ont acquis la capacité & les  
 degrés exprimés par la fondation ,  
 doivent faire place à d'autres , & aller  
 servir l'Eglise: Cependant il arrivoit  
 que des boursiers théologiens de  
 Navarre parvenus au doctorat , &  
 pourvus de bénéfices, se faisoient don-  
 ner une des chapellenies du collège ,  
 pour se procurer un titre de perpé-  
 tuité, & y demeurer oisifs , sans rem-

plir les devoirs ni de bénéficiers ni de chapelains. François I proscriit cet abus, en défendant qu'aucun docteur bénéficié puisse être nommé chapelain du collège de Navarre, & en ordonnant que si un docteur n'ayant aucun bénéfice est pourvû d'une des chapellenies de ce collège, il ne puisse jouir du logement affecté à son titre, qu'au moyen d'une assistance exacte & fidèle aux offices du jour & de la nuit. Ce prince prend même une précaution remarquable pour assûrer l'exécution de son règlement. Il déclare que si par l'importunité des demandeurs, ou par inadvertance de sa part, ce règlement se trouvoit violé, toute nomination contraire aux dispositions qu'il contient, seroit réputée nulle, & demeureroit sans effet.

Une délibération peu importante en soi mérite néanmoins de n'être point omise, parce qu'elle prouve l'opposition persévérante de l'Université au Concordat. Cette loi exige que les lettres testimoniales d'étude soient scellées du sceau de l'Université, à laquelle appartient le gradué. Or l'usage de l'Université de Paris étoit que l'on employât en ces occasions le sceau

Sceau des lettres de nomination.

Hist. Un.  
Par. T. 71  
p. 144.

156 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de la Faculté , dans laquelle a été  
fourni le tems d'étude. La Faculté de  
Arts consultée par deux fois sur ce  
point , les seize & vingt-huit Avril  
1522 , par deux fois décida que l'on  
s'en tiendrait à l'ancien usage.

Élection  
d'un papé-  
tier. Procès.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
p. 145-151.

Dans le même tems naquit un pro-  
cès sur une autre matière. Deux con-  
tendans se présentèrent pour une des  
quatre charges de papetier juré de l'U-  
niversité vacante par mort , Claude  
le Lièvre marchand mercier , & Guil-  
laume Rolland , qui exerçoit depuis  
seize ans la marchandise de papeterie.  
C'étoit à la compagnie assemblée à  
faire ce choix , & la délibération ne  
fut rien moins que pacifique. Il y eut  
des brigues , de la cabale , du tumulte.  
On parvint néanmoins à un résultat ,  
mais avec partage. Les Facultés de  
Droit & de Médecine suivies de la  
Nation de Normandie furent pour le  
Lièvre : Rolland eut les suffrages de  
la Faculté de Théologie , & des Na-  
tions de France , Picardie , & Alle-  
magne. Nous avons vû dans un cas  
semblable le Recteur conclure pour  
les trois Nations jointes à une Faculté.  
Ici arriva tout le contraire. Le Re-  
cteur , qui favorisoit le Lièvre , &



qui étoit Normand , se rangea du côté des deux Facultés auxquelles se trouvoit jointe la Nation de Normandie. Rolland appella au parlement, & l'affaire fut plaidée le vingt-sept Juin 1522.

Le principal moyen de Rolland étoit tiré de ce qu'il avoit la capacité nécessaire pour exercer la charge qu'il demandoit, étant marchand papetier depuis un très long tems, au lieu que son concurrent ne connoissoit & ne pratiquoit point ce commerce, & ne poursuivoit la charge dont il s'agissoit, que dans la vûe d'exemter de tout droit le vin qu'il recueilloit dans six-vingts arpens de vigne à lui appartenans. Rolland, pour faire valoir ce moyen, s'autorisoit de la déclaration de Charles VIII en 1489, qui ordonnoit que les officiers de l'Université fussent *de l'estat, qualité, & profession conformes à leurs offices* : il alléguoit un arrêt du parlement rendu sur ce principe contre des officiers, & nommément contre des papetiers de l'Université, qui n'ayant que le titre sans la réalité de l'exercice, avoient été condamnés à payer les taxes, comme les bourgeois non privilégiés.

## 158 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Les vingt-quatre libraires de l'Université intervenoient pour Rolland, représentant qu'il falloit que le papier qu'ils employoient pour leurs impressions fût visité par les papetiers jurés, dont trois actuellement n'exerçoient point le commerce de papeterie ; & qu'ils avoient grand intérêt qu'on ne leur en donnât pas un quatrième aussi incapable que les trois dont il vouloit devenir le confrère.

Ces raisons étoient très fortes : néanmoins elles ne triomphèrent pas d'abord. Le procès fut appointé, & dura trois ans. Finalement Rolland gagna, précisément sur le moyen dont j'ai rendu compte, comme il paroît par l'arrêt, qui enjoignit à l'Université de nommer à ses offices *des personnes qui soient de l'estat, qualité, & profession convenables & propres auxdits estats & offices, & qui les exercent continuellement, actuellement, & en personne, sans fraude.* Et si l'Université tomboit en contravention, le même arrêt la prive du droit d'élection à chaque fois qu'elle se sera écartée de la règle prescrite.

Le parlement considéra donc principalement dans cette affaire le ser-

vice du public. Il ne prononça rien sur la forme de la délibération de l'Université : & il faut avouer que ce point souffroit alors beaucoup de difficultés.

Le principe décisif de l'égalité des Nations aux Facultés étoit obscurci : & la forme dans laquelle se pratiquoient les délibérations , ne contribuoit pas à le mettre en évidence. Le Recteur , comme chef de toute l'Université , proposoit l'affaire qu'il s'agissoit de décider : après quoi les Facultés se séparoit pour délibérer chacune à part. Le Recteur , en sa qualité de chef de la Faculté des Arts , alloit la présider. Les Nations se séparoit , délibéroient : & après qu'elles avoient pris leur parti , le Procureur de chacune en rendoit compte au Recteur. Toutes les délibérations étant finies , les Facultés se rassembloient de nouveau : & le Recteur commençant par faire sa fonction de chef de la Faculté des Arts , en rapportoit l'avis. Ensuite le doyen de Médecine , le doyen de Droit , le doyen de Théologie , en faisoient autant , chacun pour sa compagnie. Alors le Recteur reprenoit le personnage de chef de toute

*\*Observations sur la forme des délibérations dans l'Université.*

160 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
l'Université , & concluoit. On sent  
que dans cet arrangement les Nations  
ne jouissoient point de leur avantage  
des quatre voix.

Aussi dans la cause dont je parle ,  
Poyet avocat de Rolland n'en fait-il  
aucune mention. Rolland avoit pour  
lui trois Nations , & la Faculté de  
Théologie : & Poyet insiste sur ce que  
la Faculté des Arts se trouvant appuyée  
d'une des Facultés supérieures , doit  
emporter la balance , & qu'il n'est pas  
permis , en ce cas , au Recteur de con-  
clure pour les deux autres : & il établit  
cette maxime sur le fondement du  
grand nombre des suppôts de la Fa-  
culté des Arts. Elle renferme , dit-il ,  
plus de quatre cens vocaux. La Faculté  
de Droit , dans l'affaire dont il s'agit ,  
n'avoit que deux opinans , la Méde-  
cine treize. Ainsi dans le cas de l'éga-  
lité des Facultés , le plus grand nom-  
bre des vocaux devoit décider. Com-  
bien sa cause eût-elle été plus claire ,  
s'il eût dit ? Trois Nations & la Fa-  
culté de Théologie font quatre voix  
sur sept , & par conséquent la plura-  
lité.

C'est ainsi qu'aujourd'hui chacune  
des sept compagnies , après avoir dé-

libéré à part sur les affaires du corps , fait porter son suffrage au tribunal par son chef : & lorsque quatre voix se trouvent d'un côté , la décision est formée. Il est pourtant vrai que les Facultés supérieures ne souffriroient pas volontiers que le Recteur conclût pour les quatre procureurs contre les trois doyens. Mais ce cas est extrêmement rare : & il est de la prudence du Recteur de le prévoir , & de faire en sorte de l'éviter.

J'ai dit que dans l'assemblée où le Lièvre fut nommé papetier de l'Université, il y avoit eu beaucoup de tumulte. Le Recteur prétendit y avoir été maltraité en sa personne , & il en voulut faire un incident à la cause. En sortant de l'assemblée il se mit au lit , & il appella des médecins comme ayant été blessé. Quelques jours après il convoqua de nouveau l'Université pour lui demander adjonction dans la poursuite qu'il étoit , disoit-il , résolu de faire , afin d'obtenir une réparation. Les Facultés de Décret & de Médecine lui accordèrent l'adjonction : la Faculté des Arts la refusa : celle de Théologie observa que le fait n'étoit point suffisamment constaté , &

Violences  
exercées  
dans les as-  
semblées.

# 162 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

qu'il lui falloit une information en règle avant qu'elle pût se décider. Le Recteur n'osa pas conclure pour les deux Facultés qui lui avoient été favorables : & l'affaire en demeura là pour ce qui le regardoit personnellement. Il est probable que ses plaintes excédoient la réalité, & qu'il eût été bien aise de faire du bruit.

Réquisition  
du syndic  
contre ces  
excès.

Mais comme dans le vrai l'assemblée ne s'étoit pas passée avec la tranquillité & la décence convenables, & que ces exemples de violence se renouvelloient fréquemment par des séditieux, qui apportoitent même aux assemblées des bâtons & des armes, le syndic Arnoul Monart fit le septembre Octobre 1522 un réquisitoire fort sage contre ces scandales & leurs auteurs. Je ne doute pas que sa proposition n'ait été reçue & applaudie. Mais le mal étoit trop invétéré pour céder promptement au remède.

Montholon, Le vingt Juin de la même année  
avocat de 1522, l'Université s'étoit assemblée  
l'Université.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI,*  
*p. 147.*

pour se choisir un avocat en la place de Jean Laurier, qui venoit de mourir. Cet emploi fut recherché par deux hommes d'un grand mérite & d'un nom illustre, François de Montholon

Matthieu Chartier. Il y eut encore  
 âge. Montholon eut pour lui les  
 ultés des Arts & de Médecine : &  
 les de Droit & de Théologie nom-  
 rent Chartier. Le même Recteur  
 avoit excité tant de trouble dans  
 l'élection bien moins importante ,  
 il est encore en place. Il se conduisit  
 avec eux ici. Il se rangea du côté de la  
 ulté des Arts jointe à la Médecine :  
 l'affaire fut ainsi terminée pacifi-  
 quement.

Duboullai sous cette même année  
 mention du procès intenté par  
 l'évêque de Sens & l'évêque de  
 Meaux contre Geoffroi Boussard, ci de-  
 vant chancelier de N. D. & alors  
 docteur du Mans. Ce docteur venoit  
 donner un commentaire sur les sept  
 aumes de la Pénitence, & à la tête  
 il avoit mis une préface, qui est rap-  
 portée tout au long avec de grands  
 éloges par Launoi, au caractère aigre  
 auquel elle convient assez. Dans cette  
 préface Boussard en faisant passer en  
 revue toute sa vie, a inséré plusieurs  
 traits piquans qui retomboient sur les  
 vices de son tems, & en particulier  
 sur le clergé & sur le peuple  
 rarement sur les deux que je  
 ne puis de nommer. L'événement du

Affaire de  
 Geoffroi  
 Boussard.  
*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 151, &*  
*Launoi, Hist.*  
*Coll. Nav.*  
*p. 244 &*  
*626-639.*

164 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
procès ne nous est pas connu.

Spifame, Re-  
Geur.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 151.*

Jacques Spifame, qui devint dans la suite trop fameux par son apostasie & par sa triste catastrophe, fut élu Recteur au mois d'Octobre de cette année 1522.

Requête de  
l'Université  
concernant  
la vérifica-  
tion des pou-  
voirs d'un lé-  
gat.

*p. 152.*

Sous son réctorat, l'Université se pourvut au parlement, pour obtenir que dans la vérification des pouvoirs du légat Etienne Gabriel, archevêque de Bari, ses droits fussent mis à cou-  
vert. La bulle qu'il s'agissoit de vé-  
fier, contenoit une clause tout-à-fait  
exorbitante, en ce qu'elle donnoit  
au légat la faculté de créer des licen-  
ciés & des docteurs avec tous les droits  
& privilèges attachés à ces titres. L'U-  
niversité demandoit donc que ces li-  
cenciés & docteurs du légat ne fussent  
point admis à jouir des mêmes pri-  
vilèges, qui coutoient tant de travaux  
à acquérir dans les Universités. Elle  
demandoit de plus que le légat dans  
la collation des bénéfices fût assujetti  
à observer le tour des gradués. Le  
parlement donna satisfaction à l'U-  
niversité dans son arrêt d'enregître-  
ment.

J'observe que l'avocat de l'Univer-  
sité Jean Bochart nomme dans son



DE PARIS , LIV. IX. 165  
 idoyer le Concordat , & s'en auto-  
 . On commençoit donc à se fa-  
 liariser avec cette loi ; au moins en  
 qu'elle avoit de favorable : mais  
 toit sans préjudice de l'opposition  
 istante à tout ce qu'elle contient de  
 ntraire à la Pragmatique.

Le besoin d'argent pour soutenir Etablisse-  
 guerre contre Charles V , engagea ment, qui du-  
 unçois I à prêter l'oreille à ceux qui ra peu , d'un  
 proposèrent de faire de la conser- bailli conser-  
 vation des privilèges royaux de l'U- vateur des  
 niversité une juridiction dans Paris , privilèges  
 et les charges vendues à son profit royaux de  
 voient lui rapporter cent mille écus. l'Université.  
 donna donc un édit portant créa- Hist. Un.  
 on d'un bailli à qui il attribuoit la Par. T. VI.  
 connoissance de cette nature d'affaires, p. 153-155.  
 joignant douze conseillers , & tous Privilèges de  
 officiers nécessaires pour former & l'Université ,  
 vir un tribunal. p. 284-286.  
Hist. de Pa-  
ris , T. II.  
p. 946.

Le Châtelet, dont ce nouvel éta-  
 blissement diminuoit beaucoup le  
 fort , fit opposition à l'enregistre-  
 ment de l'édit.

L'Université en délibéra pour la  
 première fois le quatre Mars 1523 ,  
 elle résolut de ne se déterminer sur  
 le cas de cette importance qu'avec le  
 conseil de ses avocats. Mais il leur

466 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
fut défendu de la part du roi de conseil-  
ler autrement l'Université qu'en  
conformité de l'édit : en sorte qu'elle  
fut obligée de s'adresser au parlement  
pour lui demander un conseil. Elle  
forma son opposition , qui jointe  
celle du Châtelet fit nécessairement  
traîner l'affaire.

Le roi prenoit tellement la chose  
à cœur , qu'il écrivit à l'Université  
pour la prier de daigner recevoir le  
bailli conservateur , qu'il venoit d'in-  
stituer. Cette lettre fut lue dans l'as-  
semblée de l'Université le vingt-huit  
Mars : & la Faculté de Médecine fut  
seule de l'avis d'y acquiescer. Les  
autres compagnies persistèrent dans  
leur opposition , & résolurent d'at-  
tendre l'arrêt du parlement.

Le deux Avril l'Université députa  
au roi Noel Bédacarrats , qui rendit compte  
de sa députation le huit du même  
mois , mercredi de la semaine de  
Pâques : & dans l'assemblée qui fut  
tenue pour l'écouter se présenta Guil-  
laume Petit , Dominicain , évêque  
de Troyes , & confesseur du roi , de  
la part duquel il étoit chargé de ré-  
tenter auprès de l'Université les prières  
déjà une première fois employées.

DE PARIS , LIV. IX. 167  
fit exécuta sa commission , & ne  
réussir.

Enfin le parlement enregîtra l'édit  
à plusieurs jussions , & du très ex-  
cels commandement du roi. Alors  
l'université consentit à reconnoître le  
bailli conservateur de ses privilèges  
aux , & le vingt-quatre Avril elle  
mit Jean de la Barre , qui avoit été  
chargé de cette charge , à lui prêter le  
serment qu'elle avoit coutume de re-  
cevoir du prévôt de Paris.

A peine le nouveau siège étoit-il  
établi , qu'il fournit matière à con-  
tention. Le Châtelet , pour rendre  
utile & oisive cette juridiction  
royale , tenoit audience tous les jours ,  
de sorte que les avocats & procureurs  
ne trouvoient pas moyen d'aller faire  
leurs fonctions au tribunal de la con-  
servation. Le bailli s'en plaignit au  
parlement , & y assigna les lieutenans  
civil & criminel. Par arrêt du parle-  
ment rendu le neuf Mai il fut dit , que  
le bailli auroit deux jours de la se-  
maine , mardi & vendredi , pour vaquer  
à ses expéditions de sa juridiction.

Telle est l'origine des deux jours  
dans chaque semaine affectés à l'Uni-  
versité , pour le jugement des causes

Deux jours  
par semaine  
affectés à l'U-  
niversité  
pour les cau-

ses de ses sup-  
pôts au Châ-  
telet.

*Privilèges de  
l'Université,  
p. 290, 291.*

de ses suppôts au Châtelet. Car lorsque le bailliage fut supprimé, (ce qui arriva peu d'années après son institution) & réuni au Châtelet, la fixation des jours attribués à l'Université subsista, & fut même solennellement confirmée par l'édit de Folembrai en 1552. Mais les lieutenans civils se lassèrent de cet assujettissement, qui les rendoit moins maîtres de leurs audiences : & nos regîtres sont remplis de plaintes contre eux à ce sujet, & de sommations qui leur sont faites pour la conservation du droit de l'Université. Le lieutenant civil Jean le Camus par son ordonnance du trois Mars 1672 lui rendit justice, & lui assigna pour les causes de ses suppôts les mercredi & samedi de chaque semaine. M. d'Argouges, qui exerce avec une grande réputation de lumières & d'intégrité la charge de lieutenant civil dans \* le tems où j'imprime ceci, prévient les plaintes par son attention à accorder audience le plus diligemment qu'il est possible aux suppôts de l'Université qui la lui demandent : & il donne ainsi moyen de ne point regarder comme nécessaire

\* Au mois d'Août 1760.

observation des jours prescrits.

J'ai déjà marqué plus d'une fois En l'absence du Recteur, son prédécesseur présida. le droit de présidence, en l'absence du Recteur, faisoit difficulté Hist. Un. Par. T. VI. p. 155. dans l'Université. En l'année 1523 le Recteur étant malade dans le tems de la foire du Lendit, son prédécesseur transporta à S. Denys pour y faire fonction avec les doyens & procureurs. Lorsqu'il fallut délibérer sur les candidats qui s'étoient présentés dans la visite, le doyen de Théologie prit le droit de présider. L'ancien Recteur soutint son droit, & il emporta l'avantage : car le doyen de Théologie se tira.

Le Luthéranisme né en Allemagne Le Luthéranisme s'insinua en France. Affaire de Louis de Berquin. p. 155, & Hist. de Paris, T. II. p. 948. s'insinuoit en France : & il faut avouer que les gens de Lettres se porteroient volontiers de ce côté, frappés des abus, & ne sentant pas assez l'obligation de n'en poursuivre la réforme que par les voies légitimes, & sans préjudice de la doctrine. François I, qui aimoit avec une sorte de passion les lettres & le savoir, ne se tint pas dans les commencemens tout-à-fait la garde contre l'impression que faisoit sur lui le concours des savans vers le parti de l'erreur. Il fut toujours

170 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 zélé pour le maintien de l'ancienne  
 Religion en elle-même : mais il avoit  
 inclination à favoriser plusieurs de  
 ceux qui professoient la nouvelle. La  
 Faculté de Théologie au contraire & le  
 parlement leur firent constamment une  
 guerre irréconciliable. Tout ce que je  
 viens de dire, va se manifester dans  
 l'affaire de Louis de Berquin, l'un des  
 premiers introducteurs de l'hérésie  
 dans Paris.

C'étoit un gentilhomme Artésien,  
 ecclésiastique \* & docteur en Théolo-  
 gie, de mœurs irréprochables, d'un  
 grand courage, habile & lettré, mais  
 infecté des erreurs de Luther, quoi-  
 qu'il s'en cachât d'abord, & qu'il af-  
 fectât de ne montrer que la haine  
 contre les théologiens & contre les  
 moines. Il y avoit défense de la part  
 du parlement d'imprimer, ni débiter  
 aucun livre contenant la doctrine de  
 Luther; défense de rien imprimer sur  
 la Religion, qui n'eût été examiné &

\* Ces qualités lui sont attribuées par l'historien de la ville de Paris, (p. 948 & 935.) d'après les registres du parlement. Ainsi il paroît qu'il se trompoit, lorsqu'il le disoit laïc. Il étoit son contemporain, & il l'aimoit : mais il ne l'a jamais vu, & n'a entre-  
 tenu commerce avec lui que par lettres. Ainsi il pouvoit n'être pas parfaitement instruit de tout ce qui le regardoit.

approuvé par la Faculté de Théologie. Conséquemment à ces défenses on faisoit des recherches. La maison de Berquin justement suspecte fut visitée , & l'on y trouva plusieurs livres favorisant les nouvelles erreurs , les uns traduits par lui de Latin en François , quelquesuns de sa composition , & d'autres de différens auteurs. Le parlement , par arrêt du treize Mai 1523 , ordonna que ces livres fussent communiqués à la Faculté de Théologie , afin qu'elle en donnât son avis : & le vingt-six Juin suivant , elle rendit un décret portant que les livres saisis chez Louis de Berquin , à l'exception de deux , étoient remplis des erreurs Luthériennes , & comme tels devoient être condamnés au feu & brûlés , non seulement à Paris , mais dans tout le royaume. Qu'il falloit de plus obliger Berquin lui-même à abjurer les erreurs renfermées dans les livres qu'il avoit ou composés ou traduits , & lui faire défense de récidiver. Le décret fut signifié à Berquin , qui n'en tint compte , & se défendit avec hauteur. Sur ses réponses , le parlement le fit emprisonner à la Conciergerie le premier jour d'Août , & le cinq il le remit

172 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
entre les mains de l'évêque de Paris ;  
afin que ce prélat prît connoissance de  
l'affaire, assisté de quelques docteurs en  
Théologie & de deux conseillers au  
parlement.

Berquin avoit des amis en cour ,  
qui parlèrent pour lui. Il étoit person-  
nellement connu du roi , & , à ce qu'il  
paroît , aimé. Il obtint facilement des  
lettres d'évocation au conseil. Il sortit  
des prisons de l'officialité le huitième  
jour d'Août : & le chancelier du Prat  
devenu son juge tira de lui une abju-  
ration telle quelle , & lui rendit la  
liberté. Dégagé du péril , Berquin n'en  
devint que plus audacieux : & nous  
le verrons bientôt , par une condui-  
te aussi téméraire que ses sentimens  
étoient contraires à la pureté du  
dogme , s'attirer de nouvelles affaires,  
& enfin le supplice.

Exemptions. En 1524 l'Université obtint du roi  
des lettres qui maintenoient ses sup-  
pôts dans la pleine & parfaite jouis-  
sance de leurs privilèges d'exemption,  
par rapport à toute charge & imposi-  
tion publique. Les besoins de la guerre  
avoient obligé d'imposer en 1523 une  
taxe sur les bénéficiers. L'Université  
prétendit que ceux de ses suppôts qui

*Hist. Un.*

*Par T. VI*

*p. 155--158.*



toient pourvûs de bénéfices, ne devoient point payer cette taxe. Elle s'adressa d'abord au chancelier, c'étoit toujours Antoine du Prat, qui ne lui donna qu'une vaine <sup>a</sup> fumée & de belles paroles. Elle recourut au roi, qu'elle trouva toujours favorablement disposé à son égard. Il lui accorda des ordres conformes à sa requête : & ces ordres furent encore réitérés peu de tems après, pendant l'éloignement du roi, par la duchesse d'Angoulême \* régente du royaume. Cependant les gens de la cour des aides s'acharinoient à soumettre à la taxe les suppôts de l'Université. C'est ce qui provoqua des lettres du roi, données le cinq Avril 1524, & adressées à la cour des aides, pour lui défendre de continuer ces vexations contraires à sa volonté. Il ordonna la main-levée des saisies, & la restitution de ce qui pourroit avoir été payé en vertu des contraintes. La dernière clause de ces lettres me pa-

<sup>a</sup> Nihil reportarunt nisi inanem fumum carcellarii.

\* Je ne vois pas que Mézerai ni le P. Daniel fassent mention de cette régence. Elle est pourtant constatée par les ac-

tes du tems. François I se préparant à passer les monts en 1523 avoit fait sa mère régente. La découverte de la conjuration du connétable de Bourbon le retint en France.

# 174 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

roît très remarquable , & elle fait honneur à la généreuse équité de François I. Il n'entend point que l'exemption des suppôts de l'Université tourne à la foule des non exemts, & il veut que l'on rabatte & déduise sur la cottisation de chaque diocèse la portion que devroient payer les bénéficiers membres de l'Université de Paris.

*Hist. Un. Par. T. V I. p. 155, & Hist. de Paris, T. II. p. 949 & 950.* Je ne puis dire si l'Université avoit réussi de même à se faire exempter d'une autre taxe, que la ville devoit vers ce même tems sur tous les habitans pour une cause très urgente. Les ennemis au mois de Novembre 1523 étoient maîtres de Brai sur la Somme, de Roye, & de Mondidier, & par conséquent tenoient Paris en allarme. Dans ces circonstances le parlement & la ville résolurent d'en réparer les fortifications, & de lever & soudoyer deux mille soldats pour garder les passages de l'Oise : & par rapport à ces objets de dépense fut ordonnée une imposition, dont le parlement même paya sa part. Les magistrats de la ville, dans la répartition de cette taxe, n'oublièrent pas les suppôts de l'Université, & sur les représentations qui leur furent faites contre ce violement des

privilèges académiques ils répondirent, qu'ils ne prétendoient point donner atteinte aux franchises & immunités du corps, mais qu'ils avoient crû devoir taxer quelques particuliers, les uns bénéficiers, les autres mariés. Cette réponse ne satisfit pas l'Université. Elle porta ses prières & ses remontrances au duc de Vendôme, alors gouverneur de Paris, & elle reçut de ce prince une réponse très gracieuse, mais qui n'opéra pas en sa faveur l'affranchissement de la taxe, puisqu'il lui fallut implorer encore pour le même objet au mois de Janvier 1524 l'autorité suprême du roi. Je ne vois point quel fut le succès de cette dernière démarche : car les lettres du mois d'Avril dont je viens de rendre compte, ne regardent que l'aide imposée sur le clergé.

Il est probable que l'Université eut satisfaction sur une requête d'un autre genre. François I ayant la guerre à soutenir contre deux princes voisins & puissans, Charles V & Henri VIII, prit une précaution souvent pratiquée en pareil cas, & ordonna que tous les étrangers sortissent de son royaume. L'Université réclama les droits de ses

Ordonnance  
du roi qui  
chasse tous  
les étrangers  
de son royaume.  
L'Université  
demande que  
ses suppôts  
n'y soient  
point compris.

*Hist. Un.  
Par. T. I  
p. 159.*

# 176 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

suppôts , qui , en quelques pays qu'ils fussent nés , étoient réputés citoyens à Paris. Elle s'adressa au bailli conservateur nouvellement institué , qui promit d'en écrire au roi , & en attendant demanda le catalogue de tous les étrangers qui étudioient dans l'Université. Le catalogue fut dressé , & porté au bailli : & il est aisé de croire , comme je viens de le dire , que la chose en demeura là. François I n'étoit pas prince à se roidir pour une précaution de rigueur en pareille matière.

Cure de S.  
Nicolas du  
Chardonnet.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI*  
*p. 159.*

Je ne dirai rien d'une proposition qui fut faite dans l'Université concernant la cure de S. Nicolas du Chardonnet , dont quelquesuns prétendoient que la nomination lui appartenoit. Je ne trouve aucun titre qui autorise cette prétention.

Fondation de  
l'archevêque  
de Lyon , où  
les droits de  
la Faculté  
des Arts sont  
lésés.

*p. 158. 159.*

Une fondation proposée à l'Université par François de Rohan , archevêque de Lyon , y excita quelque trouble. Ce prélat , élevé dans le collège de Navarre , avoit conservé beaucoup d'estime & d'affection pour cette maison , & pour le corps dont elle fait membre , & il souhaita de s'en assurer les prières vivant & mort. Il

donnoit mille livres Tournois à l'Université, sous la condition qu'elle feroit chanter pour lui chaque année à perpétuité, durant sa vie & après sa mort, au jour de S. François son patron, tout l'office des morts, vigiles & messe. Il vouloit qu'à cet office assistassent tous les docteurs des Facultés supérieures : & pour la Faculté des Arts, comme elle est extrêmement nombreuse, & que le revenu de la somme qu'il donnoit n'auroit pas pû suffire à payer des droits d'assistance trop multipliés, le prélat n'y appelloit que les Recteur, procureurs & receveurs des Nations, doyens des cinq Tribus de la Nation de France, syndic, greffier, & receveur général de l'Université, le proviseur du collège de Navarre, & les maîtres & sourniâtres des artiens & grammairiens de ce même collège.

Ce fut cette dernière clause, peu favorable à la Faculté des Arts, qui fit naître une difficulté. Le projet du fondateur fut lû dans l'assemblée de l'Université le vingt-deux Avril 1524, & le lendemain le Recteur ayant convoqué les députés ordinaires pour avoir leurs avis, Robert Fortuné,

178 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
principal du Plessis , homme zélé pour  
les droits de la Faculté des Arts , &  
qui prend dans l'acte la qualité de  
procureur de cette Faculté, se présenta,  
& dit qu'au nom de sa compagnie il se  
plaignoit du tort que l'on se préparoit  
à faire aux principaux & régens des  
collèges ; que lui-même personnellement  
intéressé dans la cause comme  
principal & régent , il ne pouvoit con-  
sentir à cette lésion , dont il souffri-  
roit sa part ; & qu'auxdits noms il  
s'opposoit à toute délibération , qui  
autoriserait les docteurs des autres  
Facultés à recevoir leur droit d'assistan-  
ce, à moins que les docteurs de la  
Faculté des Arts ne reçussent une égale  
rétribution. Cette opposition arrêta la  
conclusion.

L'affaire fut agitée de nouveau le  
vingt-&-un Mai , sans que l'on pût  
convenir d'un arrangement. Enfin le  
vingt-six Juillet la fondation fut ac-  
ceptée telle qu'elle étoit : en quoi la  
Faculté des Arts nuisoit visiblement à  
ses droits. Mais les Facultés supérieu-  
res avoient pris alors un ascendant  
sur elle , qui la tenoit presque assuj-  
ettie , & qui ne lui laissoit plus  
contre leurs entreprises que quelques

mouvemens foibles & inefficaces.

Le Recteur néanmoins conserve <sup>Remarque particulière</sup> ici les prérogatives de sa charge. Dans l'acte de fondation il est qualifié chef <sup>ces</sup> de toute l'Université, & une double rétribution lui est assignée.

Cette rétribution n'étoit pas forte, dix deniers pour l'assistance aux vigiles, vingt deniers pour l'assistance à la messe : le double au Recteur.

J'ai dit qu'au tems dont je parle, les élections dans l'Université étoient <sup>Tumulte dans l'élection du Recteur. Proccès.</sup> souvent tumultueuses, & accompagnées de violences & d'excès. Le scandale fut porté à son comble dans l'élection du Recteur au mois de Décembre de cette année 1524. <sup>Hist. Un. Par. T. VI p. 160-167</sup>

Louis Fabri aspirait au rectorat, & pour y parvenir il ameutoit les cabaleurs, qui étoient accoutumés à ces sortes de pratiques. Il faisoit sa brigue si ouvertement, & le danger de la violence étoit si visible, que le treize Décembre, trois jours avant l'élection, l'Université présenta requête au parlement, pour le prier de donner des ordres tels que l'élection pût se faire en pleine liberté, & sans scandale. Le parlement chargea le prévôt de Paris, ou son lieutenant criminel, d'y tenir

la main. Celui-ci se transporta donc le seize au matin avec des sergens armés en l'Eglise de S. Julien le Pauvre, où devoit se faire l'élection, d'abord des Intrans, puis du Recteur. Fabri avoit aussi avec lui des gens en armes, dont plusieurs n'étoient pas même du corps de l'Université, mais artisans mécaniques, & vile populace. Le tumulte fut tel qu'on pouvoit l'attendre de semblables préparatifs : les portes & fenêtrés de l'Eglise furent brisées : le magistrat ne put se rendre le maître : & le Recteur, qui étoit gagné, manœuvra si bien, qu'il y eut une apparence d'élection, moyennant laquelle il installa Fabri. Il est dit dans le procès que l'indigne Recteur reçut la promesse de vingt-cinq écus, qui lui fut faite & garantie sur l'autel de saint Julien. Une grande partie de la Faculté des Arts s'étoit retirée dans la chapelle de S. Blaise, qui \* étoit voisine : & là il se fit une autre élection qui tomba sur Jean Faverel.

Ces sortes de scènes ne font pas grand honneur à nos pères. Mais il faut se souvenir que toute compagnie

\* Je dis *é-é*, parce que cette chapelle depuis quelques années ne subsiste plus.



est peuple. D'ailleurs les mœurs n'étoient point alors adoucies par la politesse qui régné dans le siècle où nous vivons. Les dissensions ne sont pas des vices propres de notre Université. Dans un corps libre elles sont inévitables. Mais il y a longtems que l'on n'y connoît plus les indécences.

Comme Fabri avoit été mis en possession par le Recteur du précédent trimestre, ce fut à Favarel qu'il convint de faire le personnage d'appelant. Il se pourvut au parlement, & il obtint d'abord que la provision ne fût point accordée à son concurrent : moyennant quoi la place demeurant vacante, il falloit un vicegérant qui l'exerçât ; & il fut dit que durant le procès les fonctions en seroient remplies, non par le Recteur immédiatement précédent, qui étoit impliqué dans la cause comme complice, mais par celui qui avoit été en charge pendant le trimestre de Juin à Octobre. Il è nommoit Pierre Luillier.

Ici il se présenta une nouvelle difficulté. Luillier ayant assemblé l'Université le dix-sept Janvier 1525, les facultés supérieures prétendirent que c'étoit au doyen de Théologie qu'il

182 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
appartenoit, dans le cas actuel , de  
voquer l'Université , & de la prés  
& réellement ils pouvoient s'ar  
ser de quelques exemples. Ce c  
fit une convocation pour le dix-  
tint l'assemblée , & conclut. Le  
recourut au parlement , qui le r  
tint : & il exerça tant que du  
vacance.

Il y eut encore un autre inc  
à vuidier. L'Université demand  
prendre connoissance de l'affaire  
tenant qu'elle étoit le premier  
nal où devoit ressortir un appel  
Faculté des Arts. Le parlement  
la cause , sans préjudice des dro  
l'Université.

Le fond ne fut jugé que le six  
encore le parlement n'attendit-  
que l'information eût été faite  
toutes les règles , parce que la  
étoit chargée de faits , dont la d  
sion auroit emporté un trop long  
Il prit l'avis de plusieurs supp  
quatre Facultés , après quoi proc  
au jugement , il déclara déchi  
leurs demandes les deux contenc  
& ordonna que le rectorat seroit  
cé par le vicegérant qu'il avoit con  
jusqu'au jour de la prochaine éle

recteur, c'est-à-dire, jusqu'au quatre du mois, & qu'alors sous l'inspiration du même vicegérant se fit une nouvelle élection.

Le prieur de Long-pont, de qui dépend l'Eglise de S. Julien le Pauvre, intervint dans la cause, demandant que les portes & les fenêtres fussent réparées, & qu'un autre lieu fût assigné pour les assemblées qui précèdent l'élection du Recteur. Le Parlement ordonna les réparations, & qu'à des lieux différens, & pour chaque Nation, pour les délibérations sur le choix des Intrinsèques, & au reste subsister l'usage où la Faculté des Arts de s'assembler pour l'élection du Recteur dans l'Eglise de S. Julien le Pauvre. Cet arrêt est encore aujourd'hui dans son entier d'essentiel. Pour le choix des Intrinsèques les quatre Nations s'assemblent en quatre endroits différens.

Enfin dans la vue de prévenir des cas pareils à ceux qui avoient eu lieu au procès dont il s'agissoit, le Parlement renouvella & fit transcrire à la fin de son arrêt les anciens réglemens concernant le Recteur & les Intrinsèques.

*Hist. Un.  
Par. T. VII.  
p. 167-170.*

concernant l'ordre qui doit se tenir dans les assemblées, & l'élection

184 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
des principaux magistrats & officiers  
de l'Université & des Nations. Je n'en  
extrairai ici que ce qui regarde le  
Recteur & les Intrants. Voici l'article  
du Recteur.

» Nul ne pourra être promu au  
» rectorat, qui n'ait sept ans de mai-  
» trise ès Arts, & qui de plus n'ait ou  
» régenté un cours de Philosophie,  
» ( lequel étoit alors de trois ans &  
» demi ) ou professé six ans la Gram-  
» maire <sup>a</sup> dans un collège de plein  
» exercice, ou enfin qui ne soit ba-  
» chelier formé en Théologie, ou li-  
» cencié, soit en Droit soit en Méde-  
» cine. »

Ce statut a pour objet de ne mettre  
à la tête de l'Université que des per-  
sonnages d'un certain poids, & qui  
aient eu le tems d'acquérir de la ma-  
turance, & une connoissance exacte des  
loix, privilèges, & coutumes de la  
compagnie. Mais la mitigation de la  
discipline dans les Facultés supérieu-  
res a porté à un règlement si sage une  
rude atteinte. Premièrement la distin-  
ction de bachelier simple & bachelier  
formé n'est presque plus connue, ou

<sup>a</sup> In coll-gio famato, ubi sit exercitium & sum-  
mus Facultatis Artium.

du moins elle reste sans conséquence & sans effet. En second lieu pour être bachelier formé en Théologie, c'est-à-dire pour avoir fait tous les exercices d'études théologiques, en sorte qu'il ne manque plus que la bénédiction apostolique & la licence du chancelier, il falloit autrefois avoir atteint au moins l'âge de trente-cinq ans. Aujourd'hui le baccalauréat s'acquiert à vingt-&-un ans. Dès lors on devient éligible pour le rectorat. Ainsi s'observe jusqu'à un certain degré la lettre de la loi : mais l'esprit en est perdu.

Par rapport aux Intrans, l'arrêt exige qu'ils aient certaines qualités d'un ordre moindre que celles qui sont requises pour le rectorat, mais supérieures néanmoins au simple rang de maître ès Arts immatriculé dans une Nation. Il impose même des conditions d'un genre semblable, quoique dans un degré encore différent, à ceux qui doivent concourir à la nomination de l'Intrant. On voit le but de ce règlement, qui est d'exclure la première & bouillante jeunesse de tout ce qui touche de près ou de loin à l'élection du chef de l'Université. Pour remplir cette vûe, on a pris

# 186 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

depuis une voie plus simple. Il est de règle aujourd'hui , que nul ne puisse ni être élu Intrant , ni donner sa voix pour l'élire , qui n'ait trente ans accomplis. Mais comme on a négligé de fixer en même tems l'âge du rectorat , il en résulte cette incon- séquence bizarre , que ceux qui doi- vent influencer de quelque façon que ce puisse être dans l'élection du Recteur , sont soumis à une loi plus sévère , que le sujet éligible pour le rectorat. Tel peut devenir Recteur , qui ne pourroit ni l'élire , ni concourir même par son suffrage à la nomination de celui qui doit l'élire. C'est un abus , auquel de- vroit remédier la sagesse de l'Université & de la Faculté des Arts.

Entreprise  
du doyen de  
Théologie.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
p. 170.

Élection pai-  
sible du Re-  
cteur.

p. 277.

L'exécution de l'arrêt du parlement, en ce qui regardoit l'exercice du re- ctorat pendant la vacance , souffrit quelque difficulté. Le doyen de Théo- logie voulut encore se faire de fête , & convoqua une assemblée générale le onze Mars. Mais sa prétention , contraire à deux arrêts , fut sifflée. L'élection du Recteur se fit le vingt- quatre Mars aussi paisiblement que la précédente avoit été tumultueuse : & Faverel , que la brigade de Fabri avoit

empêché d'obtenir régulièrement les suffrages pour le rectorat, fut dédommagé par le vœu des Intrins devenus libres, qui le remirent en place. Il eut une contestation à essuyer de la part du greffier, dans laquelle il éprouva le zèle de la compagnie pour l'honneur de son chef.

Dans le tems que s'agitoit au parlement le procès dont je viens de parler, une querelle d'une bien autre importance avoit été décidée à Pavie par la funeste bataille où François I fut fait prisonnier. Il n'est point de mon sujet de rapporter les suites de ce malheureux événement par rapport au royaume en général. Il me convient seulement de dire ici qu'aussitôt que la nouvelle en fut venue à Paris, le cardinal Louis de Bourbon, alors évêque de Laon, qui avoit été élevé dans le collège de Navarre, se rendit en cette maison, & exhorta l'Université à faire des prières publiques à Dieu dans une si grande calamité; & que le besoin des circonstances ayant demandé que l'on formât un conseil extraordinaire à Paris pour les affaires de l'Etat, l'Université y assista par ses députés avec l'évêque & un député du

*Hist. Un.  
Par. T. VII  
p. 171.*

*Défaite de  
François I à  
Pavie. Prié-  
res dans Pa-  
ris pour le roi  
prisonnier.  
Conseil.*

*Ibid. &  
p. 185. 186.  
& Hist. de  
Paris, T. II.  
p. 952-954.  
& Launois,  
Hist. Coll.  
Navarre  
p. 251 &  
384.*

188 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
chapitre de Paris, les prévôt des  
chands & échevins, & autres  
bles.

Bourfes de  
Navarre de-  
mandées par  
deux Corde-  
liers.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 172.*

Deux Cordeliers, l'un Fran-  
l'autre Espagnol, obtinrent du  
prisonnier deux bourfes théolog  
du collège de Navarre, & se pr  
tèrent à l'évêque de Troyes son  
fesseur, pour en être mis en j  
ffion. C'étoit une contravention  
nifeste aux intentions de la fonda  
qui n'avoit destiné les bourfes d  
collège ni à des Cordeliers, ni  
étrangers. L'évêque de Troyes  
fes remontrances à la régente  
du roi, & lui écrivit pour avo  
ordres sur ce point. Mais ce  
les deux aspirans s'impatiento  
demandant de quoi subsister e  
tendant la réponse de la princesse  
que surtout l'Espagnol *parloit a  
val*, pour me servir de l'expr  
originale, & menaçoit de se pla  
au roi, le prélat recourut au p  
ment, qui lui répondit par l'o  
du président Guillard, qu'il feroit  
de pourvoir à la subsistance des  
religieux, jusqu'à ce qu'il eût  
les ordres de la régente. Je ne  
point quelles furent les suites de



DE PARIS, LIV. IX. 189  
opportunité de ces Mendians : mais il  
est difficile de croire qu'ils aient  
suffi.

Etienne Poncher , d'abord évêque  
de Paris , puis archevêque de Sens ,  
étant mort , laissa vacante la place de  
proviseur de la maison de Sorbonne.  
Les de cette maison firent leurs dis-  
positions pour se rendre seuls maîtres  
de l'élection d'un nouveau proviseur ,  
sans y appeler , comme il étoit or-  
donné par la bulle de Clément IV ,  
le Recteur & les députés ordinaires  
de l'Université. Dans une assemblée  
de l'Université , qui se tint le vingt  
septième , il fut dit qu'elle maintiendrait  
vigoureusement son droit , qui pour-  
tant a été enfin forcé de céder au  
pédantisme & à l'esprit d'indépendance , &  
est réduit à une simple formalité ,  
comme j'en ai averti ailleurs.

Le huit Octobre fut célébrée la pro-  
cession ordinaire de l'Université. J'ob-  
servez que l'ordre de délibération  
qui précéda suivant l'usage , fut pré-  
cisément tel qu'il convient aux pré-  
sentes , ou plutôt au droit de la  
culté des Arts. Après les trois Fac-  
ultés de Théologie , Droit , & Mé-  
decine , les quatre Nations opinèrent

L'Université  
veut mainte-  
nir son droit  
dans l'élec-  
tion d'un  
proviseur de  
Sorbonne.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 172.

Délibéra-  
tion où se  
manifeste l'é-  
galité des  
Nations aux  
Facultés.

p. 185:

190 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
séparément, l'une à la suite de l'autre.  
Si les Nations avoient toujours été  
attentives à pratiquer cette forme,  
jamais les Facultés supérieures ne leur  
auroient contesté leurs quatre voix.

Élection  
d'un rece-  
veur général  
de l'Univer-  
sité.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 186.*

Mais on n'avoit point alors de  
principes certains dans la Faculté des  
Arts sur un article si important. Le  
vingt-&-un Novembre suivant il fut  
question d'élire un receveur général de  
l'Université, & les trois Facultés su-  
périeures s'étant déclarées pour Ulde-  
quin Thyvet, & celle des Arts pour  
un autre, le Recteur se rangea du côté  
des trois Facultés. La chose ne passa  
pourtant pas sans difficulté. Maximilien  
Blanchard, receveur de la Nation de  
Normandie, fit opposition sur le champ  
à l'élection; & le dix Décembre, lorsque  
Thyvet se présenta pour prêter le  
serment qu'il devoit à cause de sa  
charge, Blanchard renouvela son op-  
position. Mais les esprits se réunirent  
dit Duboullai, & Thyvet fut admis  
au serment. En quoi consista cette réu-  
nion des esprits, & si l'on doit l'en-  
tendre en ce sens, que la Faculté des  
Arts accéda au vœu des trois autres,  
c'est ce que Duboullai n'explique  
point. Au reste la conduite que l'on

Thyvet pendant vingt ans, & son caractère inquiet & toujours hérissé de chicanes, justifiaient suffisamment la répugnance que la Faculté des Arts avoit apportée à son élection.

L'absence du roi, toujours prison- La licence des jeux, des questions dangereuses pour l'Etat réprimée dans l'Université.  
nier en Espagne, donnoit lieu à des esprits turbulens de s'écarter de l'obéissance, & d'exciter des fédérations dans Paris. Comme ce sont les jeux & les spectacles qui présentent surtout à la licence en tout genre occasion de se manifester, le parlement défendit le huit Décembre 1525, qu'à la fête des Rois prochaine il se jouât dans les collèges de l'Université *aucunes farces, momeries, ni sotises* : (par ce dernier nom on entendoit alors des comédies bouffones) & il enjoignit au Recteur, au chancelier de l'Université, & aux principaux des collèges, d'y tenir la main. La précaution étoit d'autant plus nécessaire que les exemples du passé faisoient craindre que dans ces jeux folâtres on ne s'émancipât à parler contre le gouvernement, & contre les premières personnes de l'Etat. Hist. Un. Par. T. VI p. 186.

Dans les disputes & les thèses théologiques on traitoit des questions dan-

## 192 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

gereuses. C'étoit la mère du roi qui exerçoit son autorité comme régente : & l'on mettoit en problème , s'il est permis à une femme de gouverner une monarchie , & si le pape lui peut permettre de conférer les bénéfices. Le parlement par arrêt du neuf Décembre interdit cette audace de discourir : & le onze , il manda le chancelier de l'Université , & la Faculté de Théologie , pour leur intimer l'ordre d'en arrêter l'abus.

**Retour du roi en France.** Le traité pour la délivrance du roi fut conclu dans le mois de Janvier de l'année 1526 , & ce prince rentra en France le dix-huit Mars suivant.

**Syndic de la Faculté des Arts.** Le trente Janvier de la même année la Faculté des Arts se donna un syndic , qui fut Martin Dolet , ancien *Hist. Un. Par. T. VI.* Recteur.

*f. 187.* **Visite du Pré aux Clercs.** Le vingt-trois Mars , il fut jugé à propos d'ordonner un changement par rapport à la visite du Pré aux Clercs , que le Recteur avoit coutume de faire tous les ans le jour de Pâques. On pensa , avec raison , que cette cérémonie , toute relative à un intérêt temporel , convenoit peu à la sainteté du jour , d'autant plus qu'il y arrivoit souvent du tumulte & du scandale.

Ainsi

Ainsi il fut dit que le syndic & le greffier feroient seuls la visite le jour de Pâques , & que le Recteur ne se transporterait avec son cortège sur le Pré aux Clercs , que le lendemain. Cette délibération fut exécutée , & voici le récit de la cérémonie , dressé par le Procureur de la Nation de France.

» Le dix Avril 1526 M. le Recteur  
 » & Mrs. les Procureurs des quatre  
 » Nations , avec plusieurs autres officiers & maîtres de l'Université se  
 » rendirent d'abord à \* l'Eglise de  
 » Notre-Dame des Champs hors les  
 » murs de la ville , & là ils firent leur  
 » prière à Dieu & à la sainte Vierge.  
 » Ensuite ils se transportèrent en un  
 » fort bel ordre au monastère de saint  
 » Germain des Prés , & après y avoir  
 » entendu la messe dans la grande chapelle dudit monastère , ils allèrent  
 » visiter le Pré aux Clercs. Ils y pratiquèrent ce qui est d'usage , & ils  
 » en constituèrent gardien maître Jean  
 » de la Croix , Intrans de la Nation  
 » de Normandie. Tout le cortège reconduisit M. le Recteur au collège  
 » d'Harcour. »

\* C'est aujourd'hui l'Eglise des Carmélites du fauxbourg S. Jacques.

On voit par cet acte, que l'on établissoit tous les ans un gardien du Pré aux Clercs : ce que je ne trouve point ailleurs.

Il est remarquable que les doyens des Facultés n'assistent point à la visite : comme si le Pré aux Clercs n'eût appartenu qu'à la seule Faculté des Arts, & non à toute l'Université. C'est au moins un vestige de l'ancien état des choses.

*Mémoires  
sur le Pré  
aux Clercs  
p. 143.*

Loisel, cité par Duboullai, allégué une circonstance bien singulière de cette cérémonie. Il dit que les docteurs de l'Université y prêchoient anciennement *en toutes langues, pour toutes les Nations qui y abordoient de toutes parts*. Duboullai n'a pû vérifier ce fait, & il le rapporte pour sa singularité, sans le garantir.

*Fondation  
du collège  
du Mans.*

*Hist. de Pa-  
ris, T. II.  
p. 974.*

En cette même année 1526 fut fondé le collège du Mans. Le cardinal Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, avoit formé le projet de cette fondation durant sa vie, & il en ordonna l'exécution par son testament. Le collège fut bâti dans l'emplacement qu'occupoit auparavant l'hôtel des évêques du Mans, rue de Reims, alors tombant en masures. Il doit avoir douze

DE PARIS , LIV. IX. 195  
 Boursiers , dont l'un principal , un  
 autre procureur & chapelain , & les  
 dix restans simples étudiants en Philo-  
 sophie ou en Humanités. Les bourses  
 étoient de vingt-cinq livres , & les  
 principal & procureur doivent en  
 avoir deux. On fait que dans le siècle  
 dernier , ce collège , qui étoit à la  
 bienfaisance des Jésuites , a été envahi  
 par eux , ou , si l'on veut , acheté mal-  
 gré toute la résistance qu'a pû leur  
 opposer l'Université , des deniers que  
 leur fournit le trésor royal. La fon-  
 dation n'a pourtant pas péri. Le col-  
 lège a été transporté en un autre lieu ,  
 près la porte S. Michel , où il subsiste  
 encore aujourd'hui.

Un des soins de François I arrivant dans son royaume fut de tirer des mains de la justice , & de remettre en liberté Louis de Berquin , qui , par son incurable opiniâtreté , s'étoit jetté de nouveau dans le labyrinthe d'un procès criminel pour cause d'hérésie. Ce fait en rappelle plusieurs autres , auxquels il est joint , & que je dois reprendre ici.

La première affaire de Louis de Berquin en 1523 , & tout ce qui l'accompagna , fit impression sur l'esprit

Affaires de  
 nouvelle Re-  
 ligion.

Origine de  
 l'Imprimerie  
 p. 177.

La Faculté  
de Théologie  
consultée par  
la mère du  
roi.

*D'Argentré,  
Coll. jud. de  
novis error.  
T. II.*

de la duchesse d'Angoulême mère du roi, & lui causa de l'inquiétude, parce qu'elle voyoit d'une part l'erreur se répandre, & de l'autre plusieurs savans se prétendre injustement accusés, & trouver de l'appui à la cour. Elle voulut donc consulter la Faculté de Théologie de Paris, & elle lui envoya son confesseur pour lui demander, premièrement par quels moyens se pouvoit extirper l'hérésie; & en second lieu quelles voies devoient prendre pour se justifier ceux qui se disoient notés & diffamés à tort comme fauteurs & protecteurs de la nouvelle doctrine.

Cette princesse avoit un grand crédit sur l'esprit du roi son fils, & la Faculté crut qu'il importoit de la satisfaire. Elle lui donna sa réponse par un mémoire que dressa en langue François son syndic Noel Bédacarrats. Sur la première question son avis est tout simple. L'instruction, l'exhortation, la prédication, tels sont les moyens qu'elle juge devoir être employés contre l'hérésie, &, s'ils ne suffisoient pas, la force & la contrainte. Car on ne doutoit point alors, que ceux qui résistoient à la lumière, ne dûssent être



DE PARIS , LIV. IX. 197  
subjugués par la terreur & par les supplices. De la seconde question proposée par la duchesse , la Faculté prend occasion de rappeler toutes les traverses qu'elle a éprouvées de la part de la cour , aussi bien que certains prélats bien intentionnés , lorsqu'il s'agissoit de travailler à la condamnation & extirpation des nouvelles erreurs : & elle conclut que ceux qui se plaignent d'être mal à propos rendus suspects , n'ont autre chose à faire pour se laver que de changer de conduite , défendre ce qu'ils avoient attaqué , & attaquer ce qu'ils avoient défendu. Le mémoire est daté du sept Octobre 1523. Il produisit son effet sur la princesse , que nous verrons se gouverner en conformité , dans l'usage du pouvoir qui lui étoit confié.

La Faculté n'exerçoit pas seulement son zèle contre les erreurs Luthériennes. Un bachelier Dominicain avança dans une thèse en 1524 une doctrine opposée à celle de l'Eglise Gallicane sur la hiérarchie , & il prétendit que seul entre les apôtres S. Pierre avoit été institué évêque & consacré immédiatement par J. C. & que l'établissement des curés n'est que de droit

Censures,  
*Ibid.*

positif. La Faculté l'obligea d'enseigner & de soutenir le contraire dans la prochaine thèse, & elle lui dicta la proposition qu'il devoit y insérer en ces termes : » De même que l'on croit » que S. Pierre a été ordonné souverain pontife par J. C. ainsi chacun » des autres apôtres a été créé évêque » immédiatement par J. C. L'ordre » des curés est pareillement de son » institution : & cette triple hiérarchie » est de droit divin dans l'Eglise. » La Faculté en usa de même à l'égard d'un autre de ses bacheliers sur la matière de la simonie. Elle lui enjoignit de se déclarer publiquement pour le sentiment contraire à celui qu'il avoit faussement enseigné.

Mais ses principaux combats eurent pour objet les erreurs de Luther, & des sectateurs & fauteurs de cet hérésiarque. Son propre zèle l'y animoit : & de plus les consultations du parlement, des prélats, des princes même étrangers, étoient pour elle de nouveaux aiguillons. Elle jouissoit d'une telle autorité, qu'un \* célèbre avocat plaidant devant le parlement ne craignoit pas de dire : Ses docteurs

\* Jean Bochart.

sont pour aujourd'hui le sel de la terre... *Hist. Un.*  
 Et serions bien délaissés de Dieu, si *Par. T. VI.*  
 cette lumière & doctrine étoit perie & *p. 179.*  
 tombée en erreur. Et combien que comme  
 hommes ils puissent faillir & errer,  
 toutefois n'est à estimer que Dieu dé-  
 laisse jusques là son peuple de France,  
 lequel aujourd'hui ne pourroit avoir  
 aisément doctrine ne information de  
 vérité Théologale, s'il ne l'a de la-  
 dite Faculté. Elle donna donc dans  
 les tems dont je parle un grand nom-  
 bre de déterminations & de censures,  
 sur les contestations élevées par Lu-  
 ther & les Luthériens. Mais il n'est  
 pas de mon sujet de les exposer tou-  
 tes ici. Je me contenterai de tracer  
 une idée des principales, & de celles  
 qui renferment quelque circonstance  
 plus intéressante.

Un certain \* *Meresotte* avoit fait *D'Argentré ;*  
 une version en François des Heures de *Collo. jud. de*  
 la sainte Vierge : & le parlement *novis error.*  
*T. I I.*

\* Je traduis le texte  
 original de la censure.  
 Mais je soupçonne que le  
 nom *Mère sotte* est un  
 nom de dérision. On ap-  
 pelloit ainsi le Prince des  
 Sots, ou chef d'une so-  
 ciété de bouffonneries &  
 de farces, qui se nom-  
 moit la *Sotise*, & qui a

subsisté dans Paris jus-  
 qu'au siècle dernier. Il  
 me paroît vraisemblable,  
 que quelque Luthérien  
 s'étoit caché sous le nom  
 de *Mère sotte*, voulant  
 tourner en ridicule par  
 une allusion impie ce qui  
 est le plus respecté des  
 Catholiques.

doutoit s'il étoit à propos de la laisser se répandre dans le public. Il consulta la Faculté , qui fut d'avis de supprimer cette version , & toutes celles de la Bible qui couroient alors. Mais elle ajouta à son jugement des clauses qui méritent d'être remarquées , & qui l'ont été soigneusement par M. d'Argentré , docteur de Sorbonne & évêque de Tulle. » La Faculté n'a jamais » improuvé les traductions de l'Ecriture sainte en langue vulgaire , dit ce prélat non suspect en cette matière : » mais elle a crû qu'à raison » des circonstances des tems, des lieux, » & des personnes , il pouvoit être » quelquefois dangereux d'en permettre indistinctement la lecture à tout le monde : or on se trouvoit alors » précisément dans le cas , à cause des » versions infectées d'erreurs que composoient & distribuoient les partisans de Luther. C'est dans ce point » de vûe que la Faculté opina pour la » suppression de la version des Hebreux , & de celles de la Bible : & elle » marque clairement son intention , » en exprimant que dans son jugement » elle considère l'état actuel des choses , *visâ hujus temporis conditione*, &

» qu'elle pense que l'on ne doit pas tolé-  
 » rer des traductions des livres saints ,  
 » telles qu'on les voyoit alors paroître,  
 » *prout jam passim fieri videntur.* »  
 Ainsi s'explique M. d'Argentré : & les  
 restrictions qu'il relève ici, se trouvent  
 plus clairement encore expliquées par  
 la Faculté elle-même dans sa censure  
 contre les propositions d'Erasme sur  
 les versions en langue vulgaire.

L'erreur gagnoit quelquesuns même  
 des membres de la Faculté , entre les-  
 quels le plus connu est Jacques le Fé-  
 vre d'Estaples, dont l'érudition & les  
 mœurs sont louées par tous ses con-  
 temporains , mais qui n'a jamais eu  
 qu'une réputation fort équivoque pour  
 l'orthodoxie. La Faculté voulut en  
 1523 condamner plusieurs proposi-  
 tions extraites d'un livre de ce do-  
 cteur , intitulé *Exposition sur les Evan-*  
*giles*. Elle avoit déjà dressé sa censure.  
 Mais le Févre n'ayant pas voulu y  
 acquiescer , & s'étant pourvû par ap-  
 pel au parlement , il eut encore assez  
 de crédit pour obtenir du roi , dont il  
 étoit estimé & chéri , une évocation  
 de la cause à sa personne, avec défenses  
 à tous ses juges d'en prendre connois-  
 sance. Il se retira à Meaux : & la pro-

Bayle , *Dil*  
*art.* (1c) F  
 vre.

rection qu'il y trouva , ainsi que quelques autres qui pensoient comme lui , comunit la Faculté de Théologie avec l'évêque de cette ville.

Guillaume  
Briçonnet ,  
évêque de  
Meaux , fa-  
vorise le Lu-  
théranisme.

C'étoit Guillaume Briçonnet , fils du cardinal de ce nom , qui vécut dans le mariage avant que d'embrasser l'état ecclésiastique. L'évêque de Meaux avoit désiré & obtenu la charge de conservateur des privilèges apostoliques de l'Université : titre qui convenoit à la fantaisie qu'il s'étoit mise dans la tête de passer pour amateur des Lettres. Ce goût étoit à la mode : & le bon prélat , plus admirateur de la littérature que grand lettré , en poursuivoit la gloire , au défaut de la réalité. Les lettres donc , qui étoient la belle passion de l'évêque de Meaux , furent le piège auquel le prirent les amateurs des nouveautés. Jacques le Fèvre , Guillaume Farel , Gerard Roussel , Jaques Pouent , Martial Mafurier , Pierre Caroli , tous ou Luthériens décidés , ou du moins très douteux Catholiques , mais gens d'esprit & habiles , sachant le Grec , parlant bien en Latin , s'insinuèrent dans l'esprit de ce prélat , & gagnèrent sa confiance. Il les appella dans sa ville épiscopale , & les fit pré-

cher. Il les soutint même contre les défenseurs de l'ancienne doctrine. De là naquit un procès , qui fut porté au parlement , & plaidé en 1525. Voici le fait en deux mots.

Martial Masurier , qui étoit do-  
 cteur de la Faculté de Théologie de  
 Paris , fut accusé devant elle pour des  
 propositions erronées qu'il avoit prê-  
 chées dans sa paroisse de S. Martin  
 à Meaux. Comme il étoit homme  
 adroit , il esquiva la condamnation ,  
 & obtint de ses juges qu'ils se con-  
 tentassent de l'engagement qu'il prit  
 de faire prêcher dans son Eglise le  
 contraire des propositions qu'on lui  
 imputoit. Cet arrangement fut exé-  
 cuté. Le gardien des Cordeliers prêcha  
 dans l'Eglise de S. Martin en l'absence  
 de Masurier , & sur chacune des pro-  
 positions examinées par la Faculté il  
 établit la vraie doctrine , conformé-  
 ment à la décision de cette compagnie.  
 La populace insulta le prédicateur.  
 Bien plus , l'évêque lui-même monta  
 en chaire huit jours après , & il le  
 réfuta , le traitant , lui & les autres  
 Cordeliers ses confrères , de cassards ,  
 de faux prophètes , & d'hypocrites.  
 Non content de cet affront public , il

Procès à c  
 sujet.

Hist. Un.  
 Par. T. V.  
 p. 173--184

204 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
fit décréter le gardien d'ajournement  
personnel par son official. C'est de  
cette sentence de l'official de Meaux  
que le gardien appella comme d'abus  
au parlement.

Ce religieux n'étoit persécuté que  
pour avoir obéi à la Faculté de Théologie , & s'être conformé à son jugement. Elle intervint donc dans la cause : & il faut voir de quel ton l'avocat Bochart , déjà cité par moi , s'exprime sur la considération qui lui est dûe. *Contre la Faculté , dit-il , ne l'Evesque de Meaux , ne autre particulier ne peut lever la teste & ouvrir la bouche , jusques à ce qu'il soit déterminé par l'Eglise. Et n'est la Faculté sujette pour aller disputer , porter & alléguer ses raisons devant ledit Evesque , qui non debet reniti prudentiz de cette sainte compagnie , laquelle il doit estimer estre aidée de Dieu.*

L'affaire n'étoit pas encore jugée le deux Janvier 1526. Je ne puis dire quel en fut l'événement : mais le crédit des Luthériens baissa beaucoup dans la ville de Meaux. Masurier , qui voyoit que le péril devenoit sérieux , les abandonna ; & par l'ascendant qu'il avoit pris sur l'esprit de l'évêque , il



l'engagea lui-même à faire la guerre à ceux dont il s'étoit jusques là déclaré le protecteur.

L'exemple de Berquin , dont on <sup>Berquin condamné au feu.</sup> instruisoit actuellement le procès , contribua sans doute à intimider Ma- <sup>Origine de l'Imprimerie, p. 177-179.</sup> furier. Berquin , déferé au parlement <sup>Epistola Erasmi in Hist. Un. par. T. IV. p. 217-221.</sup> par l'évêque d'Amiens , dans le diocèse duquel il semoit ses hérésies , avoit été arrêté prisonnier , & remis aux commissaires du pape pour être jugé. Ces commissaires étoient le prieur des Chartreux, le prieur des Célestins, & deux conseillers au parlement , délégués pour faire le procès aux hérétiques en France par un bref du vingt Mai 1525 , que la duchesse d'Angoulême avoit obtenu de Clément VII en l'absence de son fils. Les erreurs de Berquin étoient manifestes , & il en faisoit gloire. Ainsi il fut déclaré hérétique & relaps , & comme tel , livré au bras séculier. Le parlement fut donc saisi de son affaire , & il se disposoit à procéder contre lui, lorsqu'arrivèrent des lettres de François I , comme je l'ai dit , qui suspendoient le jugement : & peu après le roi fit même remettre l'accusé en liberté.

Berquin devoit s'estimer fort heu-

206 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 reux d'avoir deux fois échappé le danger. Erasme lui conseilloit de profiter de ces effrayantes leçons , de songer à sa sûreté , & de se retirer en pays étranger. Mais il parloit à un homme en qui le zèle de sa secte portoit jusqu'au fanatisme le courage qui lui étoit naturel. Berquin entreprit ses juges , & devant un tribunal de douze commissaires délégués par le roi , il poursuivit en réparation ceux qui l'avoient condamné. Le fruit de cette témérité aussi folle que décidée pour le parti de l'erreur , fut un nouveau jugement qui le déclara dûement atteint & convaincu du crime d'hérésie , & le condamna au feu. On rapporte que Guillaume Budé , qui étoit du nombre des commissaires du roi dans son affaire , employa trois jours à le solliciter de se sauver par une abjuration. Berquin soutint le choc avec une opiniâtreté indomptable , & il fut brûlé en place de Grève au mois d'Avril \* 1529. Erasme a voulu douter

\* Bayle ( Dict. art. *Bérquin* ) fait des raisonnemens à perte de vue sur une fautive date assignée par Théodore de Bèze à la mort de Berquin. De Bèze place le prétendu martyr au mois de Novembre , & il ajoute qu'il arriva la nuit même qui suivit une gelée funeste aux biens de la terre. Il

il étoit coupable. Mais nous ne pouvons nous dispenser de le regarder comme un hérétique très dangereux, après l'éloge que lui donne Béze, d'avoir été capable de devenir un Luther en France, s'il eût trouvé en François I un Frédéric de Saxe.

*Bayle, Diss.  
art. Berquin.*

Berquin étoit lié, comme on l'a vû, avec Erasme : il avoit traduit en François quelquesuns de ses ouvrages. C'est ce qui attira à Erasme bien des chagrins, & de rigoureuses censures de la Faculté de Théologie de Paris, qui, sans flétrir en lui la gloire de savant & aimable écrivain, ont fortifié les soupçons sur la pureté de sa foi.

*Censures  
contre Erasme.*

Je trouve plusieurs décrets de la Faculté contre les écrits d'Erasme. Quelquesuns regardent ceux de ses livres que Berquin avoit traduits en François. Un autre proscriit les collo-

*D'Argentré,  
Coll. jud. de  
novis error.  
T. II.*

ne se trompe pas en disant qu'une gelée très fâcheuse concourut à peu près avec le supplice de Berquin. Mais elle l'avoit précédé, & ces deux événemens appartiennent à une autre saison. La gelée vint le 4 Avril, & Berquin fut exécuté le 16 ou le 22. L'hiver avoit

été très doux cette année : les biens de la terre étoient fort avancés : & la gelée fit appréhender qu'ils ne fussent tout-à-fait perdus. Le mal fut pourtant moins grand qu'on ne l'avoit pensé. C'est ce que m'apprend l'*Hist. de Paris*, T. II. p. 985.

208 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
ques. Le dernier & le plus important  
roule principalement sur la paraphrase  
du nouveau Testament par le même  
auteur. Pour ne point trop m'étendre,  
je ne parlerai ici que des deux der-  
niers.

**Contre ses colloques.** Les colloques d'Erasme avoient un  
succès prodigieux. C'est un ouvrage  
ingénieux, agréable, d'un tour facile  
& naturel. Il n'est pourtant pas exempt  
de taches. Les plaisanteries sur les  
moines, sur le célibat des gens d'E-  
glise, sur certaines pratiques de dévo-  
tion, n'y sont pas épargnées. Il est  
même trop libre en certains endroits  
sur des matières qui intéressent les  
mœurs. Mais ces défauts que j'y re-  
marque, étoient des attraits pour bien  
des lecteurs. On lisoit les colloques  
dans les classes : & Simon de Colines,  
imprimeur de Paris, comptoit en faire  
un si grand débit, qu'il en tira jusqu'à  
vingt-quatre mille exemplaires.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 211.*

**D'Argentré,** Le zèle de la Faculté de Théolo-  
gie fut allarmé du succès d'un livre,  
duquel il pouvoit résulter dans les  
esprits des jeunes gens beaucoup de  
préventions contre les dogmes & les  
usages reçus. Elle s'assembla le seize  
Mai 1526, & elle résolut de présen-

er au parlement une requête pour en demander la suppression. A sa requête elle joignit une indication des erreurs & des autres choses répréhensibles qu'elle avoit observées dans cet ouvrage.

Je ne puis dire ce qu'ordonna le parlement. Mais le vingt-trois Juin de l'année 1528 Noel Bédà s'adressa à l'Université, & lui proposa de condamner un livre qui pouvoit devenir perniciosieux à la jeunesse. Les sentimens ne furent pas tout-à-fait uniformes. Trois compagnies, savoir les Facultés de Droit & de Médecine & la Nation de France, adhérèrent au jugement de la Faculté de Théologie. La Nation d'Allemagne vouloit seulement que l'on en interdît l'usage dans les classes. Celles de Picardie & de Normandie étoient d'avis que l'on écrivît à l'auteur, pour lui marquer les erreurs que l'on reprenoit dans son ouvrage, & l'inviter à les corriger. Le Recteur embrassa le parti le plus sévère, qui étoit aussi le plus autorisé, & il prononça la condamnation.

On voit par le détail de cette délibération, qu'il y avoit dans l'Université bien des suppôts qui conser-

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 210.*

Le zèle de  
l'Université  
en corps  
moins vif  
que celui de  
la Faculté de  
Théologie.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 200.*

p. 220.

voient de la considération pour Erasme. Sans doute le mérite de ce grand homme faisoit impression sur leurs esprits. Mais de plus la protection que le roi lui accordoit, étoit un grand motif d'user de ménagemens à son égard. L'année précédente au mois de Juillet François I avoit envoyé à l'Université l'évêque de Bazas, maître de sa chapelle, avec une lettre de créance : & ce prélat avoit dénoncé à l'assemblée douze articles extraits d'un livre composé par Bêda contre Jacques le Fèvre & contre Erasme. C'étoit Berquin, alors triomphant dans son idée, & poursuivant contre ses adversaires une réparation, qui avoit fourni ces articles : & l'intention du roi étoit, ainsi que le déclara l'évêque de Bazas, qu'ils fussent examinés, non par les seuls docteurs en Théologie, mais par toutes les Facultés & Nations. Cette démarche fait bien voir quelle faveur portoit François I à ceux contre qui la Faculté de Théologie faisoit la guerre, & à Erasme en particulier : & en conséquence l'Université modéra son activité dans toute cette affaire. Elle nomma des députés pour examiner les articles qui lui avoient été déférés :

is elle ne prononça point de jugement : & lorsqu'il fut question de condamnation des colloques d'Erasmé , les avis , comme je l'ai observé , ne furent pas unanimes.

Cette circonspection néanmoins Image de la sainte Vierge brisée. Pro-  
cessions en réparation.  
Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 172. 173.  
192. 209.  
210. ne les procé-  
dés ne la portoit point préjudicier aux droits de la vérité.  
aimée par son propre zèle, & fidèle à pondre aux exhortations qu'elle avoit  
fais en 1525 du pape Clément VII, de la duchesse d'Angoulême alors ré-  
gente, l'Université, lorsqu'elle ordonna  
de députation pour saluer le roi à son  
tour d'Espagne , & le féliciter sur  
sa liberté recouvrée , chargea l'orateur  
de lui demander qu'il employât sa  
puissance à l'extirpation de l'hérésie :  
deux ans après, c'est-à-dire en 1528,  
la fureur des nouveaux Iconoclastes  
tant manifestée par un attentat qui  
éleva tous les esprits , elle se hâta  
de témoigner l'horreur qu'elle en  
voit. La nuit qui précéda le dimanche  
de la Pentecôte, des fanatiques avoient  
brisé indignement une statue de la  
sainte Vierge tenant son enfant Jésus  
entre ses bras , qui étoit posée au coin  
de la rue des Rosiers , près du petit  
Saint Antoine. Dans la vue de réparer

## 212 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

le scandale , l'Université délibéra de célébrer une procession solennelle , & de présenter requête au roi & au parlement , pour demander que les auteurs du sacrilège fussent recherchés & punis. Le lundi après la fête de la Trinité , elle donna sa requête au parlement : & le lendemain mardi elle exécuta sa procession. Elle alla à sainte Catherine du Val des Ecoliers , précédée de cinq cens de ses jeunes élèves tenant tous un cierge allumé : & en chemin on s'arrêta à l'endroit où le crime avoit été commis , on chanta des prières convenables à la circonstance , & chacun déposa son cierge devant l'image. Delà on se remit en marche vers l'Eglise indiquée , où s'acheva la cérémonie. Cette procession précéda de deux jours celle que le roi fit célébrer avec la pompe la plus auguste à la même Eglise pour le même objet , & à laquelle il assista en personne.

Censure contre la paraphrase du nouveau Testament par Erasme.

D'Argentré.

Telles étoient donc les dispositions de l'Université en corps par rapport au maintien de l'ancienne Religion. Mais il faut convenir que la Faculté de Théologie , à laquelle ce soin précieux convient particulièrement , l'emportoit aussi par la vivacité de son



contente d'avoir condamné  
ques d'Erasme, elle attaquas  
théologiques, & elle en  
1527 une censure détaillée  
euse. Elle y reprend un très  
mbre de propositions sur dif-  
efs très importants. Elle dis-  
une de ces propositions avec  
netteté, précision : elle lève  
biguité : elle exprime claire-  
qu'elle condamne & ce qu'elle  
il se trouve quelquesunes des  
ons censurées qui puissent  
ur innocentes en elles mêmes,  
ue la circonstance des tems,  
nd téméraires & dangereuses :  
les autorités d'après lesquelles  
C'est un ouvrage bien fait  
tal, & digne de la réputation  
ulté de Théologie de Paris.

e avoit tenté tout ce qui pou- *Hist. Un.*  
endre de lui pour prévenir *Par. T. VI.*  
suse. Il avoit écrit à la Fa- *p. 187-1904*  
Béda en particulier, au parle- *192-195.*  
*201-204*

Paris, au premier président  
Selve, au roi François I. Peut-  
toit-il que l'on eût quelque  
ses remontrances, & qu'on  
nît de s'expliquer. C'est ce  
put obtenir. Tout ce qu'il ga-

214 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 gna par ses sollicitations, fut un  
 de la publication de la censure,  
 rédigée & arrêtée en 1527 ne p  
 que quatre ans après en 1531. Au  
 comme il n'étoit point justiciable  
 la Faculté, & qu'il eut la sagesse  
 souffrir en patience ce qu'il n'a  
 pû empêcher, il ne lui en arriva  
 cun autre mal, & il n'en passa  
 moins tranquillement le reste de  
 jours.

*Origine de  
 l'Imprimerie,  
 p. 173.*

*Observation  
 sur la catho-  
 licité d'Eraf-  
 me.*

Sa catholicité fait encore auj  
 d'hui un problème : & pour le déci  
 je crois qu'il faut distinguer sa c  
 duite & ses sentimens. Sa cond  
 fut pleinement & parfaitement  
 tholique. Jamais il ne rompit l'uni  
 Non seulement il ne se joignit po  
 à ceux qui faisoient schisme avec l  
 glise, quoiqu'il eût beaucoup d'au  
 parmi eux, quoique tous l'y invit  
 sent, & employassent quelquefois  
 menaces & les invectives autant q  
 les caresses : mais il se déclara hau  
 ment contre leurs principales erreu  
 il blâma leurs emportemens, leu  
 fureurs, leurs mariages indécens, leu  
 fédérations, leur révolte contre l'aut  
 rité légitime. C'est ce qui paroît  
 tous ses écrits, & par toutes ses d

riches. Je me contenterai d'en citer  
 six traits. Les prétendus réforma-  
 urs ne vantoient que la liberté spi-  
 uelle & chrétienne. : » Quelle li-  
 erté , dit Erasme , que celle au-  
 noyen de laquelle il n'est permis ni  
 le réciter des prières , ni d'offrir le  
 sacrifice , ni de jeûner , ni de faire  
 abstinence ! » Il passa les derniers  
 ns de sa vie à Bâle , parce que le  
 soin de ses affaires l'y retenoit. Mais  
 oiqu'il y eût de très bons amis , il  
 oteste dans une lettre qu'à cause de  
 différencé du culte il aimeroit mieux  
 ir ailleurs ses jours. Et réellement il  
 préparoit à s'éloigner de cette ville ,  
 rsqu'il fut surpris par la maladie dont  
 mourut.

Hist. Un.

P. 1. T. VI.

P. 181.

Bayle, Diss.

art. Erasme.

Ses sentimens ne sont pas égale-  
 ment hors d'atteinte. Sur certaines ma-  
 ères théologiques , comme la justi-  
 cation par la foi seule , le mérite des  
 vres , & quelques autres , il paroît  
 l'avoir pas toujours eu assez de soin  
 l'éviter un langage qui favorisât les  
 reurs de son tems. On ne peut dou-  
 ter qu'en ce qui regarde le mariage  
 les prêtres , les vœux monastiques ,  
 la récitation de l'office en langue  
 ulgaire , les nouveaux réformateurs

## 216 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ne l'eussent trouvé de fort bonne composition. Mais une circonstance qui, si elle ne le justifie pas, au moins diminue ses torts, c'est qu'il écrivoit avant le concile de Trente. La douceur de son caractère, son respect pour les puissances, son attachement à l'unité, tout nous invite à croire que, s'il eût eu sous les yeux une décision formelle de l'Eglise, il seroit devenu aussi bon Catholique dans toutes les parties de la doctrine, qu'il l'a toujours été par son aversion décidée pour le schisme.

J'ai laissé en arrière plusieurs faits moins importants, qu'il me faut reprendre ici.

Règlement  
de la Faculté  
des Arts.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 191.*

Le douze Avril 1526 la Faculté des Arts approuva un règlement, dans lequel je remarque deux principaux articles. Le premier confirme l'usage qui déterminoit la durée du cours de Philosophie à trois ans & demi; & le second ordonne au procureur & au bedeau de chaque Nation de tenir un registre exact des nouveaux régens reçûs chaque année avec la date de leur installation.

Le seize du même mois se tint une assemblée de toute l'Université, dans laquelle

laquelle Thyvet, receveur général, homme de mauvaise humeur, & qui ne pouvoit pardonner à la Faculté des Arts de lui avoir été contraire lors de son élection à la charge qu'il possédoit, poursuivit & poussa en avant contre le Recteur une chicane, à laquelle il avoit préparé les voies dès le quatorze Octobre de l'année précédente. J'ai observé qu'anciennement le Recteur recevoit les deniers qui appartenoient à l'Université. Depuis que l'on avoit pris le parti d'établir un officier spécialement commis à cette recette, il étoit resté néanmoins au Recteur le droit de recevoir les bourses ou petites sommes que payoient soit à lui-même, soit à l'Université, ceux qui se faisoient admettre dans le corps : & à la fin de son trimestre il rendoit compte à l'Université de toutes les bourses qu'il avoit reçues pour elle, à l'exception de vingt, qu'il lui étoit permis de ne point mettre en recette, soit qu'il en voulût exempter les candidats, soit qu'il aimât mieux les tourner à son profit. C'est de ce droit que Thyvet entreprit de priver les Recteurs, en leur faisant interdire de recevoir aucuns deniers

Querelle suscitée au Recteur par le receveur général.

*Mém. sur les officiers de l'Université,* p. 116--120.

*Hist. Un. Par. T. VI.* p. 186.

p. 192--197.

## 218 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

pour l'Université, & d'inscrire sur  
regître commun le nom d'aucun é  
lier juré qui n'eût payé à la com  
gnie la taxe usitée. De la proposi  
faite par le receveur naquit une q

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 196.*

relle, dans laquelle les Facultés  
périeures, accoutumées de tout re  
suivant que le porte le regître de

Nation d'Allemagne, à tenter de  
minuer les droits & les prérogati  
de la Faculté des Arts, prirent p  
contre le Recteur, & les Nations  
contraire le soutinrent. L'affaire

agitée plus d'une fois dans les asse  
blées, & la Faculté des Arts n'é

*p. 212.*

gna point à Thyvet les épithètes d'  
grat & de mauvais cœur. Il feig

d'en être touché, & le premier S  
tembre 1529 il résigna sa charge

Godescar, principal du collège

*p. 214.*

Trésorier. Mais ce n'étoit qu'une fa  
modération, comme il paroît en

qu'il se fit rendre son office par  
résignataire le dix-sept Novem

*p. 233. 234.  
235.*

suivant. Il marcha toujours sur  
même ligne, & continua de véxer

Recteurs. Je ne puis dire, s'il in  
vint une décision en règle sur

différend que je viens d'exposer. N  
l'usage s'est établi conforme à

réquisition de Thyvet : & tous les deniers appartenans en commun à l'Université passent uniquement par les mains du receveur général.

Le quatorze Mai 1526 fut choisi un papetier, qui avoit les qualités & conditions requises par le dernier arrêt du parlement sur cette matière.

Nomination d'un papetier.

*Hist. Un. Par. T. V. E. p. 192.*

Le même jour l'Université enjoignit aux Dominicains de célébrer les messes & prières qu'ils devoient en cas de mort à chaque suppôt de la compagnie, & dont ils refusoient opiniâtrément de s'acquitter.

Messes dûes par les Dominicains.

*Ibid.*

Je vois que le vingt-sept Août de la même année il y avoit plusieurs maîtres de l'Université en prison, pour la délivrance desquels il fut résolu de s'intéresser vivement. Cette affaire eut des suites. Nos registres de ces tems-là font souvent mention & d'emprisonnemens, & de sollicitations de l'Université auprès du roi pour obtenir la liberté des prisonniers. Ils n'étoient pas encore élargis au mois de Novembre 1528. Voilà à peu près tout ce que nous apprend Duboullai. Lauenoi nous fournit quelques lumières sur ces faits obscurs, & il donne lieu de penser que les emprisonnemens,

Plusieurs maîtres de l'Université emprisonnés.  
*p. 195. 199. 201. 212. 213.*

220 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 dont il s'agit ici , étoient l'effet  
 disposition favorable où étoit  
 François I pour plusieurs de ceu  
 l'on accusoit de mauvaise doctri  
 rapporte que Jacques Merlin ,  
 j'ai déjà parlé , célèbre docteur  
 Théologie , & alors pénitencier  
 l'Eglise de Paris , ayant prêché  
 force contre les Luthériens caché  
 fait entendre ce qui étoit vrai ,  
 trouvoient bien des protecteu  
 cour , fut constitué \* prisonnier  
 onze Avril 1527 au château du  
 vre , & y demeura jusqu'au 1  
 Avril 1529 , jour auquel il en fu  
 par des commissaires du roi, mais  
 être envoyé en exil à Nantes. I  
 le rappella néanmoins l'année  
 vante sur les sollicitations du ch  
 de Paris. Il y a lieu de croire qu  
 autres maîtres de l'Université en  
 sonnés l'étoient pour la même c

Affaire de  
 Jacques Mer-  
 lin.

Launoi, *Hist.*  
*Coll. Nav.*  
 p. 256 &  
 467.

Répugnance  
 des théolo-  
 giens à se  
 charger de  
 porter la pa-  
 role pour  
 l'Université  
 dans les dé-  
 putations au  
 roi.

C'est apparemment la délicate  
 ces circonstances qui rendit les  
 docteurs en Théologie plus réservé  
 charger de porter la parole pour  
 Université dans les députations au

*Hist. Un.* \* Duboullai parle aussi  
*Par. T. VI.* de l'emprisonnement de  
 p. 198. 199. Merlin, ( p. 199. ) mais

il n'en exprime la  
 cause.



Je remarque plusieurs occasions coup sur coup en 1527, dans lesquelles ils cherchèrent à s'en dispenser. Ils faisoient qu'ils étoient peu agréables, & ils craignoient un ministère qui les exposoit. Ce ministère étoit pourtant très honorable : mais le danger faisoit une plus forte impression sur eux. Le Recteur lui-même ne s'y hazardoit pas volontiers : & lorsque François I entra pour la première fois à Paris depuis sa captivité, Nicolas Gombault alors Recteur ayant été obligé, au refus des théologiens, de faire la harangue, protesta qu'il ne prétendoit point par là déroger au droit de la Faculté des Arts, sur qui ne rouloit pas l'obligation de fournir un orateur à l'Université, & qui n'avoit pas intention de décharger de ce fardeau la Faculté de Théologie, à laquelle il convenoit de le porter. Ni le Recteur Gombault ni la Faculté de Théologie n'entendoient leurs intérêts. D'autres Recteurs plus habiles se sont mis en possession d'un droit brillant, que la Faculté de Théologie abandonnoit, & qu'elle a ensuite réclamé inutilement.

Le trente-&-un Octobre 1526 l'U-

## 222 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

L'Université  
va au devant  
du légat Sal-  
viati.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
p. 196.

niversité, en vertu des ordres du roi, rendit ses respects au cardinal Salviati légat & neveu du pape, qui faisoit son entrée dans Paris. Elle alla le recevoir près l'Eglise S. Etienne d'Egrès: & Noel Béda, dont le zèle contre le Luthéranisme ne pouvoit pas être désagréable à la cour de Rome, fit fonction d'orateur.

Obsèques de  
la reine.  
Rang qu'y  
tient l'Uni-  
versité.

p. 196--198.

Dans les premiers jours du mois suivant fut célébré la pompe funèbre de Claude reine de France, fille de Louis XII, épouse de François I, qui étoit morte à Blois dès le vingt-six Juillet 1524, & à laquelle on n'avoit pas pû dans l'espace de plus de deux ans rendre les derniers honneurs d'une façon convenable à sa naissance & à son rang. Le roi ordonna donc que le corps de cette princesse fût porté dans le tombeau de ses ancêtres à S. Denys: & l'Université ayant été invitée suivant l'usage à cette cérémonie, fut obligée d'y essuyer beaucoup de contestations.

Le quatre Novembre, le prévôt de Paris, qui étoit chargé des ordres du roi, la fit avertir d'aller en grand cortège, & au nombre de deux cens sup-  
pôts au moins, recevoir le corps de

la reine hors la porte S. Jacques près les moulins , pour revenir ensuite par la porte S. Marceau avec le parlement. Le Recteur , qui étoit Jean Prothais , boursier théologien du collège des Cholets , convoqua sur le champ une assemblée : & il fut dit qu'il n'étoit point de la dignité de l'Université , ni conforme à ses usages , qu'elle sortît hors la porte S. Jacques ; & l'on choisit un orateur , qui , avec les quatre procureurs précédés de quatre bedeaux , & le syndic , alla faire au prévôt des remontrances à ce sujet. Le prévôt répondit que l'intention du roi étoit que tout se passât de la façon la plus honorable pour la mémoire de la reine ; que la régente & les princes du sang royal iroient recevoir le corps ; & que si le Recteur ne pensoit pas qu'il lui fût permis de sortir en personne , on pouvoit y consentir , pourvû que deux cens suppôts de la compagnie se transportassent au lieu indiqué : ce qui fut exécuté.

Sur l'ordre de la marche depuis la porte S. Jacques jusqu'à l'Eglise de Notre-Dame , il y eut une double difficulté , l'une avec le chapitre , l'autre

224 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
avec la chambre des comptes & les  
généraux des aides. Le chapitre vou-  
loit marcher le dernier , précédé de  
l'Université. Mais il ne put réussir dans  
cette prétention. L'Université soutint  
son droit de marcher sur une même  
ligne à la gauche du chapitre , en-  
forte que le Recteur se trouvât au ni-  
veau du doyen. Encore perdoit-elle  
dans cet arrangement une partie de  
son droit. Car aux obsèques de Louis  
XII , le Recteur avoit marché à côté  
du prélat officiant.

Il y eut plus d'embarras à trouver  
un moyen de conciliation avec la  
chambre des comptes. L'ordre de la  
marche avoit été dressé par le parle-  
ment , & dans cet ordre la chambre  
des comptes avoit le pas au dessus de  
l'Université. Un papier qui le cont-  
noit , fut remis le matin même au  
Recteur , & le porteur du papier lui  
dit : » Le parlement vous signifie que  
» vous ayez à ne rien changer dans  
» l'ordre ici écrit , où à vous dispenser  
» de paroître à la cérémonie. » Le Re-  
cteur répondit d'un ton ferme : » Je  
» doute que le parlement puisse empê-  
» cher une compagnie telle que l'U-  
» niversité , qui est la fille aînée de

» nos rois , d'assister aux funérailles de  
 » la reine , puisqu'il est contraire à l'é-  
 » quité & au droit naturel de séparer  
 » la fille d'avec la mère sans une juste  
 » cause. Ainsi la fille de nos rois ne  
 » s'absentera point , & elle s'efforcera  
 » de rendre ce qu'elle doit à sa mère.  
 » Pour ce qui est de l'ordre prescrit  
 » par le parlement , nous nous consul-  
 » terons. » Après cette réponse il as-  
 sembla aussitôt l'Université , qui l'en-  
 couragea à soutenir l'honneur de la  
 compagnie. Aussi dans la marche ne  
 fut-il pas possible d'obtenir du Re-  
 cteur qu'il souffrît que personne se  
 plaçât entre lui & le corps de la reine.  
 Les efforts de la chambre des comptes  
 furent inutiles. Le Rector tint fière-  
 ment son rang : & lorsque des conseil-  
 lers du parlement voulurent l'engager à  
 céder, » Quoi , leur dit-il , prétendez-  
 » vous détruire les prérogatives de l'U-  
 » niversité , qui est la gloire unique de  
 » la France , & le principal boulevard  
 » de la Religion ? » Les maîtres des  
 cérémonies voyant la constance du  
 Rector , ordonnèrent à la chambre  
 des comptes & à la cour des aides de  
 marcher. Et lorsque l'on fut arrivé  
 dans le chœur de Notre-Dame , le

**226 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ**  
Recteur y prit place conformément  
rang qu'il avoit tenu dans la rue.  
Il occupa la première stalle à  
du côté de l'autel : & les docteurs  
procureurs s'assirent dans les stalles  
le suivoient en descendant vers  
du chœur.

Le lendemain , lorsque de l'église  
de Notre-Dame il fallut transférer  
corps de la reine à S. Denys , l'église  
relle se renouvela. L'Université  
tant assemblée dans l'Eglise de  
Geneviève des Ardens en très grand  
nombre , maîtres , régens , & docteurs  
liers des quatre Facultés , y attendirent  
convoi ; & quand il passa , elle eut  
en devoir de prendre son rang dans la  
chambre des comptes & la cour des  
aides ayant voulu de nouveau  
contester , le Recteur alla trouver le  
maître des cérémonies , à qui il déclara  
qu'il empêcheroit au péril de sa vie  
l'anéantissement des droits de l'Université.  
Il réussit à les conserver , & continua  
dans la marche depuis la rue de la Harpe  
jusqu'à S. Lazare , l'Université eut le  
même rang qu'elle avoit eu la dernière  
fois en sorte que le Recteur marcha  
dernier à gauche , immédiatement  
avant le corps.

La cérémonie de l'enterrement qui se fit le lendemain à S. Denys, se passa tranquillement, & le Recteur n'y éprouva aucune difficulté.

Ce Recteur si courageux a consigné dans ses \* actes le récit détaillé de toutes ces circonstances, pour servir, comme il le dit lui-même, de règle & de modèle à ses successeurs.

La province de Normandie refu-  
soit toujours d'admettre les nomina-  
tions des gradués de l'Université de  
Paris aux bénéfices situés dans son en-  
ceinte. C'étoit un tort qui retomboit  
principalement sur les suppôts Nor-  
mands de l'Université, mais qui inté-  
ressoit tout le corps : & la Nation de  
Normandie demanda que toutes les  
compagnies lui accordassent adjon-  
ction dans cette cause, & fissent un  
effort commun auprès du roi. Elle  
obtint ce qu'elle demandoit : seule-  
ment la Nation de France observa ju-  
dicieusement que dans le mémoire qui  
seroit dressé, il ne falloit citer ni la

L'Université  
s'efforce de  
faire recon-  
noître le  
droit de ses  
gradués dan-  
la Norman-  
die.

Hist. Un.  
PAR. T. V. 1  
p. 198.

\* Chaque Recteur doit  
écrire dans un livre desti-  
né à cet usage tout ce qui  
s'est passé de mémorable  
durant sa magistrature  
C'est ce que nous appel-  
lons les Actes du Recteur,

*Acta Rectoria*, qu'il ne  
faut pas confondre avec  
le *livre du Recteur*, mo-  
nument public & ancien,  
rempli de pièces origina-  
les.

Pragmatique , de peur d'irriter le roi ; ni le Concordat , afin que l'on ne parût pas se désister de l'appel qui en avoit été interjetté. Tels étoient les sentimens d'attachement pour la Pragmatique , & d'opposition au Concordat , qui se perpétuoient dans l'Université.

**Décime.** Le pape avoit accordé au roi une  
*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 198 &*  
*213.*  
 décime sur le clergé. L'Université se donna plusieurs mouvemens , soit en France soit à Rome , pour obtenir que ses sup pôts en fussent déclarés exemts. Je ne puis dire quel fut le succès de ses démarches.

**Cérémonies publiques.** Le treize Avril 1527 se fit à saint  
*p. 198.*  
 Denys la cérémonie de replacer en leur lieu ordinaire les châsses des saints martyrs. Le roi y assista , & l'Université y tint un rang fort honorable. Le parlement occupoit tout le côté droit du chœur. A gauche le chancelier de France remplissoit la première stalle , & après lui étoient assis le Recteur & les doyens des Facultés & procureurs des Nations.

Le lendemain quatorze le roi entra avec pompe dans Paris , comme je l'ai déjà dit. Tous les corps allèrent le recevoir : & le Recteur le ha-



rangua près S. Jacques de l'Hopital.

Le quatre Janvier 1528 le parlement rendit un nouvel arrêt pour défendre les comédies qui se jouoient dans les collèges à la fête des Rois. *Arrêt, qui défend les comédies dans les collèges.*

L'injonction de les empêcher portée par l'arrêts'adresse encore, comme dans celui de 1525, aux Recteur & Chancelier de l'Université, & aux principaux de tous les collèges. *Hist. Un. Par. T. VI. p. 204.*

Le tribunal du conservateur apostolique étoit alors une puissante ressource pour les suppôts de l'Université, comme il paroît par un procès qui fut plaidé au parlement le deux Mars de la même année, entre l'évêque de Beauvais d'une part, & de l'autre deux curés de son diocèse, qui exerçoient actuellement la régence dans Paris, & l'Université elle-même, qui s'étoit jointe à eux. Ces deux curés, appelés au synode de l'évêque, avoient négligé d'y comparoître, & s'étoient contentés d'y envoyer leurs vicaires. Cités, contumacés, ils furent soumis aux censures ecclésiastiques par sentence de l'official. Ils prétendirent que cette sentence étoit un attentat contre les privilèges de l'Université, & ils se pourvurent pardevant le con- *Jurisdiction du tribunal de la conservation apostolique. p. 204--209.*

230 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
servateur apostolique , qui donna com-  
mission pour faire assigner l'official  
de Beauvais à son tribunal. L'évêque  
prit fait & cause pour son official , &  
il appella comme d'abus au parle-  
ment de la permission d'assigner don-  
née par le conservateur.

Les moyens de l'évêque , qui avoit  
Poyet pour avocat , sont aisés à de-  
viner. Il s'appuyoit sur les droits de  
la juridiction ordinaire.

Montholon, avocat de l'Université,  
soutint que les régens & écoliers de  
Paris étoient dispensés de résider dans  
leurs bénéfices, s'ils en avoient ; &  
que d'ailleurs ils ne pouvoient être  
forcés de plaider hors l'enceinte de la  
ville , & qu'ils avoient toutes leurs  
causes commises pardevant leurs con-  
servateurs , apostolique & royal.

Lizet , avocat du roi , conclut en  
faveur de l'évêque : & on ne peut  
douter que ces dispenses de résider ,  
& le droit de percevoir les revenus  
d'une cure sans en remplir les fon-  
ctions , & en la faisant desservir par  
un vicaire , ne soient de vrais & in-  
tolérables abus. La chose est claire :  
mais les privilèges de l'Université  
avoient alors une grande force : &

le procès fut appointé. Je ne puis dire s'il intervint un jugement.

Il s'agissoit apparemment de quel-  
 que point de discipline académique Jurisdiction du Recteur.  
 dans un procès où fut réclamée l'au- Hist. Un. Par. T. V L.  
 torité du tribunal du Recteur. Deux p. 213.  
 régens, l'un du collège de Beauvais,  
 l'autre du collège des Bons Enfans,  
 avoient été assignés par ordre de l'of-  
 ficial de Paris. Ils recoururent le dix  
 Octobre de la même année 1528 à  
 l'Université, prétendant qu'ils ne  
 pouvoient être jugés que par le Re-  
 cteur. La compagnie prit fait & cause  
 pour eux, & elle déclara l'official in-  
 juste envers l'Université sa mère, &  
 oppresseur des privilèges du corps.

Le trente Décembre la Nation d'Al-  
 lemagne fit une conclusion par rap- Tribus de la Nation d'Allemagne.  
 port à sa discipline intérieure. Elle Ibid.  
 étoit distribuée en trois provinces ou  
 tribus, la Germanie supérieure, la  
 basse Germanie, & l'Ecosse. Elle se  
 réduisit à deux, l'une qui comprit tous  
 les habitans de la grande Bretagne,  
 l'autre les Germains ou habitans du  
 Continent. Ce nouvel arrangement Ibid. & p. 229-233.  
 souffrit beaucoup de difficultés & de  
 variations, avant que de prendre une  
 consistance durable. Il s'est enfin établi

232 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
solidement, & il s'observe aujourd'hui.

Indulgences.  
Grades.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 213.*

J'ai peu de choses à dire sur deux affaires qui, dans les mois de Mars & d'Avril de l'année 1529, furent proposées à la délibération de l'Université. L'une avoit pour objet la réforme de certaines affiches, dans lesquelles étoient annoncées les indulgences pour ceux qui visiteroient l'Hôtel-Dieu de Paris. Ces indulgences alloient jusqu'à donner pouvoir aux confesseurs d'absoudre leurs pénitens des liens de l'excommunication qu'ils auroient pu encourir. Or l'Université craignoit que delà ne s'ensuivît une diminution de l'autorité de son tribunal de la conservation apostolique, qui souvent procédoit par voie d'excommunication. L'autre affaire regarde l'adjonction demandée par les docteurs de Caen à l'Université de Paris, pour forcer les prélats de Normandie à admettre les nominations de leurs gradués. Ceci fait voir combien le droit des grades académiques a eu de peine à s'établir dans la province de Normandie.

La délibération prise le 14 Avril 1529 sur une procession, dont l'objet

étoit de demander à Dieu la conser- <sup>Suffrages des Nations.</sup>  
 vation de la Foi Catholique , me <sup>Hist. Un.</sup>  
 donne lieu d'observer une opposition <sup>Par. T. VI.</sup>  
 marquée de sentimens entre les Fa- <sup>p. 213.</sup>  
 cultés supérieures & la Faculté des  
 Arts , touchant la manière de comp-  
 ter les suffrages des Nations. Il y eut  
 partage sur la matière dont il s'a-  
 gissoit. Les uns vouloient que l'on  
 ordonnât seulement des prières dans  
 les collèges : les autres préféroient une  
 procession générale. Les Facultés de  
 Décret & de Médecine se déclarèrent  
 pour le premier de ces deux avis ; &  
 celles de Théologie & des Arts pour  
 le second. Le Recteur conclut pour la  
 procession , *débarrant dans le cas de*  
*égalité* , disent les regîtres de Mé-  
 decine : *déterminé par la pluralité* ,  
 disent les regîtres de la Nation d'Al-  
 lemagne. La raison de cette diversité  
 d'expression dans un même fait , c'est  
 que les Facultés supérieures préten-  
 doient que les quatre suffrages des  
 Nations n'en faisoient qu'un ; au lieu  
 que dans la Faculté des Arts on les  
 comptoit pour quatre , ou du moins  
 elle se regardoit comme prépondé-  
 rante dans le cas de partage.

Le fameux George Buchanan fut <sup>Buchanan,</sup>  
<sup>p. 214.</sup>

234 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 élu Procureur de la Nation d'Allema-  
 gne le trois Juin de cette même année:  
 homme illustre par ses talens, & di-  
 gne d'une estime universelle, s'il ne  
 les eût pas pervertis par la profession  
 de l'hérésie, par l'ingratitude envers  
 la reine Marie Stuart sa bienfaitrice,  
 & par l'audace de ses maximes sédi-  
 tieuses. Alors il étoit fort jeune, &  
 régentoit au collège de sainte Barbe.  
 S'il est vrai qu'il se soit trouvé régent  
 dans un même collège avec Turnébe &  
 Muret, & qu'une même maison ait  
 réuni ces trois grands maîtres, dont  
 chacun pouvoit illustrer une compa-  
 gnie entière de savans, ce ne peut être  
 en 1527. Muret étoit encore enfant,  
 & Turnébe entroit dans l'adolescence.  
 Ce concours singulier doit être remis,  
 s'il est réel, à l'année 1544, durant  
 laquelle Buchanan peut avoir régenté  
 quelque tems dans le collège du car-  
 dinal le Moine avec ces deux illustres  
 collègues.

Nat. 40 ad  
 vit. Buchanan

L'Université  
 diffère le  
 jour de sa  
 procession.

Hist. Un.  
 par. T. VI.  
 p. 214.

Pendant qu'il étoit Procureur de la  
 Nation, l'Université, plus flexible  
 qu'elle ne l'avoit été dans d'autres oc-  
 casions pareilles, voulut bien changer  
 le jour de sa procession, pour éviter  
 de concourir avec celle que l'évêque

le Paris avoit indiquée au même jour par ordre du roi. Elle protesta néanmoins qu'elle ne prétendoit pas que l'on pût tirer de sa complaisance aucune induction contre ses privilèges.

Buchanan, dans les actes de sa magistrature académique rend compte d'un démêlé survenu entre deux maîtres du collège de Coqueret d'une part, & de l'autre Robert Duguaft, principal de ce collège, & doyen de la Faculté de Décret. Le récit qu'en a tracé Buchanan, se trouve sur les régîtres de la Nation d'Allemagne : & il est aisé d'y reconnoître ce fameux écrivain à l'amertume du ton & à l'élégance de la latinité. Je n'entreprendrai pas de rien changer à ce récit, & je me contenterai de le traduire. Voici ce qu'il porte. » Pierre Tillier, régent » du collège de Coqueret, a présenté » requête à la Faculté des Arts, au » nom de ses confrères injustement » emprisonnés par le lieutenant criminel ; & encore au nom d'un certain » pédagogue actuellement détenu dans » les prisons de l'official de Paris, à » la poursuite du principal de ce collège, homme d'une cruauté & d'une » avarice insignes. Leur crime est d'a-

Jurisdiction  
du Recteur.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 214.

## 236 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

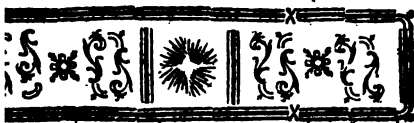
» voir mangé un pain d'un foû , ap-  
 » partenant à ce principal. La Nation ,  
 » d'accord en ce point avec toute la  
 » Faculté , a chargé maître Martin  
 » Dolet , personnage respectable , de  
 » redemander les prisonniers : & pour  
 » ce qui est du principal , elle l'a dé-  
 » claré déchu de tous les privilèges de  
 » l'Université , pour avoir violé les  
 » statuts , qui défendent qu'aucun sup-  
 » pôt de la compagnie soit cité de-  
 » vant un autre juge ; avant que le  
 » Recteur ait pris connoissance de son  
 » affaire. Toute la Faculté a encore  
 » jugé réfractaire ce même princi-  
 » pal : & elle a chargé les censeurs  
 » des Nations d'aller faire la visite du  
 » collège de Coqueret , d'y user de  
 » leur autorité , & d'y appaiser les  
 » dissensions & les tumultes. »

Gages du  
 questeur de  
 la Nation de  
 France re-  
 tranchés.

*Hist. Un.  
 Par. T. VI.  
 p. 216.*

Je trouve sous la date du dix Mars  
 1530 un décret de la Nation de France,  
 qui retranche à son questeur ou rece-  
 veur les gages de vingt écus d'or qu'il  
 avoit coutume de toucher : » parce  
 » que , dit le décret , les émolumens  
 » qu'il retire de la signature des lettres,  
 » doivent lui suffire. » C'étoit le que-  
 steur lui-même , Martin Dolet , qui  
 avoit provoqué cette réforme.





## L I V R E X.

## §. I.

'ANNÉE 1530 est mémorable dans nos fastes par l'institution des professeurs \* royaux dans l'université de Paris.

Etablissement du collège Royal.  
*Hist. Un*

*Par. T. VI.*

*p. 93-99 & 221. 222.*

Ce sont les propres lettres de Charles IX, ses lettres patentes Mars 1567. « Le feu si François notre très honoré seigneur & eul, dit ce prince, na tant en son vivant les lettres & les lettres, qu'il voulut qu'il y eust un université de Paris y eust des professeurs à ses ges en toutes langues sciences. » D'ailleurs chose est constante en, & on en verra la ive par les faits & par

les actes dans la suite de cette histoire. Je n'en ferois pas même la remarque, si un écrivain digne d'estime n'avoit prétendu, dans un ouvrage, qui a paru récemment, ex- clure, contre l'évidence des faits, l'Université de Paris de tout intérêt dans ce glorieux établissement. Il a osé avancer que l'Université de Paris n'avoit aucune part à l'établissement que François I projettoit : & il s'exprime ainsi, à l'occasion d'un passage d'Erasme, qui dis

*Rec. de Pasquier, l. IX. c. 18.*

*Hist. de Paris, T. II, p. 985.*

*Mémoire Historique & Littéraire sur le Collège Royal France, à Paris, 1758, T. I. p. 49.*

## 238 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

François I eut pour premier objet dans cet établissement fameux l'étude des langues savantes, qui n'étoit pas parmi nous sur un pied assez florissant au gré de ce prince intelligent dans les lettres, & passionné pour leur progrès. En effet le Latin étoit la langue de l'Université : mais on s'appliquoit

positivement le contraire. Il a fait plus. Il parle souvent de ce corps illustre avec peu de ménagement & de respect. Il traite d'*entreprises* tous les actes de juridiction exercés par l'Université sur les professeurs royaux. Il lui impute de les avoir en certaines occasions chargés d'accusations atroces & injustes. En un mot il ne tient pas à lui que ces deux compagnies, dont l'une renferme l'autre, ne soient regardées comme deux partis ennemis, toujours aux mains, toujours en guerre, jusqu'à ce que l'autorité royale ait mis fin aux vexations & aux prétentions déraisonnables de l'Université, en lui défendant de s'immiscer dans ce qui touche l'administration du collège royal de France. La simple lecture des faits qui se présenteront dans la suite de mon ouvrage,

suffira pour montrer combien cette idée seroit mal fondée. Il ne faudroit même que les actes & les témoignages allégués par cet écrivain, pour le réfuter complètement. Mais je ne puis m'empêcher d'ajouter ici une observation. Très certainement l'auteur qui est l'objet de mes plaintes, n'a pas eu commission de la compagnie dont il a prétendu écrire l'histoire, pour parler de l'Université comme il a fait. M M. les professeurs royaux, dont plusieurs ont toujours été & sont encore aujourd'hui du corps de l'Université, n'ont garde de manquer à ce qui est dû à la mère des sciences & des arts qu'ils professent avec tant de gloire ; & ils sentent parfaitement que l'origine qu'ils tirent d'elle ne peut que leur faire honneur.

soins à en cultiver la pureté & l'élégance , qu'à en apprendre les règles grammaticales. La barbarie du langage , introduite par la scholastique , étoit si bien enracinée dans nos écoles , qu'elle résistoit encore au goût de la littérature , renaissant dans toute l'Europe. Pour ce qui est du Grec & de l'Hébreu , quoique l'Université de Paris n'ait jamais regardé ces langues comme étrangères par rapport à elle , & que toujours , ainsi que j'ai eu soin de l'observer , elle ait profité des occasions d'en amener & établir au milieu d'elle la connoissance , il faut néanmoins avouer qu'elles n'y avoient point alors un certain éclat nécessaire pour les accréditer. Il y a plus : elles étoient suspectes dans les circonstances des nouvelles erreurs. Comme la plupart des prétendus réformateurs les possédoient supérieurement , & qu'ils n'abusoient souvent pour pervertir le sens des Ecritures , les zélateurs de l'orthodoxie s'en prenoient à des études innocentes , & même utiles en soi ; & ils se sentoient plus portés à les décrier qu'à les favoriser. En général la Philosophie est l'objet fondamental & essentiel de notre Faculté

240 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
des Arts : & delà vient qu'encore au-  
jourd'hui pour y acquérir le degré de  
maître , il suffit de faire preuve d'un  
cours de Philosophie fait dans les  
écoles. Par rapport à la Grammaire ,  
aux Langues , à la Rhétorique , pourvu  
que le candidat en soit suffisamment  
instruit , on ne s'informe point en  
quel lieu , ni sous quel maître , il en  
a pris les leçons. Ainsi la langue La-  
tine étant défigurée dans les écoles de  
l'Université de Paris , la Grecque &  
l'Hébraïque peu connues & négligées,  
François I forma le dessein d'établir  
un collège où s'enseignassent ces trois  
langues, & de remplir à Paris avec une  
magnificence royale le projet qu'un  
particulier , Jérôme \* Busleiden, avoit  
déjà exécuté à Louvain.

Il en avoit conçu l'idée dès les com-  
mencemens de son règne. Erasme en  
fait mention dans une lettre de l'an  
1518. » J'apprens, dit-il, avec une  
» très grande satisfaction , que l'Uni-  
» versité de Paris se dispose à augmen-  
» ter sa gloire , en ajoutant aux études

\* Jérôme Busleiden  
étoit un docte Flamand ,  
accrédité à la cour des ar-  
chiducs & rois d'Espa-  
gne Philippe & Charles.

Il fonda son collège des  
trois Langues en 1517.  
Erasme en parle dans plu-  
sieurs de ses lettres.

.. dans

« dans lesquelles elle tient de tout  
 » tems la prééminence ( il entend la  
 Philosophie & la Théologie ) » celle  
 » des trois Langues. » Le roi eut même  
 dessein d'abord de mettre Erasme à la  
 tête de cet établissement. Un jour  
 qu'il s'entretenoit avec ceux qui l'en-  
 vironnoient sur l'état de la littérature,  
 parcourant les noms de ceux qui s'y  
 distinguoient alors dans l'Europe , il  
 dit que son intention étoit d'attirer  
 dans son royaume le plus grand nom-  
 bre de gens de mérite qu'il lui seroit  
 possible , & d'établir en France comme  
 une pépinière de savans. Guillaume  
 Perit son confesseur , qui aimoit beau-  
 coup les lettres , applaudit à ce dessein,  
 & il lui proposa Erasme comme le  
 premier à qui il falloit penser. Le roi  
 saisit cette ouverture : il déclara que  
 si Erasme vouloit se transplanter en  
 France , il lui donneroit un bénéfice  
 de mille francs de revenu , & il char-  
 gea \* Budé de lui en faire la proposi-  
 tion. Cette vocation générale fut ex-

\* Outre la lettre La-  
 tine de Budé à Erasme  
 rapportée par Duboullai,  
 qui contient une premiè-  
 re invitation , nous en  
 avons deux Grecques du  
 même au même , qui re-

viennent à la charge , &  
 qui sont très pressantes.  
 Voyez le Recueil des let-  
 tres Grecques de Budé ,  
 imprimé à Paris chez  
 André Wéchel en 1557.

242 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
pliquée plus particulièrement dans la  
suite. François I fit savoir à Erasme  
que son intention étoit de l'établir  
chef du collège des trois Langues qu'il  
se propoſoit de fonder à Paris. Erasme  
ſe défendit d'accepter une offre ſi  
flatueuſe. Sa ſanté avoit toujours été  
délicate : il n'étoit plus jeune : il crai-  
gnoit vraisemblablement des difficul-  
tés & des traverses de la part des  
théologiens de Paris. Ainſi en témoi-  
gnant beaucoup de reconnoiſſance des  
bontés de François I pour lui , il ſe  
diſpenſa d'en profiter.

Le plan du collège des trois Lan-  
gues ne tomba pas pour cela. Le roi  
y étoit attaché d'inclination : & ceux  
qui avoient le plus d'accès auprès de  
ſa perſonne , l'y fortifioient encore ,  
Guillaume Petit ſon confeſſeur, com-  
me je l'ai dit, Guillaume Cop ſon mé-  
decin , homme de mérite , & très  
zélé pour la gloire des lettres, Etienne  
Poncher évêque de Paris , le docte  
Budé. On nomme encore le cardinal  
du Bellai , & Jean Laſcaris , parmi les  
promoteurs de ce beau deſſein. Mais  
les malheurs de François I , ſa priſon,  
les guerres qu'il eut à ſoutenir , les  
dépenſes exorbitantes pour les be-

Soins de l'Etat, retardèrent l'exécution du projet, & la rendirent même imparfaite, lorsque la situation des choses permit d'y mettre la main. De plus les principaux & professeurs qui enseignoient la Grammaire & la Rhétorique dans les collèges de la Faculté des Arts, s'allarmèrent de cette nouveauté. Ils représentèrent que leurs écoles alloient se désertir, si l'on établissoit des leçons gratuites d'éloquence Latine : & leurs remontrances furent écoutées. Ainsi au lieu d'un collège des trois Langues, François I en 1530 créa seulement des professeurs pour les langues Grecque & Hébraïque. Il ne construisit pour eux aucun bâtiment : en sorte que les premiers qu'il nomma, & ceux qui leur furent ajoutés dans la suite, enseignoient dans tel collège de l'Université qui pouvoit leur convenir. Cette forme subsista pendant tout le règne de François I. Henri II leur assigna les salles des collèges de Tréguier & de Cambrai pour y faire leurs leçons. Henri IV l'année d'avant sa mort avoit pris la résolution de leur construire des écoles avec des appartemens pour les loger. Louis XIII commença en

1610 d'exécuter ce dessein : & c'est lui qui a bâti ce que nous voyons d'édifices subsistans sous le nom de COLLÈGE ROYAL DE FRANCE.

Si François I n'enrichit pas sa fondation en bâtimens , il en étendit les objets ; & ajoutant aux leçons Grecques & Hébraïques plusieurs genres différens , Mathématiques , Philosophie , Médecine , Eloquence Latine , il porta le nombre des professeurs royaux jusqu'à douze. Ses successeurs ont encore enchéri sur ce nombre par des créations successives de chaires nouvelles , pour l'Arabe , pour le Syriac , pour le Droit canon , pour certaines parties de la Médecine : en sorte que le Collège Royal est desservi par dix-neuf professeurs , auxquels il faut joindre encore trois professeurs royaux en Théologie , qui enseignent dans les écoles de Sorbonne.

Tous ces professeurs sont stipendiés par le roi , & leurs leçons ont toujours été gratuites : mais , à l'exception de celles des trois théologiens , elles ne sont point académiques ; c'est-à-dire que ceux qui les prennent , ne peuvent point les compter pour tems d'études , par rapport à l'acqui-



tion des degrés dans l'Université.

C'est ce qui est arrivé tout naturellement. L'étude des langues & de toutes les parties des Humanités n'a jamais été regardée dans l'Université comme étude académique, selon le sens que je viens d'expliquer. Ainsi les premiers professeurs royaux n'ayant été institués que pour les langues Grecque & Hébraïque, ont suivi la loi commune : & les autres chaires royales qui ont été érigées dans la suite, quoique pour des objets de nature différente, n'ont pas dû avoir plus de privilèges que les premières, à la réserve néanmoins des trois théologiques, qui, dès leur origine, ont été attachées à un ancien collège de l'Université. C'est ainsi que les chaires du Collège Royal, quoique fondées dans l'Université, y ont toujours fait un ordre à part, jusqu'à ce qu'elles en aient été totalement séparées.

Le premier professeur mis en place par le roi fondateur fut le célèbre Pierre Danès, depuis évêque de Lavaur. Il eut pour son département la langue Grecque, dans laquelle il étoit profondément instruit, jusqu'à éga-

Pierre Danès, premier professeur royal. François Vatable Launoi, *Hist. Coll. Nav.* p. 720. *Hist. Univ. Par. T. VI* p. 221.

**246 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ**  
 ses maîtres, Budé & Lascaris. Il forma des disciples non moins illustres, entre lesquels je remarque singulièrement Jacques Amyot & le président Brissson. François I nomma pareillement pour l'Hébreu un professeur dont le nom fait l'éloge, François Vatable. En général il fut toujours très soigneux de choisir pour les chaires royales des sujets d'un mérite distingué : & ses successeurs n'ont été ni moins attentifs, ni moins heureux à cet égard.

Projets de  
réforme dans  
l'Université.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 214-216.*

Durant l'année 1530 & les suivantes, il fut grande mention de réforme dans l'Université. Les compagnies nombreuses sont sujettes à offrir toujours des abus à corriger, de nouveaux réglemens à faire, d'anciens à remettre en vigueur.

Le quatorze Janvier 1530 les principaux des collèges présentèrent une requête au parlement, demandant premièrement que l'on prît des mesures efficaces, pour empêcher les troubles & les violences qui avoient coutume d'accompagner les élections du Recteur & des officiers de l'Université. Ils proposoient en second lieu cinq articles de réglemant, qu'ils prétendoient devoir être très utiles au

bien de la compagnie. Le parlement nomma deux commissaires, conseillers en la cour, qu'il chargea de présider à la conduite de toute cette affaire : & il ordonna de plus que chaque Faculté choisît deux députés, qui examinassent les articles proposés par les principaux des collèges, & tout autre projet relatif au bien général de l'Université, & qui en donnassent leur avis.

Cet arrêt fit grand bruit dans la Faculté des Arts. Elle s'y trouvoit doublement lésée : premièrement, en ce que la réforme que l'on projettoit, regardant principalement ses collèges & sa discipline, elle prétendoit devoir seule travailler à cet ouvrage, sans l'intervention des autres Facultés. Son second grief consistoit en ce qu'on ne lui permettoit de nommer que deux députés de son corps, pendant qu'elle devoit en avoir huit, deux de chaque Nation. Ses remontrances étoient justes, & elles réussirent. Dans une assemblée de l'Université qui se tint le vingt-deux Février suivant, les commissaires du parlement convinrent que chaque Nation nommeroit deux députés, qui examineroient seuls ce qui

Attention d  
la Faculté  
des Arts à  
maintenir ses  
droits.

Hist. Un.  
Par. T. 7.  
p. 214--216

248 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
intéressoit la Faculté des Arts , & conjointement avec ceux des Facultés supérieures ce qui concernoit toute l'Université.

Le Recteur  
mis en arrêt  
dans Paris.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 216.

Je ne fais si tout cela se passa bien pacifiquement. Car je vois que le huit Mars , sur les conclusions du procureur général , fut rendu un arrêt qui défendoit au Recteur de sortir de Paris , & qui ordonnoit qu'il seroit interrogé sur faits & articles par deux conseillers au parlement. Le même arrêt décrétoit de prise de corps six particuliers , dont quelques-uns au moins étoient suppôts de l'Université. Cependant si cet arrêt eut des suites , il faut qu'elles aient été peu considérables. Je n'en trouve rien dans Duboullai. Mais l'affaire de la réforme fut suivie , & les deux Facultés de Théologie & des Arts se livrèrent à cette occasion de mutuelles attaques.

Attaques  
mutuelles  
entre la Faculté de  
Théologie &  
celle des  
Arts.

p. 235.

La première reprochoit à l'autre de négliger Aristote , & de faire lire par préférence aux jeunes gens dans ses écoles les livres d'un certain \* Allemand , nommé Agricola. Il y a eu

\* Le texte imprimé par Duboullai porte d'un certain Allemand , (c'est-à-dire d'Erasme) & d'Agricola. Ce texte m'a paru fautif. Erasme étoit trop

plusieurs favans de ce nom. Mais celui dont il s'agit ici, est sans doute Rodolphe Agricola, né dans la seigneurie de Groningue, dont l'ouvrage intitulé *De Inventione Dialectica* eut un grand éclat, lorsqu'il parut, & étoit apparemment préféré par quelques professeurs de Philosophie à la Logique d'Aristote. La Faculté des Arts rendoit bien le change à celle de Théologie : & dans une requête au premier président du parlement elle représentoit que l'Université de Paris devenoit l'objet du mépris des nations étrangères, parce qu'au lieu de s'attacher à l'étude des saints Evangiles, & des anciens pères, Cyprien, Chrysostome, Jérôme, Augustin, nos théologiens professoient un certain art sophistique, & une Dialectique subtile, qui n'est point la voie par laquelle Dieu a voulu sauver son peuple. Cette contrariété de façons de penser nous fait connoître clairement le goût qui régnoit alors

*Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 227.*

sameux alors pour être désigné par l'expression vague *un certain Allemand*. Il n'étoit pas même Allemand, à proprement parler. Enfin les colloques d'Erasme ayant été prohibés par l'Uni-

versité en 1528, j'ai peine à croire qu'en 1532 on les lût publiquement dans les écoles. Par toutes ces considérations j'ai cru nécessaire de m'écarter de Duboullai.

250 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
dans les théologiens d'avoir les lettres  
pour suspectes, dans les gens de let-  
tres de mépriser la scholastique. Ils  
outroient les uns & les autres.

Abus à ré-  
former dans  
la Faculté de  
Décret.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 235.*

Il s'étoit glissé aussi des abus dans  
la Faculté de Décret, qui demandoient  
une réformation, & qui la faisoient  
désirer.

Nous verrons plus bas les suites de  
tous ces projets.

Syndic de la  
Faculté des  
Arts.

*p. 222. 919.*

Martin Dolet, syndic de la Faculté  
des Arts, étant mort, on lui donna  
pour successeur, le trente Avril 1530,  
Gilles Perrin, dont nos registres parlent  
avec éloge.

Procès pour  
la charge de  
procureur de  
la Nation de  
France.

*p. 222.*

Le quatre Mai suivant se fit l'é-  
lection d'un Procureur de la Nation  
de France. Elle ne fut pas pacifique,  
& Nicolas Grinel, qui avoit remporté  
l'avantage, fut troublé par un compé-  
titeur, & assigné pardevant le bailli  
conservateur des privilèges royaux de  
l'Université. Toutes les Facultés &  
Nations improuvèrent le recours à un  
tribunal qui ne devoit pas connoître  
d'un pareil procès, & elles prétendi-  
rent que c'étoit au Recteur qu'il ap-  
partenoit d'en être le juge.

Il paroît que Grinel resta en pos-  
session. Car le vingt-deux Mai il

faisoit fonction de Procureur de la <sup>Pré au</sup> Nation de France, & en cette qualité <sup>Clercs.</sup> il a porté sur le regître l'exposé d'une <sup>Hist. U</sup> affaire avec les moines de S. Germain <sup>par. T. 1</sup> p. 222. rouchant le Pré aux Clercs. Depuis longtems les querelles à ce sujet étoient assoupies. Elles commencèrent alors à se renouveler, & j'aurai lieu d'en parler plus au long dans la suite.

Le vingt-six du même mois de Mai <sup>Procès p</sup> fut plaidée au parlement une cause <sup>la charge</sup> dont l'objet étoit académique, & qui <sup>greffier d</sup> a quelque chose de singulier. Jacques <sup>conserva</sup> Boucher maître des comptes, & Guil- <sup>tion.</sup> laume Briçonnet seigneur de Glatigni, se disputoient la charge de greffier du tribunal de la conservation des privilèges apostoliques de l'Université. Boucher se fondeoit sur une résignation du dernier titulaire, qu'il prétendoit avoir été admise en cour de Rome : Briçonnet avoit été nommé par son parent l'évêque de Meaux conservateur apostolique. L'avocat de ce dernier soutint dans son plaidoyer, comme il étoit vrai, que la charge de greffier de la conservation n'étoit point susceptible de résignation, qu'elle étoit amovible, & que le droit d'y nommer appartenoit au conservateur,

252 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
sur la présentation duquel intervenoit  
la confirmation par l'Université. L'évé-  
nement de ce procès est moins inté-  
ressant que le procès même. Ce que  
nos registres nous en apprennent, c'est  
que Briçonnet prêta serment à l'Uni-  
versité le quinzième jour d'Août : &  
qu'au mois de Décembre suivant, soit  
qu'il eût renoncé à son droit, ou que  
l'office fût devenu vacant de quelque  
autre façon que ce puisse être, Bou-  
cher ayant obtenu la nomination du  
conservateur fut reçu par l'Univer-  
sité.

**Petits faits.** Plusieurs autres petits faits se pré-  
sentent ici, que j'indiquerai sommai-  
rement.

*Hist. Un.  
Par. T. V L.  
p. 227.* Mesures prises pour soutenir les  
droits de l'Université sur le Pré aux  
Clercs contre les moines de S. Ger-  
main.

Visite du collège de Calvi par le  
Recteur accompagné des quatre pro-  
cureurs & des quatre \* censeurs des  
Nations.

**p. 228.** Un Procureur de la Nation de  
France fait revivre un droit suranné  
de sa charge, & emporte de vive force

\* Voyez ce qui sera remarqué sur les censeurs vers la  
fin de ce §.



l'intrance pour l'élection du Recteur. Cette prétention avoit néanmoins été précédemment condamnée ; & ceux qui ont voulu la renouveler depuis , & même de nos jours , y ont échoué.

Le vingt - six Octobre il y eut des plaintes portées à l'Université contre l'official de Langres , qui affectoit de contredire & de braver les jugemens du tribunal de la conservation apostolique, déliant des censures ceux que le conservateur avoit excommuniés , & excommuniant ceux qu'il avoit absous. Il fut dit que l'on agiroit contre cet official , & qu'on le forceroit de respecter les privilèges académiques.

Le principal du collège Mignon , qui avoit un professeur en Théologie logé dans son collège , lui ayant intenté procès au sujet du logement qu'il occupoit , porta l'affaire au parlement. Le professeur réclama ses juges , savoir le Recteur ou le conservateur : & il fut appuyé de toute l'Université. On étoit fort attentif alors à exiger que les causes nées dans le sein de l'Université , y fussent jugées , au moins en première instance.

Le chancelier du Prat étant devenu cardinal en 1527 , fut nommé par le

*Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 228.*

## 254 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Entrée du lé-  
gat. pape en 1530 son légat en France. Il

*Hist. de Pa-  
ris, T. II.  
p. 990.*

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 228.*

fit son entrée dans Paris en cette der-  
nière qualité le dix-sept Décembre,  
& l'Université le harangua près l'Eglise  
S. Erienne d'Egrès. Le légat répondit  
que les louanges qui venoient de lui  
être données, lui marquoient bien  
plus ce qu'il devoit être, que ce qu'il  
étoit. Il promit d'appuyer l'Univer-  
sité de son crédit auprès du roi dans  
toutes les occasions. Mais c'étoient-là  
de belles paroles du chancelier du

p. 238. Prat. Lorsque moins de trois ans après  
l'Université souhaita de se faire exem-  
ter d'une décime récemment imposée,  
elle obtint du roi sans beaucoup de  
peine ce qu'elle demandoit; & elle  
n'éprouva de difficultés que de la  
part du chancelier, qui refusa, ou  
au moins différa de sceller les lettres  
d'exemption.

Entrée de la  
reine Eléo-  
nor.

*Hist. de Pa-  
ris, T. II.  
p. 990. 991.*

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 229.*

Le seize Mars 1531 la reine Eléo-  
nor, sœur de Charles V, seconde  
femme de François I, fit aussi son  
entrée dans Paris. Toutes ces pom-  
pes d'entrées solennelles se rendoient  
toujours à l'Eglise de Notre-Dame,  
pour offrir à Dieu les premiers hom-  
mages. L'Université assemblée le sept  
Mars avoit délibéré d'attendre la reine

près l'Eglise sainte Geneviève des Ardens , si le roi n'en ordonnoit autrement. Le roi voulut qu'elle allât avec les autres compagnies haranguer la reine devant S. Lazare : ce qui fut exécuté. Delà on se mit en marche pour venir à Notre-Dame. La reine avoit souhaité de voir l'Université de Paris dans tout son éclat. Elle eut satisfaction. Bochetel secrétaire d'Etat , qui a fait une description de cette cérémonie , y compte trois mille écoliers , que suivoient les différens ordres de maîtres , distingués par la variété des ornemens. Il passe tous ces ordres en revue les uns après les autres , & il observe en particulier que les régens ès Arts marchent après les bacheliers ès Arts , en Médecine , en Décret , & en Théologie , immédiatement avant les Procureurs des Nations. C'est aussi le rang qui leur a été assuré de nos jours par arrêts du parlement & du conseil des dépêches , lorsqu'ils marchent vêtus de robes rouges , habillement d'honneur de leur état.

L'Université harangua de nouveau la reine au Louvre le vingt - & - un Mars. Ce fut Nicolas Bochart , pro-

256 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
fesseur en Théologie, qui po  
parole : & il se fit écouter avec  
plaudissement.

*Réglement  
pour la Na-  
tion d'Alle-  
magne.* En l'année 1530 la dispute  
renouvelée dans la Nation d'Al  
gne au sujet de la distribution

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 229-233.* compagnie en deux ou en trois p  
ces. Cette dispute occasionna u

glement en 1531, qui fixe plu  
points de la discipline & polic  
tériure de la Nation, & qui  
d'être lû en entier par ceux c  
font membres. Je me contenter  
remarquer qu'alors c'étoit un pr  
reçû, que quiconque n'étoit  
logé dans un collège, ne pouvoi  
du droit de voix active ni passiv  
les assemblées.

*Pré aux  
Clercs. On  
propose de le  
vendre.  
p. 233. 234.* Le premier Juin de cette  
année 1531, dans une délibéra  
l'Université il fut dit que l'on

un toisé exact du Pré aux C  
pour prévenir & arrêter les u  
tions des moines de S. Germair  
seize Juin de l'année suivante  
dic Arnoul Monart proposa  
mettre en vente, ou de le loue  
la première fois qu'il ait été qu  
dans l'Université de tourner à  
la possession de son pré.

Un procès entre les parcheminiers jugé en 1530 par le bailli conservateur en faveur de l'Université, me donne lieu d'observer que le produit du droit sur le parchemin étoit dès-lors, comme aujourd'hui, affecté au Recteur, dont il fait le seul revenu fixe.

Procès contre les parcheminiers.

*Hist. Un. Par. T. V L. p. 233.*

Le roi, informé que le parlement jugeoit toujours les causes bénéficiales conformément aux dispositions de la Pragmatique, & non du Concordat, avoit donné des lettres qui attribuoient au grand conseil la connoissance de cette nature d'affaires. L'Université craignit que cette évocation ne portât quelque dommage à ses privilèges. Elle en délibéra donc le seize juillet 1530 : mais elle prit le sage parti de charger son syndic & les avocats de la compagnie de bien examiner la teneur de ces lettres, pour voir si ses droits y étoient intéressés : » afin, est-il dit dans l'acte, que nous » ne nous plaignions pas auprès du » roi, avant que d'être certains que » nous sommes vraiment lésés. »

Attribution des causes bénéficiales au grand conseil.

*Ibid.*

Je passe sous silence les chicanes opiniâtres, par lesquelles le receveur général Thyvet, aidé quelquefois

Chicanes du receveur général Thyvet.

*p. 233. 234. 235.*

## 258 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ d'Arnoul Monart syndic, fatigua les Recteurs.

Mort de la Louïse de Savoye, duchesse d'An-  
goulême, mère du roi Francois I,  
mourut le vingt-neuf Septembre 1531.  
*Ses obsèques.*

*Hist. Un.* Le roi son fils lui fit célébrer des ob-  
*Par. T. VI.* séques magnifiques, auxquelles assista  
*p. 234.* l'Université. Par rapport au rang

*Hist. de Pa-  
ris, T. II.  
p. 992.*

qu'elle y tint, Duboullai atteste que le  
cérémonial ordinaire fut suivi. L'hi-  
storien de la ville de Paris, dans son  
récit plus détaillé, place l'Université  
après la ville. Ce seroit un exemple  
singulier. Car, quoique la ville ait en  
quelques occasions disputé le pas à  
l'Université, il est constant \* que le  
droit & le fait condamnent sa pré-  
tention.

*Pseaumes de  
Marot pro-  
hibés.*

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 234.*

*Trait qui re-  
garde Noel  
Béda.*

*Ibid.*

Le seize Décembre les pseaumes de  
Marot furent prohibés par l'Univer-  
sité, & défenses faites aux libraires de  
les vendre.

Noel Béda, le grand ennemi des  
nouveaux sectaires, poussoit fort loin  
son zèle, & il se faisoit par là des  
ennemis même dans l'Université. Il  
fut joué sur le théâtre d'un collège,

\* Voyez les mémoires | reille contestation arri-  
respectifs de l'Université | vée en 1700.  
& de la ville, sur une pa-

& la comédie que l'on y représenta, ouvrage peut-être de quelque Luthérien caché, sans nommer ce docteur, le désignoit de manière à le rendre reconnoissable, & le qualifioit de *monstre*. C'étoit pour la seconde fois qu'il se voyoit exposé à ce genre d'insulte. Le syndic Arnoul Monart porta ses plaintes contre une telle licence à l'Université, qui ordonna qu'il en seroit informé.

Le vingt-sept Août 1532 Jean Bochart, avocat de l'Université, demanda la permission de résigner son office à Antoine Minard son gendre, sans néanmoins s'en dépouiller totalement, & sous la condition que l'emploi resteroit au plus vivant des deux. L'Université ne pouvoit manquer de saisir avec joie l'occasion de témoigner sa reconnoissance à un illustre avocat, qui, dans l'affaire de la Pragmatique & du Concordat, avoit fait preuve d'un zèle également éclairé & courageux pour les maximes de la compagnie, & pour les libertés de l'Eglise de France, & qui même avoit souffert la prison pour cette cause. La demande de Bochart passa tout d'une voix, & Antoine Minard fut reçu avocat de

Résignations  
d'offices &  
bénéfices dé-  
pendans de  
l'Université.  
*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 234. 235.*

160 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
l'Université. Il devint dans la suite  
président du parlement , & dans cette  
charge il périt d'une mort funeste ,  
que lui attira , suivant qu'on le crut  
communément , son zèle contre le  
Protestantisme.

François de Montholon suivit l'ex-  
emple de Bochart. Etant nommé à la  
charge d'avocat du roi , & se trou-  
vant ainsi dans le cas de se démettre  
de son office d'avocat de l'Université ,  
il le résigna , avec la permission de la  
compagnie , à Pierre Séguier son beau-  
frère. On voit quels hommes & quels  
noms se faisoient une gloire de servir  
l'Université de leurs talens.

Les résignations étoient fort à la  
mode par rapport aux offices & béné-  
fices dépendans de l'Université. Un  
papetier , un chapelain , vers le même  
tems , obtinrent permission de ré-  
signer. C'est à l'occasion de ces résigna-  
tions admises coup sur coup que la  
Nation d'Allemagne fit les représen-  
tations dont j'ai parlé plus haut , mais  
qui n'empêchèrent pas que le ving-  
deux Février suivant , l'Université ne  
permît au curé de S. Côme de ré-  
signer sa cure par voie de permutation.

J'observe que durant ces mêmes



is, la Faculté des Arts avoit \* un Questeur de la Faculté des Arts.

La fabrique & la distribution du Hist. Un. Par. T. I. p. 235.  
 pier étoient toujours soumises à la Réglement sur le papier. Ibid.  
 juridiction de l'Université. On ven-  
 oit alors beaucoup de mauvais pa-  
 per, & l'Université ordonna que l'on  
 arquât de ses armes chaque feuille,  
 pour distinguer le papier loyalement  
 de celui qui étoit de fabrique  
 fautive.

Une des charges de Notaires de la Notaires de la conserva- tion.  
 conservation étant venue à vaquer, Ibid,  
 deux contendans s'en firent pourvoir,  
 l'un par le cardinal légat, l'autre par  
 le conservateur. L'Université admit &  
 autorisa la nomination du conserva-  
 teur, à qui le droit de présentation  
 appartenoit suivant les règles ordi-  
 naires.

Le nombre des libraires de l'Uni- Vingt-cin- quième li- braire de l'U- niversité. Ibid.  
 versité étoit fixé à vingt-quatre par  
 ordonnance de Charles VIII. Fran-  
 çois I en créa un vingt-cinquième,  
 qui fut reçu le vingt-deux Février 1533  
 par l'Université.

En cette même année 1533 le roi  
 nomma l'évêque de Paris Jean du Bellai

\* Voyez ci-dessus T. IV. p. 463. 464.

Sécularisation de l'abbaye de S. Maur. Considération dont jouissoit l'Université.

*Hist. de Paris*, T. II. p. 993.

obtinrent du pape Clément V une bulle , qui sécularisoit l'abbaye de S. Maur des Fossés & toutes ses dépendances , & en unifioit le ressort à l'évêché de Paris. Je ne parlerois de ce fait , qui paroît étranger au sujet , si parmi les motifs pour obtenir la bulle de sécularisation il n'étoit grande mention de l'Université. L'évêque avoit représenté l'accroissement immense de la ville de Paris avoit augmenté sa population sans augmenter ses revenus : compte pour une des principales causes de cet accroissement la splendeur de l'Université , le nombre presque double de ses écoliers , de ses maîtres , de ses collèges , tant séculiers , que réguliers. Il fait même valoir l'obligation qu'il est de donner souvent des répétiteurs docteurs en Théologie. Ce n'est pas à moi de discuter la valeur de ces motifs , dans lesquels je ne vois que la preuve qu'ils four- nissent de l'état florissant de l'Université de la considération dont elle jouissoit. La bulle eut son effet. Tout le fait que l'abbaye de S. Maur fut sécularisée , & que l'on y substitua des moines un collège de chanoi-

ers, qui a subsisté pendant plus  
deux cens ans, & qui vient ré-  
mement d'être réuni au chapitre de  
Louis du Louvre.

Un objet qui intéresse directement l'Université, est le plan de réforme & de nouveaux réglemens, dont on s'occu-  
pait beaucoup dans les circon-  
stances que je traite actuellement. Outre  
des députés des Facultés & des Na-  
Reformation  
exécuted, au  
moins en  
partie.  
Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 236 &  
246.

ns, outre les commissaires du par-  
lement; Guillaume Petit, confesseur  
roi & \* évêque de Senlis, fut aussi  
chargé avec quelques autres par le roi  
par le cardinal légat, de conduire  
de diriger ce travail. Jacques Spi-  
ne, conseiller au parlement, qui  
avait succédé à Nicolas d'Origni, pré-  
senta aux enquêtes & professeur en  
droit, dans la dignité de chancelier  
l'Eglise & de l'Université de Paris,  
voulut se faire de fête, & prétendit  
en sa qualité de chancelier il de-  
vait être appelé à cette opération.  
Mais il ne paroît point que l'on ait  
eu aucun égard à sa requête. Ce fut  
le parlement qui fit tout, sur les avis  
des députés de l'Université. Voici ce

Il avoit passé de l'évêché de Troyes à celui de  
Paris.

264 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
qui fut réglé par rapport aux Facultés  
de Théologie , de Décret ,  
Arts. Pour ce qui est de la Faculté  
de Médecine , je ne vois point que  
tout ce mouvement de réforme  
soit fait aucune mention.

**Théologie.** Conformément à ce qui avoit  
*Hist. Un. Par. T. VI. p. 227.* été  
proposé & requis par la Faculté  
des Arts, Duboullai assura que le  
parlement ordonna que nul ne fût  
la licence en Théologie , qui  
entendu les leçons & explication  
des professeurs sur les saintes Ecritures  
l'ancien & du nouveau Testament.

**Droit. Six professeurs.** La discipline & les études  
*p. 235-238. & 245. 246.* étoient  
fort tombées dans la Faculté de  
Décret. Les docteurs n'y faisoient  
de leçons. On y recevoit des  
incapables , & sans exiger des  
preuves prescrites par les statuts  
le parlement jugea que ce qui  
le plus , étoit de rétablir l'exercice  
régulier de l'enseignement public  
attendant une réformation plus  
complète , il ordonna par arrêt du  
Juin 1534 , qu'à l'avenir il y  
eût toujours six docteurs qui professent  
dans les écoles le Décret & les  
Légales.

C'est de cet arrêt qu'a pris

sance la forme de gouvernement qui s'observe aujourd'hui dans la Faculté de Droit. Jusqu'alors tous les docteurs étoient régens , & ils remplissoient toutes les fonctions de la Faculté , entrant aux assemblées , concourant chacun de son suffrage aux délibérations , exerçant le décanat & les autres charges , donnant des leçons publiques , présidant aux thèses , faisant les examens. Depuis l'arrêt de 1534 les six professeurs sont devenus les maîtres de la Faculté , qui est toute renfermée dans ce collège sexviral. Seulement Louis XIV leur a joint douze docteurs aggrégés , qui les soulagent dans leurs fonctions : mais avec des droits , un travail , & un pouvoir , bien inférieurs à l'état des professeurs.

Le parlement règle par le même arrêt les épreuves que devront subir ceux qui aspirent à la régence , & la forme de l'élection. Il exige deux répétitions ou leçons publiques , & ordonne que les candidats répondent à tous les argumens qui leur seront proposés. Il veut qu'à ces actes assistent deux conseillers commis par la cour , & qu'ils président ensuite à

l'élection , qui sera faite par les docteurs régens actuellement en place.

Faculté des  
Arts.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 247. 248.*

A l'égard de la Faculté des Arts, je ne trouve que des articles de réforme arrêtés & approuvés dans une assemblée de l'Université , qui se tint aux Maturins. Duboullai dit qu'ils furent agréés du roi : mais il le dit sans en rapporter la preuve. Ces articles roulent sur les études , sur le soin de conserver la pureté de la doctrine en matière de Religion , sur la police des collèges. J'en extrairai ici ce que j'y remarque de plus intéressant.

Par rapport aux études , les ouvrages d'Aristote sont donnés pour règle & pour base de toutes les recherches philosophiques. Il est enjoint aux grammairiens de se renfermer dans les bornes de leur art , & d'insister beaucoup sur les principes , qui doivent être le fondement de tout l'édifice.

Le Luthéranisme est pros crit. Défense de lire & de garder chez soi les livres des hérétiques : ordre de chasser des collèges quiconque entretenoit des liaisons avec la faction Luthérienne. Cet ordre venoit bien à propos. Calvin , comme je le dirai bientôt , s'étoi

enfui l'année précédente du collège de Fortet : & il n'avoit pas emmené avec lui tous ceux qui avoient du goût pour les nouveautés.

Quant à ce qui regarde la discipline, on recommande la décence non seulement des mœurs , mais aussi de l'habillement , selon la pratique suivie de tems immémorial dans l'Université. On défend aux maîtres de laisser croître leur barbe , ce qui étoit alors un air mondain , un air de cour , depuis que François I , à l'occasion que chacun fait , en avoit introduit la mode. L'usage de la langue Latine est seul permis dans les collèges. On renouvelle les anciennes loix au sujet de l'assiduité aux leçons , & de la société d'une table commune dans les maisons académiques. Il est défendu aux principaux d'exiger de l'argent des régens qu'ils mettent en place.

Enfin on décide qu'il faut implorer la puissance séculière contre un abus qui tendoit manifestement à la ruine des études. Plusieurs collèges étoient envahis par des banquiers , qui s'y étoient établis , qui s'en approprioient les revenus , & qui y entretenoient au lieu de boursiers & d'écoliers des gens

268 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
sans mœurs, & même des scélérats. Les  
asyles des Lettres ainsi profanés sont  
rappelés à leur primitif & salutaire  
usage.

Ces articles de réforme sont datés  
du trois Juillet 1534.

Affaire du di-  
vorce de  
Henri VIII  
consultée  
dans la Fa-  
culté de  
Théologie  
de Paris.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 238.*

*Coll. jud. de  
novis error.  
T. I I.*

En l'année précédente, au commen-  
cement du mois de Juillet, Noel Bédaride,  
que nous avons vu jusqu'ici triom-  
phant, étoit exilé, aussi bien que quel-  
ques docteurs en Théologie. On ne  
nous dit point quelle avoit été la cause  
de leur exil : je tâcherai de la deviner.  
Mais cet événement, qui me rappelle  
aux affaires de la Religion, me donne  
lieu de remonter jusqu'à l'an 1530,  
duquel on date une conclusion de la  
Faculté de Théologie favorable à  
Henri VIII, par rapport à la cassation  
de son mariage. L'histoire de cette  
conclusion est enveloppée d'obscurités.  
D'Argentré en conteste l'existence : il  
certifie que l'on n'en trouve ni origi-  
nal ni copie dans aucun des monu-  
mens de la Faculté : il remarque une  
contradiction palpable dans la pièce  
que l'on produit, en ce qu'elle allé-  
gue en même tems un jugement unanime,  
& le consentement de la plus grande  
partie de la Faculté ; deux circonstan-



ces qui se combattent. Il est constant que toute cette affaire fut menée avec beaucoup de violence, de bruit, & de cabale; & que par conséquent il est difficile d'y démêler exactement le vrai.

François I favorisoit de tout son pouvoir le dessein où étoit Henri VIII de répudier sa femme Catherine d'Aragon. Il se tenoit obligé envers le roi d'Angleterre, qui avoit travaillé efficacement pour sa délivrance & pour celle de ses \* enfans. Il n'étoit pas fâché de chagriner Charles V son ennemi, dont Catherine étoit la tante. Par ces motifs François I s'efforçoit de gagner à Henri VIII des suffrages, qui l'autorisassent à regarder son mariage comme contraire à la loi divine, & conséquemment comme nul. Le suffrage de la Faculté de Théologie de Paris étant donc d'un très grand poids dans toutes les matières qui ont trait à la Religion, il fut dressé des batteries pour engager cette célèbre compagnie à donner un avis conforme au désir des deux rois.

\* On sait que François I, pour obtenir sa délivrance, fut obligé de donner à Charles V deux de ses fils en otage.

Cependant la prétention de Henri VIII étoit insoutenable. Attaquer de nullité un mariage contracté avec dispense du souverain pontife , & consolidé par une cohabitation pacifique de vingt ans , c'étoit une entreprise visiblement déraisonnable & tyrannique : d'autant plus que le principe des prétendus scrupules du roi d'Angleterre n'étoit autre , qu'un injuste dégoût contre une épouse vertueuse , & la folle passion qu'il avoit conçue pour Anne de Boulen. Bêda suivit d'abord dans cette affaire son caractère & ses engagemens. Il travailla de toutes ses forces à empêcher sa compagnie de se rendre complice d'une si horrible iniquité : & sa résistance , si elle eût été modeste , auroit d'autant plus mérité de louanges , qu'elle eût été plus persévérante. Mais il ne se sou tint pas , & si nous en croyons les illustres frères du Bellai , qui sous les ordres de François I eurent grande part à toute cette manœuvre , Bêda pécha par les deux excès contraires. Dans les premières délibérations qui furent tenues au mois de Juin 1530 sur le mariage de Henri VIII , il se livra à sa fougue naturelle , il dé-

*DiH. de Bay-  
le, art. Bêda.*

clama avec emportement , il fit le *démoniaque* : & ensuite il se laissa persuader par le premier président Lizet de lui promettre avec serment , *non seulement de n'empescher qu'il fust obéy aux lettres du Roy , mais de foy employer , comme pour sa vie , à faire que la chose se passast sans bruit ne scandale.*

On peut croire qu'il tint parole. Car il parut une conclusion de la Faculté <sup>D'Argentré ; Coll. jud. de nov. error. T. I I.</sup> de Théologie , datée du trois Juillet , qui déclare que le mariage avec la veuve de son frère est contraire au droit naturel & divin , & que le souverain pontife ne peut point dispenser de cet empêchement. C'est cette conclusion que d'Argentré suspecte de faux , que d'autres écrivains donnent pour vraie. Je la laisse pour ce qu'elle est. Mais la conduite variable que tint Bêda dans une occasion d'un si grand éclat , donna prise sur lui ; & dut diminuer les égards que l'on avoit eus jusques-là pour un zèle violent , mais crû sincère.

La prudence exigeoit donc qu'il modérât constamment son grand feu , pour ne point achever de se perdre. Il fit tout le contraire , & il osa attaquer la sœur de son roi , Marguerite <sup>Condamnation du Miroir de l'ami pécheur. Dict. de Bayle , art. Navarre.</sup>

272 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
reine de Navarre. Il est vrai que  
princesse protégeoit ouvertement  
partisans de la nouvelle secte : elle  
donnoit asyle dans ses domaines  
dans ses Etats : elle étoit imbu  
leurs opinions. Elle engagea Gu  
me Petit à faire imprimer des E  
en François, dont ce prélat trop  
plaisant retrancha ce que les L  
riens taxoient de superstition da  
livres de cette espèce. Elle con  
elle-même en vers François u  
vrage intitulé le *Miroir de l'ar  
chereffe* » où il y avoit plusieurs  
» dit Théodore de Bèze, non a  
» tumez en l'Eglise Romaine, r  
» tant fait mention aucune de :  
» ny de saintes, ny de mérite  
» d'autre purgatoire que le sa  
» Jesus-Christ. » Ce livre étoit  
condamnabte. Mais la person  
l'auteur, son rang sublime, l'aff  
singulière que le roi son frère  
pour elle, méritoient de grand  
nagemens. C'est ce que ne co  
noit Bèda. & il fit condan

dace , qui ajouté à tant d'autres dé- Exil de No  
 marches dont la cour n'avoit point été Béda.  
 contente , déterminâ le roi à exiler Hist. Un  
 Béda , & quelques autres docteurs. par. T. V  
p. 238.

La Faculté de Théologie s'intéressa pour ses membres disgraciés , & elle pria l'Université de se rendre leur médiatrice auprès du roi. Une pareille requête étoit favorable , & elle fut admise par l'Université le cinq Juillet 1533. Mais lorsqu'il s'agit d'exécuter cette conclusion , & de solliciter le rappel des exilés , le roi demanda raison de la condamnation du *Miroir* , qui avoit été donnée sous le nom de l'Université.

C'étoit vraisemblablement un tour L'Université  
 d'adresse de Béda & de ses amis , qui ne désavoue l  
 vouloient pas que la Faculté de Théo- centure du  
 logie portât seule le poids de la co- Miroir.  
 lère du roi. Mais au mois d'Octobre Ibid.  
 fut mis en place un Recteur bien disposé à dévoiler l'artifice de ces théologiens trop zélés. C'étoit Nicolas Cop , professeur au collège de sainte Barbe , fils de Guillaume Cop , médecin du roi. Le père penchoit vers les nouvelles opinions , & son fils s'y livroit entièrement , & étoit lié avec Calvin , qui alors , comme je l'ai indiqué d'a-

274 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 vance , logeoit au collège de Forter.  
 Le Recteur assembla l'Université aux  
 Maturins le vingt-quatre Octobre. On  
 y lut la lettre du roi , apportée par  
 Guillaume Petit son confesseur : & la  
 condamnation du livre fut nettement  
 désavouée. Il fut dit que l'Université  
 n'avoit rien sçû du fait dont le roi  
 demandoit raison. Qu'elle n'avoit ni  
 condamné , ni même vû le livre du  
*Miroir*. Que si quelquesuns le taxoient  
 d'erreur , justement ou à tort , c'étoit  
 à eux à répondre de leur censure.  
 Qu'il seroit enjoint à la Faculté de  
 Théologie d'agir en son nom dans les  
 choses qui concernent la Foi , & non  
 pas au nom de l'Université. Enfin que  
 l'on écriroit au roi pour le satisfaire ,  
 & lui rendre compte des sentimens  
 de la compagnie.

Sermon du Recteur Cor. On conçoit bien que cette délibéra-  
 tion n'avançoit pas les affaires de  
 composé par Bédà. Mais le Recteur se mit lui-  
 Calvin. Ce même en prise par un acte de témé-  
 Recteur s'en- rité, conforme aux préventions héré-  
 sult , & en- tiques dont il étoit rempli. L'usage  
 suite Calvin. vouloit que les Recteurs, au jour de  
*Hist. Un.* la Toussains, fissent un sermon à l'U-  
*Par. T. V I.* niversité assemblée. Cop, pour s'ac-  
*p. 238. 239.* quitter de ce devoir, prononça un  
*Dist. de Bay.*  
*le, art. Na-*  
*varre & Cal-*  
*vin.*

discours qui lui avoit été composé par Calvin, & qui respiroit toute la doctrine de son auteur. Cette action fit grand éclat : & deux Franciscains en déferèrent au parlement quelques propositions comme erronées. Le Recteur se trouva fort embarrassé , & il essaya d'abord de se sauver par la forme. Il assembla l'Université , & après avoir fait l'apologie de son discours le moins mal qu'il lui fut possible , il prétendit que si l'on avoit eu quelques plaintes à faire contre lui , c'étoit à l'Université qu'il eût fallu les porter en première instance , & que les droits du corps étoient lésés par l'assignation qui lui avoit été donnée au parlement. Cette prétention avoit son fondement , comme on l'a vû. C'étoit une maxime reçue dans l'Université , que tous les membres , & à plus forte raison le chef , avoient la compagnie pour premier juge ; & qu'il n'étoit point permis de sauter ce degré de juridiction. C'est sans doute l'attachement à cette loi qui donna au Recteur Cop les suffrages des Facultés de Médecine & des Arts. Mais celles de Décret & de Théologie , plus frappées du fond que de la forme , &

276 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
persuadées que les privilèges n'ont point été accordés pour favoriser l'erreur , embrassèrent le sentiment contraire : & le Recteur n'osa pas conclure pour le parti qui lui promettoit assistance & secours. Destitué de la protection de l'Université , & ayant une mauvaise cause , Cop sentit qu'il n'y avoit pas de sûreté pour lui à rester dans Paris. Il s'enfuit secrètement à Bâle , d'où il étoit originaire , & il emporta avec lui les sceaux du rectorat.

On connoissoit ses liaisons avec Calvin , qui tout \* jeune qu'il étoit alors , se montrait déjà un dangereux séducteur. La fuite de Cop chargeoit encore son ami. Il y eut ordre d'arrêter Calvin , & pour cet effet Jean Morin lieutenant criminel se transporta avec main forte au collège de Fortet. Mais il n'y trouva point celui qu'il cherchoit. Calvin avoit été averti du péril , & il se retira en Saintonge , où un asyle lui fut offert par Louis du Tillet , chanoine d'Angoulême , & frère du greffier en chef Jean du Tillet.

Cop ayant disparu , l'Université se

\* Il n'avoit pas encore vingt-cinq ans.



trouvoit sans chef. Elle donna pouvoir à son syndic Arnoul Monart de recevoir les sermens qui doivent être prêtés entre les mains du Recteur. Elle ne fit point sa procession ordinaire & publique au mois de Décembre, & elle se contenta de la célébrer dans le cloître & dans l'Eglise des Maturins. On donna un successeur à Cop le seize Décembre, selon l'usage. Le vingt-neuf Janvier de l'année suivante il fut résolu de faire un nouveau sceau rectoral, en la place de celui que Cop avoit emporté ou perdu.

L'indiscrétion & la témérité du Recteur Cop firent par contre-coup du bien à Bédà, & facilitèrent son retour. Il n'en devint pas plus sage : & le premier fruit de son rétablissement fut un procès qu'il intenta & poursuivit au parlement contre les professeurs royaux nouvellement institués, qu'il savoit être singulièrement chéris de François I.

Ces professeurs étoient alors au nombre de quatre, Pierre Danès pour le Grec, Paul Paradis, Agathias Guidacier, & François Vatable pour l'Hébreu. Ces leçons de Grec & d'Hébreu,

*Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 244.*

*Bédà revient, & attire les professeurs royaux.  
p. 250.*

*p. 239.*

## 278. HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

données par des professeurs qui n'avoient point fait leur cours d'études théologiques, allarmoient le zèle de Bêda. Il craignoit surtout que par leurs observations sur les textes originaux des saintes Ecritures, ils ne décréditaissent la version vulgate approuvée & reçue dans l'Eglise depuis tant de siècles ; & que leurs interprétations nouvelles ne devinssent des facilités pour appuyer & répandre les erreurs de Luther. Il demanda donc d'abord par une requête présentée au parlement, qu'il fût fait défense aux *lisans du roi en l'Université de Paris*, ( c'est ainsi qu'il qualifie les professeurs royaux ) d'interpréter publiquement l'Ecriture, à moins qu'auparavant ils ne se fussent présentés à la Faculté de Théologie, & n'en eussent obtenu d'elle la permission. Ensuite, comme cette proposition étoit dure & hardie, Bêda, lorsque la cause fut plaidée le quinze Janvier 1535, en s'expliquant lui-même à l'audience, se rabattit à demander que si la cour permettoit aux nouveaux professeurs de continuer leurs leçons de Grec & d'Hébreu, elle leur fît défense *de ne taxer, reprendre, ne déroger à la translation dont use l'E-*

*glise* ; & de rien dire ou faire qui pût favoriser la secte Luthérienne.

Le procureur général appuyoit Bêda, & il avoit donné ses conclusions conformes à la requête de ce docteur.

Marillac plaida pour les professeurs royaux , & il insista principalement sur l'autorité du souverain , qui les avoit nommés , & qui , par son choix, les munissoit de pouvoirs suffisans & supérieurs à toute critique. Il observa de plus que Danès n'interprétoit pas l'Ecriture sainte , mais Aristote : & pour ce qui est des professeurs en Hébreu , il représenta qu'ils ne pouvoient lire aucun autre texte que celui de l'Ecriture , qui seul nous reste écrit en cette langue.

Montholon , avocat du roi , réfuta Marillac. Il commença par les éloges dûs aux grandes vûes du prince , qui avoit voulu rendre complète la littérature dans l'Université de Paris , en y joignant aux lettres Latines les lettres Grecques & Hébraïques. Mais il soutint que l'Ecriture sainte ne pouvoit être publiquement interprétée que par des théologiens. Il convint sans doute que le choix du roi faisoit loi. Mais , comme le savoir en Grec & en

Hébreu est tout-à-fait distingué du savoir théologique, il observa que l'on n'avoit pas droit de conclure de l'un à l'autre : & que l'approbation du roi pour les langues n'emportoit pas par une suite nécessaire son approbation pour ce qui concerne la Théologie. Il ajouta ( chose singulière ) qu'il n'étoit pas vraisemblable que la Bible fût le seul livre que nous eussions écrit en Hébreu. Ainsi ce grand-magistrat n'avoit pas de certitude sur ce point : & il ne savoit pas ce que personne n'ignore aujourd'hui, que l'Écriture sainte est le seul livre en ancien Hébreu qui nous reste, & que les ouvrages des rabbins, outre qu'ils sont modernes & tous postérieurs de beaucoup à Jésus-Christ, ne méritent guères la peine d'être lus. Montholon conclut, que, vû les circonstances & la contagion des opinions Luthériennes, le parlement devoit avant tout supplier le roi de déclarer si son intention étoit d'autoriser les professeurs nommés par lui à interpréter les saintes Ecritures ; & en attendant leur défendre de rien avancer qui se ressentît du Luthéranisme.

Le parlement ne se décida point si

le champ , & je ne puis dire s'il le fit dans la suite. Mais les faits nous apprennent que les leçons attaquées par Bêda subsistèrent. François I suivit si bien son plan , que dès l'année même, sans avoir égard aux plaintes des principaux de collèges, il ajouta un nouveau professeur en éloquence Latine , qui fut Barthélemi \* Masson , né au pays de Luxembourg , recommandé par Guillaume Budé.

Augment  
tion du nom-  
bre des pro-  
fesseurs  
royaux.

p. 244  
922.

Hist. de Pa-  
ris , T. II.  
p. 987.

Pour achever ici ce qui regarde Bêda , je dirai qu'incapable de se modérer , il continua ses emportemens contre les Luthériens , jusqu'à offenser le roi lui-même , qu'il accusoit de les protéger. Cette incorrigible pétulance causa enfin sa perte. Il fut arrêté , mis dans les prisons de l'officialité , & condamné en 1535 à faire amende honorable devant l'Eglise Notre-Dame , & à reconnoître qu'il avoit parlé contre la vérité & contre le roi. On le confina ensuite au mont S. Michel , où il mourut l'année suivante : caractère inquiet & ardent , qui ne mérite pas toutes les invectives desquelles

Bêda con-  
damné à faire  
amende ho-  
norable , &  
exilé.

Hist. Un.  
par. T. V Li  
p. 249.

p. 986.

\* C'est celui que l'on appelle plus communément *Latomus* , mot Latin pris du Grec , qui ré- pond à la signification de *Masson* en François , proprement *tailleur de pierres*.

282 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
l'ont chargé les écrivains Protest  
mais que les Catholiques ne peu  
louer sans restriction, vû qu'il n'  
honoré par la prudence des proc  
la bonté de la cause qu'il défendo

Placards des  
hérétiques.  
Procession  
suivie du sup  
plice des plus  
criminels.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 249-251.

Ce qui doit paroître bien singu  
c'est que l'ignominie & la flétr  
de Béda concourent pour le tems  
les supplices les plus rigoureux ex  
contre les hérétiques, dont il éto  
fléau. Au mois d'Octobre 1534  
Luthériens & les Zuingliens ca  
dans Paris eurent l'insolence d'affi  
par tout des placards impies & |  
phématoires contre le S. Sacre  
de l'autel. François I<sup>er</sup> fut indig  
l'excès. Il fit célébrer le vingt Jui  
suivant une procession solennelle  
il voulut assister lui-même ; &  
laquelle l'Université tint son ran  
coutumé, marchant à côté du ct  
tre de Paris. A l'issue de la proces  
furent brûlés vifs les plus crimine  
ceux qui avoient été arrêtés pou  
placards. Et c'est en cette même  
née 1535, que Béda fit amende  
norable.

Le Recteur  
invité par le  
roi à assister à  
son repas.

p. 252.

Le jour de la procession, le  
avoit ordonné au Recteur d'assis  
son repas avec quelques docteurs

rentes Facultés. On fait que ce se plaçoit en la conversation gens doctes. Mais se trouvant trop gué, après un discours qu'il fit aux arts & aux magistrats pour les engager à la défense de la Religion, retira & s'enferma.

L'Université s'étoit donné l'année précédente un nouveau conservateur apostolique. Cette charge étant devenue vacante le vingt-quatre Janvier 4 par la mort de l'évêque de Aux, Guillaume Briçonnet, aussi

Charles de Villiers-Lille-Adam, évêque de Beauvais, est élu conservateur apostolique.

Anne de Montmorenci grand maître de la maison du roi, depuis comble, écrivit à la Faculté des Arts

p. 244, & Privileges de l'Université p. 226.

de lui recommander son parent Charles de Villiers-Lille-Adam, évêque de Beauvais. La lettre du grand maître fut lûe dans l'assemblée de la Faculté le vingt-neuf du même mois, eut son effet. Le prélat qu'il recommandoit, fut élu, & son élection firmée le lendemain par toutes les Compagnies de l'Université. Il prêta serment le six Février, & les officiers qu'il avoit nommés, le prêtèrent pareillement quatre jours après.

La loi du célibat s'étoit toujours observée dans la Faculté de Décret.

Loi du célibat observée

## 284 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

& maintenue Cette loi commençoit apparemment  
dans la Fac- à peser à la plupart des docteurs  
ulté de Dé- cette Faculté. Il fut délibéré dans l'a-  
cret.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 250.*

semblée de l'Université du neuf E-  
cembre 1534, si l'on devoit les  
affranchir. Les docteurs en Médecin  
qui depuis quatre-vingts ans jouissoient  
de la liberté de se marier, inclinèrent  
à l'indulgence. Leur avis fut que  
vraisemblablement il paroïssoit convenable  
de ne confier qu'à des maîtres initiés  
dans les ordres la profession en Droit  
canon, qui a tant d'affinité avec  
Théologie. Mais que cependant il n'y  
avoit lieu de s'en rapporter sur ce  
point à la décision du parlement. Les  
Facultés de Théologie & des Arts  
furent plus sévères. Elles ne voulurent  
point qu'il fût fait brèche à l'ancien  
usage, & le Recteur conclut pour  
le même sentiment.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 254.*

Les professeurs en Décret n'étoient  
pas unanimes dans la résolution de  
faire dispenser de l'obligation du  
votum, puisque l'un d'entre eux quel-  
ques mois après supplia l'Université  
d'ordonner, que tout professeur de  
Droit canon qui se marieroit,  
seroit privé de sa charge.

Cette même Faculté renouvela la



contestation dont elle avoit fatigué Procès sur le  
autres compagnies en 1507, & nombre des  
i, si l'on veut en marquer exacte- gradués  
ment l'origine, remontoit même vingt nommés de  
la Faculté de  
Décret.

s plus haut. Voici de quoi il s'a- Hist. Un.  
gissoit. Le nombre de sujets que cha- Par. T. VII.  
que Faculté devoit présenter pour être p. 250.

écrits sur le Rôle des nominations  
& bénéfices, étoit limité. La seule  
culté des Arts ne connoissoit point  
ette loi, & n'admettoit aucune limi-  
tion. Dans celle de Décret chaque  
cteur n'avoit droit que de présenter  
is bacheliers. Ils vouloient porter  
nombre jusqu'à douze. Les trois  
res Facultés s'opposèrent fortement  
ette innovation, qui tournoit à leur  
ommage. L'affaire fut pourtant mise  
bord en négociation, & il y eut  
es députés choisis pour la discuter.  
Mais elle ne fut terminée que par  
l'autorité du parlement en 1538.

A l'occasion de cette querelle on se Articles de  
ppella d'autres torts & d'autres abus règlement  
prescrits par  
l'Université  
à cette Fac-  
culté.  
Ibid.  
l'on pouvoit reprocher à la Fa-  
ulté de Décret, & l'on entreprit d'y  
médier. Il fut enjoint aux docteurs  
professeurs en Droit canon de cé-  
der leurs actes en habit décent &  
de leurs chapes d'honneur. Ce point

se pratique très exactement :  
 dhui. On leur ordonna de plu-  
 viter le Recteur à leurs actes ,  
 général de lui rendre les mêm-  
 moignages de respect , & de lu-  
 les mêmes redevances , que les  
 Facultés. Ce règlement si équit-  
 négligé : & la Faculté même de  
 logie , qui a concouru à le por-  
 peu exacte à donner en ce po-  
 xemple. Ce n'est que dans les F-  
 de Médecine & des Arts que  
 fait un devoir d'inviter le Re-  
 tous les actes qui s'y soutiennent

Les profes-  
 seurs de Rhé-  
 torique & de  
 Grammaire  
 égalés aux  
 professeurs  
 de Philoso-  
 phie.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 250.*

La même assemblée du dix 1  
 1535 où se passa ce que je vi-  
 rapporter , est une époque mém-  
 pour les professeurs de Rhétori-  
 de Grammaire. Jusques-là ils a-  
 toujours été regardés en quelq-  
 çon comme étrangers à l'Univ-  
 & la régence en ces deux genre-  
 tudes ne donnoit point les r-  
 droits & privilèges , que la rége-  
 Philosophie. Ils se présentèrent  
 l'assemblée dont je parle , & di-  
 dérent qu'on leur accordât les r-  
 privilèges dont jouissoient les a-  
 ( ce sont les termes de l'acte ) &  
 particulier leur tems de régence

ait compté pour achever & compléter  
 es cinq ans d'études, que doivent  
 avoir fourni ceux qui ont à obtenir de  
 l'Université des lettres de nominations  
 aux bénéfices, ou lettres de grades.  
 Leur requête fut bien reçue. Il fut dit  
 que la Grammaire & la Rhétorique  
 étant des Arts libéraux, ne devoient  
 point souffrir une distinction désa-  
 vantageuse; & que les régens en ces  
 deux Arts acquerroient le tems d'étu-  
 des nécessaire pour les grades, comme  
 s'ils étudioient en une Faculté supé-  
 rieure, ou qu'ils professassent la Phi-  
 losophie. Depuis ce jour les profes-  
 seurs de Grammaire & de Rhétorique  
 sont associés comme égaux aux pro-  
 fesseurs de Philosophie. Il ne reste  
 entre les droits des uns & des autres  
 que de légères différences, dont la  
 principale est celle que j'ai plus d'une  
 fois remarquée. Nul ne peut être ad-  
 mis au degré de maître ès Arts, s'il  
 n'a fait son cours de Philosophie sous  
 un professeur de l'Université. Les étu-  
 des de Grammaire & de Rhétorique  
 sont libres.

L'office d'écrivain de l'Université  
 fut conféré le dix-neuf Avril suivant à  
 Pierre Guibert.

Office d'écr  
 ivain.

Hist. Un.  
 Par. T. VI.  
 p. 253.

Office de  
procureur de  
l'Université  
au parle-  
ment.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 253.*

La collation de celui de pro-  
de l'Université au parlement fit  
un incident remarquable. Guérin  
démettoit pour cause de paraly-  
sation d'un nommé \* Gohorri  
trois Facultés des Arts, de Méd  
& de Décret, refusèrent d'adme-  
ttr le sujet présenté, par la raison qu'il  
n'avoit été que mis comme  
dépôt entre les mains de Guérin  
jusqu'à ce que le fils de Lallen-  
dier, dernier possesseur de la charge,  
venu en âge de l'exercer. L'arrêt  
comme l'on voit, prenoit un bon  
pour le fils de Lallemand. Mais  
le jeune homme crut s'assurer l'office  
en obtenant un arrêt du parlement  
qui faisoit défense de le conférer à  
autre qu'à lui. Il se trompa. L'uni-  
versité ne trouva pas bon qu'on  
voulu lui lier les mains, & ex-  
erter comme le payement d'une  
charge qui étoit une pure faveur.  
On nomma Léon Boulart, en pro-  
néanmoins que sa nomination  
étoit provisoire, sans préjudice  
des défenses faites par le parlement.

\* Ce Gohorri, procureur, pourroit être le père de Jacques Gohorri, écrivain de quel-  
dans les lettres,  
par divers ouvr

en attendant qu'il en eût autrement décidé.

Un objet de plus grande importance occupa l'Université dans sa délibération du vingt-&-un Juin 1535. Il y fut question du bréviaire du cardinal Quignonès ou Quignon, qui venoit de paroître à Rome avec la permission du pape. Ce cardinal étoit habile, homme d'esprit, & capable de grandes vûes, mais hardi & tranchant. Les légendes apocryphes qui se trouvoient dans le bréviaire Romain, le blessaient. La récitation lui en paroïsoit trop longue. Il résolut de le purger & de l'abrégé. Non seulement il en supprima toutes les légendes où il s'étoit mêlé du fabuleux, mais il retrancha les antiennes, les répons, les petits versets, les capitules. Il réduisit les leçons de Matines à trois, & chacune des Heures à trois pseumes. Il fit une loi de la récitation de tout le pseautier dans chaque semaine, suivant une nouvelle distribution qu'il arrangea.

Dans un tems critique toute nouveauté est suspecte. L'Université eut de l'inquiétude sur ce bréviaire ainsi réformé : & elle délibéra de présenter

Bréviaire du  
cardinal Qui-  
gnon im-  
prouvé par  
l'Université.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 254. 330.  
D'Argentré,  
Coll. jud. de  
novis error.  
T. I I,

290 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
requête au parlement , pour en e  
cher le débit dans Paris , jusqu  
qu'il eût été examiné par la Facul  
Théologie. La Faculté s'assembla  
nomma des députés , qui visitèrent  
nouveau bréviaire , & rendirent c  
te de leur travail le vingt-sept J  
par un mémoire raisonné.

Ils improuvoient dans l'ouvrag  
leur avoit été remis , tous les re  
chemens que j'ai remarqués , & d  
celui du petit office de la sainte V.  
Ils blâmoient encore l'omission d  
mélies tirées des pères & autres  
vains ecclésiastiques. Ils étoient  
pés du danger de s'écarter des  
reçûs dans toute l'Eglise pou  
prières publiques ; & ils craign  
que les changemens une fois intr  
dans le bréviaire ne tirassent à c  
quence pour le missel , & même  
les cérémonies qui s'observent  
l'administration des Sacremens  
toutes ces raisons ils pensoient n  
voir pas donner leur approbati  
nouveau bréviaire , & conclud  
ne le point laisser entre les mai

gens avoir une grande force. Il est pourtant vrai que les réformes qui ne sont pas absolument nécessaires , & qui roulent sur des objets délicats, ont toujours fait quelque peine aux personnes prudentes , & que l'idée d'un mieux doit souvent céder à la crainte des inconvénions de la nouveauté.

La Faculté de Théologie approuva le rapport de ses députés , & elle ordonna qu'il en fût fait lecture, & donné copie aux députés de l'Université , parce que c'étoit au nom de l'Université que la requête avoit été présentée au parlement. Elle fut aussi d'avis que l'on écrivît au pape touchant cette affaire en toute modestie & humilité , après que l'on en auroit obtenu permission du roi : le tout au nom de l'Université , & non pas de la Faculté.

Il paroît que les théologiens avoient profité de la leçon qui leur avoit été faite au sujet de la condamnation du *Miroir de l'ame péchereffe*. Ils ne prennent sur eux que ce qui est de leur ressort , & ils n'attribuent point à l'Université ce qui n'est que du fait de leur Faculté.

Il y eut donc une nouvelle requête

292 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
présentée par l'Université au pa-  
ment , pour demander la suppres-  
sion du bréviaire du cardinal Quignon.  
Le parlement ne se hâta pas. Je vois  
plus de trois ans après , les treize  
quintidièmes Décembre 1538 la même  
affaire fut encore agitée dans l'Uni-  
versité. Il fut dit que l'on presseroit  
la décision , & que pour l'obtenir  
on dresseroit un mémoire où seroient  
posés les griefs contre l'ouvrage  
de discussion du fond toujours réservé  
aux théologiens. Il ne paroît pas  
que l'affaire ait été poussée plus loin.

Projet d'une  
conférence  
sur la Reli-  
gion entre  
Mélanchon  
& les do-  
cteurs de Pa-  
ris.

*Hist. Un.  
Fr. T. VI.  
p. 256:*

*D'Argentré,  
Coll. jud. de  
pov. err. T. I.  
p. 381-401.  
C. T. I I.  
p. 120. 121.*

*Bayle, Di-  
ction. art.  
Mélanchon.*

La Faculté de Théologie eut  
à donner son avis en 1535 sur un  
projet de conciliation , qui fut pro-  
posé pour assoupir les querelles excitées  
par le Luthéranisme. Le roi François  
I. fort attaché à l'ancienne Religion  
trouvoit pourtant dans quelque  
dureté par rapport à la nouvelle.  
Les rigueurs qu'il exerçoit sur les sectes  
de son royaume , offensoient beau-  
coup les princes d'Allemagne ,  
pour la plupart, pensoient comme  
lui & dont pourtant il avoit grand  
besoin de se ménager l'amitié comme  
Charles V. D'ailleurs le mérite  
de la littérature d'une part , & de l'autre



douces insinuations de la reine de Navarre sa sœur, étoient de puissantes recommandations auprès de lui pour les partisans des nouvelles opinions. Toutes ces vûes l'inclinoient à souhaiter qu'il fût possible de prendre des arrangemens qui rapprochassent les esprits, & convinssent aux deux partis. Étant ainsi disposé, il prêta l'oreille à la proposition qui lui fut faite d'appeler en France Philippe Mélancthon, le plus modéré des nouveaux prédicateurs ; & d'établir des conférences entre lui & les docteurs de Paris. Cette négociation fut conduite par un gentilhomme François nommé Voré de la Fosse ; & les frères du Bellai, tant l'évêque de Paris que Guillaume de Langei, y entrèrent avec empressement. François I écrivit lui-même à Mélancthon pour l'inviter à venir à Paris, lui promettant l'accueil le plus favorable. La lettre de ce prince est du vingt-cinq Juin 1535. Il fit connoître dans le même tems ses intentions à la Faculté de Théologie, à laquelle il envoya son confesseur Guillaume Petit, évêque de Senlis, afin qu'elle choisît dix ou douze docteurs, qui conférassent & disputassent avec

294 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
Mélancthon , & ceux qui l'accompa-  
gneroient.

Ce projet  
échoua.

Ce projet éprouva de grandes diffi-  
cultés de part & d'autre.

*Ibid,*

Les docteurs de Paris ne goûtoient point le dessein d'une dispute : & au lieu de faire le choix que le roi leur demandoit , par délibération du vingt Juillet ils lui envoyèrent deux députés d'entre eux , pour lui représenter les inconvéniens du plan proposé. Les principaux de ces inconvéniens qu'ils alléguent, sont l'inutilité & le danger. Inutilité , parce que les hérétiques modernes ne reconnoissent point les principes suivant lesquels l'Ecriture sainte doit être interprétée, savoir les décisions des conciles généraux , les décrets des papes , les traditions des apôtres , les usages louables de l'Eglise Catholique , & le consentement unanime des pères. Or quel moyen de ramener ceux qui nient les principes ? Le danger consiste en ce que les Catholiques foibles dans la Foi peuvent être ébranlés , ou même pervertis par les objections des hérétiques , montrées avec art & établies avec emphase. Cette façon de penser de nos docteurs est solide , & fondée sur l'ex-

périence. Jamais on n'a vû réussir ces disputes établies entre théologiens de différens partis.

•Mélancthon de son côté ne put obtenir le congé de l'électeur de Saxe pour venir en France. Sa modération le rendoit suspect aux Luthériens rigides, qui craignoient qu'il ne mollît, & n'abandonnât trop de terrain aux adversaires. L'électeur prévenu par leurs discours refusa durement à Mélancthon la permission de partir. Ainsi échoua le projet de la conférence défrée par François I.

Comme néanmoins il avoit la chose à cœur, il essaya d'un autre expédient. Mélancthon avoit donné au seigneur de Langei une exposition de ses sentimens en douze \* articles sur les points controversés. Le roi envoya cette exposition à la Faculté, en lui ordonnant d'en porter son jugement.

Articles de  
Mélancthon  
réfutés par  
les docteurs  
de Paris.

*Ibid.*

Ces articles étoient dressés avec beaucoup de sagesse : nulle aigreur, nul emportement : expressions mesurées, & qui sur certains chefs se rap-

\* D'Argentré assure qu'il donne le premier au public ces douze articles de Mélancthon en entier. Cependant Bayle, art.

*Mélancthon*, not. F. cit. 48. les cite comme imprimés longtems auparavant.

prochoient assez de la doctrine Catholique. Mais outre qu'il s'en falloit de beaucoup qu'elles n'y fussent pleinement conformes , les docteurs de Paris remarquèrent fort bien , que les points accordés par Mélancthon étoient plutôt des tempéramens de prudence humaine , que des actes de soumission à l'autorité de la Révélation. Ainsi dans le premier article Mélancthon approuve la police ecclésiastique comme sainte & utile. Il trouve très bon qu'il y ait des évêques qui aient l'inspection sur plusieurs ministres de moindres Eglises , & que le pontife Romain préside à tous les évêques. Il juge cette forme de gouvernement si avantageuse , que si elle n'existoit pas , il est persuadé qu'on devroit l'instituer. Tout cela est bon , mais non suffisant. Il faudroit ajouter , comme l'observent les théologiens de Paris , que la hiérarchie ecclésiastique est d'institution divine , qu'elle tire son origine de Jesus-Christ , & qu'il ne dépend de la volonté d'aucun homme de l'instituer ou de la détruire.

Aux douze articles de Mélancthon nos docteurs de Paris opposèrent douze autres articles sous les mêmes titres

& sur les mêmes matières , non en style enveloppé , rempli de mitigations , tendant à concilier des idées qui se combattent , mais d'un ton ferme , net , décidé. Ils commencent tous leurs articles par ces mots , *On doit croire fermement* : langage toujours usité dans l'Eglise , qui fait profession de captiver tout entendement sous l'obéissance de la Foi , & qui n'a jamais connu les incertitudes d'un tour de phrase ambigu , & flottant entre la raison humaine & l'autorité divine.

Le roi fut content du travail de la Faculté , & lui en témoigna sa satisfaction par des lettres , qui furent lûes le trois Novembre dans l'assemblée de cette compagnie.

La charge de conservateur apostolique , redevenue vacante au bout de deux ans & demi par la mort de l'évêque de Beauvais Charles de Villiers-Lille-Adam , fut l'occasion de grands mouvemens dans l'Université & d'une suite de procès considérables au parlement. Cette charge étoit assez importante pour piquer l'ambition des prélats qui pouvoient y prétendre : &

*Election d'un conservateur apostolique. Procès. L'évêque de Meaux l'emporte.*

*Hist. Un. Fr. T. VII. p. 254-256, 271-296.*

298 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
dabord les \* évêques de Meaux & de  
Senlis se la disputèrent par une vive  
concurrence. L'Université s'étant as-  
semblée le huit Octobre 1535 pour  
l'élection d'un conservateur, les suf-  
frages se partagèrent : la contestation  
fut si animée, les clameurs si fortes,  
que le Recteur eut beaucoup de peine  
à parvenir à une conclusion. Enfin  
après une longue & tumultueuse déli-  
bération, l'évêque de Meaux l'em-  
porta, & eut pour lui trois Facultés,  
les Arts, le Droit, & la Médecine.  
La Théologie seule se déclara pour  
l'évêque de Senlis.

Celui-ci en appella au parlement.  
Informations : conclusions des gens  
du roi : arrêt de la cour, qui casse  
l'élection, ordonne qu'il en sera fait  
une nouvelle, & que ceux qui préten-  
dent ou prétendront avoir droit à la  
charge, attesteront par serment entre  
les mains du Recteur qu'ils n'ont em-  
ployé aucune brigue ni mauvaise ma-  
nœuvre pour corrompre les suffrages.  
Cette clause avoit été ajoutée, parce  
que dans les informations les évêques  
de Meaux & de Senlis étoient chargés

\* L'évêque de Meaux se nommoit Jean de Buz.

comme ayant employé les brigues, les sollicitations, les promesses : & il étoit dit par le même arrêt qu'ils seroient interrogés sur ces articles. L'arrêt fixoit encore le jour de la nouvelle élection, & l'indiquoit au mercredi vingt-deux Décembre.

Dans l'intervalle se présenta un nouveau concurrent. C'étoit le cardinal de Châtillon, qui venoit d'être nommé évêque de Beauvais, & qui en cette qualité pouvoit prétendre à la charge de conservateur apostolique. Il soutenoit même que dans la circonstance actuelle il étoit seul éligible, parce que les évêques de Meaux & de Senlis s'étoient rendu suspects de brigues, & devoient sur ce reproche prêter interrogatoire. Mais il se trouvoit lui-même dans le cas d'une exclusion bien plus décidée. Il étoit absent, & retenu dans son \* archevêché de Toulouse par le besoin du service du roi : ainsi il ne pouvoit pas avant le vingt-deux Décembre, satisfaire à l'obligation du serment prescrit par le dernier arrêt. Son procureur

\* Il étoit ordinaire alors aux grands prélats de posséder plusieurs évêchés. Le cardinal Jean de Lorraine en a eu dix.

300 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
assisté de son avocat Christophle de  
Thou, demanda un délai au Parle-  
ment, au Recteur, & il ne put l'ob-  
tenir.

L'assemblée se tint donc au jour  
indiqué : & conformément à une autre  
disposition de l'arrêt, quatre conseil-  
lers au parlement & le lieutenant cri-  
minel Morin avec nombre d'archers  
y assistèrent, pour y maintenir le bon  
ordre & la tranquillité. De Thou se  
présenta, & demanda que l'élection  
fût différée jusqu'à ce que le cardinal  
de Châtillon eût eu le tems ou de  
venir en personne, ou de constituer  
un procureur spécial pour prêter en  
son nom le serment prescrit par l'ar-  
rêt. Ce délai ne fut point accordé par  
l'Université. Le Recteur reçut le ser-  
ment des évêques de Meaux & de  
Senlis, & il se préparoit à procéder  
à l'élection. Mais le procureur du car-  
dinal ayant interjetté appel comme  
d'abus, les commissaires rompirent  
l'assemblée, & vinrent rendre compte  
au parlement de tout ce qui s'étoit  
passé. Le parlement par un nouvel  
arrêt ordonna que l'élection se feroit  
le lendemain : ce qui fut exécuté,  
mais non pacifiquement. Les esprits



étoient échauffés : les partis contraires combattoient avec acharnement. Celui de l'évêque de Meaux triompha une seconde fois. Ce prélat fut élu , admis au serment de bien gérer son office , & installé.

Il semble que le parlement s'étoit assez expliqué contre les prétentions du cardinal de Châtillon , en indiquant par deux fois l'élection à un jour dans lequel ce cardinal ne pouvoit avoir satisfait à une condition nécessaire pour devenir éligible. Cependant l'affaire fut suivie de sa part , & plaidée au parlement le 24 Juillet de l'année suivante 1536.

Il y avoit eu un projet de conciliation : & il paroît que le cardinal se seroit désisté , si l'évêque de Meaux eût voulu conserver la place de vice-gérant à Louis ou Gui de Montmirel , qui l'avoit exercée sous les deux conservateurs précédens. Mais le nouveau conservateur s'étoit décidé en faveur de Pierre le Clerc , qui avoit été reçu à l'Université le treize Janvier ; & il ne croyoit pas pouvoir honorablement rétracter son choix. Ainsi l'accordement avorta , & il fallut que les juges prononçassent sur le fond de l'affaire.

L'évêque de Senlis s'étoit aussi mis en cause. Mais il n'y fit pas un grand rôle : & la contestation ne roula , à proprement parler , qu'entre le cardinal & l'évêque de Meaux.

Je ne puis dire pourquoi Christophe de Thou , qui avoit agi d'abord dans cette affaire comme avocat du cardinal de Châtillon , ne plaida point pour lui. Ce fut Auberi , qui ne m'est point connu d'ailleurs. La cause de l'évêque de Meaux fut défendue par Marillac.

Auberi se fonda sur les deux moyens que présente naturellement l'exposé du fait , brigue pratiquée par l'évêque de Meaux ; inéligibilité de ce prélat & de l'évêque de Senlis , qui lors de l'élection étoient dans les liens d'un décret.

Il est inutile d'entrer ici dans le détail des réponses de Marillac. L'événement , qui seul peut nous intéresser , fut favorable à l'évêque de Meaux. Ce prélat resta en possession de l'office de conservateur , & il le garda jusqu'à sa mort , qui n'arriva qu'en 1552.

Le fait que je viens de rapporter , renferme quelques circonstances , présente quelques observations , que je

n'ai pû placer commodément dans mon récit , & dont je vais rendre compte au lecteur.

Les notaires , procureurs , & praticiens du tribunal de la conservation étoient intervenus dans la cause , tous réunis & ligüés contre le greffier de ce tribunal , qu'ils taxoient de commettre dans l'exercice de sa charge plusieurs abus , qui préjudicioient à leurs droits , & qui fouloient les parties & les consommoient en frais. Ils déclaroient avoir plusieurs fois demandé la réformation de ces abus aux conservateurs précédens , qui n'avoient pas voulu y mettre ordre , parce qu'ils étoient intéressés à les entretenir. Qu'en effet , au moyen de ces exactions , le revenu de la charge de greffier se montoit à dix-huit cens ou deux mille livres : ce qui mettoit le conservateur en état de la vendre une somme considérable , & l'engageoit à protéger celui qu'il en avoit revêtu. Que par ces raisons ils s'adressoient au parlement pour obtenir une réforme , qu'avoient refusée , & que refuseroient toujours les conservateurs. Le greffier se défendit : & je ne puis dire s'il intervint une décision d'upar-

Praticiens du  
tribunal de la  
conserva-  
tion , ligüés  
contre le  
greffier.

*Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 292--296*

### 304 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

lement. Mais j'apprens par les plaidoyers des parties un fait, que je ne trouve point ailleurs. Le cardinal d'Estouteville avant que de réformer l'Université, avoit commencé par réformer en 1450 le tribunal de la conservation apostolique, assisté d'un conseiller au parlement, & de l'un des avocats du roi. Cette réformation faisoit la règle du tribunal, & elle est réclamée ici comme une loi dont on ne peut s'écarter sans tomber dans l'abus.

Réformation  
de ce tribu-  
nal par le car-  
dinal d'E-  
stouteville.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 292-296.*

Autres cir-  
constances  
dignes de re-  
marque.

Les autres circonstances que j'ai à remarquer, sont intéressantes pour la discipline de la compagnie & des parties qui la composent.

p. 272. Le Recteur rendoit la justice avec les Procureurs des Nations aux sup-  
pôts de l'Université. C'étoit une chose d'usage.

p. 274 &  
281.

Nul ne devoit jouir du droit de suffrage dans la Faculté des Arts pour les élections des charges & offices, s'il n'y régentoit actuellement, ou qu'il n'eût régenté un cours en cette Faculté. L'arrêt rendu récemment sur cette matière ajoutoit un troisième cas exprimé d'une manière un peu vague, ou qu'il ne fût des supérieures Fa-

*cultés.* Les Nations de France & de Normandie ont expliqué cette clause, en exigeant de leurs suppôts qui ne font point régens, le baccalauréat en quelqueune des Facultés supérieures. La Nation de Picardie admet les simples maîtres ès Arts, mais avec des restrictions qui les tiennent au dessous des régens & des bacheliers. La Nation d'Allemagne ne connoît point ces distinctions. Tout maître ès Arts y est reçu : mais le nombre de ses suppôts ayant droit de suffrage, est limité à 20.

Dans la Faculté de Droit, les seuls <sup>*Hist. Un.*</sup> vocaux devoient être les six régens <sup>*Par. T. V. p. 274*</sup> fixés par l'arrêt dont j'ai fait mention <sup>*282.*</sup> sous l'année 1534.

Le Procureur de la Nation d'Alle- <sup>*p. 252.*</sup> magne est reconnu pour avoir voix prépondérante dans sa compagnie. Il ne jouit plus de cet avantage.

Dans la Faculté de Théologie le <sup>*p. 273. 274.*</sup> doyen, qui étoit Robert Goulet, ayant refusé de conclure, le plus ancien docteur après lui prononça la conclusion. Tel étoit le système de liberté républicaine dans toutes les compagnies de l'Université, qui vouloient bien avoir des chefs, mais non des maîtres.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 256 &  
277.*

J'observe enfin que dans les assemblées générales de l'Université, la pratique abusive de compter les suffrages par le nombre des Facultés s'observoit encore, & que les Nations manquoient de l'attention convenable à réclamer contre un abus qui leur portoit un si notable préjudice.

*Efforts inutiles pour introduire l'étude du Droit civil dans l'Université.*

*p. 255.*

Le Droit civil dans ces mêmes tems - ci tentoit les voies de s'introduire à Paris, & il éprouvoit de grands obstacles. Un ancien usage & des défenses expresses l'en excluoiient : & ces défenses furent renouvelées par l'Université le vingt-sept Octobre 1535. Les professeurs en Droit canon osoient, c'est le terme employé dans l'acte, faire des leçons de Droit civil. L'Université leur enjoignit de s'en abstenir : & le cinq Novembre suivant ils en firent leur soumission.

*p. 301.*

Le motif de l'opposition que l'Université témoignoit à l'introduction de l'étude du Droit civil, étoit la crainte que cette étude, comme menant à des occupations plus lucratives, n'attirât un trop grand nombre de sujets, & qu'elle ne fît désertter les autres Facultés. Cependant il étoit bien dur que pendant l'heureux renouvel-

lement du bon goût dans tous les genres, pendant que les langues savantes & l'éloquence Latine refleurissoient dans l'Université de Paris, le Droit civil, étude si belle & si utile pour le service de la société, demeurât dans un triste oubli.

Ce sentiment exprime l'objet principal, & tout le but d'un discours qui fut prononcé dans la Faculté de D<sup>re</sup>cret, en présence des commissaires nommés par le parlement pour la réformation de l'Université. L'orateur étoit Jean Cop, frère du Recteur Nicolas Cop, enveloppé d'abord dans une même disgrâce & obligé de fuir avec lui, mais rétabli ensuite par la bonté de François I. Il avoit à soutenir une thèse de jurisprudence, & il débuta par un discours oratoire, dans lequel se proposant de faire l'éloge du roi restaurateur des Lettres, il embrasse ce plan général de manière que son principal point de vûe est le rétablissement de l'étude à laquelle il s'étoit voué. Ce discours mérite d'être lu. Il est bien fait, d'une latinité pure, d'un style noble & élevé.

Un médecin empirique, nommé Jean Thibaut, qui entreprit de pra-

Discours de  
Jean Cop.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 258-264

Médecin em-  
pirique écar-

té par la Faculté de Médecine.

*Hist. Un. Par. T. VI. p. 264-267.*

tiquer dans Paris , donna bien de l'exercice à la Faculté de Médecine : mais elle parvint enfin à le faire interdire par le parlement. Thibaut avoit été attaché à Marguerite de Flandres , ou d'Autriche , tante paternelle de Charles V : & après la mort de cette princesse , il disoit que sur sa réputation le roi François I l'avoit invité de venir à Paris y exercer son talent. Le fait est qu'il y vint , & qu'il commença de voir des malades. Procès aussitôt intenté à l'empirique par les médecins de Paris , qui demandent qu'il se présente pour subir l'examen. Assigné au Châtelet , & même emprisonné , il se pourvoit au parlement , & obtient son élargissement. Mais sur la requête de la Faculté le parlement rend un arrêt provisoire , qui enjoint au médecin étranger de se faire examiner par quatre docteurs en présence de deux conseillers en la cour , & jusques - là de s'abstenir de tout exercice de la médecine.

Cet empirique se défioit apparemment de son savoir ; & au lieu de se présenter à l'examen , il trouva moyen d'obtenir des lettres de médecin du roi. La Faculté ne quitta point prise



cela. Elle découvrit que ces lettres n'étoient qu'une illusion , & un sans réalité. Le prétendu médecin du roi ne suivoit point la cour , & étoit point de la ville : & le roi même voulut bien s'expliquer sur ce point , & déclarer qu'il ne le tenoit point pour son médecin. Ainsi à la suite de la Faculté de Médecine , sur les conclusions des gens du roi , intervint le deux Mars 1536 un second arrêt confirmatif du premier , & qui enjoignoit à l'empirique de se faire punir dans huit jours pour tout délai. Le même arrêt défend à quiconque n'aura pas été reçu & approuvé par la Faculté de Médecine d'en pratiquer l'art dans Paris , sous peine d'une amende de cent marcs d'argent pour la première contravention , & de prison & autre amende arbitraire pour cas de récidive.

L'empirique dont il s'agissoit au procès , étoit en même tems astrologue : ces deux professions vont bien ensemble. Il avoit composé , & fait imprimer un livre mêlé de Médecine & d'Astrologie , qu'il reconnoissoit ; & en défavouoit un autre qui lui étoit attribué , & qui consistoit en pronon-

310 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 stifications & almanachs. Le pape  
 ordonna que trois docteurs n  
 par la Faculté examineroient ce  
 en présence des deux commissaires  
 la cour, qui en feroient leur rapport  
 en général il défendit à tous le  
 du roi, dans l'étendue du royaume  
 composer ni faire imprimer, &  
 imprimeurs & libraires, d'imprimer  
 ou mettre en vente aucun livre de  
 Médecine, qui ne fût muni de l'appro-  
 probation de trois docteurs de la Faculté  
 de Paris.

Il paroît par les registres de la  
 Faculté de Médecine, que l'arrêt  
 fut exécuté en ce qui regarde la  
 des livres composés par l'empereur  
 ou à lui attribués. Pour ce qui  
 sa personne, il n'en est plus  
 parlé. Je vois pourtant qu'il étoit  
 encore à Paris en 1538, & qu'il  
 toujours de tirer parti de l'admiration  
 talent de guérir les maladies par sa  
 connoissance des astres.

*Hist. Un.  
 Par. T. VI.  
 p. 332.*

*Serment des  
 médecins du  
 roi.*

*p. 265.*

J'observe en passant que  
 tems dont j'écris l'histoire, les  
 cins du roi prêtoient serment  
 les mains du premier maître de  
 Aujourd'hui c'est le premier roi  
 qui reçoit leur serment.

Je ne parlerai point ici d'un procès <sup>Procès peu intéressant.</sup> entre Jacques Spifame , alors chancelier de l'Université & conseiller au <sup>Hist. Un. par. T. VI. p. 268-271.</sup> parlement , d'une part , & de l'autre , le doyen & la Faculté de Théologie. L'objet en est trop peu important , & ne peut intéresser que les Carmes par rapport à l'ordre qui doit être gardé entre leurs religieux destinés à entrer en licence.

Je ne m'étendrai pas davantage sur <sup>p. 296-299.</sup> une contestation que portèrent peu de tems après au parlement deux Dominicains qui se disputoient la lecture du livre des Sentences , acte par lequel , suivant que l'avocat s'exprime , on acquéroit le degré de bachelier en Théologie.

L'élection du Recteur causa un <sup>Troubles à l'occasion de l'élection d'un Recteur.</sup> grand trouble dans la Faculté des Arts le vingt-trois Juin 1536. Il fallut , pour remettre les choses dans l'ordre , <sup>p. 271.</sup> & parvenir à une élection pacifique , que quatre conseillers au parlement & le lieutenant criminel Jean Morin se transportassent à l'assemblée qui se tint le quinze Juillet suivant. Durant l'intervalles l'ancien Recteur exerça.

L'alarme fut grande dans Paris pendant la campagne de cette année <sup>Faits concernant les</sup>

### 312 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

exemptions  
& privilèges  
de l'Univer-  
sité.

p. 296.

*Hist. de Pa-  
ris, T. II.  
p. 1001.  
1002.*

1536. Charles V étoit entré avec une armée en Provence, & dans le même tems le comte de Nassau par ses ordres fit une irruption en Picardie, prit Guise, & assiégea Péronne. L'ennemi étant si voisin, la ville de Paris crut devoir mettre ses murailles & ses fossés en état de défense : & tant pour cet objet, que pour l'entretien des troupes nouvelles qu'il fallut mettre sur pied, il se fit une levée extraordinaire de deniers. L'Université, dans un cas si pressant, prétendit néanmoins jouir de son droit d'exemption. Elle députa dans cette vûe au cardinal du Bellai, que le roi avoit établi son lieutenant général dans la ville de Paris & dans l'Isle de France : & elle obtint ce qu'elle demandoit.

A l'occasion de ce fait, je vais placer ici tout ce que me fournit le reste du règne de François I sur la matière des exemptions de l'Université.

*Hist. Un.  
par. T. VI.  
p. 302.*

Dans l'année 1537 il fut question d'une décime qui se levoit sur le clergé. L'Université, pour en faire dispenser ses suppôts, s'adressa au chancelier de France, qui étoit alors Antoine du Bourg, successeur du cardinal du Prat. La réponse fut favorable.

ble, mais pourtant, à ce qu'il paroît, accompagnée de quelque restriction. Car lorsque l'on dressa le catalogue des exemts, il fut dit que l'on n'y mettroit que les noms de ceux qui faisoient fonction d'enseignement & de régence.

En 1539 les grands messagers de l'Université furent attaqués sur la jouissance de leurs droits d'exemption par rapport aux aides, & ayant reçu ordre d'exhiber leurs titres au conseil du roi, ils recoururent à l'Université, qui prit en main leur fait & cause. Elle députa en cour Jean Quintin, religieux de l'ordre de Malte, & professeur en Droit. Elle employa le crédit de Jean de Gagni ancien Recteur, alors docteur en Théologie & premier aumônier du roi. Je ne puis dire au juste ce qu'elle obtint. Le chancelier de France déclara à Quintin » que le » roy ne vouloit en sorte du monde diminuer les privilèges de l'Université, mais seulement *tollir les abus.* » Quintin répondit que l'Université ne prétendoit point soutenir ses officiers dans les abus qu'ils pourroient commettre. » Nous sommes donc d'accord » : reprit le chancelier. Néant-

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 339-341*

*p. 992*

énorme de vignes que possé-  
dés messagers ; ce qui , s'ils étoient  
de payer aucun droit pour le vin  
crû , portoit un notable préjudice  
aux finances du roi. L'Université  
d'être satisfaite , si le succès de  
cette affaire fut pareil à celui de l'affaire  
que je vais parler , & qui est de l'année.

A chaque nouvelle imposition  
s'ordonnoit , elle étoit obligée  
de rendre ses privilèges. La ville  
avoit obtenu du roi la permission  
de lever un droit d'entrée sur  
le fourché , & elle prétendoit y  
les principaux des collèges , par  
à la viande qu'ils faisoient en  
la nourriture de leurs écoliers  
magistrats de la ville trouver  
fondement apparent à leur privilège  
dans les termes de l'édit , &  
prenoient les corps , collèges  
liés , même privilégiés. Mais  
d'un ancien privilège , l'Université  
étoit soumise à aucun règlement

*Hist. Un.*

*Par. T. P. I.*

*p. 342. 343.*

*Privilèges de*

*l'Université,*

*p. 118.*

DE PARIS , LIV. X. 315  
; si elle n'étoit nommée expressement. C'est ce qu'elle représenta au  
qui le dix-neuf Décembre de la  
ne année donna des lettres inter-  
ratives de son édit , par lesquelles  
suppôts , écoliers , & officiers de  
niversité , sont déclarés exemts de  
er le droit dont il s'agit , pour la  
ide destinée à leur usage.

Jne ordonnance de François I con- *Privilèges de*  
ant le guet de Paris , publiée au *l'Université ,*  
is de Janvier 1540 , opéra le re- *p. 120.*  
vellement d'une scène toute pa-  
le à celle que je viens de raconter ,  
avec le même succès. Cette ordon-  
ce soumettoit les gens de métier ,  
rant un ancien usage , à faire le guet  
tes les nuits dans la ville ; & entre  
x qu'elle exemptoit de cette obliga-  
n , elle ne nommoit par rapport à  
niversité que ses bedeaux ordinai-  
 , & ses \* messagers. En consé-  
ence les administrateurs de la police  
guet se croyoient suffisamment au-

Le texte ajoute *du-*  
*leurs absences* : ce qui  
ave qu'il s'agit ici de  
x que nous appellons  
*des messagers* , qui por-  
ent & rapportoient les  
jets , & qui par con-  
uent étoient souvent

obligés de s'absenter de  
Paris. Les *grands messa-*  
*gers* étoient & sont d'hon-  
nêtes bourgeois , que leur  
état affranchit des char-  
ges imposées aux gens de  
métier.

& offices, au moyen de cette le  
 se dégradoient & s'avilissoi  
 qu'il ne se trouveroit plus p  
 qui voulût les prendre, ce qui  
 roit au grand dommage du co  
 roi eut égard à ces remontrar  
 par lettres données le cinq Ju  
 il exempta de l'obligation du g  
 les suppôts, serviteurs, & off  
 l'Université. Cependant lors  
 lettres furent enregistrées a  
 ment, on excepta le cas de  
 urgente.

p. 122, & L'année suivante l'Univer  
*Hist. Un.* encore contrainte de solliciter  
*Par. T. VI.* obtint pour ses suppôts &  
 p. 392. 393. l'exemption de payer un droit  
 396. 398. sols Tournois, par chaque  
 vin entrant dans Paris. Le g  
 sceaux Matthieu de Longueje



académique, des gands, & un cierge à la Chandeleur. Cette délibération n'étoit pas l'effet de la seule reconnoissance. L'Université avoit encore besoin de leur protection pour vaincre la résistance de la cour des aides, qui refusoit d'enregistrer les lettres du roi. Je ne puis dire ce qui en arriva.

Je n'ai point fait mention d'un prêt ou don gratuit que le roi se faisoit payer par le clergé en 1541, ni des mouvemens que se donna l'Université pour en dispenser ses suppôts bénéficiers, parce que le fait n'est qu'indiqué par Duboullai, sans que l'on en voie l'événement. Nous sommes mieux instruits d'une affaire dans laquelle l'Université se trouva en quelque façon commise avec tous les cardinaux du royaume, & obtint néanmoins que ses privilèges, blessés par le crédit de ces éminens prélats, triomphassent d'une si redoutable attaque.

Les cardinaux avoient fait attribuer au grand conseil, par une déclaration du roi, la connoissance de tous les procès concernant les bénéfices qui étoient à leur nomination, présentation, ou collation, dans le royaume.

### 318 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Comme les cardinaux , alors ains qu'aujourd'hui , possédoient les plus grands bénéfices , & les plus riches en collations , & que même sous François I leur nombre étoit beaucoup plus grand en France , qu'il ne l'est maintenant ; on conçoit tout d'un coup quelle brèche l'indult qui leur avoit été accordé , faisoit à l'ancien privilège suivant lequel les suppôts de l'Université avoient toutes leurs causes commises devant leurs conservateurs. L'inconvénient devenoit d'autant plus fâcheux , que le grand conseil n'étoit pas encore fixé à Paris , mais suivoit la cour : ensorte que les suppôts de l'Université qui avoient des procès à raison de bénéfices dépendans des cardinaux , se seroient vû obligés de se transporter souvent de lieu en lieu , & d'interrompre par conséquent leurs études , lectures , régences , & prédications.

L'Université grièvement lésée s'adressa d'abord au parlement , & re commanda ses intérêts aux chambres assemblées. N'ayant pas réussi par ce voie , elle recourut au garde des sceaux François Errault seigneur de Chemans , sur la bienveillance duquel elle

comptoit beaucoup. Ce magistrat reçut favorablement sa requête , & il n'eut pas de peine à la faire agréer au roi , qui , suivant qu'il s'en explique lui-même , souhaitoit non seulement le maintien & la conservation de l'Université dans l'état florissant où il la voyoit , mais l'augmentation & l'accroissement de sa splendeur. Il donna donc ses lettres du 19 Décembre 1543, par lesquelles il assûre aux supôts , officiers , & serviteurs de l'Université la jouissance de leurs anciens privilèges , & conséquemment les excepte & exemte de l'assujettissement à l'indult récemment accordé aux cardinaux.

Ces lettres devoient être enregistrées au grand conseil : & lorsqu'elles y furent présentées , l'avocat du roi Arrestac requit que les cardinaux fussent appelés & ouïs. Mais le grand conseil passa outre , & procéda à l'enregistrement , laissant seulement aux cardinaux la liberté de se pourvoir par opposition. Le droit de l'Université contre la prétention des cardinaux , *Défens. de l'Université, & du collège du Mans,* a été encore confirmé depuis par un arrêt du conseil d'Etat du vingt-neuf<sup>e</sup> Novembre 1612.

### 320 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Je reviens à la suite des faits en l'année 1537.

Élection  
d'un greffier.

*Hist. Un.  
Par. T. V I.  
p. 302, &  
T. I I I.  
p. 587.*

Le six Juin la charge de greffier de l'Université étoit vacante par la mort de Simon le Roux , & la compagnie s'assembla aux Maturins pour lui nommer un successeur. Le syndic Arnoul Monart se mit sur les rangs , préférant l'utile à l'honorable. Car la charge dont il jouissoit, est la première en dignité : elle donne aux talens plus d'occasions de s'exercer & de briller : mais elle ne produit qu'un très petit revenu. Un autre candidat se présenta, Antoine Guibert , ci-devant écrivain de l'Université , ensuite professeur dans la Faculté des Arts , & actuellement marié. Les deux Facultés de Théologie & de Médecine nommèrent Monart. Celles de Décret & des Arts se déclarèrent pour Guibert : & le Recteur conclut pour ce dernier parti , qui avoit la pluralité. Néanmoins l'affaire ne fut pas en ce jour entièrement terminée. Je vois qu'il fut question d'assurer à Guibert la possession de sa charge dans les assemblées des vingt Juin , onze & vingt-sept Août , & premier Septembre. Il vainquit enfin toutes les difficultés , & reconnu

unanimement pour greffier de l'Université, il fut reçu le vingt Septembre greffier de la Faculté des Arts.

Le Recteur Nicolas de Brix, élu le vingt-trois Juin, indiqua au commencement de son trimestre une procession solennelle pour demander à Dieu l'heureux succès des armes du roi, qui étoit toujours obligé de soutenir la guerre contre Charles V. Nos registres observent qu'à la tête de cette procession marchèrent deux cens jeunes écoliers de l'Université, choisis entre tous, bien & élégamment vêtus, & portant chacun à la main un cierge allumé.

Procession de l'Université.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 302.

Le doctorat en Théologie a toujours été l'objet de l'ambition des religieux Mendians : & la Faculté de son côté, depuis qu'elle a été forcée de les admettre, a veillé constamment à se préserver de leur domination, & à empêcher qu'ils ne l'inondassent par leur multitude. Le nombre de ceux qui pouvoient entrer dans chaque licence, étoit fixé par un ancien usage : deux de chacun des Ordres des Carmes, Augustins, & frères Mineurs; quatre de celui des frères Prêcheurs. Néanmoins au préjudice de ce régle-

Fermeté de la Faculté de Théologie, pour maintenir sa discipline à l'égard des Mendians.

p. 303.

## 322 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

un Jacobin entreprit de se faire recevoir en licence comme surnuméraire, & il obtint à cet effet des lettres de recommandation du chancelier de France Antoine du Bourg à la Faculté de Théologie, à qui elles furent rendues le vingt Août 1537. La Faculté reçut avec respect la recommandation du chancelier, mais elle ne crut pas devoir y déférer, & elle chargea un de ses docteurs de l'excuser auprès de ce premier & suprême magistrat. La lettre qui fut écrite en conséquence au nom de la Faculté, est d'une latinité élégante. Elle ne contient que des protestations de dévouement & des excuses générales : & le porteur étoit chargé d'exposer en détail au chancelier les inconvéniens qui suivroient, si la Faculté se relâchoit de l'exactitude de sa discipline. Elle fit plus. Pour se prémunir contre de pareilles sollicitations à l'avenir, elle obtint du roi une lettre de cachet à elle adressée, qui lui ordonnoit de s'en tenir à l'ancienne limitation du nombre des Mendians qui devoient être reçus dans chaque licence. On retrouvera dans la suite plus d'un exemple éclatant de sa fermeté à cet égard.

Nous avons vû comment le médecin astrologue Jean Thibaut avoit été réprimé par la Faculté de Médecine, & obligé de s'abstenir de l'exercice d'un art qu'il déshonoroit par la charlatanerie. Ce mauvais succès n'empêcha pas qu'il ne trouvât un imitateur, mais qui pour réussir prit une route un peu différente. Un nommé \* Villanovanus, soit qu'il fût infatué de l'Astrologie judiciaire, ou qu'il s'en servît comme d'un moyen propre à abuser les esprits crédules, la mêloit avec la Médecine; & prévoyant les obstacles que lui opposeroient les médecins de Paris, s'il entreprenoit de pratiquer indépendamment d'eux, il se fit leur écolier. A l'abri de ce titre, il crut pouvoir impunément faire des leçons publiques & privées d'Astrologie judiciaire; & il rendoit cette prétendue science plus intéressante pour ses auditeurs & plus profitable pour lui, en la préconisant comme modératrice de la Médecine, & en soutenant hautement que sans la connoissance des astres un médecin

Astrologue réprimé par la Faculté de Médecine par l'Université.

Hist. Un. Par. T. V. p. 312 & 331-334.

\* Son nom étoit sans doute de Villeneuve. Mais il est toujours nommé Villanovanus dans les actes même François produits par Duboullai.

### 324 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

ne pouvoit être qu'un ignorant. La Faculté fut scandalisée de cette étrange doctrine : plusieurs de ses suppôts en firent des reproches à Villanovanus : le doyen l'avertit d'autorité de s'en désister. Mais l'écolier prétendoit en savoir plus que ses maîtres : & loin d'acquiescer à leurs remontrances , il composa contre eux un libelle , qu'il intitula son apologie , & dans lequel il s'exprimoit très injurieusement contre les médecins , qu'il traitoit de pestes publiques. Dans cet écrit il avoit inferé des prédictions de pure Astrologie judiciaire. Annonçant une éclipse de Mars par la Lune près de l'étoile que l'on appelle le cœur du lion , il prédisoit conséquemment des guerres, une augmentation d'animosité dans les cœurs des princes , & d'autres fléaux pour l'Eglise & pour l'Etat.

Ce libelle courut par les mains de quelques personnes , avant que d'être imprimé. La Faculté de Médecine n'en eut pas plutôt connoissance , qu'elle présenta requête au parlement , pour en empêcher la publication. Peu de jours après , c'est-à-dire le quatre Mars 1538 , elle s'adressa encore à l'Université assemblée , & représenta



l'organe de son doyen, que les decins n'étoient pas seuls blessés : l'écrit dont elle se plaignoit. Que l'astrologie judiciaire, dont il étoit ecté, avoit toujours été condam- : par les loix divines & humaines, le consentement des pères, par : torité de l'Eglise. Qu'il ne conve- t donc nullement à l'Université de : ffrir que cette doctrine pernicieuse répandît, & s'enseignât au milieu lle. Que par ces motifs la Faculté nandoit l'adjonction de l'Univer- dans l'action intentée devant le lement contre l'auteur du libelle ; qu'elle la supplioit de plus de dé- dre à Villanovanus de tenir & d'en- ner les principes de l'Astrologie iciaire, & au libraire qui faisoit iellement imprimer l'ouvrage, de poser en vente durant le cours du cès, vû que par arrêt du parlement toit ordonné qu'aucun livre con- nant la Médecine ne parût dans le lic, s'il n'étoit approuvé par la ulté. L'Université adjugea au doyen Médecine ses conclusions, & elle au libraire les défenses dont elle it été requise. Mais ces défenses rent trop tard. Villanovanus étoit

faire au parlement.

Elle ne fut jugée que l'année suivante. Segulier plaida pour l'innocence : un le Fèvre que je ne point, pour la Faculté de Médecine & Marillac pour l'auteur de l'ouvrage. La défense de Villanova fut écoutée. Il employa tous les arguments que pouvoit lui fournir sa cause comme il en sentoit bien le besoin. Il déclara qu'il se soumettoit au jugement du parlement & des théologiens » & que s'il étoit trouvé par coupable » ment qu'il eût mal parlé, » content d'être amendé. »

Cette modération lui procura une condamnation moins sévère. La Faculté demandoit que l'apologie de Villanovanus fût lacérée en public de l'auteur. Le parlement lui en

qui seroit convenable. Du reste, en lui prescrivant le respect & l'obéissance envers les docteurs de la Faculté de Médecine, ainsi qu'un écolier y est obligé à l'égard de ses maîtres, le parlement enjoint aussi aux docteurs de la Faculté de traiter doucement & amiablement ledit Villanovanus, comme les pères leurs enfans. Pour ce qui regarde l'astrologie, l'arrêt distingue la partie de cet art qui se renferme dans la prédiction des effets naturels, & celle qui se hazarde à donner des pronostications sur les événemens particuliers ou publics de la vie humaine. Il permet la première, condamne la seconde, & défend qu'aucuns livres concernant l'astrologie soient imprimés, qui n'aient été examinés par deux docteurs, l'un en Théologie, l'autre en Médecine.

Il se commettoit bien des abus dans la fabrique & la distribution du papier, matière de tout tems soumise à la juridiction de l'Université. Sept manufacturiers, dont trois dans la ville de Troyes, deux à Corbeil, deux à Esfons, devoient lui fournir tout le papier nécessaire à ses usages, soit pour imprimer, soit pour écrire : &

Papetiers.

Hist. Un

Par. T. V

p. 313--32

### 328 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

quatre marchands papetiers établis à Paris avoient l'inspection sur ce papier, étoient chargés de le visiter, & de ne permettre le débit que de celui qu'ils trouveroient bien & loyalement fabriqué. Ces fabriquans & marchands étoient suppôts de l'Université, jouissant de ses privilèges, & justiciables de son tribunal. Elle voulut donc prendre connoissance des abus qui s'introduisoient dans ce commerce. Mais sur quelques incidens furent interjetés par les papetiers des appels au parlement, qui retint la cause, & la jugea au fond par plusieurs arrêts de règlement. Le premier est du dix-huit Mars 1538, & le dernier, du quinze Décembre 1544. Ils sont rapportés tout au long par Duboullai. J'en extrairai un seul fait qui appartient à mon plan.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 314. 318.*

Un des papetiers cités à l'Université, assistant au réquisitoire que faisoit le syndic en Latin, éleva la voix, & dit : » Parlez, parlez bon François, » & je vous répondrai. » Le doyen de Médecine, choqué de ce propos insolent, demanda que celui qui l'avoit tenu, fût condamné sur le champ à réparer publiquement son manque de

respect : ce qui fut ordonné par toutes les Facultés & Nations. Le parlement, en prononçant sur l'appel du papetier, le dispensa de la réparation : mais il lui enjoignit d'user dorénavant envers sa mère l'Université, à laquelle il étoit soumis par son serment, de *paroles humbles & honnêtes*, & lui défendit d'user de *paroles arrogantes, insolentes, & désobéissantes*.

J'observe de plus, à l'occasion de l'affaire des papetiers, que l'imprimerie & librairie de Paris, quoiqu'encore assez récente, étoit sur un très bon pied. Guillaume Godard & Guillaume Merlin, imprimeurs, font plaider par leur avocat Boucherat, qu'ils travaillent ordinairement à treize ou quatorze presses, qu'ils employent deux cens cinquante ouvriers, & qu'il leur faut par semaine près de deux cens rames \* de papier. Je ne crois pas qu'il y ait actuellement à Paris aucun imprimeur de cette force. Il est vrai que le nombre en est plus grand.

Le dix-sept Juin 1538 fut enfin décidé par arrêt du parlement le grand différend qui régnoit depuis cinquante

*Hist. Un.  
Par. T. V 10  
p. 321.*

*Fin du procès  
entre la Faculté de D<sup>ec</sup>ret & les  
trois autres ;  
au sujet des  
nominations  
aux bénéfices.*

\* La rame de papier contient vingt mains ou cinq cens feuilles.

330 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
ans entre la Faculté de Décret & les  
trois autres, au sujet des nominations  
de l'Université aux bénéfices. J'ai déjà  
touché quelques mots en passant de  
cette querelle : mais je me suis réservé  
à l'expliquer ici à fond, & à exposer  
les intérêts contraires qu'y avoient  
les compagnies contendantes. Pour  
cela il me faut rendre compte d'un  
usage qui n'est presque plus connu  
parmi nous, donner la définition de  
ce que l'on entendoit par gradués sim-  
ples & gradués nommés, & assigner  
la différence des prérogatives assignées  
aux uns & aux autres par la Pragma-  
tique & le Concordat.

Gradués sim-  
ples & gra-  
dués nom-  
més.

*Expeſtat. des  
gradués, par  
M. Piales,  
T. I. c. 4.*

Les nominations des Universités aux  
bénéfices ecclésiastiques sont plus an-  
ciennes, comme on l'a vû, que ces  
deux loix. Elles consistoient en des  
Rôlles dressés par les Universités de  
ceux de leurs suppôts qu'elles jugeoient  
devoir être pourvûs de bénéfices. Ces  
nominations étoient envoyées dans  
l'origine au pape, & dans la suite aux  
collateurs, que l'on supplioit de placer  
ceux dont les noms étoient inscrits sur  
le Rôle. La Pragmatique sanction,  
en affectant, suivant un usage déjà  
ancien, le tiers des bénéfices au corps

des gradués , c'est-à-dire de ceux qui avoient pris des degrés dans les Universités , & qui y étoient reçûs maîtres ès Arts , ou bacheliers , licenciés , docteurs en quelqueune des Facultés supérieures , voulut que les deux tiers de ce tiers fussent conférés à ceux qui étoient compris dans les Rôlles des Universités , laissant aux collateurs la disposition libre de l'autre tiers en faveur de quiconque étoit gradué , soit que son nom se trouvât sur le Rôle ou qu'il n'y parût pas.

Voilà la distinction du gradué simple & du gradué nommé. Le gradué simple est celui qui n'a que ses lettres de tems d'études & du degré qu'il a acquis. Le gradué nommé ajoute à ces titres l'avantage d'être présenté par son Université au collateur , ou inscrit sur le Rôle. On voit encore parfaitement quelle supériorité avoient les gradués nommés sur les gradués simples , puisque dans la totalité des bénéfices affectés aux Universités , ils avoient un droit exclusif pour les deux tiers , & qu'ils concouroient avec les gradués simples pour le tiers restant.

Le Concordat n'apporta qu'un léger changement à cet égard. Des quatre

§ 34 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
consentement de toutes les parties,  
qui fixa à quarante le nombre de ceux  
que la Faculté de Décret pouvoit pré-  
senter chaque année à l'Université pour  
être inscrits sur le Rôle des nomina-  
tions.

- Reproches contre la Fa-  
culté de Dé-  
cret.
- Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 304. 305.*  
*306. 310.*  
*326.*
- Durant le cours du procès cette Fa-  
culté se fit dire par les autres bien des  
choses dures. On lui reprocha sa nou-  
veauté : on lui soutint qu'elle étoit  
la dernière aggrégée au corps de l'U-  
niversité, & la moins nécessaire ; &  
que pendant soixante ou quatre-vingts  
ans elle n'avoit eu aucune nomina-  
tion. Elle se conduisit fort prudem-  
ment par rapport à tous ces reproches.  
Elle n'y répondit rien : elle suivit son  
objet : & elle emporta ce qu'elle avoit  
désiré , puisqu'elle augmenta le nom-  
bre de ses nominations de dix-huit à  
quarante.

- Eloges &  
prérogatives  
de la Faculté  
des Arts.
- p. 305. 306.*  
*307. 308.*  
*310. 311.*  
*326. 327.*
- Pour ce qui est de la Faculté des  
Arts , elle est traitée dans les pièces  
produites au procès avec une distin-  
ction singulière. On y dit qu'elle est  
la première de toutes , établie avant  
les autres , la plus grande & la prin-  
cipale partie de l'Université , qui  
consiste essentiellement en elle. On y  
vante le grand nombre de ses régens,



ndus dans tant de collèges. On la  
 isie la première source & la mère  
 autres sciences. Et ce n'est pas elle  
 e qui se glorifie de ces belles pré-  
 atives. Les Facultés de Théologie  
 e Médecine attestent en confor-  
 é que l'Université a été première-  
 ut fondée dans la Faculté des Arts :  
 a Faculté de Théologie se croit  
 samment honorée de passer pour  
 de l'ancienne *augmentation* de l'U-  
 versité. C'est bien là notre système,  
 les Nations sont l'ancienne Uni-  
 ité, & que d'elles sont sorties  
 es les Facultés. En conséquence de  
 de titres de préférence, la Fa-  
 é des Arts est déclarée ne devoir  
 sujette à aucune limitation dans  
 ombre de ses nominations aux  
 éfices.

Ainsi se termina ce grand procès, Changement  
dans l'ancien  
usage des no-  
minations, &  
ses suites.  
 avoit remué puissamment les es-  
 s. On a trouvé depuis un autre  
 et pour étouffer totalement de pa-  
 les disputes. On accorde des lettres  
 nomination à quiconque en de-  
 nde étant dûement qualifié suivant  
 dispositions du Concordat. Je ne  
 si cette nouveauté n'a pas beau-  
 p nui aux gradués nommés. Le

336 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
nombre en est devenu effrené  
considération pour eux n'est  
même, que lorsqu'ils étoient l'  
l'Université.

Par là aussi a péri, du moins  
à l'usage, la distinction de  
simple & de gradué nommé. Pe  
ne reste que volontairement da  
tat de gradué simple : & tous  
qui prétendent aux bénéfices, s  
curent l'avantage, qui leur co  
peu, des lettres de nomination.

Cette même cause a fait tom  
Rôles. Il est devenu inutile d'en  
fer depuis qu'il n'y a plus de c  
& que les lettres de nominati  
peuvent être refusées à tout grad  
les sollicite. Ainsi le Rôle n'est  
qu'un cérémonial qui s'observe e  
perte, & qui ne sert qu'à conser  
souvenir de l'ancien usage.

Procès entre le premier  
bedeau de la  
Nation de  
France, & le  
greffier de  
l'Université. On a vû que l'Université a été  
siieurs fois obligée de réprimer  
dité & l'audace de ses bedeaux  
vouloient donner la loi à leurs  
rieurs. Le cas arriva encore en 1

L'Université le droit d'expédier les lettres de maître ès Arts, & celles du tems d'études. Le greffier avoit pour lui le titre & la possession : & Méresse ne pouvoit alléguer que l'exemple des trois Facultés supérieures, dans lesquelles le premier bédau fait en même tems fonction de greffier. Mais s'il étoit foible en moyens, il étoit puissant en cabale & en intrigues : & quoique sa prétention eût été rejetée par une délibération des députés de l'Université le vingt-cinq Novembre 1537, dans l'assemblée générale qui se tint le trente Mars 1538 la Faculté des Arts prit un parti mitoyen, qui laissoit en souffrance les droits du greffier. Les trois autres Facultés se déclarèrent hautement pour lui, & la conclusion passa selon leur avis.

Procès au parlement. Pierre Séguier plaida pour l'Université contre Méresse : & quoiqu'il pût trancher tout d'un coup l'affaire, en alléguant simplement que les prédécesseurs de Guibert, dans la charge de greffier de l'Université, avoient toujours joui du droit qu'on s'avisait de lui disputer, & que le même Guibert étoit dûement qualifié pour expédier les actes dont il

338 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
s'agissoit, puisqu'il réunissoit, suivant  
l'ancien usage, les deux charges de  
greffier de l'Université, & de greffier de  
la Faculté des Arts : l'avocat entra dans  
la discussion du fond, & il réfuta l'in-  
duction que Méresse prétendoit tirer  
de l'exemple de ce qui se pratiquoit  
dans les Facultés supérieures. Il ob-  
serva que les actes de ces Facultés ne  
sont intitulés que du nom du *Doyen &  
de la Faculté* qui les accorde ; au lieu  
que les lettres de maître ès Arts por-  
tent le nom des *Recteur & Université*,  
& celles du tems d'étude le nom des  
*Recteur & Faculté des Arts* : d'où il  
s'ensuit évidemment qu'elles appar-  
tiennent les unes & les autres au mi-  
nistère du greffier de l'Université & de  
la Faculté des Arts. Il remarqua de  
plus que tout l'avantage que Méresse  
pourroit prétendre en vertu de la fon-  
ction qu'exercent ses confrères dans  
les Facultés dont ils sont premiers ap-  
pariteurs, seroit d'être le greffier de  
la Nation de France, & non de la Fa-  
culté des Arts, dont il n'est point of-  
ficier. Sur ce plaidoyer le parlement  
donna un arrêt provisoire en faveur de  
Guibert le treize Août 1538, & le  
premier Février suivant intervint ar-

et définitif, qui confirmoit le précédent.

Le Rôle s'ouvrit en 1538 le vingt-deux Décembre, le lendemain de la fête de S. Thomas, jour fixé alors par l'usage pour cette opération.

Rôle pour les bénéfices.

Hist. Un.

Par. T. VI.

P. 330.

Je remarque sur ce fait deux choses : l'une, que le syndic demanda que dans la confection du Rôle on n'eût aucun égard aux absens, & que l'on conservât la préférence qui est due à ceux qui résident, & qui, dans l'exercice de la régence, portent le poids du jour & de la chaleur. Il n'est point dit que l'on ait admis ce réquisitoire, qui étoit pourtant sensé & bien entendu. La mauvaise coutume & les intérêts particuliers l'emportèrent apparemment.

Ma seconde observation est que le Recteur sous lequel le Rôle se fermoit, y jouissoit d'un avantage considérable. L'Université lui donnoit quatre nominations, ou présentations à différens collateurs : & les autres supôts n'en pouvoient avoir que deux. Je m'étonne qu'il ne reste que le souvenir de cette pratique ancienne, & que les Recteurs ne se soient pas conservé quelque prérogative, quelque

340 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
titre de préférence dans les nominations aux bénéfices.

*Jeux de la fête des Rois.* La même assemblée du vingt-deux Décembre interdit les divertissemens indécons de la fête des Rois.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 330.*

*Clerges de la  
Chandeleur.*

*Ibid.*

Le onze Janvier 1539 les députés de l'Université prirent des arrangements pour la distribution & présentation des cierges à la fête de la Chandeleur.

*Jacques de  
Govéa Re-  
cteur. Autres  
illustres de ce  
nom.*

*Ibid. &  
p. 919. 920.  
942.*

Le Recteur qui présida aux assemblées dont je viens de parler , étoit Jacques de Govéa, Portugais d'origine, homme de mérite , & qui portoit un nom célèbre alors dans l'Université & dans les Lettres. Duboullai cite plusieurs sujets de ce nom de Govéa, qui se trouvent inscrits sur les registres & dans les fastes de l'Université , soit comme maîtres , soit comme disciples , depuis l'an 1522. Le plus illustre est Antoine de Govéa , poète , philosophe , & jurisconsulte , dont M. de Thou a inferé dans son histoire un très grand éloge. Je ne dois pas aussi omettre André de Govéa , qui fit fleurir les études des belles Lettres à Bordeaux ; & qui ayant été appelé par le roi de Portugal Jean III , son souverain naturel , à Conimbre , pour

*Liv. 38.*

*dit. Bushan.*

y instituer & diriger une Université naissante, y mena avec lui Buchanan, qu'il avoit déjà attiré dans son collège de Bordeaux. Le Recteur Jacques de Govéa, qui m'a donné lieu de faire mention des autres savans du même nom, étoit en 1538 principal du collège de sainte Barbe, ou au moins associé dans l'exercice de cette charge à un autre Jacques de Govéa son oncle, docteur en Théologie, qui gouvernoit ce même collège, dès le tems où S. Ignace de Loyola y faisoit ses études. Il paroît que ce Recteur aimoit la règle & le bon ordre. Il proposa dans une assemblée des députés de l'Université le vingt-&-un Mars 1539 divers articles de réforme sur des objets intéressans.

*Hist. l.  
Par. T. I.  
p. 942.*

*Projet de  
formation  
plusieurs  
articles.*

*p. 334.*

Les progrès des étudiants en Philosophie souffroient de jour en jour une diminution notable, dont on attribuoit la cause premièrement à la longueur du cours, qui étoit de trois ans & demi, & en second lieu aux frais onéreux des actes qu'il falloit soutenir, pour acquérir le degré de maître ès Arts. Dans le dessein de remédier à ces inconvéniens, Govéa vouloit que l'on commençât par abréger la durée

342 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
du cours. Mais cette proposition,  
mise ici en avant pour la première fois  
dans l'Université, n'eut son effet que  
longtems après. La modération des  
fraix devoit être plus aisée à obtenir :  
& l'on y est venu par degrés. Au-  
jourd'hui la dépense de la maîtrise ès  
Arts est extrêmement modique. Mais  
on n'a procuré ce soulagement aux  
étudiâns qu'aux dépens de la discipli-  
ne, & en diminuant le nombre & la  
célébrité des actes probatoires.

D'autres articles de la réforme pro-  
jetée par Govéa regardoient les ma-  
nières de s'habiller peu séantes à la  
gravité de l'état, le port d'armes, les  
fêtes tumultueuses, & dans lesquelles  
les régens sortant en campagne à la  
tête d'une bande d'écoliers s'y don-  
noient souvent bien des licences. Ces  
écoliers portoient barbe, & plusieurs  
la laissoient croître : ce qui est im-  
prouvé par le Recteur comme une  
affectation de vanité & d'orgueil. Il  
demandoit même qu'ils marchassent  
suivant l'ancienne méthode, ferrés de  
ceintures par-dessus leurs habits, en  
signe de modestie & d'humilité.

Govéa porta aussi son attention sur  
les regîtres, qui étoient mal tenus,



négligés , déchirés en plusieurs endroits : & il fouhaitoit que l'on mît ordre à cet abus très nuisible aux affaires de la compagnie.

Il demanda enfin que les articles de réforme qu'il présentoit sur ces différens objets , fussent communiqués à des commissaires de l'Université , qui en feroient leur rapport pour parvenir à dresser un règlement , que l'on suppleroit ensuite le parlement de munir de son autorité.

De tels projets font honneur aux bonnes intentions de ceux qui s'en occupent. Mais ils sont bien plus faciles à former qu'à exécuter. J'aurai soin de remarquer , à mesure que l'occasion s'en présentera , les suites de celui ci.

Dans la même assemblée du vingt-  
& un Mars 1539 , il fut proposé de  
vendre le petit Pré aux Clercs. Cette  
idée n'étoit pas nouvelle : il en avoit  
déjà été question six ans auparavant.  
Ici elle eut son effet , comme je le  
dirai bientôt.

On propose  
de vendre le  
petit Pré aux  
Clercs.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 335.*

Le successeur de Govéa fut Nicolas  
Godefroi , qui est beaucoup loué dans  
nos registres. Le nouveau Recteur en-  
trant dans les vûes de réforme de  
celui qui l'avoit précédé , prit des me-

Fête du Mai  
prohibée.  
p. 335. 336.

fures dès le commencement de son rectorat , pour détruire un abus condamnable en soi & funeste par ses suites. Dans les jours qui précèdent le premier Mai , la jeunesse académique se répandoit dans les campagnes pour enlever de grosses branches d'arbres , que l'on rapportoit en pompe , sans doute à dessein de les planter , suivant un ancien usage qui se pratique encore aujourd'hui en plusieurs lieux , devant les portes de ceux qu'elle prétendoit honorer. Il est aisé de concevoir que de ces courses bruyantes de jeunes gens attroupés en grand nombre , & la plupart armés , il naissoit souvent des querelles violentes. Il s'étoit même livré quelquefois des combats en forme de nation à nation , où il y avoit eu bien du sang répandu. Le Recteur Godefroi , en vertu d'une délibération de l'Université , donna le vingt-huit Avril un mandement qui défendoit aux écoliers les courses de la fête du premier Mai , sous peine de privation de tous les droits académiques. Ce mandement est d'une bonne latinité , & il s'éloigne du style barbare qui régnoit encore alors dans la plupart des conclusions que l'on portoit sur nos regîtres.

Ce même Recteur tint la main à ce que la visite du parchemin à la foire du Lendit fût faite plus exactement que par le passé. Il y étoit intéressé d'une façon spéciale, pour lui-même & pour la Faculté des Arts. Car le droit que chaque botte de parchemin doit à l'Université, est attribué de tout tems aux Recteurs, & fait même, comme je l'ai dit ailleurs, leur seul revenu fixe ; & en conséquence les Facultés supérieures regardoient les affaires qui concernoient le parchemin comme intéressant proprement la Faculté des Arts, & vouloient que s'il survenoit quelque procès à ce sujet, les nations seules en portassent les frais. Les quatre parcheminiers jurés de l'Université étoient chargés de faire la visite dont il s'agit, & ils devoient aller dans toutes les maisons de la ville de S. Denys, pour examiner si l'on n'y cachoit point en fraude le parchemin, en vûe de frustrer le Recteur & l'Université de leurs droits. Mais ils s'acquittoient négligemment de cette commission. De tout tems la communauté des parcheminiers s'est plutôt conduite en ennemie, qu'en fidèle cliente de l'Université. C'est de

Parcheminiers. Lendit.

p. 336. 331

Privilèges de l'Université p. 206-211

Hist. Un. Par. T. V p. 233. 29 330.

346 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
quoi ils avoient donné des preuves  
récentes dans les années 1531 &  
1535.

En 1538 les quatre jurés ayant fait  
une première visite avec peu de soin,  
suivant leur coutume, le Recteur &  
les Députés qui s'étoient transportés  
avec lui sur les lieux, en avoient  
ordonné une seconde, dans laquelle  
Verforis avocat de l'Université & le  
greffier accompagnèrent les jurés, &  
visitèrent quatorze maisons de saint  
Denys, qui sont nommées dans le  
procès verbal. Il fut ordonné de plus  
que la visite se continueroit chaque  
jour, tant que la foire durerait.

Il fallut répéter la même scène en  
1539. Le Recteur Nicolas Godefroi  
étant venu à S. Denys le neuf Juin,  
trouva même négligence dans les ju-  
rés parcheminiers, & leur fit les  
mêmes injonctions, mais en y ajou-  
tant des menaces de les condamner,  
s'ils ne se corrigeoient, à une amende  
arbitraire, & de commettre d'autres  
parcheminiers qui feroient la visite en  
leur place & à leurs frais.

Il étoit d'autant plus nécessaire de  
ne point laisser interrompre la visite  
du parchemin apporté à la foire du

Lendit , que les religieux de S. Denys en contestoient le droit à l'Université, & renouvelloient à cet effet leurs protestations chaque année. Mais l'Université avoit la possession & la jouissance.

Le Lendit , qui pour le Recteur & les chefs de l'Université avoit , comme *Privilèges de l'Université , p. 214* il paroît par ce qui vient d'être dit , un objet sérieux , étoit en même tems un jour de fête & de réjouissance pour les écoliers & régens. C'étoit le tems où l'honoraire se payoit aux régens par les écoliers , qui ayant mis leur présent dans une bourse , ou dans un citron , l'apportoient en pompe avec des fifres & des tambours. Le jour même du Lendit il se faisoit une cavalcade pour accompagner le Recteur à S. Denys. Les suppôts de l'Université en très grand nombre , maîtres & disciples , s'assembloient & se rangeoient autour de leur chef dans la place de sainte Geneviève , & delà , tous à cheval marchant sur deux lignes , enseignes déployées , tambours battans , ils traversoient toute la ville , & se rendoient , toujours dans le même ordre , à S. Denys , terme de leur voyage. Les excès & les

scandales qu'occasionnoit cette cérémonie, faisoient désirer aux plus gens de bien que l'on pût en abolir l'usage. Mais il n'est pas aisé de détruire les coutumes qui favorisent la licence. Il a fallu bien des défenses de l'Université, bien des arrêts du parlement, & un long laps de tems, pour faire disparoître les folies du Lendit, & réduire cette fête à un simple congé, dans lequel la jeunesse académique, sans attroupement, sans tumulte, prend un divertissement honnête & modeste, sous les yeux de ses maîtres particuliers.

En 1539 on étoit bien loin de cette réforme. L'ancienne licence se maintenoit en pleine vigueur : & il en naquait du désordre dans le collège de sainte Barbe. Malgré les défenses faites par le parlement à la requête de l'Université, les régens de ce collège voulurent célébrer le Lendit de la manière qu'ils avoient toujours vu se pratiquer : & trouvant un obstacle dans le principal Jacques de Govéa, ils forcèrent les barrières, sortirent à la tête de leur jeunesse avec armes & tambours, & rentrèrent le soir avec le même appareil. Govéa se pourvut

Procès au sujet du Lendit, entre le principal & les régens du collège de sainte Barbe.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 339-341.*

contre eux au parlement , & il obtint un arrêt qui les interdisoit de leurs fonctions.

Ces régens méritoient sans doute d'être punis. Mais si le zèle du principal étoit fondé en justice & en raison , la voie qu'il avoit prise choquoit directement les droits & les usages de l'Université , qui toujours a prétendu être juge en première instance des délits académiques. Les coupables saisirent cette ouverture , & Emmanuel Servère , l'un d'entre eux , porta ses plaintes , & celles de ses confrères à l'Université assemblée le trente Juillet , déclarant que s'ils avoient fait une faute , de quoi ils ne convenoient pas , ils se soumettoient au jugement de la compagnie. Govéa de son côté plaida sa cause avec beaucoup de force. L'Université prit un parti sage. Sans entrer dans la discussion de l'affaire , sans prendre parti entre le principal & les régens du collège de sainte Barbe , elle les exhorta à se réconcilier & à vivre en paix : ce qui vraisemblablement s'exécuta. Car je ne vois pas que ce démêlé ait eu d'autres suites.

Le collège de sainte Barbe , qui étoit alors , comme on a pû le remar-

Fondation  
de ce collé-  
ge.

Hist. de Pa-  
ris , T. II.  
p. 1047.

de les deniers Robert Duguait  
professeur en Droit & curé d  
Hilaire.

**Antoine de Mouchi, ou Démocharès, Recteur.** Au mois d'Octobre 1539 :  
Recteur Antoine de Mouchi ,  
faisoit nommer Démocharès ,  
dans la suite se rendit extrê  
célèbre par son zèle ardent con  
nouveaux sectaires. Ce zèle a p  
par rapport à lui l'effet qui devo  
suivre naturellement : de vi  
invectives de la part des Prote  
& bien des éloges de la part d  
tholiques. Il ne fit rien de fi  
marquable durant son rectorat.  
seulement que sur les plaintes  
devant lui contre certains rég  
écoliers qui se faisoient un jeu  
fer perpétuellement de collège  
lège, il assembla les procureurs

*Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 342. 343.*



trions je ne vois point qu'il ait résulté aucun effet.

Charles V , qui avoit obtenu de François I la permission de passer par la France , pour aller châtier les Gantois rebelles , fit son entrée dans Paris le premier Janvier 1540. François , prince aussi généreux que Charles étoit un politique rusé , voulut qu'on rendît les plus grands honneurs à cet ennemi reconcilié qu'il avoit en sa puissance. Tous les corps allèrent le recevoir , & l'Université , conformément aux ordres du roi , fit même plus pour l'empereur , que ce qui étoit d'usage dans les occasions les plus solennelles. Au lieu de l'attendre dans l'Eglise de sainte Geneviève des Ardens , pour le saluer lorsqu'il arriveroit à Notre-Dame , elle s'assembla à S. Paul , & delà se mit en marche pour aller jusqu'à l'abbaye de S. Antoine , devant laquelle on avoit construit une salle de charpente toute vitrée , où l'empereur devoit recevoir les complimens. Mais il y avoit une si grande foule & si peu d'ordre , qu'il ne fut jamais possible à l'Université de passer la Bastille. Trois orateurs , théologiens suivant l'usage , avoient pré-

Entrée  
Charles V  
dans Paris  
*Hist. Un*  
*Par. T. V*  
p. 342. 34

perdus. L'Université ne put  
nétrer jusqu'à l'empereur. La  
tude & l'embarras des hommes  
chevaux mettoient les suppô  
étoient à pied , en danger d'ê  
fés : & ils s'enfuirent chacun  
côté, ne songeant qu'à se fai  
péril.

**Patronage de  
l'Université  
laïc. Affaire  
de Simon Vi-  
gor.**

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 344. 345.  
& T. III.  
p. 629—633.*

**Bénéfices de  
l'Université**  
*p. 151—154.  
& 238—248.*

L'Université eut à soutenir  
même année 1540 un droit qu  
précieux , & auquel l'intérêt  
lier donnoit atteinte. Elle a  
prétendu jouir du privilège  
trons laïcs par rapport à la n  
tion de ses bénéfices , & par  
quent ne pouvoir être ni prév  
cour de Rome , ni liée par les  
tions. Cette jurisprudence est  
ment établie aujourd'hui , &  
célébra du parlement en 166

bénéfices dépendans de la nomination de l'Université, qui aient été obtenus sans son consentement libre, la maxime n'a pas toujours été aussi clairement reconnue. Dominique le Cirier, curé de S. Germain le Vieux, entreprit en 1539 de faire \* passer sa cure à Antoine le Cirier son neveu, conseiller au parlement, par la seule autorité de la cour de Rome.

La Nation de Normandie étoit en tour pour nommer, & elle avoit alors pour chef & procureur un homme d'un mérite distingué, Simon Vigor, que la recommandation de sa doctrine & de ses talens éleva dans la suite à la dignité d'archevêque de Narbonne. Il encouragea sa compagnie, qui craignoit d'avoir à lutter contre un conseiller au parlement. Il représenta que le droit de la Nation ne pouvoit souffrir ici aucune difficulté. Que le patronage de l'Université étant incontestablement patronage laïc, la manœuvre tramée pour revêtir An-

\* Il y eut une manœuvre pour exécuter ce plan, dans la discussion de laquelle je n'entre point, parce qu'elle n'intéresse point l'Université. Toutes les pièces de cette affaire sont rapportées par Duboullai, T. III de son Histoire, p. 629--633.

die , persuadée par ces raisons ,  
céda sur le champ à la nomination  
& croyant ne pouvoir remettre  
droits entre les mains d'un sujet  
scût mieux les faire valoir , que  
qui les lui avoit si bien représentés  
elle nomma Vigor lui-même curé  
S. Germain le Vieux le seize  
1539.

C'étoit lui donner un cours  
soutenir. Car les deux le Curier  
& neveu défendirent la validité  
leur opération. Vigor s'étoit bien  
tendu à cette résistance : & per-  
mettre en règle , le quatorze Février  
1540 , il demanda & obtint la  
soutenance de l'Université , qui d  
lui accorda adjonction dans sa

Il devint Recteur le vingt-trois  
Mars suivant ; & il se trouva

seconde nomination de la Nation Normandie, & il convoqua le premier Mai une assemblée de l'Université, pour y faire admettre cette nomination. L'affaire étoit actuellement pendante au parlement, y ayant été portée par Dominique le Cirier, venoit de mourir. Son neveu parut à l'assemblée de l'Université, assisté par le procureur, & il fit opposition à la demande du Recteur. Mais il ne réussit pas. L'Université sentoit trop la nécessité de quelle importance il étoit pour elle de ne point abandonner une cause dans laquelle étoit commis son droit de patronage. Ainsi, quoique les divers incidens dont cette affaire étoit environnée pussent produire un embarras, elle réellement arrêta la Faculté de droit, toutes les autres compagnies de l'Université se réunirent pour appuyer & admettre la nomination faite par la Nation de Normandie, & ordonner que Simon Vigor se présentât à l'évêque de Paris, à fin de recevoir de lui l'institution canonique.

Le procureur d'Antoine le Cirier soutint cela comme d'abus de cette nomination. Le procès fut suivi en par-

lement : & après des contestations de plus de deux ans , Simon Vigor s'accommoda avec le Cirier, qui demeura ainsi en possession de la cure , & qui, par des arrangemens qu'il est inutile d'expliquer ici , la fit passer, de l'agrément de l'Université, à Louis Quelain docteur en Théologie.

De cet événement il ne doit résulter aucun préjugé contre le droit de patronage laïc , appartenant à l'Université sur ses bénéfices. Son approbation fut demandée & accordée pour toutes les conventions , tous les actes passés entre les parties intéressées : & par conséquent son droit est à couvert.

Par rapport aux usages de l'Université , je dois observer que , dans la délibération du premier Mai , Vigor Recteur ne pouvant pas présider, parce qu'il s'y agissoit de sa cause , ses fonctions furent partagées. Son prédécesseur immédiat référa l'avis de la Faculté des Arts , & le doyen de Théologie prononça la conclusion de l'Université , qui lui en donna la charge. Ce partage a quelque chose de bizarre , & je n'en connois point d'autre exemple que celui-ci.

Jacques Spifame, chancelier de l'U-  
 niversité, intença un procès en la  
 même année 1540 à la Faculté de Mé-  
 decine, au sujet de la part qu'il pré-  
 loit prendre en la distribution des  
 x de licence dans cette Faculté,  
 à-dire de l'ordre suivant lequel,  
 selon des différens degrés de capa-  
 & de mérite, ceux qui ont fait  
 leurs actes de licence, doivent  
 promûs au doctorat. Ce chance-  
 lier, esprit remuant & ambitieux,  
 voyoit ses droits comme lésés, en-  
 que la Faculté de Médecine se  
 tentoit de lui faire porter le rôle  
 des candidats, tout arrangé, tout  
 dressé : de façon qu'elle ne lui lais-  
 soit que le jugement à prononcer,  
 & le lieu qu'il vouloit décider comme  
 convenable, quoique la matière ne fût gué-  
 re de sa compétence. On ne peut  
 convenir qu'il ne fût fondé en  
 raison, pour demander plus qu'on ne  
 accordoit : & l'arrêt lui fit raison  
 de ce qu'il y avoit de juste dans ses  
 prétentions. Il fut dit que les do-  
 ctors en Médecine se transporter-  
 ent dans une salle de l'évêché, &  
 feroient en présence & sous les  
 yeux du chancelier ce qu'ils avoient

Procès entre  
 le chancelier  
 de l'Universi-  
 té & la Fa-  
 culté de Mé-  
 decine, au su-  
 jet de la dé-  
 termination  
 des lieux de  
 licence.

*Hist. Un.  
 Par. T. VI.  
 p. 346-352.*

coutume de faire entre eux pour la détermination des lieux de licence : enforte que les honneurs sont déferés au chancelier. Mais dans le fond il est plutôt spectateur que juge : & il n'a le droit de décision que dans le cas de l'égalité des suffrages.

Telles sont les prérogatives dont Spifame revendiqua & assûra la possession à sa dignité de chancelier , par rapport à la Faculté de Médecine. Il avoit peu d'années auparavant obtenu un pareil règlement pour la Faculté de Théologie. On ne peut le blâmer d'avoir soutenu & fait valoir les droits de sa charge. Mais il ne demandoit qu'à les étendre : & il avoit fait plaider par son avocat *que par privilèges Apostoliques & Royaux est le Chancelier de l'Eglise de Paris . . . préposé au régime , direction , & superintendance de l'estude de l'Université de Paris* : prétention chimérique , qui n'a ni titre ni possession , & dont néanmoins plusieurs de ceux qui ont exercé la même charge se sont souvent laissé flatter.

Le plaidoyer de l'avocat des médecins me fournira ici une observation , qui regarde l'histoire générale.

*Hist. Un.  
1<sup>re</sup> ar. T. VI.  
p. 349. 355.*



Spifame avoit voulu jeter sur eux un soupçon d'exactions indues , par rapport à leurs bacheliers. Les médecins se défendent en protestant qu'ils n'ont rien exigé au delà de ce qui est statué par la réforme d'Estouteville : & cela, disent-ils , malgré l'augmentation de la monnoie arrivée depuis la date de ce règlement. Cette augmentation ne peut s'entendre , je pense , que de l'abondance plus grande des métaux précieux dans l'Europe depuis la découverte du nouveau Monde. L'or & l'argent devenant plus communs perdoient de leur valeur , & les denrées enchérissoient dans la même proportion.

Le deux Juin 1540 fut enfin con- sommée l'affaire de la vente du petit Pré aux Clercs , qui traînoit depuis plus d'un an. Ce petit pré , pour en donner ici une idée sans entrer dans une trop grande discussion , étoit l'espace compris aujourd'hui entre parties des rues du Colombier , des petits Augustins , & des Marais. Il débordoit même un peu sur le côté septentrional de cette dernière rue.

La raison qui déterminâ l'Université à le vendre , fut le dommage

Changement dans la valeur & le prix des monnoies.

*Hist. Un. par. T. VI. p. 350.*

Vente du petit Pré aux Clercs.

*p. 335. 339.*

*353. 380, &*

*Mémoires sur le Pré*

*aux Clercs ,*

*p. 146-164.*

fit le Recteur en 1539 , il trouva  
sieurs moutons paissans , dont  
saisi & emmené par son or  
venoit y amonceler les grav  
immondices de tout le quai  
les moines de S. Germain en  
lier sont souvent chargés de  
proche dans nos registres. Ils s  
core accusés dans les pièces di  
d'avoir usurpé des portions co  
bles du Pré aux Clercs : ce qu  
soit alors d'autant plus comme  
que l'on commençoit à aggr  
ville de ce côté , & à bâtir b  
sur le terrain des moines ,  
droit de bienséance empiéto  
voisin. Pour prévenir ou répr  
injustices , il falloit s'engager  
procès , tirer un fossé , const  
mur : toutes opérations oné

son il fut le premier dont l'Université songea à se défaire. Dans la suite les mêmes motifs l'ont aussi engagée à vendre le grand par parties , & il est aujourd'hui tout entier couvert de maisons.

J'ai dit que le vingt-&-un Mars 1539 , il avoit été proposé de vendre le petit pré. La résolution en fut prise dans les premiers jours du mois de Juin : & aussitôt furent affichées dans le quartier de S. Germain les annonces pour inviter les acheteurs. La licitation se fit pour la première fois le mercredi 18 du même mois de Juin : & elle fut réitérée à plusieurs reprises. Mais la conclusion du marché se trouva arrêtée par divers obstacles , & en particulier par la répugnance qu'avoient un grand nombre de suppôts de l'Université , à souffrir que la compagnie se dessaisît de son ancien patrimoine , & privât ses écoliers de la jouissance d'un terrain commode pour leurs divertissemens.

L'affaire demeura dans cet état de suspension jusqu'au 29 Mai 1540. Ce jour les députés de l'Université s'assemblèrent aux Maturins , & Pierre le Clerc , vicegérant du conservateur

362 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
apostolique , ayant offert pour chaque  
arpent du petit pré deux sols de cens  
& seize livres cinq sols de rente ,  
dont la moitié seroit rachetable , ses  
offres furent acceptées par les députés , à la charge qu'il bâtiroit des maisons sur le pré , pour assûrer un fonds au paiement de ses cens & rente.

L'avis des députés avoit besoin d'être ratifié par la compagnie , & elle s'assembla le 2 Juin pour en délibérer. La chose paroissoit sans difficulté , & le syndic donna ses conclusions pour la ratification. Mais au moment où les Facultés & Nations alloient suivant l'usage se séparer pour prendre chacune à part leurs délibérations , Claude Barbier prêtre , boursier du collège d'Aurun , se présenta , mit une enchère au dessus de Pierre le Clerc , & offrit dix-huit livres de rente , au lieu de seize livres cinq sols. Le Clerc avoit du crédit dans l'Université , soit par sa considération personnelle , soit par le souvenir des services que son oncle de même nom avoit rendus à la compagnie. Tout ce que l'on put faire , fut de lui accorder la préférence aux mêmes conditions offertes par Barbier. Le Clerc

s'y soumit , & le Recteur conclut. Après la conclusion prononcée ; Barbier se présenta de nouveau , mit une nouvelle enchère , & alla jusqu'à vingt francs. On jugea cette offre trop tardive , & l'on n'y eut point égard. Le contrat fut passé avec le Clerc dès le même jour.

Barbier ne se tint pas pour évincé. Il se rendit appellant au parlement de la délibération de l'Université , & intenta action contre le Clerc. Le procès dura plus de deux ans , & ne fut jugé qu'au mois d'Août 1542 , en faveur de le Clerc , & de l'Université qui étoit intervenue dans sa cause. Le Clerc éprouva encore des difficultés de la part du vicaire général du cardinal de Tournon abbé de S. Germain des Prés. D'ailleurs la minute du contrat de 1540 entre l'Université & le Clerc s'étoit égarée. Il fallut un nouveau contrat , qui fut dressé le 31 Mars 1543. Ce qui doit paroître singulier aujourd'hui , c'est que le Clerc jugea nécessaire que la puissance ecclésiastique intervînt dans cette affaire. Il fit homologuer son contrat par les vicaires généraux du cardinal du Bellai évêque de Paris. Nous avons l'acte

boullai cite neuf contrats de ce  
pèce, dont le premier est du 4  
bre 1543, & le dernier, du  
1546.

Je reviens à l'année 1541, &  
dre des faits.

Chancelier  
de sainte Ge-  
neviève.

Hist. un.  
Par. T. VI.  
p. 361.

Le premier qui se présente  
5 Juillet. Un nouveau chance-  
saint Geneviève fut admis en  
au serment par la Faculté des  
qui obligée de recevoir un ch  
de cette maison pour présider à  
men de ses candidats, voulut au  
qu'il fût le seul qui pût faire cer-  
ction sans être gradué dans l'U-  
sité. Elle lui enjoignit de se cho-  
fouchancelier qui fût docteur en  
logie, ou au moins maître-ès-  
Le vingt-neuvième jour  
l'Université ordonna que l'on

Projet d'une  
collection

son exécution. Nous en tirerions bien des lumières par rapport aux tems anciens. Mais elle eut le sort de tant d'autres projets, qui sont mis en avant, & ensuite abandonnés. Nous n'avons point de collection de nos statuts depuis la réforme du cardinal d'Estouteville en 1452, jusqu'à la dernière réforme, qui fut faite en 1598 par l'autorité de Henri IV.

Dans la même assemblée il fut question d'une formalité touchant les lettres testimoniales du tems d'études. C'est un objet qui ne doit pas nous arrêter.

*Lettres du tems d'études.*

*Hist. Un. Par. T. VI. p. 361.*

Au mois d'Octobre, lorsqu'il fallut choisir un Recteur, il y eut schisme dans la Faculté des Arts, & double élection: procès en conséquence, qui fut jugé le 10 Novembre. Le vainqueur n'avoit pas à jouir longtems de l'avantage qu'il remportoit. Sa magistrature expiroit le 16 Décembre.

*Troubles au sujet du Recteur. p. 162.*

L'élection de son successeur fut paisible: & elle donna à l'Université un chef distingué par sa naissance & par son mérite, Claude d'Espense, qui devint dans la suite un célèbre docteur en Théologie, & que nous verrons

*Claude d'Espense, Recteur.*

*Ibid.*

366 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
employé dans les plus grandes affaires  
de l'Eglise.

Nouveaux  
doubles.

*Hist. Un.*  
*tr. T. VI.*

362--368.

Au mois de Mars 1541 les troubles recommencèrent. Quoiqu'un conseiller au châtelet assisté de deux huissiers se fût transporté par ordre du parlement à S. Julien le Pauvre, pour modérer l'assemblée, & y maintenir la tranquillité & le bon ordre, la brigue fut si ouverte, la violence poussée si loin, que l'élection qui intervint ne put subsister. A la poursuite d'un suppôt de l'Université, Espagnol de naissance, qui avoit aspiré au rectorat, elle fut cassée par arrêt du 24 Mai, sans flétrissure néanmoins pour le Recteur élu, qui fut expressément mis à l'abri de toute note d'infamie ou d'incapacité. Les amis de Beaumont, c'étoit le nom de ce Recteur, profitèrent de la liberté que leur laissoit une pareille déclaration, & ils firent si bien qu'on le remit aussitôt en place. Il fut même continué au mois de Juin.

p. 273.

J'abrège beaucoup ces faits, dont on peut chercher le récit détaillé dans Duboullai. J'en extrairai seulement deux remarques.



Dans l'assemblée du 10 Octobre 1540, le Recteur qui y présidoit voyant le tumulte croître à l'excès & ayant pris le parti de se retirer sans rien terminer, le Procureur de la Nation de France, suivant un usage dont nous avons vû quelques exemples, prit la place du Recteur, présida la Faculté des Arts, & fit l'élection, qui par l'événement fut jugée la plus régulière.

Je tire une autre observation du plaidoyer de Segurier pour Beaumont, élu Recteur le 24 Mars 1541. L'avocat avance que dans la Nation d'Allemagne il n'y avoit alors qu'un seul <sup>Un seul sup-  
pôt dans la  
Nation d'Al-  
lemagne.</sup> <sup>p. 364. 365.  
366.</sup> ~~suppôt~~. Il est vrai que Marillac, avocat adverse, ne convient pas du fait : mais il ne le nie pas nettement, & il semble vouloir donner le change.

Les écoles de Théologie chez les Mendiants étoient au contraire extrêmement peuplées. Le couvent des Jacobins avoit actuellement six lecteurs en Théologie ; & dans celui des Cordeliers l'affluence des religieux étrangers, qui venoient y faire leurs études théologiques, étoit si grande, que les regnicoles se trouvoient gênés, & avoient obtenu en 1536 des lettres pa-

368 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tentes du roi, qui en fixoient le nombre à dix-huit.

**Élection**  
d'un professeur en  
Droit. Procès de la part  
des écoliers.  
*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 369—373.*

L'élection d'un professeur en Droit donna occasion, en la même année 1541, à un procès d'une espèce singulière. Elle fut contestée par les écoliers, qui étoient alors au nombre de plus de trois cens, & qui faisoient corps, & se donnoient un syndic. Ils avoient prétendu quelque tems auparavant devoir être consultés, lorsqu'il s'agissoit d'élire un professeur; & déchus de cette demande par arrêt, ils se croyoient au moins fondés à critiquer & la capacité du sujet élu & la forme de l'élection; & supposé qu'ils eussent lieu de n'en être pas contens, à en porter leurs plaintes au parlement. Sur ce principe ils attaquèrent l'élection qui venoit d'être faite d'un nommé Tournet, & ils en poursuivirent la cassation. Leur requête fut admise, la cause fut plaidée. Mais le jugement ne leur donna pas la satisfaction qu'ils souhaitoient. Tournet fut maintenu.

Trait remarquable.

*p. 372.*

Je recueille soigneusement tout ce que mon sujet me fournit de traits qui caractérisent les mœurs du tems.

Tournet , au lieu de deux thèses , pour mériter la chaire de Droit , auxquelles il étoit obligé , en avoit soutenu quatre ; & à chacune assistèrent plusieurs conseillers au parlement : à la dernière on en compta quatorze. Tant le goût de tout ce qui appartient aux belles connoissances étoit alors répandu & accrédité. De pareilles mœurs sont propres à faire des savans.

Gilles le Maître étant devenu avo- Denys Riant, avocat de l'Université.  
cat du roi au parlement , se démit Hist. Un. Par. T. V<sup>le</sup> p. 373.  
de son office d'avocat de l'Université ,  
& Denys Riant en fut pourvu le 8  
Août 1541. Le Maître s'éleva dans la  
suite à la charge de premier prési-  
dent , & Riant à celle de président à  
mortier. Le fils de celui-ci épousa la  
fille du grand Fernel.

Au mois de Janvier 1542 le col- Erection de la collégiale de S. Nicolas du Louvre.  
lége de S. Nicolas du Louvre , dont  
les boursiers s'étoient déjà rendu per-  
pétuels , changea tout-à-fait de na- p. 374-377.  
ture , & fut érigé en Eglise collégiale  
par le cardinal Jean du Bellai évê-  
que de Paris. De nos jours il s'y est fait  
encore un changement. Cette Eglise  
s'est fondue dans la nouvelle collé-  
giale de S. Louis du Louvre , qui réu-

370 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 nit les canonicats de S. Nicolas du  
 Louvre , de S. Thomas du Louvre ,  
 & de S. Maur des Fossés.

Serment du  
 prévôt de Pa-  
 ris.

p. 377.

Privilèges de  
 l'Université ,  
 p. 288.

Le 24 Mars de la même année ,  
 Antoine du Prat , fils du chancelier  
 du même nom , prêta serment à l'U-  
 niversité en qualité de prévôt de Pa-  
 ris. Il prit place au fond de la \* salle  
 entre les doyens de Théologie & de  
 Droit en face du Recteur. Les arti-  
 cles du serment qu'il prêta sont rap-  
 portés tout au long par Duboullai, dans  
 son Mémoire sur les Privilèges de l'U-  
 niversité.

Règlement  
 pour la Fa-  
 culté des  
 Arts.

Hist. Un.  
 Par. T. V<sup>e</sup> l.  
 p. 377--379.

Le 5 Mai furent lûs dans l'assem-  
 blée de la Faculté des Arts plusieurs  
 articles de réforme dressés , ou plutôt  
 revûs & publiés de nouveau par le  
 Recteur , les censeurs des quatre Na-  
 tions , & les principaux des collèges.  
 Ils sont à peu de chose près les mêmes  
 que ceux dont j'ai parlé sous l'année  
 1534. Je trouve seulement dans ces  
 derniers deux additions.

Premièrement le tems de l'entrée  
 des classes y est marqué , à huit heu-

\* L'ordre de la séance  
 dans la salle des Matu-  
 rins est changé depuis  
 quelques années. Le Re-  
 ctteur occupe aujourd'hui  
 la place qui fut alors don-  
 née au prévôt.

res pour le matin, & à trois heures pour l'après-dînée : discipline bien différente de celle dont Buchanan se plaint amèrement dans une pièce de vers qu'il a intitulée , *La malheureuse condition de ceux qui enseignent à Paris*. Buchanan commence l'exercice des classes à cinq heures du matin , & il le fait durer toute la journée , à la réserve du court intervalle qui est accordé pour le dîner. Apparemment il a usé du privilège de l'hyperbole, que les poètes se sont toujours attribué : ou il faudroit dire que dans un espace de seize ans , car Buchanan commença à régenter à Paris en 1526 , il se seroit fait un grand changement dans la discipline académique. Mais en supposant même qu'elle se fût adoucie , elle passoit encore de beaucoup en sévérité la pratique de notre tems. Les leçons philosophiques occupoient alors les professeurs sept heures par jour , suivant le témoignage de Pierre Galandius Recteur , haranguant l'Université assemblée. Hist. 1  
Par. T.  
p. 382.

La seconde addition que je remarque , est une défense de faire des leçons publiques dans les collèges qui ne sont point fameux , c'est-à-dire

372 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 où il ne se soutient point d'acte philosophique. L'objet de cette prohibition étoit sans doute l'usage ancien de rendre publiques , & ouvertes à tous , les leçons particulières de Grammaire ou de Rhétorique que chaque principal donnoit ou faisoit donner dans son collège à ses boursiers , suivant leur portée. Ces leçons , réglées sur la capacité des boursiers d'une maison , varioient chaque année , & ne présentoient pas aux besoins des étudiants externes un cours complet d'études. Tel collège avoit uniquement une classe de Troisième , tel autre une classe de Rhétorique. On sent que les leçons des collèges de plein exercice , dans lesquels s'enseignoit un cours suivi de Grammaire , de Rhétorique , & de Philosophie , méritoient d'être favorisés par préférence : & tel est , si je ne me trompe , l'esprit du règlement dont je parle. Le nombre des collèges de cette force se montoit alors jusqu'à dix-huit.

*Hist. Un.  
 Par. T. V l.  
 p. 380.*

Les articles de réforme proposés le 5 Mai furent encore lus publiquement le 28 Novembre de la même année , & approuvés à un seul près , qui regardoit l'enseignement des sub-

ilés de Logique. Quelquesuns les vouloient proscrire : d'autres les maintenoient. La chose demeura indéciſe.

Il avoit déjà été fait mention quel-  
ques années auparavant d'abrég<sup>Tentative</sup>er le <sup>pour abrég<sup>er</sup></sup>  
cours de Philosophie , qui étoit tou- <sup>la durée du</sup>  
jours de trois ans & demi : & les avis <sup>cours de Phi-</sup>  
sur ce point étoient partagés dans l'U- <sup>loſophie.</sup>  
niverſité. Je vois qu'au mois de Dé- <sup>Hist. Un.</sup>  
cembre 1542, il fut recommandé au <sup>Par. T. VI.</sup>  
Recteur de ne point ſouffrir que l'on <sup>p. 321-324.</sup>  
violât l'ancien uſage : & néanmoins  
Pierre Galland , qui fut élu Recteur  
le 23 Juin 1543 n'omit rien pour le  
faire changer , & pour réduire le cours  
de Philosophie à deux ans & demi  
par le retranchement d'une année.

Il propoſa la choſe à la Faculté des  
Arts aſſemblée à S. Julien le Pauvre  
le 6 Juillet : & Nicolas Martinbos ,  
qui avoit été Recteur trois ans aupa-  
ravant , appuya ce projet par un diſ-  
cours préparé. Après avoir établi le  
droit qu'à la Faculté des Arts de ſe  
donner des loix, & de ſe réformer elle-  
même , comme font ſuivant le be-  
ſoin les autres Facultés , il allégu<sup>a</sup>  
l'exemple des Ordres réguliers , qui  
renfermoient l'étude de la Philoſo-  
phie dans l'eſpace de deux ans &

demi , & qui n'avoient pas laissé de produire d'excellens philosophes , tels qu'Albert le Grand & S. Thomas. Il prouva que cet espace étoit suffisant en soi , depuis surtout que la renaissance des Lettres avoit répandu & augmenté la lumière dans les esprits. Il soutint que la dernière année du cours de trois ans & demi n'étoit propre qu'à faire perdre le tems aux écoliers , & à fatiguer les maîtres , qu'une si longue carrière rebutoit , en sorte que la Faculté se verroit bientôt embarrassée à trouver des sujets qui voulussent enseigner la Philosophie. Il conclut que si nos anciens avoient déjà abrégé le cours des études philosophiques , en le réduisant de cinq ans à trois ans & demi , on pouvoit bien encore en retrancher une année , devenue inutile dans la pratique.

Cet avis passa. Mais quoique Martinbos eût avancé que la Faculté des Arts étoit en droit d'ordonner par elle-même le changement dont il s'agissoit , néanmoins , comme la maîtrise ès Arts est l'entrée aux études supérieures , & que les Facultés de Théologie & de Médecine exigent ce degré avant que de conférer les



leurs, il n'est pas douteux que toute l'Université étoit intéressée dans cette réforme, & il fallut l'assembler le 11 Juillet. Rien ne put être décidé dans cette assemblée, parce que Louis Lasseré, proviseur du collège de Navarre, avoit porté l'affaire au parlement, par une requête présentée au nom des Facultés de Théologie & de Médecine. Il fut dit seulement que l'on en délibéreroit avec plus de maturité, & que sur la manière de procéder on consulteroit des personnes sages & éclairées.

Le 21 du même mois le Recteur convoqua les députés de l'Université. Mais le doyen de Théologie s'opposa à la délibération : ce qui n'empêcha pas que les doyens des autres Facultés ne fussent chargés de prendre l'avis de leurs compagnies, pour en rendre compte à la prochaine assemblée générale.

Cette assemblée se tint le 31 Juillet, & le Recteur l'ouvrit par un discours, dans lequel il entreprit de réfuter les deux objections que l'on faisoit contre le retranchement proposé, & qui rouloient sur le tort prétendu qu'en souffriroit l'étude de la Reli-

§76 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
gion , & sur l'inconvénient de resser-  
rer les études philosophiques dans un  
espace trop court pour en embrasser  
toute l'étendue.

Il traita fort bien le premier arti-  
cle. Il prouva que la Religion ne dé-  
pend en aucune manière de la Phi-  
losophie , & qu'il y a même entre el-  
les une sorte d'incompatibilité , puis-  
que l'une ne s'appuye que sur l'auto-  
rité , & l'autre sur le raisonnement.  
Il observe de plus qu'à tort les théo-  
logiens insistoient-ils si fortement sur  
la Philosophie , pendant qu'ils gar-  
doient le silence sur d'autres études ,  
qui leur sont plus nécessaires. » Ils  
» ont besoin , disoit-il , de la Gram-  
» maire , de la Rhétorique , des lan-  
» gues , de l'histoire , pour instruire  
» les peuples , les persuader , les tou-  
» cher , pour entendre eux-mêmes le  
» vrai sens des saintes Lettres , dans  
» lesquelles l'intelligence du mystère  
» suppose souvent la connoissance de  
» la propriété des termes. »

Quant à l'objection tirée de la trop  
grande brièveté du tems , par rapport  
aux études philosophiques en elles-  
mêmes , il la pulvérisa. Il entra dans  
le détail , & observa qu'une année

suffisoit pour la Logique , la Morale , & les élémens des Mathématiques ; que dans la seconde année on liroit les livres d'Aristote touchant la Physique , la Politique , & l'Astronomie ; & que la demi-année restante seroit pour la Métaphysique. Il reconnut que dans ce plan d'étude il n'y avoit pas de quoi former des philosophes profonds. Mais il observa que ceux qui n'étudioient la Philosophie , que pour passer à des sciences supérieures , en auroient pris des notions suffisantes par rapport à leur objet ; & que si quelquesuns vouloient se perfectionner dans la Philosophie , & s'y consacrer, étant initiés par les leçons qu'ils auroient prises pendant deux ans & demi , ils seroient en état de voler de leurs propres aîles , & de travailler par eux-mêmes.

Ces réflexions sont judicieuses , & l'expérience , depuis plus d'un siècle & demi , les a confirmées. Mais alors elles ne persuadèrent point la Faculté de Théologie , qui après le discours du Recteur , quoique seule & abandonnée de la Faculté de Médecine , présenta néanmoins , & fit lire une protestation en forme contre toute

Prétention  
chimérique  
du chancelier  
Spifame.

p. 384.

choies demeurent sur l'ancien  
Spifame , chancelier de l'U  
sité , avoit pris extrêmement à c  
projet du changement. Le dépit  
voir point réuſſi , & pardeſſus t  
humeur inquiète & entrepren  
l'engagèrent à tâcher de réaliser  
tention ambitieuſe qu'il avoit  
dée quelque tems auparavant p  
avocat , & à vouloir ſe faire  
noître pour la première perſon  
l'Univerſité. Il préſenta à cet eſſ  
quête au parlement , diſant qu'  
fondé en titres. Sa requête ay  
dénoncée à l'Univerſité , on ſ'e  
qua. L'Univerſité répondit qu'e  
délibérerait , lorsque le chancel  
roit produit ſes titres : & la l  
des Arts lui députa un de ſes ſup  
pour ſavoir de lui ſ'il prétend

aussi mal fondée, que lui-même peu de tems auparavant, il l'avoit démenti par son propre fait. Il s'étoit trouvé présent pour la Faculté de \* Droit à l'assemblée des députés de l'Université, qui le vingt-&-un Juillet précédent s'étoit tenue pour délibérer sur la proposition d'abrégier le cours de Philosophie. Le doyen de Théologie ayant fait son opposition, demanda que le Recteur, qui, à la tête de la Faculté des Arts, s'étoit expliqué & avoit pris parti, s'abstînt de juger, & même n'assistât pas à la délibération. Sur cette difficulté, le Recteur & le Doyen de Théologie s'étant retirés, Spifame présida, & recueillit les avis. Tous pensèrent que le Recteur devoit

\* Je ne puis dire à quel titre Spifame étoit député de la Faculté de Droit au tribunal de l'Université. Il ne paroît point qu'il ait été professeur en Droit. Il n'est pas même prouvé qu'il fût docteur. Mais cette Faculté lui étoit attachée, & elle l'admettoit à ses propres assemblées. Dans le procès verbal de celle qui fut tenue le 24 Juillet de cette année 1743, Spifame est nommé comme présent, & même avant tous les profes-

seurs. Dès que la Faculté de Droit lui donnoit place & suffrage dans ses assemblées, elle pouvoit bien le députer pour la représenter au tribunal. Ce qui m'étonne, c'est que le Recteur, & les députés des autres Facultés & Nations lui permettent de siéger avec eux. Après tout il ne tenoit au tribunal que le troisiéme rang, puisqu'il ne présidoit qu'après la retraite du Recteur & du doyen de Théologie.

382 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
être présent à la délibération, non  
comme suppôt de la Faculté des Arts,  
mais comme chef de l'Université :  
& Spifame conclut ainsi. Comment  
donc après avoir reconnu de sa bou-  
che que le Recteur est chef de l'U-  
niversité, pouvoit-il s'en dire la pre-  
mière personne ?

Décret de la  
Faculté de  
Théologie.

Sous le même rectorat de Pierre  
Galland parut le fameux décret de la  
Faculté de Théologie, qui contient  
une exposition de la doctrine Catho-  
lique sur toutes les matières contestées  
par les hérétiques du tems. Avant que  
de parler de ce décret, je vais reprendre  
quelques faits que j'ai laissés en arrière.

Privilèges.  
*Hist. Un.*  
*Par. T. VI*  
*p. 379.*

En 1540 la guerre s'étant renou-  
vellée entre les deux rivaux éternels,  
Charles V & François I, une ordon-  
nance du roi fut publiée pour enjoin-  
dre à tous les étrangers de sortir du  
royaume. Les suppôts de l'Université  
avoient toujours été exemts de ces  
fortes de loix, & récemment en 1521.  
Ils obtinrent encore dans l'occasion  
dont je parle, la même exemption  
par la médiation des cardinaux de  
Bourbon & Sanguin-Meudon, qui  
étoient lieutenans généraux pour le  
roi à Paris.

La même année il y eut des défenses

de la part du parlement aux maîtres & aux écoliers de l'Université de sortir en armes avec tambours & trompettes pour aller soit au Lendit, soit à d'autres parties de divertissement en campagne. L'Université rendit aussi un décret conforme à l'arrêt du parlement. Ces défenses eurent besoin, comme j'en ai déjà averti, d'être renouvelées.

Les collèges de plein exercice, au nombre de dix-huit, furent visités par le Recteur, les Procureurs des Nations, & les censeurs de la Faculté des Arts. Il convenoit extrêmement que les censeurs fussent associés à cette fonction, puisqu'ils sont créés précisément pour veiller au maintien de la discipline. Cependant ils s'en sont laissé exclure : & les doyens des Facultés supérieures, qui n'ont qu'une relation indirecte avec les collèges de la Faculté des Arts, sont associés, pour en faire la visite lorsque le cas arrive, au Recteur & aux quatre Procureurs. On a tenté dans le siècle dernier de rétablir les censeurs dans leur droit, & il n'a pas été possible de réussir.

Les obsèques de l'amiral Chabot furent célébrées le sept Juin 1543 avec

Lendit.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 379.

Visite des  
collèges.  
Censeurs.  
p. 380.

Obsèques de  
l'amiral Cha-  
bot.

Ibid. &  
Hist. de  
Paris, T. II.  
p. 1011.

384 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
beaucoup de pompe. Il semble que le  
roi ait voulu achever de réparer, par  
les honneurs qu'il lui fit rendre après  
sa mort, le traitement rigoureux dont  
il avoit usé à son égard. On sait que  
cet amiral, après avoir joui pendant  
très longtems de la plus haute faveur,  
fut condamné & dégradé en 1540 par  
des commissaires que le roi lui nom-  
ma, & à la tête desquels étoit le chan-  
celier Poyet. Son innocence fut en-  
suite reconnue, ou du moins il fut  
avéré qu'il étoit beaucoup moins cou-  
pable qu'on ne l'avoit représenté : &  
François I le fit rétablir par le parle-  
ment, qui cassa le jugement des com-  
missaires. Chabot ne se consola point  
de sa disgrâce : le chagrin hâta sa  
mort : & le roi, qui l'avoit toujours  
aimé, voulut que toutes les compa-  
gnies assistassent à son convoi. L'Uni-  
versité y marcha en son rang accou-  
tumé, vis-à-vis du chapitre de Notre-  
Dame, à gauche. Les chanoines de la  
sainte Chapelle entreprirent de lui dis-  
puter ce rang d'honneur : mais ils  
succombèrent, & furent obligés de  
marcher devant le chapitre de la ca-  
thédrale, audessus de celui de saint  
Germain l'Auxerrois.

§. II. Le



## §. I I.

**L**Es nouvelles erreurs continuoient de faire de grands progrès. Calvin , plus hardi encore que Luther , plus réglé dans sa conduite , plus maître de lui-même , travailla trop heureusement , comme chacun fait , à accréditer & à répandre l'hérésie en France. Il devint même chef de secte : & suivant l'exemple de Zuingle , aux erreurs de Luther il ajouta une nouvelle impiété , en niant le dogme de la présence réelle , que Luther avoit conservé. A l'audace de son caractère il joignoit la supériorité des talens , & l'étendue des connoissances ; il parloit & écrivoit aussi bien qu'homme de son siècle. Avec ces secours il s'attira un grand nombre de disciples , qui imitant le zèle funeste de leur maître , n'omettoient rien pour faire des prosélytes. Quoique la crainte des loix & des peines les obligeât à cacher leurs manœuvres , quelquesuns néanmoins plus ennemis de la contrainte que les autres , cherchoient à produire au jour leurs sentimens : & pendant l'Avent

Progrès de  
l'hérésie en  
France. Dé-  
cret de la Fa-  
culté de  
Théologie  
en 1543.

*ſ. p. XIII* préſſa d'oppoſer le remède au  
*indis.* Elle dreſſa en vingt-neuf article  
*Hiſt. Un.* expoſition de foi , dans laquell  
*Par. T. VI.* expliquoit avec netteté & précil  
*p. 324.* que tout Fidèle doit croire 1  
points actuellement controverſé  
écrit fut lû dans l'aſſemblée d  
huit Janvier 1543 , & paſſa à l'  
mité. Soixante-&-quatre doct  
ſignérent. Tous les licenciés  
cheliens promirent avec ſerment  
conformer : & il fut dit qu'à l'  
nul ne ſeroit admis à commen  
cours théologique , qui n'en juri  
ſervation.

Le roi , dont l'attachement to  
ſincère à l'ancienne Religion c  
avec les années , adopta & app  
par un édit du vingt-trois Juillet  
la déclaration de la Faculté de

& la règle de quiconque vouloit être reconnu pour vrai enfant de l'Eglise.

La Faculté de Théologie voulut aussi prémunir les esprits des Fidèles contre le venin de la mauvaise doctrine, en même tems qu'elle les éclairoit sur celle qu'ils devoient croire & admettre. Dans cette vûe elle résolut de dresser un catalogue des livres qu'elle avoit censurés depuis un certain tems, & de le présenter au procureur général, afin que ce magistrat par l'autorité royale empêchât la publication & la vente des ouvrages pernicioeux, dont le jugement doctrinal appartient aux théologiens. Ce catalogue parut imprimé l'année suivante 1544. J'y trouve le livre de Rabelais.

Catalogue  
des livres  
censurés par  
la Faculté de  
Théologie.

D'Argentré,  
Coll. jud. de  
nou. error.  
T. I. p. XII  
& XIII in-  
dici, &  
T. I I.  
p. 134.

Les prédicateurs des nouvelles opinions étoient gens ardens & adroits. Il n'est point de moyen qu'ils ne misent en œuvre pour répandre leur doctrine. Ils la glissoient dans tous leurs écrits, & jusques dans des livres de Grammaire. C'est ce qui donna lieu, suivant le rapport de d'Argentré, à un règlement qui fait voir quelle confiance on avoit alors en l'Université, & de quelle considération elle jouissoit. Il fut défendu à tous les imprimeurs

Réglement  
qui ordonne  
que tous les  
nouveaux li-  
vres soient  
examinés par  
des censeurs  
tirés de l'U-  
niversité.  
p. XII indic.

388 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de France de donner au public aucun  
livre, sans que le Recteur & les doyens  
des Facultés supérieures en fussent  
avertis : & le Recteur fut chargé de  
choisir deux maîtres de chaque Fa-  
culté, qui examinassent les nouveaux  
livres chacun dans son département.

*Ramus* attaquait Aristote, & est con-  
damné au silence.

*Hist. Un.*

*Par. T. VI.*

*p. 387-392.*

*et 394. 395.*

*Bayle, Dict.*

*art. Ramus.*

Une autre controverse, mais moins  
importante, agitoit dans le même  
tems l'Université. Pierre \* *Ramus* at-  
taquoit Aristote, qui régnoit souve-  
rainement dans l'école, & par cette  
entreprise peu mesurée il excita un  
grand trouble. C'étoit un génie hardi,  
amateur de la nouveauté, passionné  
pour la gloire, & cherchant à se faire  
un nom à quelque prix que ce pût  
être. Né dans l'obscurité, il avoit  
vaincu par un courage opiniâtre les  
obstacles que la pauvreté opposoit à  
son avancement. Il se réduisit à la con-  
dition de valet dans le collège de Na-  
varre, employant les jours au service  
de ses maîtres, & la nuit à l'étude.  
Après qu'il eut ainsi achevé sa carrière  
philosophique, il se trouva en état  
d'aspirer au degré de maître ès Arts :  
& dès lors il se fit connoître par un

\* Son vrai nom étoit *La Ramée* : il le latinisa sui-  
vant la mode du tems.

coup d'éclat. Obligé de prendre un sujet sur lequel il soutiendrait thèse pendant un jour entier, contre quiconque se présenteroit pour argumenter, il s'engagea à défendre cette proposition : » Tout <sup>a</sup> ce qu'Aristote a » enseigné n'est que fausseté & chimère. » L'école outroit alors l'admiration pour Aristote, & l'assujettissement aveugle à l'autorité de ce philosophe retardoit les progrès des connoissances humaines : cela n'est pas douteux. Mais la proposition de Ramus révolte par l'autre excès : & il n'est personne qui ne sente combien elle est fausse & téméraire, & quel caractère annonce dans le jeune candidat qui l'avança un pareil oubli de tout égard & de tout respect pour la façon de penser dominante. Comme néanmoins il avoit de grandes ressources du côté de l'esprit & des talens, il réussit à se faire admirer, & fut reçu maître ès Arts. Ce succès l'enhardit : & dans le tems dont nous parlons ici, il publia un livre intitulé *Aristotelica animadversiones*, c'est-à-dire, OBSERVATIONS SUR ARISTOTE,

<sup>a</sup> Quæcunque ab Aristotele dicta sint, falsa & commentitia esse.

390 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
observations critiques , qui réfutoient  
& détruisoient toute la Philosophie ,  
telle qu'elle s'enseignoit alors. Sur ce  
livre l'Université prit feu : & , si nous  
en croyons Omer Talon , ami zélé de  
Ramus , au lieu de mettre l'affaire en  
dispute réglée & scholastique , elle in-  
tenta une action criminelle contre  
l'auteur du livre , & le poursuivit au  
châtelet , comme énervant la Théo-  
logie & les Arts , par le discrédit  
où il entreprenoit de faire tomber  
Aristote.

Ce procédé est sans doute odieux.  
Mais avant que d'en porter un juge-  
ment définitif , je voudrois voir les  
pièces originales , & savoir si l'on  
n'employa pas d'abord une voie plus  
douce ; & si ce ne fut pas le mépris  
arrogant de sa censure , qui détermina  
l'Université à se pourvoir devant le  
juge royal.

Quoi qu'il en soit , cette affaire oc-  
cupa successivement tous les tribunaux.  
Du châtelet elle fut portée par appel  
au parlement. Le roi ensuite l'évo-  
qua à son conseil. Antoine de Go-  
véa , dont j'ai parlé ci-devant , étoit  
le tenant pour Aristote , & le prin-  
cipal adverfaire de Ramus. Le roi

ordonna que les deux contendans nommeroient chacun deux arbitres, *bons & notables personnages, connoissans les langues Grecque & Latine, & expérimentés en Philosophie*, auxquels il en ajouteroit lui-même un cinquième; & que cette commission examineroit le livre des Observations & en porteroit son jugement. Govéa nomma le célèbre Pierre Danès, & François de Vico-Mercato, Italien, <sup>Hist. Par. T.</sup> qui après avoir fait ses preuves de sa-<sup>p. 934.</sup> voir à Boulogne, à Pavie, & à Padoue, étant venu à Paris, avoit été agrégé & coopté en 1540 dans la Faculté des Arts, & devint ensuite professeur \* royal de Philosophie Grecque & Latine. Ramus choisit Jean Quintin docteur en Décret & Jean de Bomont médecin. Le surarbitre nommé par le roi fut Jean de Salignac docteur en Théologie.

De quelle manière l'affaire fut traitée par ces commissaires, c'est ce qu'il n'est pas aisé d'éclaircir. Car je ne m'en rapporte point avec confiance au récit d'Omer Talon, qui est visiblement un plaidoyer pour Ramus. Go-

\* Il est cité sous cette qualité dans un édit de François I en Mars 1545.

véa & Ramus plaidentent contradictoirement l'un contre l'autre. Mais dès le premier point sur lequel il fallut prononcer , il y eut partage entre les juges : & il paroît que ceux qui avoient été choisis par les parties , étoient moins leurs juges que leurs avocats. Quintin & Bomont voyant que Salignac se joignoit à Danès & à Vico-Mercato , comprirent qu'ils ne pouvoient rien faire pour leur ami , & ils se retirèrent. Les trois qui restèrent , n'en poursuivirent pas moins l'instruction du procès , & ils dressèrent leur avis d'une façon très dure pour Ramus. Ils lui prodiguent les qualifications de téméraire , d'arrogant , d'impudent , & ils concluent à la suppression de son livre. Ils prononcèrent une condamnation semblable contre un autre ouvrage du même auteur , qui leur avoit été aussi déferé , & qui étoit intitulé *Institutiones Dialectica* , traité de Logique , opposé par Ramus à la Logique d'Aristote. L'arrêt du conseil qui intervint sur leur avis , en adopta les dispositions , & y ajouta des défenses à Ramus de lire & d'expliquer dans son école les deux livres condamnés.



Il est dit dans le préambule de l'arrêt, qu'après le désistement de Quintin & le Bomont, Ramus fut sommé de nommer deux autres arbitres ; qu'il le refusa , & se soumit aux trois restans. Je n'ose assûrer que cette soumission ait été volontaire. Le récit contenu dans le préambule pourroit bien être l'ouvrage des commissaires eux-mêmes : & en ce cas là il ne mériteroit pas une entière créance.

S'il faut que je m'explique sur toute cette affaire , pour mettre le lecteur plus à portée d'en juger lui-même , je dirai qu'il me paroît évident que Ramus avoit le premier tort , non seulement quant aux procédés , mais quant au fond. La Logique est constamment la partie de la Philosophie qui ait été le mieux traitée par Aristote. Aujourd'hui , que l'admiration pour ce philosophe n'est pas assûrément poussée trop loin , l'enseignement public de cette discipline marche encore d'après lui. Et c'est précisément sur la Logique que Ramus attaquoit Aristote. Quel moyen donc de justifier sa censure ? Mais dans le cours de l'affaire , il n'est pas impossible que la conduite à son égard ait eu quelque chose qui

394 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tint de l'oppression. Le crédit de l'Université étoit grand. Le roi aimoit les lettres Grecques, & ne pouvoit qu'être très choqué de tout ce qui tendoit à en diminuer la splendeur. Ramus avoit lieu de craindre un \* traitement rigoureux : & cette appréhension l'aura forcé à se soumettre.

Il demeura dans un état d'humiliation pendant le reste du règne de François I, quoique son talent attirât un grand concours d'auditeurs aux leçons qu'il continua de faire sur la Rhétorique. Après la mort de ce prince, les protecteurs de Ramus osèrent agir pour lui. Il en avoit un puissant en la personne du cardinal Charles de Lorraine, qu'il avoit connu au collège de Navarre, & de qui il s'étoit fait aimer. Par le crédit de ce grand prélat, il obtint dès l'année même de la mort de François I, la cassation de l'arrêt du conseil qui le flétrissoit.

\* Ce n'est pas que j'adopte le récit de Pierre Galland, qui a écrit que le roi eut d'abord la pensée d'envoyer Ramus aux galères. Bayle remarque fort bien, que Galland étoit ennemi de Ramus, & que par conséquent son

témoignage n'est pas ici d'un grand poids. Mais sans être condamné à une peine afflictive, il est d'autres rigueurs auxquelles le téméraire censeur d'Aristote pouvoit se croire exposé, s'il restoit opiniâtrément,

Cet arrêt sévère avoit été rendu en 1544 : & au commencement de l'année suivante les chirurgiens , au contraire , reçurent de François I un témoignage signalé de bienveillance par des lettres patentes , qui leur étoient tout-à-fait favorables.

*Affaires des chirurgiens.*

*Rec. de Pafquier, l. IX. c. 30 & 31.*

*Mémoires & pièces du dernier procès entre les chirurgiens & les médecins.*

Depuis que la Faculté de Médecine s'étoit déclarée protectrice des barbiers-chirurgiens , les chirurgiens de robe longue avoient toujours le cœur ulcéré. Mais le désir de partager les privilèges académiques les engageoit à éviter une rupture ouverte avec les médecins , & conséquemment avec l'Université. Nous avons vû qu'en 1507 ils se reconnoissoient authentiquement écoliers de la Faculté. Néanmoins dès la même année les querelles renaissent , & elles durent jusqu'en 1510. Alors les chirurgiens firent des démarches de paix , auxquelles les médecins se montrèrent disposés à se prêter. En 1515 la paix étoit pleinement rétablie. Les chirurgiens , pour n'être point soumis à une taxe qui se levoit actuellement dans Paris par ordre du roi , recoururent à la Faculté de Médecine , & la supplièrent, suivant les anciennes conven-

tions , de les réputer ses écoliers , & de les faire jouir en cette qualité des privilèges de la scholarité : & la Faculté consentit à leur demande par conclusion du dix-sept Novembre 1515. Etant d'accord avec la Faculté de Médecine , les chirurgiens obtinrent sans peine une déclaration pareillement favorable de l'Université le cinq Mars de l'année suivante. On ajouta pourtant , en conformité de l'ancien style , cette clause remarquable , qu'ils n'étoient pas admis dans la compagnie comme licenciés ou maîtres en Chirurgie formant une cinquième Faculté , mais comme écoliers de la Faculté de Médecine , pourvû qu'ils en fréquentassent les actes.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 70.*

Delà jusqu'en 1544 tout fut tranquille : au moins je ne vois aucun acte d'hostilité. Mais le titre sur lequel se fondoient les chirurgiens pour jouir de l'exemption des charges publiques , pouvoit , suivant l'observation que je trouve dans un mémoire manuscrit de M. Piat mon illustre ami , être critiqué par deux endroits. On leur contestoit la qualité de vrais écoliers , premièrement sur ce que la plupart d'entre eux étoient gens ma-

riés : ce qui , dans les tems dont il s'agit , paroissoit peu compatible avec l'état d'écolier. En second lieu , on n'est pas écolier toute sa vie : & l'ordonnance de Louis XII fixoit à huit ans l'espace de tems , pendant lequel les étudiants en Médecine pourroient jouir des privilèges académiques. Or les chirurgiens prétendoient en garder la jouissance durant tout le tems qu'ils vivoient , ou du moins qu'ils exerceroient la Chirurgie.

Ces difficultés étoient réelles , & les préposés à la levée des taxes n'avoient pas tort de les faire valoir. Il falloit aux chirurgiens un titre plus efficace & moins restreint , pour les mettre à l'abri des poursuites , & ils trouvèrent François I disposé à leur accorder au moins en partie ce qu'ils souhaitoient. Par lettres parentes données au mois de Janvier 1545 , le roi déclara que son intention étoit que les chirurgiens , mariés ou non mariés , jouissent de tels & semblables privilèges dont les écoliers , docteurs régens , & autres gradués & suppôts de l'Université , avoient accoutumé de jouir ; & conséquemment de l'exemption de toute taxe & imposition pu-

blique. Cette clause , *mariés ou non mariés* , détruisoit la première objection que l'on faisoit contre eux. En second lieu la durée de la jouissance des privilèges académiques n'est point limitée pour eux par les lettres patentes à un certain espace de tems ; & elle paroît attachée à la profession de la Chirurgie. Il faut seulement observer que cette faveur est accordée aux chirurgiens , non par voie d'incorporation à l'Université , mais de simple assimilation.

Ces lettres ne confirment pas seulement les chirurgiens dans la possession de droits utiles : elles sont encore flatteuses pour eux , en ce qu'elles contiennent tous les titres honorifiques qu'ils sont jaloux de s'arroger. Leur profession y est qualifiée *art & science*. Ils y sont appelés eux-mêmes *professeurs , bacheliers , licenciés , & maîtres en icelui art de Chirurgie*. Voilà les titres qu'ils ont toujours ambitionnés.

Mais il est important de remarquer que ces titres ne leur sont point donnés & conférés par le roi : ils sont simplement énoncés : & tout ce que prouve cette énonciation , c'est que

les chirurgiens se les attribuoient. Il est de style que les lettres patentes obtenues par des supplians copient leur requête : & par conséquent elles ne peuvent leur fonder un droit aux titres & qualités qu'ils prennent , surtout au préjudice d'un tiers , qui n'a été ni appelé ni entendu. Les chirurgiens ne peuvent donc pas tirer avantage des dénominations honorifiques dont les décorent les lettres patentes de 1545.

Il est vrai que ces lettres ne sont pas leur plus ancienne preuve de possession , & qu'ils allèguent des pièces d'une date bien plus reculée , où leur sont attribués les titres qu'ils revendiquent.

Mais outre que ces pièces ne sont point des actes judiciaires , où ils aient eu de légitimes contradicteurs , outre que l'Université & la Faculté de Médecine , seules intéressées à la chose , ne leur ont jamais accordé les qualités dont il s'agit : remarquons de plus que les termes qui expriment aujourd'hui ces qualités , avoient dans les tems anciens une signification bien plus générale , & n'étoient pas re-  
streints aux compagnies enseignantes.

Le titre de *bachelier* étoit commun aux arts libéraux & mécaniques : celui de *maître* l'est encore. Le terme *licencié* signifie dans l'origine celui qui a obtenu une *licence* ou permission. Ainsi pour décider de sa valeur & de son prix, il faut examiner de quelle nature est la *licence* ou permission obtenue. Or la *licence* qu'obtiennent les chirurgiens, est celle d'opérer : *licentiam operandi*, est-il dit dans l'ordonnance de Philippe le Bel en 1311 : au lieu que la *licence* qui est accordée aux suppôts des Universités, est celle d'enseigner. Le nom même de *professeur* ne désigne dans les lettres de 1545 que celui qui fait profession d'un art, & non un maître qui en donne des leçons. La preuve en est qu'*étudiants* & *professeurs* y sont mis sur une même ligne, comme devant subir des examens pour acquérir les degrés de bacheliers, licenciés, & maîtres. Pour ce qui est du titre de *science* joint à celui d'*art* par rapport à la Chirurgie, je m'en tiens à ma première observation. C'est l'énoncé des chirurgiens : & s'il se trouve exprimé dans quelques actes anciens de l'Université, ce n'est que d'après eux, & par pure



advertance, dans un tems où l'on ne voyoit pas jusqu'où ils porteroient leur jour leurs prétentions.

Les lettres patentes de 1545 ne furent point enregistrées au parlement, malgré trois lettres de jussion. Ce refus d'enregistrement avoit peut-être pour principe l'opposition de l'Université & de la Faculté de Médecine. C'est néanmoins ce que je n'ose assurer, parce que je n'en trouve aucune preuve littéraire. J'observerai seulement que les titres scientifiques de *bacheliers, licenciés, & professeurs*, ne paroissent plus dans les lettres accordées aux chirurgiens par Charles IX en 1567. On les y qualifie simplement *maîtres chirurgiens jurés*. Ces lettres furent enregistrées. Ainsi jusques-là les chirurgiens n'avoient pas gagné beaucoup de terrain sur la Faculté de Médecine & sur l'Université, qui de leur côté ne s'écartoient point de leur plan, qui en avoient rappelé toutes les conditions en 1551 par un décret solennel. Je reprendrai la suite de cette affaire sous l'année 1576.

Le zèle de la Faculté de Théologie pour le maintien de sa discipline, en ce qui regarde les Mendiants, fut mis

*Hist. Un.  
Par. T. V<sup>e</sup> la  
p. 247.*

La Faculté  
de Théologie  
maintient ses  
loix à l'égard  
des Men-  
diants.  
p. 393.

admis au cours d'exercices thé-  
ques extraordinairement , & p-  
le nombre prescrit pour ceux  
Ordre. Ce sont ordinairement  
jets les plus destitués de mérite  
tâchent d'y suppléer par de p-  
ressources , foibles en capacité  
sans en intrigues : & celui - c  
dans le cas. La lettre du prince  
Le deuxième jour d'Août dans  
culté : & comme l'assemblée ét  
nombreuse , & que l'affaire pa  
difficile & importante , il fut c  
l'on nommeroit des députés , q  
mineroient & en feroient leur  
à la compagnie. La décision fu  
tems différée , peut - être à ca  
tems des vacations , qui interv  
vingt Décembre la Faculté c  
son syndic Emeri de Courcelle

Courcelles tint au prince , est rapporté dans les actes de la Faculté : & nit par ces termes : » Les doyen & docteurs de la Faculté de Théologie vous supplient , comme protecteur de leurs privilèges , vouloir eux estre gardez & observez ; & ils prieront Dieu pour la bonne profpérité & santé du roy très Chrétien , vostre \* père & le vostre. » Le prince accueillit favorablement le syndic , & lui répondit qu'il désiroit le maintien & l'observation des privilèges & droits de la Faculté de Théologie ; & s'il eût connu l'incapacité du receveur dont il s'agissoit , il n'eût pas été en sa faveur. Je ne fais ce que je fais le plus louer ici , ou la fermeté des docteurs , ou la bonté du prince.

L'hyvet , ce receveur général de l'Université , qui avoit tant fatigué les docteurs par ses mauvaises difficultés , ne put résister enfin à se démettre , non pas seulement & simplement , mais en présentant pour le remplacer Simon Doureau , l'un des anciens professeurs

Election  
d'un rece-  
veur général  
de l'Univer-  
sité.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 395. 396.

Le style étoit reçu & dans une requête la Faculté des Arts adressa à François I , le prier d'abréger le cours de Philosophie , elle le qualifie : SIRE ET PÈRE. Voyez cette requête dans Duboullai , p. 392.

Recteur Louis Charpentier  
tant quatre voix contre trois  
pour le dernier parti. M.  
appella de cette conclusion  
toit d'abusive : & dans le fi  
tint pas. Le quatorzé du n  
l'Université se rassembla  
bérer sur la même affaire. I  
sur la démission de Thyvet  
mé à la charge de receveur

Censures de  
la Faculté de  
Théologie.

Hist. Un.

Par. T. VI.

p. 396.

J'ai averti que dans le g  
bre des censures portées-  
culté de Théologie, je ch  
traits les plus remarquabl  
je ne me ferois pas une  
tout. Ainsi j'observerai  
qu'un Jacobin nommé Cou  
suivi criminellement dabo  
telet & ensuite au parlen  
des propositions hazardées

l'avis des docteurs la cour pro-  
ce qui seroit convenable. Ce *Hist. Un.*  
il se purgea, & il obtint le *Par. T. VI.*  
deux Août de la même année *p. 435.*  
et favorable, qui le mit en état  
d'achever sa licence cinq ans

ix ans auparavant un plus il- *Launois ;*  
accusé, docteur de la Faculté, & *Hist. Coll.*  
par elle à son tribunal, s'étoit *Navarra,*  
en péril par une conduite égale- *n. 704. 705.*  
ment modeste & habile. Claude d'Es- *D'Argentré,*  
prêchant en 1543 dans l'Eglise *Coll. jud. de*  
Merri, se servit de quelques *novis error.*  
allégations qui furent relevées, & que *T. I. p.*  
le pape ne crut pas devoir négliger *XIII in-*  
pendant un tems, où les ennemis de l'or- *dict. et*  
doctrin se multiplioient, & tiroient *T. I I.*  
d'argent de tout. S'il n'y avoit eu dans *p. 137. 138.*  
l'Université rien de plus condamna-  
ble que la manière dont il s'expli-  
qua la Légende dorée, qu'il traita  
de *legende de fer*, assurément il eût  
passé pour pleinement innocent.  
On peut conjecturer que d'Es-  
toit du nombre de ceux qui  
se joignirent en quelque composition sur  
des articles moins importants; &  
qu'il imitoit le cardinal Charles  
de Lorraine son patron, qui a été re-

406 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
gardé comme ne se piquant pas d'u  
roideur inflexible dans les points qu  
jugeoit ne pas intéresser la substance  
la Foi. Ce docteur se voyant char  
d'une accusation délicate, ne s'opin  
tra point à lutter contre sa comp  
gnie. Il comparut devant les coi  
missaires qu'elle lui avoit nommés :  
engagea un de ses amis à s'offrir po  
conciliateur, afin d'éviter l'éclat d'u  
instruction & d'une procédure : il  
soumit aux explications & rétrad  
tions qui lui furent prescrites : & n  
fut pacifié. Ce ne fut pas là le dern  
chagrin de cette espèce qu'il eut  
essuyer. Mais nous verrons qu'il n'  
fut pas moins considéré, & emplo  
comme l'un des premiers théologes  
de l'Eglise de France.

*T. I. p. XIX* L'exemple de d'Espense ne fut j  
*indiciis*, & suivi par un frère Mineur, nomi  
*T. II. p. 137* Pernocelle, qui faisant son cours  
*238.* licence avoit prêché dans plusieurs  
Eglises de Paris la nouvelle doctrine  
Pernocelle déferé à la Faculté, fut  
bord interdit par elle de la prédica  
tion, pendant que son procès s'in  
struisoit. Il supplia, il s'excusa,  
promit de se soumettre. Mais ce n  
toit de sa part qu'artifice & mauva

. Lorsqu'il eut épuisé tous les subfuges, il prit son parti, & se retira chez les Protestans. Ceci se passa en l'année 1545.

Cette même année se fit l'ouverture du concile de Trente. Depuis la fin des troubles de Religion, il n'avoit souvent été traité entre les papes & les princes de la convocation d'un concile général, qui étoit regardé comme le remède le plus efficace aux maux de l'Eglise. Mais les intérêts politiques, qui traversent trop souvent ceux de la Religion; les guerres presque continuelles entre Charles V & François I; les chicanes des princes Protestans, qui feignoient de désirer le concile, pour ne point décréditer leur cause, & qui en même tems existeroient, si l'on vouloit qu'ils s'y soumettoient, des conditions injustes & impossibles: tous ces obstacles avoient toujours retardé l'exécution d'un si grand & si utile dessein. Il y avoit eu même des difficultés considérables sur le lieu où le concile devoit s'assembler. Paul III l'avoit convoqué sans succès, d'abord à Mantoue, puis à Vicence. Enfin la ville de Trente, frontière d'Italie & d'Allemagne, fut

Ouverture  
du concile de  
Trente.

# 408 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

agréée de toutes les parties : & le p  
par sa bulle du vingt-deux Mai 15  
y indiqua le concile pour le prem  
Novembre de la même année. Div  
empêchemens en firent différer l'o  
verture jusqu'au 13 Décembre 1545

Faits de l'U-  
niversité re-  
latifs au con-  
cile.

*Launois, Hist.*  
*Coll. Nav.*  
*p. 273-275.*  
*C<sup>te</sup> Fra Pao-*  
*lo, Hist. du*  
*concile de Tr.*  
*l. II.*

François I, pour préparer les m  
tières qui devoient être traitées da  
le concile, assembla à Melun, sur  
fin de l'année 1544, douze docteu  
en Théologie, du nombre desque  
fut Claude d'Espense. Quelquesuns  
ces docteurs vouloient que l'on pro  
posât & demandât à Trente la confir  
mation des décrets des conciles de  
Constance & de Bâle, & le rétablis  
sement de la Pragmatique Sanction  
D'autres s'y opposoient, dans la crainte  
d'offenser en même tems le roi & l  
cour de Rome. Il fut arrêté seulemen  
que les théologiens François pren  
droient pour règle le décret en vingt  
neuf articles de l'année 1543.

Nous avons vû quel l'Université avoit  
envoyé ses députés aux conciles de  
Pise, de Constance, & de Bâle : &  
même qu'ils y tinrent un rang distin-  
gué, & influèrent beaucoup dans les  
résolutions de ces saintes assemblées.  
Il fut fait aussi des démarches qui pré-  
paroient



proient à une députation de sa part  
 au concile de Trente. Le cardinal du <sup>Hist. Un.</sup>  
 Bellai, évêque de Paris, l'y invita par <sup>Par. T. VII</sup>  
 une lettre, qui fut lûe dans l'assem- <sup>p. 396.</sup>  
 blée de l'Université le 24 Avril 1545.  
 Le quinze Novembre suivant la Faculté <sup>D<sup>e</sup> Argentré,</sup>  
 de Théologie en délibéra. Mais je ne <sup>T. I. p. XVI</sup>  
 vois pas qu'il se soit ensuivi de ces <sup>induits.</sup>  
 démarches un grand effet. Il est cer-  
 ain que l'Université de Paris prit beau-  
 coup moins de part à ce qui se passa au  
 concile de Trente, qu'elle n'en avoit  
 eu aux précédens qui viennent d'être  
 nommés. Je rapporterai ce que l'hi-  
 toire me fournira sur cette matière,  
 lorsque le tems en sera venu.

Dans l'assemblée du vingt-quatre <sup>L'Université</sup>  
 Avril on avoit commencé par lire une <sup>de Cologne</sup>  
 lettre de l'Université de Cologne, qui <sup>demanda</sup>  
 imploroit le secours de celle de Paris <sup>l'adjonction</sup>  
 contre son archevêque. Herman de <sup>de celle de</sup>  
 Weiden, archevêque & électeur de <sup>Paris contre</sup>  
 Cologne, prélat que la simplicité de <sup>l'archevêque</sup>  
 son esprit & son peu de connoissances <sup>Herman.</sup>  
 expoient à la séduction, s'étoit laissé  
 persuader par Bucer & par Melancthon  
 d'introduire la nouvelle réforme dans  
 son diocèse. Heureusement il trouva  
 la résistance dans son clergé & dans  
 l'Université de sa ville archiépisco-

410 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
pale : & c'est cette résistance qui a  
sauvé la Foi Catholique dans Cologne.  
L'Université de Paris priée par celle  
de Cologne d'intervenir dans la cause,  
& de l'appuyer de son crédit & de sa  
recommandation auprès du pape , ne  
crut pas pouvoir donner réponse , jus-  
qu'à ce qu'elle eût reçu sur ce point les  
ordres du roi. Depuis que la science  
polirique a été plus éclaircie en Eu-  
rope , & que l'on a mieux connu ce  
que l'on appelle maximes d'Etat &  
droits du souverain , ces communica-  
tions avec l'étranger , autrefois d'un  
fréquent usage , sont devenues plus  
rares & plus difficiles. Le roi conseilla  
à l'Université de Paris de répondre ,  
qu'elle louoit beaucoup le zèle avec  
lequel ceux de Cologne s'opposoient  
aux attaques des adversaires de la saine  
doctrine ; mais qu'elle ne pouvoit faire  
cause commune avec les sujets d'un  
prince étranger. Ce conseil donné par  
le roi étoit un ordre , & il fut exécuté.  
L'affaire se termina à la satisfaction  
des bons Catholiques , sans que l'Uni-  
versité de Paris s'en mêlât. Herman  
excommunié & déposé par le pape ,  
fut forcé par l'empereur de se soumet-  
tre à ce jugement , & ayant abdiqué

on éminente dignité, il fut remplacé par un archevêque zélé pour l'ancienne Religion.

Une maladie contagieuse régna dans Paris, & y fit un grand ravage pendant les années 1544 & 1545. Elle agissoit encore dans toute sa force le dix-sept Juillet de cette dernière année, jour auquel le parlement rendit arrêt pour enjoindre à la Faculté de Médecine de choisir six docteurs de son corps, qui se devoassent uniquement à la cure des pestiférés. De semblables ordres furent donnés aux barbiers & chirurgiens.

*Peste dans Paris. Médecins délégués pour traiter les malades.*

*Hist. de Paris, T. II. p. 1016.*

*Hist. Un. Par. T. V L. p. 397.*

L'élection du Recteur au mois de Décembre ne se seroit pas passée tranquillement, s'il n'eût été pris des mesures pour prévenir le trouble. Un certain Guillaume Bernard tramoit des brigues, des cabales, & distribuoit de l'argent, pour se gagner les suffrages.

*Trouble prévu dans l'élection du Recteur. Mesures prises pour le prévenir.*

*p. 397.*

Jean Calmus, qui ne prend pas d'autre qualité que celle de régent en l'Université de Paris, presenta requête au parlement, demandant que le premier huissier fût commis pour informer des manœuvres de Bernard, & pour assister avec main forte à l'assemblée où se feroit l'élection. Le parle-

412 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 ment rendit un arrêt conforme à la  
 requête , & Calmus lui-même fut  
 élu.

Faits de  
 moindre im-  
 portance.

*Hist. Un.*  
*Par. T. F. I.*  
*p. 398.*

L'année 1546 nous offre peu de  
 faits qui demandent que nous y in-  
 sistions beaucoup : un nouveau décret  
 pour proscrire les divertissemens indé-  
 cens de la fête des Rois : de nouvel-  
 les contestations avec les parchemi-  
 niers , avec les préposés à la levée des  
 impôts sur le vin. Je m'arrêterai da-  
 vantage sur ce qui regarde la propo-  
 sition faite en cette année d'aliéner le  
 grand Pré aux Clercs , comme le petit  
 avoit été vendu quelques années au-  
 paravant.

Proposition  
 de vendre le  
 grand pré.

*p. 385 &*  
*398.*

*Mémoires*  
*sur le Pré*  
*aux Clercs*  
*p. 164--166.*

En 1543 le syndic de l'Université  
 avoit requis que l'on délibérât tou-  
 chant le parti qu'il convenoit de pren-  
 dre par rapport au grand pré , qui ,  
 suivant un toisé fait en 1540 , conte-  
 noit douze arpens. Il représenta que le  
 pré avoit besoin d'être défendu par  
 un mur d'enceinte , ou par un fossé ;  
 & que la compagnie ne se trouvoit  
 pas en état d'en faire la dépense. Cet  
 exposé portoit à conclure que le mieux  
 étoit de se défaire d'un bien onéreux ,  
 qui périltoit , & dont , en le ven-  
 dant ou le louant , on pouvoit tirer un

produit considérable. Mais l'Université étoit jalouse de se conserver la propriété de son ancien patrimoine, & de conserver à ses écoliers l'usage qu'ils en faisoient pour leurs récréations aux jours de congé. Il fut dit que les choses seroient laissées en état.

Néanmoins, comme le parti de vendre étoit sensé au fond, & utile, il fut remis sur le tapis le vingt-huit Avril 1546, & proposé à la délibération de l'Université. La Faculté des Arts, qui s'est toujours attribué un droit propre & spécial sur le Pré aux Clercs, consentit qu'il fût vendu, sous la condition que le produit de la rente tourneroit à son profit. Les trois autres Facultés ne prirent pas un parti bien décidé. Mais divers particuliers, suppôts de l'Université s'opposèrent nettement à toute conclusion, qui tendroit à dessaisir la compagnie du domaine de ses pères. Wallerand de Bez, simple maître ès Arts, l'un des opposans, se présenta à l'assemblée des députés qui se tint chez le Recteur le quatre Mai, & il y rendit compte de ses moyens d'opposition. Outre les raisons tirées du fond, il allégua que l'article de l'aliénation du pré n'avoit

414 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 point été exprimé sur le billet de con-  
 vocation de l'assemblée du vingt-huit  
 Avril, & que cette omission opéreroit  
 la nullité de la délibération & de la  
 conclusion. Les députés reconnurent  
 la valeur de ce moyen de forme. Ils  
 ordonnèrent que l'affaire seroit de  
 nouveau proposée dans l'assemblée gé-  
 nérale, & que le billet de convoca-  
 tion en feroit une mention expresse.  
 Cet arrêté eut son exécution, & le  
 septième jour d'Août l'Université as-  
 semblée rejeta le projet de la vente.

Mort de  
 François I.  
 Ses obsé-  
 ques.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 399—405.*

*Hist. de Pa-*  
*ris, T. II.*  
*p. 1020, C.*  
*Fr. part. II.*

En 1547 le 31 Mars François I  
 mourut au château de Rambouillet.  
 Les obsèques de ses deux fils morts  
 avant lui, François dauphin & Charles  
 duc d'Orléans, furent célébrées avec  
 les siennes, & leurs corps dans cette  
 triste cérémonie accompagnèrent le  
 sien. L'Université y tint son rang ac-  
 coutumé. Dans la marche elle occu-  
 poit la gauche, vis-à-vis du chapitre  
 de la cathédrale, & le Recteur mar-  
 choit de niveau avec le doyen du  
 chapitre. Aux services qui se firent  
 dans le chœur de Notre-Dame & dans  
 celui de S. Denys, le Recteur & quel-  
 quesuns de l'Université prirent place  
 dans les hauts sièges à gauche après

le parlement , la chambre des comptes , & la cour des aides.

Le même orateur fit les deux oraisons funébres, à Notre-Dame & à saint Denys. Ce fut Pierre Castellan, ou du Chatel, alors évêque de Mâcon, depuis évêque d'Orléans & grand aumônier : prélat d'un mérite supérieur, savant, éloquent, mais homme de cour, & qui ne craignit point de prêcher que le prince qu'il louoit, avoit mené une si sainte vie, qu'il n'y avoit pas lieu de douter que son ame n'eût été tout d'un coup transportée au ciel, sans passer par les flammes du purgatoire. François I fut assurément un prince magnanime, plein de valeur & d'une noble franchise. Les lettres, qui lui doivent tout dans ce royaume, ne cesseront jamais de célébrer ses louanges. Mais on fait assez que sa vie n'a pas été un modèle de sainteté. Ce ne fut pourtant pas par cet endroit que la phrase de Castellan fut attaquée. Les docteurs en Théologie prétendirent y appercevoir une critique de la doctrine du purgatoire, & ils voulurent en porter leurs plaintes en cour. Il n'y avoit pas matière, & on se moqua d'eux. Le fait est

Eloges funé-  
bres de ce  
prince par  
Pierre Ca-  
stellan.

Thuan, Hist.  
l. III.

# 416 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

que ce prélat ne leur étoit pas agréable. Bon Catholique, mais d'un zèle tiède, il favorisoit & protégeoit des gens de Lettres dont les sentimens n'étoient pas orthodoxes, tels que le célèbre imprimeur Robert Etienne, duquel j'aurai occasion de parler dans la suite. Henri II, fils & successeur de François I, eut si peu d'égard aux accusations des docteurs, qu'il fit Castellan grand aumônier l'année suivante.

**Privilèges.** On a vû qu'à chaque mutation de règne, l'Université est attentive à faire confirmer & renouveler ses anciens privilèges. Elle demanda, suivant son usage, cette confirmation au nouveau roi Henri II, & elle l'obtint sans délai. Les lettres patentes en furent expédiées au mois de Septembre 1547. Je vais recueillir ici tout ce que me fournit le règne de Henri II sur la matière des privilèges, & je considérerai trois objets, le droit dont jouissent les suppôts de l'Université d'avoir leurs causes commises au châtelet de Paris, l'exemption des impositions, le droit rectoral sur le parchemin.

**Droit de commissarius.** Le droit que l'on nomme de *commissarius* fut confirmé, corroboré, &

*Hist. Un.  
Par. T. I.  
p. 405.  
Privilèges de  
l'Université,  
p. 123.*

*p. 40.*



*amplifié* par lettres du mois de Mars 1555, aux principaux des collèges, & à tous maîtres de l'Université tenant pension, pour le recouvrement des deniers qu'ils auroient employés à la subsistance de leurs pensionnaires. Le parlement de Rouen ne vouloit point reconnoître en ce point le privilège de l'Université, qu'il regardoit comme contraire à la charte normande. Les autres parlemens du royaume trouvoient aisément des titres ou des prétextes pour se dispenser pareillement d'y avoir égard. Le roi, qui se qualifie lui-même *le bon père & protecteur* de l'Université, dérogea par les lettres dont il s'agit à toutes les loix & coutumes, en vertu desquelles on entreprendroit de forcer les maîtres de Paris à plaider ailleurs qu'au châtelet, pour cause d'alimens fournis & de pensions : & il ordonna l'observation & exécution du privilège académique dans toute l'étendue de son royaume.

L'exemption de payer les droits imposés sur le vin, fut contestée en 1557 Exemption des droits imposés sur le vin. aux suppôts de l'Université par la cour p. 129. des aides, sous prétexte que la loi n'en p. 129. dispensoit personne, & vouloit que le droit fût levé sur tous, exemts & non

418 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
exemts. Il a déjà été observé que l'Université prétendoit n'être point comprise dans toutes les ordonnances onéreuses où elle n'étoit point expressément mentionnée. Sur ce fondement elle présenta requête au roi, pour demander à jouir de son privilège d'exemption : & le roi autorisa la prétention, & lui accorda sa demande, par lettres patentes du douze Mai 1557.

Je remarque en passant que l'opinion qui fait Charlemagne fondateur de l'Université, étoit alors regardée comme tellement indubitable, que Henri II dans ces lettres fait le calcul exact du nombre d'années que l'Université, dans cette supposition, avoit subsisté. *Depuis la fondation de ladite Université, dit-il, qui fut il y a sept cens soixante - & - six ans.* Il regarde l'Université comme fondée en l'année 790.

p. 126. Le droit de franchise par rapport à toutes les impositions sur le vin avoit été reconnu & approuvé en 1553 par arrêt du parlement, rendu en faveur des Jacobins, qui, comme suppôts de l'Université, en réclamoient le privilège. Les fermiers des droits du roi

avoient fait arrêter & saisir au pont de Sens trois cens muids de vin , que ces religieux faisoient venir à Paris pour leur maison , alors extrêmement nombreuse. L'affaire fut portée au parlement , qui déclara la faisie tortionnaire & injuste , & condamna les fermiers aux dépens , dommages & intérêts.

J'ai parlé plus d'une fois du droit rectoral sur tout le parchemin entrant dans Paris , droit qui consiste en ce que cette marchandise doit être amenée dans la halle de l'Université , aux Maturins anciennement , maintenant au collège de Justice , pour y être visitée , estimée , & appréciée , & recevoir la marque du Recteur , à qui chaque bote de parchemin doit seize deniers Parisis ou vingt deniers Tournois. Tout parchemin qui n'a pas la marque du Recteur , est saisissable , & la confiscation lui en appartient. Les parcheminiers portoient impatiemment ce joug , & non seulement ils cherchoient à frauder le droit du Recteur par la contrebande , mais ils l'attaquoient au fond ; & dans les dernières années du règne de François I , il y avoit une instance pendante au parlement sur cette ma-

Droit rectoral sur le parchemin.

p. 124  
181--186.

420 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tière. Henri II donna des lettres patentes au mois de Septembre 1547, qui confirmoient le droit de l'Université, & qui ayant été enregistrées au parlement, servirent de règle pour le jugement du procès. L'arrêt fut rendu le deuxième jour d'Août 1548.

Les parcheminiers, évincés par cet arrêt, se retranchèrent à prétendre qu'au moins le parchemin destiné pour l'usage des cours de justice, & en particulier pour le greffe du parlement, ne devoit payer aucun droit au Recteur. Nous trouvons cette prétention énoncée dans une requête présentée au parlement, le deux Août 1553, par Etienne Ancher parcheminier du roi & du parlement. Il obtint main levée de la saisie qui avoit été faite chez lui le vingt-deux Juillet précédent, de quatre bottes de parchemin non rectorisé. Cette petite victoire lui donna apparemment & à ses confrères la confiance de violer la loi plus hardiment. Car je vois qu'au mois de Décembre 1554, le Recteur se plaignoit qu'il s'étoit vendu environ deux cens bottes de parchemin, qui ne lui avoient payé aucun droit. Ce Recteur mit en délibération de quelle manière il de-

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 478.*

voit s'y prendre, pour avoir raison de la fraude faite à ses droits. Jean du Luc, procureur de l'Université au parlement, homme habile & entendu, reconnut que le Recteur étoit certainement en droit de citer les délinquans à son tribunal, & de se faire justice par lui-même. Mais il représenta que le procureur général n'approuvoit point cette façon de procéder. Ainsi il conclut à poursuivre l'affaire au nom de l'Université devant le parlement. Je ne puis dire si ce conseil fut suivi. Mais je vois que la question du fond se termina à l'avantage de l'Université. Le parcheminier Ancher se soumit par acte du vingt-sept Juin 1560 à payer le droit de rectorisation, même pour le parchemin qu'il fournissoit au greffe du parlement.

*Privileges de  
l'Université,  
p. 125. 126.*

Ce fut l'année suivante 1561 que l'on s'avisa pour la première fois d'affermir ce droit, afin de débarrasser les Recteurs des détails pénibles du recouvrement.

Je dois observer que, si ce droit appartient en commun à toute l'Université, c'est la Faculté des Arts qui en a l'exercice & la jouissance. C'est cette

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 406.*

## 422 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Faculté qui porta en 1548 les frais du procès pour le maintenir : & c'est elle encore qui le donna à ferme en 1561.

*Faits médiocrement intéressans.* Je reviens à l'année 1547, sur laquelle & sur la suivante je trouve d'abord quelques faits médiocrement intéressans.

*Hist. Un. Par. T. P<sup>1</sup>. p. 405.* Le doyen de Médecine prétend user du droit de double suffrage dans les délibérations de la Faculté. Il soutenoit que le Recteur & tous les chefs de compagnies dans l'Université avoient cette prérogative. Elle n'est connue aujourd'hui parmi nous que dans la Faculté de Droit.

*p. 406.* Les bacheliers de la licence de Théologie invitent le parlement d'assister, suivant l'ancienne coutume, à leurs paranymphe chez les Dominicains, à Navarre, & en Sorbonne : & le parlement promet de s'y rendre.

Le Recteur se transporte à S. Denys pour le Lendit, & n'ayant point invité les doyens des Facultés supérieures à l'accompagner dans ce voyage, il s'attire à ce sujet les plaintes du doyen de la Faculté de Décret.

Un événement plus important est le renouvellement des querelles au

et du Pré aux Clercs, & le procès Grandprocès au sujet  
 nnel & civil en même tems qui du Pré aux  
 uit de cette origine en 1548, & Clercs.

a plusieurs années.

La paix régnoit entre l'Université & Par. T. VI.  
 moines de S. Germain depuis deux p. 406-429.  
 s ans, ou elle n'avoit été inter Mémoires sur  
 apue que par des troubles légers & le Pré aux  
 ntôt apaisés. Ce n'est pas que les Clercs,  
 ines gardassent fidèlement les an- p. 166-196.  
 nes conventions : au contraire ils Hist. de Pa-  
 1025-1027.

avoient violées presque dans tou-  
 leurs parties. Ils ne payoient point  
 rentes qu'ils devoient à l'Univer-  
 . Ils s'étoient approprié le chemin  
 conduisoit de l'abbaye à la rivière  
 re le grand & le petit pré : & ils  
 oient établi une voirie, & assigné  
 e place pour le marché aux chevaux,  
 is le voisinage du pré, ce qui in-  
 nmodoit beaucoup les écoliers dans  
 rs divertissemens. Le petit pré sur-  
 it, en conséquence des nouveaux  
 angemens pris par les moines, étoit  
 venu le receptacle de toutes les im-  
 ndices qui sortoient de ce côté de  
 ville, en sorte que l'Université s'é-  
 t crüe forcée de s'en défaire & de  
 iéner. Les moines avoient encore  
 s des vûes & ouvert des fenêtres

#### 424 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

sur le pré. Enfin ils en avoient confondu avec leur domaine tantôt un morceau , tantôt un autre , par des usurpations clandestines. Tous ces torts faits à l'Université par les moines sont constatés par l'arrêt du dix Juillet 1548 , qui en ordonne la réparation. L'Université , toujours peu attentive à ses intérêts , se réveilleoit de tems en tems , faisoit quelques mouvemens , & puis rentroit dans l'inaction. Il fallut que la pétulance de ses écoliers , & les mauvais traitemens qu'ils éprouvèrent en conséquence , la tirassent de son assoupissement , & que la nécessité de se défendre sur un incident amené par leur témérité la mît sur les voies pour pousser l'affaire au fond , & revendiquer efficacement ses droits usurpés.

J'ai dit que plusieurs suppôts de l'Université improuvoient l'aliénation du petit pré. Nul n'y étoit plus opposé que Ramus , & dès qu'il eut obtenu du nouveau roi <sup>a</sup> main-levée de sa plume & de sa langue , comme il s'exprime lui-même , il usa de cette

<sup>a</sup> Misero rex Henricus . . . . . adfuit , me-  
que . . . . & manibus & linguâ solvit. *Ramus cité par Bayle , Dict. art. Ramus , not. L.*



tré pour déclamer avec véhémence  
 tre les auteurs d'une résolution ,  
 l faisoit regarder comme indé-  
 e, & contraire aux vœux légitimes  
 a jeunesse académique. On con-  
 aisément que dans ses invectives  
 l'oublia pas les usurpations des  
 nes, qui rétrécissoient le pré de  
 en jour. Les écoliers entrèrent  
 s ses sentimens avec transport. L'a-  
 tage de la compagnie les touchoit  
 . Ils ne cherchoient qu'à avoir plus  
 ieu pour leurs jeux & leurs exer-  
 s. Pleins de la fougue que leur  
 ient inspirée les discours de Ra-  
 , ils s'attroupent en armes le  
 tre Juillet 1548 : un grand nom-  
 de mauvais sujets & de gens de  
 e du peuple se joignent à eux :  
 ous ensemble ils vont attaquer le  
 des moines. Ils y font brèche en  
 ieurs endroits, rompent les arbres  
 iers, brisent les vignes, empor-  
 les treilles : & ils commirent en-  
 les mêmes excès dans le jardin  
 e conseiller au grand conseil, qui  
 t sa maison dans le voisinage.  
 religieux de leur côté se mirent en  
 nse, eux & leurs gens. Ils appel-  
 nt le lieutenant criminel & le pré-

416 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
vôt de la maréchaussée. Plusieurs des  
écoliers , & de ceux qui les accom-  
pagnoient , furent battus , blessés ,  
emprisonnés , obligés de fuir en dé-  
fordre. Il y eut bien des violences de  
part & d'autre : mais on ne peut pas  
douter que les écoliers n'aient été les  
agresseurs. Le Recteur & l'Univer-  
sité firent tout ce qui étoit en leur  
pouvoir pour appaiser le tumulte , qui  
eut diverses scènes , & dura plus d'un  
jour. Enfin par leurs soins , & par  
l'autorité des magistrats , le calme fut  
rétabli : & l'Université n'eut plus qu'à  
se défendre judiciairement contre les  
religieux , qui les premiers avoient  
rendu plainte. La cause fut plaidée au  
parlement les neuf & dix Juillet.

Elle étoit mêlée , comme je l'ai dit ,  
de civil & de criminel. Car pour ré-  
pondre à la plainte formée par les  
religieux au sujet des violences qu'ils  
venoient de souffrir , l'Université ex-  
posa ses griefs contre eux , & les torts  
qu'elle avoit reçûs de leur part.

Arrêt du par-  
lement.

*Ibid.*

Le criminel ne causa pas beaucoup  
d'embarras au parlement. L'Univer-  
sité n'avoit aucune part aux violences  
qui s'étoient commises : elle ne pre-  
noit point intérêt aux coupables qui

n'étoient point de son corps : elle redemandoit seulement les écoliers emprisonnés. Les religieux de leur côté n'étoient pas fort ardens à poursuivre une vengeance qu'ils avoient prévenue. Ainsi il fut dit que l'Université & les Religieux produiroient des témoins, par rapport aux excès dont ils se plaignoient respectivement ; que les écoliers qui étoient en prison seroient rendus au Recteur, sous la charge de les représenter lorsqu'il en seroit requis ; & que le lieutenant criminel feroit le procès aux prisonniers qui ne seroient point suppôts de l'Université.

Le civil étoit plus compliqué, & rouloit sur un grand nombre de chefs, sur lesquels l'Université eut toute la satisfaction qu'elle pouvoit souhaiter.

Il fut ordonné aux religieux de donner place & lieu commode, loin des grand & petit prés, pour la voirie ; chemin pour aller à cette voirie, sans embarrasser les écoliers dans leur route vers le pré ; & un marché aux chevaux, qui fût éloigné des prés de l'Université. Défenses à tout charretier, voiturier, & marchand de chevaux, d'entrer sur ces prés, & d'y gêner les

428 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
divertissemens des écoliers. Ordre de  
rétablir l'ancien chemin , qui menoit  
des murailles de l'abbaye à la rivière :  
& deux conseillers au parlement fu-  
rent chargés de présider aux recher-  
ches nécessaires pour le retrouver.

Il fut pareillement enjoint aux re-  
ligieux de boucher & *estouper* les vûes  
& fenêtres , qu'ils avoient pratiquées  
de leur maison sur le pré.

Quant aux rentes de quatorze li-  
vres , & de huit livres , que l'Univer-  
sité prétendoit lui être dûes par les re-  
ligieux , ils consentoient à les payer ,  
si on leur en produisoit les titres : &  
c'est ce que le parlement jugea.

Pour reconnoître & constater les  
usurpations des moines sur son ter-  
rain , l'Université demandoit un nou-  
veau mesurage de son pré : & sa de-  
mande lui fut accordée.

Enfin les religieux avoient osé re-  
nouveler leur chimérique prétention  
du droit de censive sur le pré de l'U-  
niversité. Mais le poste n'étoit pas re-  
nable : ils l'abandonnèrent ; & le par-  
lement , de leur consentement , dé-  
clara que l'Université devoit jouir de  
ses prés , petit & grand , librement  
& sans aucune charge.

Pour couronnement de la victoire, l'Université, qui avoit représenté sa noble indigence, fut déchargée de tous frais : & il fut dit que l'arrêt seroit exécuté aux dépens des religieux.

L'exécution de cet arrêt demandoit Exécution de  
du tems & des soins par rapport à deux l'arrêt.  
articles ; l'ancien chemin dont il s'a- Mémoires sur  
gissoit de retrouver les vestiges, & le le Pré aux  
mesurage du pré. Clercs,  
p. 198--224,  
p. 227--239.

On commença par chercher le chemin : & depuis le 11 Juillet jusqu'au 31 du même mois, deux commissaires du parlement se transportèrent sur les lieux presque tous les jours, souvent deux fois en une seule journée, pour voir les choses par leurs yeux, entendre les rapports & dépositions des anciens du quartier, faire fouiller & ouvrir des tranchées aux endroits indiqués par les témoins : & enfin le quatorzième jour d'Août fut reçu le rapport des jurés maçons & autres, par lequel étoit fixé & déterminé l'ancien chemin d'une manière qui ne satisfit ni les uns ni les autres, mais qui constatoit l'usurpation des religieux. Hist. Un.  
par. T. V I.  
p. 439--446.

On procéda ensuite au mesurage & bornement du grand pré. Cette opé-

430 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
ration , longue en elle-même , & en-  
core traversée par les contestations res-  
pectives des parties , & par les tu-  
multes & violences que réitérèrent les  
écoliers à plusieurs reprises , ne fut  
terminée qu'en 1551. Un arrêt du par-  
lement rendu le 14 Mai de cette an-  
née , fixa les limites : & le procès ver-  
bal des quarante bornes posées par l'ar-  
penteur , conformément à l'arrêt , est  
daté du mois d'Août suivant.

Plaintes des  
deux parties.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 439-446.*

*T. II.  
p. 1027.*

Le procès fut donc fini , mais non  
les parties satisfaites. Les religieux se  
plaignoient que le parlement favori-  
soit l'Université à son préjudice , &  
ils obtinrent même des lettres d'évo-  
cation au conseil , qui n'eurent point  
d'effet. Ils prétendoient souffrir par  
l'arrêt définitif un grand dommage ,  
& je vois que l'historien de la ville  
de Paris , religieux de l'abbaye , fait  
monter à plus de cinquante arpens  
l'évaluation de ce que sa communauté  
perdit alors de terrain. C'est beau-  
coup : & je crains que ce religieux ,  
d'ailleurs très estimable , n'ait été em-  
porté à quelque exagération par le  
zèle du bien de son couvent.

L'Université de son côté n'étoit guè-  
res plus contente. Plusieurs de ses sup-

ôts soutenoient qu'elle n'avoit pas  
brenu pleine justice : & Oronce Finé  
particulier , professeur royal en  
mathématique , & le plus grand ma-  
thématicien de son tems , qui avoit  
pris part , comme commissaire de  
Université , à la mesure du terrain ,  
ous a laissé un mémoire très bien  
rit , dont l'objet est de prouver que  
Université est considérablement lé-

ée. Ce mémoire a été imprimé par *Mémoires sur*  
s soins de Duboullai dans son ou- *le Pré aux*  
rage sur le Pré aux Clercs. Mais *Clercs ,*  
*p. 240-253A*  
Oronce Finé y avoit joint deux \* car-  
es, qui seroient aujourd'hui très curieu-  
es , si l'on pouvoit savoir ce qu'el-  
es sont devenues. Il les intituloit  
insi : *Description & carte du Pré aux*  
*Clercs en l'estat qu'il estoit il y a 28*  
*à 30 ans : & Description & carte*  
*ludit pré en l'estat & adultération où il*  
*est de présent.*

Je penserois volontiers que les plain-  
es des deux parties font honneur à  
à justice de l'arrêt , & à la sagesse de  
a cour qui le rendit. Les compagnies

\* Scevole de sainte | maticien étoit habile à  
larthe, dans l'éloge qu'- | dresser des cartes géogra-  
a donné d'Oronce Fi- | phiques , & adroit artisan  
é , atteste que ce mathé- | de machines.

432 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 portent ordinairement leurs prétentions fort haut : & lorsqu'il s'agit de possessions anciennes , de vieux titres , dont plusieurs sont égarés , limites confondues par les changemens qu'amènent les siècles , ce des contendans qui recouvre une partie de son bien doit être content , celui que l'on force à restitution n'a lieu de se plaindre.

L'Université  
 rentre en  
 possession du  
 petit pré qu'  
 elle avoit  
 vendu.

J'ai évité jusqu'ici de faire mention d'un des articles du procès , afin de ne point embarrasser mon récit par une multitude des objets. Je veux parler des bâtimens qui avoient été construits sur le petit pré , depuis qu'il avoit été vendu par l'Université à Pierre Clerc. Ces bâtimens déplaisoient aux écoliers : ils en avoient attaqué & endommagé une partie dans leurs émeutes , & ils demandoient la démolition du reste. Plusieurs maîtres loutenoient dans leur prétention. Ils représentoient la vente du petit pré sous des couleurs odieuses , & ils avoient que c'étoit l'ouvrage d'un certain nombre de suppôts , qui pour le profit particulier avoient aliéné l'ancien patrimoine de la compagnie. L'Université se crut obligée de céder à



à la nécessité. Elle avoit besoin de réunir toutes ses forces contre l'ennemi commun : & afin d'étouffer toute division dans son sein , elle consentit à détruire ce qu'elle avoit fait , & à demander au parlement le rétablissement de toutes choses en état , & la démolition des bâtimens élevés sur le terrain du petit pré.

Le parlement ne procéda pas si vite sur cet article , qui intéressoit non seulement Pierre le Clerc principal acquéreur , mais tous les particuliers qui avoient acquis de lui quelque portion du terrain , & y avoient bâti. Il ordonna qu'ils seroient tous entendus , & produiroient leurs titres , avant qu'il fût prononcé sur la demande de l'Université.

Cette demande avoit deux objets : premièrement la cassation du contrat passé entre l'Université & le Clerc pour la totalité du petit pré ; en second lieu la démolition des bâtimens.

Les choses s'arrangèrent d'elles-mêmes par rapport au premier article. Le Clerc ne pouvant tenir contre les clameurs séditieuses des écoliers , & des maîtres qui les appuyoient , donna dès le 17 Avril 1549 son désistement

*Mémoires J  
le Pré aux  
Clercs ,  
p. 254-26  
Hist. Un  
Par. T. V  
p. 433-43  
472-476.*

434 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de tous les droits qu'il avoit acquis  
de l'Université sur le petit pré , & il  
en renouvela l'acte le 31 Octobre  
1552. Ainsi l'Université rentra en  
possession de son terrain , & dans  
tous les droits qu'elle avoit cédés à le  
Clerc. C'étoit là une satisfaction don-  
née aux mécontents.

La démolition des bâtimens étoit  
une prétention absurde & intolérable.  
Aussi le Clerc dans son acte de cession  
exigea-t-il de l'Université qu'elle les  
laisât subsister. Elle accepta la condi-  
tion : & la chaleur des esprits s'étant  
rallentie , il ne se trouva personne qui  
osât réclamer contre un parti si rai-  
sonnable & si judicieux. Seulement  
l'Université eut quelques difficultés  
de peu d'importance avec les acqué-  
reurs des différentes portions du pré.

Observa-  
tions parti-  
culières.

Le récit & les pièces de toute cette  
grande affaire , me fournissent quel-  
ques observations particulières , dont  
je ne crois pas devoir priver le lecteur.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 407.*

Je remarque d'abord que la considé-  
ration dont jouissoit l'Université étoit  
portée si loin , que Rochefort avocat  
plaidant pour les religieux, commence  
par s'excuser de ce qu'il s'est chargé  
de leur cause. Il avoue que plusieurs

de ses confrères l'avoient refusée, & il déclare qu'il les eût imités volontiers, s'il l'eût pû faire honnêtement. Il ne veut point qu'on le regarde comme agissant contre l'Université de Paris, *dont il s'est toujours tenu & réputé le plus petit membre* : & il proteste que son but a été de tâcher d'amener les choses à un accommodement. Ces précautions de l'avocat étoient placées, puisqu'il parloit devant une compagnie, en laquelle, dit-il, *il y en a bien peu qui ne soit ou ait esté escolier en l'Université de Paris.*

L'avocat général Marillac enchérit encore : & comparant la faveur que méritoient les gens d'Eglise, tels qu'étoient les religieux actuellement en cause, & celle qui est dûe à l'Université, il se décide nettement pour ce dernier côté. » L'Université, dit-il, » est la mère, le séminaire & la pé-  
 » pinière, à proprement parler, de tou-  
 » res gens de bien, de vertu, & de  
 » sçavoir : enforte que non seulement  
 » elle feroit plus à favoriser que l'E-  
 » glise de S. Germain, sans compa-  
 » raison, d'autant qu'une mère est plus  
 » à favoriser que la fille ; mais parce  
 » que sans l'Université l'Eglise ne se-

*Hist. U<sup>n</sup>  
 Par. T. V<sup>e</sup>  
 p. 418.*

# 436 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

» roit rien , c'est-à-dire que sans les  
 » gens de bonnes lettres, & de bon sça-  
 » voir , & de vertu , qui viennent de  
 » l'Université , l'Eglise ne pourroit  
 » confister. »

Ces sentimens , qui ne régnoient pas moins dans l'esprit & le cœur des juges , donnoient sans doute un grand avantage à l'Université. Mais aussi la résistance de l'autre part étoit forte & puissante. Les religieux de S. Germain avoient alors pour abbé le cardinal de Tournon , prélat d'un très grand poids , non seulement par sa naissance & par son rang , mais par ses qualités personnelles , qui lui avoient mérité l'estime & la confiance du roi François I. Ce cardinal étoit partie au procès, & ils y intéressoit sérieusement.

*Mémoires sur le Pré aux Clercs , p. 227. 228.* Il le fit bien voir , lorsqu'étant venu à Paris au mois d'Octobre 1549 , il rendit une visite aux présidens & conseillers assemblés en la chambre du conseil. Après les premiers témoignages de civilité & de politesse , le cardinal parla de l'affaire du Pré aux Clercs , & il se plaignit , en termes mesurés , de ce que le parlement n'avoit encore fait aucune punition exemplaire des excès commis par les écoliers. Le

premier président Lizet, homme en toutes manières au-dessous de sa place, excusa la compagnie dont il étoit le chef, sur ce que la crainte d'une trop grande commotion l'avoit obligée de céder au tems. Cette réponse me paroît avoir peu de dignité. Quoiqu'il en soit, on sent par la démarche & par le discours du cardinal, combien il prenoit l'affaire à cœur : & néanmoins l'Université triompha.

J'observerai en second lieu que le plaidoyer de Denys Riant pour l'Université, contient une histoire fort bien faite des démêlés qu'elle avoit eus anciennement avec les moines de S. Germain des Prés. C'est un abrégé dont on peut faire usage dans l'occasion. *Hist. Par. T. p. 410.*

Ma troisième remarque aura pour objet l'estimation des biens & la valeur de l'argent, très différentes alors du taux d'aujourd'hui. L'avocat de l'Université voulant relever la richesse de la maison de saint Germain, porte à vingt-cinq ou trente mille livres le revenu dont jouissoient les religieux & abbé de ce monastère. Ce n'est pas la dixième partie de l'estimation actuelle. *p. 410*

## 438 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 416.

Enfin , pour ne rien omettre de ce qui peut instruire des usages anciens , je dirai qu'il semble que les abbés commendataires eussent alors droit de correction sur leurs religieux , puisque le même avocat menace ceux de saint Germain , que si le cardinal de Tournon vient à être informé de leur conduite , n'y aura par aventure celui à qui il ne fasse estreitement bailler la discipline. Si le pronostic de l'avocat fut accompli , si la sévérité du cardinal , qui étoit grande , se fit sentir aux religieux , ce fut du moins , comme on l'a vû , sans préjudice des punitions bien plus rigoureuses , auxquelles il eût voulu que l'on soumit les écoliers.

L'Université  
revendique  
les places qui  
lui sont dues  
dans le  
chœur de S.  
Denys.

p. 429.

Au mois de Janvier 1549 il se fit une cérémonie religieuse à S. Denys , pour remettre en leurs places les chaises des saints martyrs. Les compagnies y assistèrent ; & le Recteur eut à descendre ses droits honorifiques & son rang. Comme les richesses , & les commodités qui en sont les suites , n'ont jamais été le partage de l'Université , le tems étant mauvais & pluvieux , elle ne put arriver assez tôt , & lorsqu'elle entra dans le chœur de

S. Denys, elle trouva ses places occupées par quelques conseillers au parlement. Le Recteur se reposa d'abord dans les bas sièges : mais il envoya les quatre procureurs au premier président pour lui demander justice, en lui déclarant que si les conseillers ne quittoient les hautes stalles destinées à l'Université, elle se retireroit sur le champ, & iroit porter ses plaintes au roi. Le premier président ne balança pas, & fit avertir les conseillers qui remplissoient les dernières stalles du côté de la porte du chœur, de se retirer, & de laisser vuides des places qui n'appartenoient point au parlement. Ils firent résistance : il fallut que le premier président les menaçât d'instruire le roi de leur désobéissance. Enfin ils prirent leur parti : & le Recteur accompagné des principaux membres de l'Université monta dans les hauts sièges, qu'il avoit à juste titre revendiqués.

Le seize Juin de la même année, le roi Henri II fit son entrée solennelle dans Paris : & ce fut en cette occasion que le Recteur fit attribuer à sa charge l'honorable commission de porter la parole, & de haranguer le

Entrées  
roi & de  
reine dans  
Paris. Le R  
cteur fait l  
harangues.

Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 429-431

440 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
roi , au lieu que jusques-là , par une  
coutume qui doit nous paroître bi-  
zarre , cette fonction avoit été affectée  
à un docteur en Théologie.

Le Recteur qui introduisit cette ré-  
forme judicieuse , se nommoit Jean  
Mareschal , & il étoit professeur de  
Rhétorique au collège de Calvi. Il  
avoit indiqué une assemblée , pour  
préparer & régler d'avance l'ordre que  
l'Université devoit garder dans cette  
cérémonie. Là il représenta que la fon-  
ction d'orateur étoit dûe à sa charge.  
Il alléqua l'exemple des autres com-  
pagnies , pour lesquelles leurs chefs  
portoient la parole. Il réfuta la pensée  
absurde où quelquesuns étoient que la  
dignité du Recteur auroit quelque  
chose de plus auguste , lorsqu'au lieu  
de parler lui-même , il emploieroit le  
ministère d'un orateur : » Comme si ,  
remarque-t-il , » le Recteur paroïssoit  
» devant le roi en qualité de person-  
» nage auguste & revêtu de majesté ,  
» & non pas comme suppliant & très  
» humble serviteur & sujet. » Toutes  
les Facultés approuvèrent la proposi-  
tion du Recteur , & la Faculté même  
de Théologie se laissa pour lors em-  
porter au torrent.



Dans la même assemblée il s'agit de décider en quel endroit l'Université iroit saluer le roi & le haranguer. L'ancien usage étoit qu'elle l'attendît devant sainte Geneviève des Ardens , pour l'aborder lorsqu'il approchoit de l'Eglise de Notre - Dame. Cet usage avoit ses inconvéniens : & le cardinal Charles \* de Lorraine , alors tout puissant en cour , ayant été consulté sur le parti que l'on devoit prendre à cet égard , avoit répondu que l'Université feroit mieux d'aller jusqu'au prieuré de S. Lazare , près duquel le roi recevroit les hommages des autres compagnies. Il fut décidé que le conseil du cardinal feroit suivi.

On délibéra en troisième lieu, si l'on feroit le chemin pour aller à S. Lazare à cheval ou à pied : & il fut résolu , contre l'avis des théologiens , que l'on iroit à cheval.

L'article de cette conclusion , par lequel la fonction d'orateur étoit déferée au Recteur , déplaisoit aux théologiens , qui perdoient une occasion de briller. Mais en même tems la dé-

\* Il est appellé dans le récit original *cardinal de Guise* , parce que son on-

cle Jean cardinal de Lorraine vivoit encore.

#### 442 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

cision étoit tellement fondée en raison , qu'elle ne pouvoit pas être critiquée. Les théologiens s'en prirent à la partie du décret , qui vouloit que l'on allât à cheval. Ils firent grand bruit de cette innovation, & demandèrent qu'il en fût encore délibéré. Il fallut convoquer dans un espace assez court plusieurs assemblées , dans lesquelles ils déclamoient avec force , disant qu'à des hommes comme eux , dont l'état exigeoit la modestie , & parmi lesquels on comptoit un grand nombre de Religieux , & même de Mendians, ne convenoit pas la pompe du cheval , & que l'on devoit s'en tenir à l'ancienne simplicité. Les trois autres Facultés persistant dans leur avis , les théologiens sollicitèrent & obtinrent une lettre du roi , qui enjoignoit à l'Université de ne rien changer dans son ancien cérémonial. L'expression étoit générale , & sembloit embrasser la fonction d'orateur. C'est aussi ce que vouloient les théologiens : mais les trois Facultés n'en furent pas les dupes. Elles se soumirent sur l'article de la marche à pied : sur le reste elles confirmèrent leur conclusion ; & elles étoient d'autant mieux autorisées à modifier

par une interprétation l'ordre de ne rien changer , que pour s'y conformer exactement , il eût fallu attendre le roi près sainte Geneviève des Ardens , ce qui étoit contraire aux intentions de la cour.

Le Recteur marcha donc à la tête de l'Université jusqu'à S. Lazare , & harangua le Roi , pour lequel on avoit préparé en plein air un trône , élevé sur un échaffaud , & protégé d'un dais magnifique. Le Roi écouta le Recteur avec satisfaction , & lui fit une réponse pleine de bonté par l'organe du chancelier Olivier. Il voulut même que tous les suppôts de l'Université passassent comme en revue devant lui : distinction unique , & qui ne fut accordée à aucune autre compagnie. Ce prince étoit charmé de contempler quel nombre de savans & de gens de lettres il possédoit dans sa capitale.

La reine devoit pareillement faire son entrée le dix - huit du mois , & recevoir les complimens des compagnies. L'Université tint une assemblée le dix-sept , dans laquelle les doyens de Droit & de Médecine & les Procureurs des quatre Nations se plainquirent que la veille ils étoient demeurés trop

*Les doyens & procureurs se rangent autour du Recteur pendant qu'il harangue.*

*Hist. Uni.  
Par. T. VI.  
p. 431. 432.*

444 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
loin du Recteur , pendant qu'il faisoit  
sa harangue. Ils représentèrent qu'en  
leur qualité de chefs de compagnies  
dans l'Université , ils devoient rendre  
compte à leurs Facultés & Nations de  
ce qu'avoit dit le Recteur , afin qu'elles  
en portassent leur jugement d'appro-  
bation , ou même , si le cas le requé-  
roit , d'improbation ; & que par con-  
séquent il étoit nécessaire qu'ils fussent  
à portée de l'entendre. Les théologiens  
au contraire ne vouloient point souffrir  
que personne se plaçât entre eux & le  
Recteur. Il fut dit que durant la marche  
tous les doyens & procureurs se tien-  
droient à la tête de leurs compagnies ;  
mais qu'en arrivant près du trône ils  
se rassembleroient autour du Recteur :  
& c'est ce qui fut exécuté.

Les théologiens furent très morti-  
fiés de tous ces nouveaux arrangemens.  
Ils ne purent se contenir en présence  
même & sous les yeux de la reine , &  
le vingt-&-un Juin ils se vengèrent en  
déclarant dans l'assemblée de l'Uni-  
versité que leur Faculté improuvoit ce  
que le Recteur avoit fait & dit aux  
entrées solennelles du roi & de la  
reine ; & ils requièrent que cet exem-  
ple ne tirât point à conséquence. Le

Recteur de son côté se plaignit de l'insulte qui lui étoit gratuitement faite, pour avoir obéi à un décret de l'Université.

La chose n'alla pas alors plus loin. *Hist. Un. Par. T. V. p. 447. 460*

Mais je vois qu'en 1551 un orateur théologien fut nommé pour complimenter au nom de l'Université le légat apostolique. La même chose arriva en 1553. Ce sont, je crois, les dernières fois que la Faculté de Théologie ait fourni un orateur à l'Université. L'usage de réserver cette prérogative au Recteur est si convenable, qu'il a absolument prévalu.

Le Recteur ne parle plus par le ministère d'un orateur, que dans une occasion unique, & il le prend dans la Faculté des Arts. La coutume veut qu'après la messe qui se célèbre à chaque procession de l'Université, il se fasse au coin de l'autel même un remerciement à l'officiant : & c'est un suppôt de la Faculté des Arts, qui, placé à côté & au dessous du Recteur, s'acquitte de ce devoir. L'esprit de cet usage est sans doute de conserver la dignité du Recteur. Si l'officiant est un prélat qui trouve ce cérémonial trop haut, on le supprime entièrement.

Cas unique où le Recteur aujourd'hui emploie le ministère d'un orateur.

#### 446 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Remarque  
sur le récit  
original du  
Recteur Ma-  
reschal.

L'histoire du décret du mois de Juin 1549 a été consignée dans le livre du Recteur par Jean Mareschal lui même, qui y avoit eu la principale part. Le récit en est bien fait, exactement circonstancié, en bons termes, & d'une latinité pure & élégante. Mareschal y a même poussé trop loin la délicatesse en ce genre, & il a évité, comme plusieurs faisoient de son tems, les appellations propres & consacrées par l'usage, qui ne sont pas de l'ancienne latinité. Aux mots *Universitas*, *Facultas*, *Artista*, il a substitué *Schola*, *Ordo*, *Philosophi*. Ce dernier terme est une preuve, ajoutée à tant d'autres, que la Philosophie est l'objet primitif & essentiel de la Faculté des Arts.

Nécessité du  
serment en-  
tre les mains  
du Recteur.

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 432. 433.*

Le Recteur Mareschal avoit du zèle, & il entreprit une autre affaire de très grande conséquence, mais que la trop courte durée de sa magistrature ne lui permit pas de finir. Il étoit blessé de ce que dans les assemblées de l'Université plusieurs donnoient leur suffrage, sans avoir prêté serment au Recteur & à la compagnie. Cet abus se commettoit dans la Faculté de Théologie, où les moines sont admis sans

avoir été reçûs maîtres dans la Faculté des Arts : & il pouvoit avoir des suites d'autant plus fâcheuses , qu'alors les moines qui venoient y opiner , surpassoient souvent en nombre les séculiers. Le même abus régnoit dans la Faculté de Droit , qui n'exige point la maîtrise ès-Arts de ceux à qui elle confère ses degrés.

Le remède seroit bien simple , & consisteroit à assujettir tous ceux qui se présentent pour entrer dans les Facultés supérieures , à l'obligation de prendre le degré de maître-ès-Arts. Car personne ne peut l'acquérir , qui ne prête serment au Recteur. Mareschal n'osa pas faire la proposition de ce remède , qui est pourtant le véritable. Il vouloit seulement que nul ne fût admis au doctorat en Théologie , sans s'être lié à l'Université par serment prêté entre les mains du Recteur. Il ne parloit point de la \* Faculté de Droit , apparemment pour ne se pas

\* Ses ménagemens pour la Faculté de Droit s'étoient déjà manifestés par l'exposé même qu'il avoit fait de l'abus, » dans lequel , disoit-il , se trouvoient peut-être

» quelquesuns du collège » des juriconsultes. » *In juriconsultorum collegio fortasse nonnulli.* Cette expression est bien adoucie, & au dessous du vrai.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 439.*

manda expressément à son  
dans l'instruction qu'il lui  
vant la coutume. Plusieurs  
se passèrent sans qu'il y e  
statué sur ce point. Enfin  
Décembre 1550 Jacques Cl  
duquel j'aurai lieu de parler  
fois dans la suite , étant d  
cteur , fit porter par l'Un  
décret , qui ordonne que n  
obtenir des lettres de no  
ni même acquérir le degré  
lier dans aucune des Fac  
rieures , quand même il se  
dans la profession monastiq  
ablement il n'a prêté ser  
les mains du Recteur. Ma  
n'a point eu d'exécution.  
attaqué inutilement dans l  
érieurs , s'est maintenu ju



pourvû à sa liberté, en limitant à deux le nombre des Mendians de chaque Ordre, qui peuvent jouir du droit de suffrage dans ses assemblées.

L'Université, durant le cours des années 1549 & 1550, eut plusieurs fois à réprimer la licence des écoliers, qui sortoient à la campagne en espèces de bataillons, avec armes, enseignes déployées, tambours & trompettes. Il se trouvoit même des principaux & des régens qui prenoient part à ces folies, d'autant plus déplacées, qu'actuellement le procès occasionné par l'émeute du quatre Juillet 1548 n'étoit pas encore définitivement jugé. L'Université fit toujours son devoir dans ces occasions, défendant les divertissemens contraires à la discipline scholastique, désavouant les violences qui en étoient les suites, mais s'intéressant pour les personnes de ses écoliers, qui, par leurs vivacités, s'attiroient de fâcheuses affaires.

Je trouve sous la date du vingt-neuf Mars 1550 mention faite de sommes que payoit la Nation de France à ses écoliers. Ce n'étoit autre chose, si je ne me trompe, que la distribution des deniers fournis par ceux qui se fai-

La licence des écoliers donne des soins à l'Université.

Hist. Un.  
Par. T. V. l.  
p. 433. 434.

Argent distribué par la Nation de France à ses écoliers.

p. 434.

450 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
soient recevoir bacheliers , licenci  
& maîtres ès Arts dans la Nation.

Lettres de  
sems d'étu-  
de.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 435.*

Appel du ju-  
gement d'u-  
ne Nation à  
la Faculté  
des Arts , &  
de cette Fa-  
culté à l'U-  
niversité.

*p. 436-439.*

Une affaire de forme touchant  
lettres de tems d'étude dans la Facu-  
des Arts , est un objet qui ne regar-  
que les parties intéressées.

Je m'étendrai davantage sur u-  
contestation qui regardoit la char-  
de Procureur de la Nation de Picard  
Elle fut portée le vingt-trois Octob-  
à l'Université par un suppôt de  
Nation , qui soutenoit que la dernie-  
élection du Procureur étoit vicieuse-  
contraire aux statuts. Celui qui av-  
été élu , défendoit son droit. L'exam-  
& le jugement du procès furent re-  
voyés par l'Université à la Faculté d-  
Arts, à qui il convenoit d'en connoître  
Le Procureur élu ayant été condamné  
en appella à l'Université. Comme la  
culté des Arts avoit jugé , elle ne po-  
voit pas être juge une seconde fois  
Ainsi les trois Facultés supérieures  
nommèrent chacune quatre députés  
pour prononcer sur l'appel avec le R-  
cteur. Il y eut partage de sentimen-  
Les théologiens confirmoient le jug-  
ment de la Faculté des Arts : les déci-  
stistes & les médecins validoient l'é-  
ction faite par la Nation de Picard

recteur fut embarrassé. Pour se débarrasser de conclure, il alléguait quelques raisons assez faibles, quoique la circonstance, comme nous allons le voir, lui en fournir de très valables. Il tira, & le doyen de Théologie à l'exemple. Cette retraite ne déconvenait point Jean Quintin, professeur de droit, qui devenu alors le chef de la Nation, passa outre, & conclut que la Nation de Picardie ne devait pas faire de nouvelle élection. L'affaire ne fut pas finie pour cela. Le Recteur ayant assemblé le huit Novembre les députés ordinaires de l'Université, rendit compte de sa conduite; & justifia mieux que lui, le doyen de Théologie. Celui-ci supposait que le Recteur de la Faculté des Arts devait rendre compte; & que la Faculté de Théologie s'étant jointe à celle des Arts, formait la pluralité. Il ajouta qu'il n'étoit jamais permis au Recteur de conclure contre la Faculté des Arts, il est membre, & qui étant la source & la source de toutes les sciences, & fournissant, pour ainsi dire, le fondement aux autres Facultés, doit être honorée, & mérite les plus grands respects. Sur ces difficultés il fallut en-

452 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
core recourir à l'assemblée générale de  
l'Université, qui, conformément au  
vœu de la Faculté des Arts, infirma  
l'élection, & ordonna que la Nation  
de Picardie en feroit une nouvelle.

Dans cette affaire se manifeste l'ordre de tout tems établi, pour juger les contestations qui naissent dans une Nation. Du jugement de la Nation l'appel est ouvert à la Faculté des Arts, & de la Faculté des Arts à l'Université. De nos jours un syndic, dont le mérite & les services seront toujours recommandables à la compagnie, mais qui ne se piquoit pas d'observer scrupuleusement les anciennes loix, lorsqu'elles étoient contraires à ses vûes, a fait rendre un arrêt qui interdit l'appel du jugement d'une Nation à la Faculté des Arts. C'est une plaie, à laquelle cette Faculté doit apporter remède, si elle en trouve le moyen\*.

\* M. Rollin pensoit ainsi, & il étoit appuyé dans ce sentiment par M. Gibert, par M. Coffin, & par une grande partie de la Nation de France. C'est ce qui paroît par un mémoire de lui dans un procès qu'il fut obligé de soutenir en 1718 contre M. Pourchot, principal auteur de la conclusion sur laquelle intervint l'arrêt dont il est question dans mon texte. Il peut dire ce procès. Mais la pureté & la droiture de ses intentions dans l'affaire

Le onze Décembre de la même année 1550, la Faculté des Arts défendit un décret qu'aucun docteur en une culture supérieure enseignât les beaux arts. Il est dit que cette conclusion est portée d'après un statut trouvé dans le livre du Recteur. Nous n'avons pas plus ample éclaircissement sur ce point. Il est pourtant vrai que dans les temps précédens, on avoit vû des docteurs en Droit & en Théologie donner des leçons publiques de Grammaire & de Rhétorique, témoins Robert Gaguin & Jean de la Pierre. Mais il n'en est pas moins clair que le décret de 1550 est conforme à la bonne discipline, qui veut que chacun se confine dans sa sphère. Ce règlement est conservé en pleine vigueur parmi nous. Nul docteur dans une des Facultés supérieures ne peut être régent de Grammaire, de Rhétorique, ni de philosophie.

Le douze du même mois de Décembre Guillaume Laffilé fut nommé syndic de l'Université, sur la démission

Défense à tout docteur dans une Faculté supérieure d'enseigner les beaux Arts.

*Hist. Univ. Par. T. VI. p. 439.*

Guillaume Laffilé, syndic.

*Ibid.*

Il ne put amener à son but, lui font plus d'honneur, que le gain du procès n'en fait à celui qui remporta la victoire.

Ceux qui restent encore de ce temps, & qui se souviennent des faits, m'entendent.

454 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
& résignation d'Arnoul Monart, qui  
avoit exercé cette charge pendant trois  
ans.

Charpentier, Le seize, Jacques Charpentier, professeur au collège de Boncourt devint  
Recteur, succédant à un professeur.  
Recteur : & presque aussitôt il attaqua

*Hist. Un.* Ramus, & lui suscita une querelle  
*Par. T. V. l.* mon avis bien mal fondée. Ramus  
*p. 439.* enseignoit ensemble la Philosophie,

la Rhétorique : ce que Charpentier  
vouloit faire passer pour une contraven-  
tion aux statuts de l'Université, il exigeoit que Ramus optât. Celui-ci  
soutenoit au contraire que ces deux  
études s'accordoient parfaitement  
qu'elles se prêtoient un secours mu-  
tuel, qu'elles ne pouvoient pas même  
se passer l'une de l'autre, & qu'il falloit  
qu'elles fussent jointes pour être per-  
fectedes chacune à sa perfection. C'est  
le sentiment des plus grands maîtres  
de Cicéron, de Quintilien, & les plus  
excellens préceptes de Rhétorique ont  
été donnés par Aristote. Aujourd'hui  
ce n'est point une question : & si  
resteroit à quelqu'un de la difficulté sur  
ce point, ses doutes seroient levés par  
la lecture d'un très beau discours de M.  
chancelier Daguessseau, dont le nom  
fait autorité en littérature autant qu'en

*Prem. Disc.*  
*L'union de la*  
*Philos. & de*  
*la Rhétorique.*

flation. Alors la chose n'étoit pas  
ement claire à tous les esprits. Le  
teur & Ramus plaidèrent contra-  
oirement leur cause devant l'U-  
ersité le quinze Janvier 1551 : &  
me il se mêloit de la passion dans  
ispute, & que l'assemblée mena-  
de dégénérer en cohue, il fut  
expédient de nommer six com-  
aires de chaque Faculté, qui exa-  
assent paisiblement la question.  
ni les députés de Médecine, je  
ve le nom de Fernel, qui étoit  
juge en cette matière, & qui ne  
édoit pas moins l'art de bien écri-  
que celui auquel il s'étoit particu-  
ement consacré.

a personne de Ramus n'étoit pas  
able à l'Université : il en est même  
ellé nettement l'ennemi sur les  
tres de la Faculté de Médecine. Il  
t néanmoins ses partisans, & très  
s. Ramus étoit de ces hommes qui  
ont point faits pour exciter des  
imens médiocres. La haine ou  
ection pour lui se portoient à l'ex-

Après que son affaire eut été  
ée & débattue plus d'une fois dans  
université avec beaucoup de chaleur,  
fut portée au parlement, & jugée

456 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 le treize Avril. Si Ramus perdit  
 gagna son procès, c'est pour moi  
 problème. Car je vois que dans l  
 registres de Médecine il est dit q  
 l'arrêt lui fut contraire, malgré la f  
 veur déclarée du cardinal de Lorrain  
 qui se rendit même présent au jug  
 ment : & d'un autre côté un de  
 disciples, qui a écrit sa vie, assure q  
 le parlement lui adjugea ses concl  
 sions. Le fait est qu'il continua  
 mêler les leçons de Philosophie  
 d'Eloquence. Son plan étoit bon, c  
 qu'il étoit capable de le remplir. l  
 cette même année 1551 il obtint u  
 chaire royale.

Bayle, Di-  
 tion. art.  
 Ramus.

Guillaume  
 Ruzé, Re-  
 ctcur.

Hist. Un.  
 Par. T. V I.  
 p. 439 &  
 446.

Launoï, Hist.  
 Coll. Nav.  
 p. 752.

L'élection du Recteur au ving  
 quatre Mars avoit été troublée p  
 une dissension. Deux sujets furent él  
 & tous deux destitués par arrêt  
 parlement, qui ordonna que duran  
 vacance du réctorat, le doyen  
 Théologie convoqueroit les asse  
 blées. Le six Mai fut mis en pl  
 Guillaume Ruzé, personnage illust  
 qui devint quelques années ap  
 confesseur du roi Henri II & de s  
 fils Charles IX, évêque de S. Malo  
 ensuite d'Angers. Comme le recte  
 de Guillaume Ruzé auroit été ext  
 mem



mement court , si on lui eût donné un successeur au tems marqué par les statuts, on ne fit point d'élection le vingt-trois juin , & on lui attribua ainsi le trimestre qui s'étend jusqu'en Octobre.

Pendant son réctorat il se passa Faits du tems de son réctorat. plusieurs choses intéressantes pour l'Université.

J'ai parlé suffisamment de la grande affaire du Pré aux Clercs , à laquelle Ruzé Recteur mit la dernière main , en ce qui étoit de son ministère.

Le deux Juin Denys Riant fit passer son office d'avocat de l'Université à Hist. Un: Par. T. VI: p. 446. de la Vergue , gendre de Gilles le Maître , alors président à mortier , & depuis premier président.

Le vingt-sept du même mois la Nation de Normandie régla que le droit de suffrage dans ses délibérations ne devoit appartenir qu'à ceux qui régentoient actuellement , ou qui étoient régens d'honneur.

Le onze Juillet l'Université résolut d'accéder à la cause du chancelier & du chantre de l'Eglise de Paris , qui demandoient , sans doute au parlement , qu'il fût réglé & statué que les petites écoles ne pourroient être dirigées que par des maîtres ès Arts. Je

ne ſçai pourquoi le chancelier paroît dans cette affaire , qui ne le regardoit pas. Pour ce qui eſt du chantre , de qui dépendent les petites écoles , il donnoit , en agiſſant de concert avec l'Univerſité , un exemple que n'ont guères ſuivi pluſieurs de ſes ſucceſſeurs.

*Distinction  
des charges  
de l'Univer-  
ſité, & de cel-  
les de la Fa-  
culté des  
Arts.*

*Hiſt. Un.  
Par. T. VI.  
p. 446.*

La réſignation & la mort d'Antoine Guibert, greffier de l'Univerſité, donnèrent lieu à un mouvement dans les charges miniſtérielles de la compagnie. Il avoit réſigné ſon office à Guillaume Laſſilé , qui le 17 Septembre obtint la nomination de l'Univerſité , & préféra une charge plus lucrative au rang d'honneur qu'il poſſédoit comme ſyndic. Quelques jours après Guibert mourut , laiſſant vacant l'office de greffier de la Faculté des Arts , dont il ne s'étoit pas démis. Guillaume Laſſilé le demanda à cette Faculté , & il y fut nommé par elle le 22 du même mois de Septembre.

Le Recteur Guillaume Ruzé a eu ſoin de conſigner dans les actes de ſa magiſtrature tout le récit de cette double élection , qui conſtate la diſtinction des charges de greffier de l'Univerſité , & de greffier de la Faculté des Arts ; & il y a même ajouté une note

pour avertir les successeurs d'y faire attention, & de ne pas souffrir que les droits de la Faculté des Arts soient lésés. Mais malgré ces précautions les deux charges ont toujours été unies dans les tems suivans, & elles ne sont regardées que pour une. Le greffe de la Faculté des Arts, s'il étoit seul, ne rapporteroit qu'un trop médiocre revenu : & cette Faculté n'a plus même de registres distingués de ceux de l'Université. J'ai pourtant vu M. Piat, grand & rigide observateur des règles anciennes, demander le greffe de la Faculté des Arts, après qu'il eut été nommé greffier de l'Université. Mais le souvenir de la distinction des deux charges étoit tellement perdu, que l'on fut très étonné de sa demande, & qu'on la lui accorda sans en trop sentir le fondement & les conséquences.

Guillaume Lafflé en devenant greffier, laissoit vacant le syndicat. Pierre Oudin fut élu syndic de l'Université, & Jean Lafflé syndic de la Faculté des Arts.

Un objet d'une importance plus grande & plus générale, est le nouveau catalogue des livres censurés par la Fa-  
Nouveau catalogue des livres censurés par la Fa-

aulté de  
Théologie.  
Robert  
Etienne.

*D'Argentré,  
Coll. jud. de  
novis error.*

*T. II.  
p. 164-178.  
p. 143-160.*

460 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
la Faculté de Théologie depuis l'an  
1544 jusqu'en 1551. Il est daté du 6  
Octobre de cette dernière année, &  
il est précédé d'un avertissement dressé  
quelques années auparavant, lorsque  
François I vivoit encore. Dans cet  
avertissement les docteurs font men-  
tion des travaux immenses auxquels  
ils se livrent jour & nuit, pour pré-  
venir la contagion de l'hérésie, &  
pour répondre aux consultations que  
leur envoient de toutes parts les évê-  
ques, le parlement, les gouverneurs  
de provinces. Ils n'exagèrent point;  
& l'on se convaincra aisément de la  
vérité du fait, si l'on veut parcourir,  
dans la collection de M. d'Argentré  
évêque de Tulle, les titres seulement  
des censures & décrets portés par la  
Faculté de Théologie depuis la nais-  
sance du Luthéranisme.

Le catalogue dont je parle met au  
nombre des livres dignes de censure  
fix différentes éditions de la Bible par  
Robert Etienne. Il n'est point d'homme  
de Lettres qui ne s'intéresse pour ce  
fameux & savant imprimeur. C'est un  
grand malheur qu'il ait donné entrée  
dans son esprit aux erreurs des nou-  
veaux sectaires. La Faculté de Théolo-

gie, qui faisoit la guerre à ces erreurs, Thuan. Hist. l. XXXII  
 ne pouvoit épargner celui qui les répandoit par l'impression. Elle le tra- Bayle, Diction. art. Castellan  
 versa en bien des manières : elle le cita à diverses reprises. Robert avoit des protecteurs à la cour, & il se soutint pendant tout le règne de François I. Il ne paroît pas qu'il ait trouvé le même appui auprès de Henri II. Par ordre de ce prince & du conseil royal, la Faculté de Théologie recueillit tout ce qu'elle jugeoit répréhensible dans les annotations, sommaires, notes marginales, indices des Bibles imprimées par Robert Etienne. Elle en fit une ample collection, qu'elle publia en 1548, appliquant les qualifications convenables à chaque proposition. Robert n'y put pas tenir. Il se retira trois ans après, c'est-à-dire, en 1551, à Genève, faisant bien voir par le choix du lieu de sa retraite, que ce n'étoit pas sans fondement qu'on l'avoit accusé de Calvinisme. Il ne prouva que trop son attachement persévérant à cette secte, par les écrits qu'il publia depuis, & par toute sa conduite.

Sur la fin de l'année 1551 un légat Légat envoyé en France, Se  
 fut envoyé en France par le pape Ju-

pouvoirs modifiés.

*Thuan. Hist.*  
*l. VIII.*

*Hist. Un.*  
*Par. T. VI.*  
*p. 447.*

les III, pour disposer & engager le roi Henri II à traiter de la paix avec l'empereur. C'étoit le cardinal Vérallo. Comme les pouvoirs des légats sont toujours très amples, & les affranchissent des règles ordinaires sur bien des chefs, l'Université assemblée le 9 Décembre résolut de faire opposition à l'enregistrement de ceux du légat Vérallo, en tant qu'ils seroient contraires à ses privilèges. Le parlement eut égard à l'opposition de l'Université, & dans son arrêt du 16 Décembre pour l'enregistrement des pouvoirs du légat, entre autres clauses modificatives il en apposa une spéciale en faveur des droits des Universités du royaume.

Élection  
d'un syndic.

*Ibid.*

Pierre Oudin, qui avoit succédé à Guillaume Laffilé dans la charge de syndic, n'en jouit pas long tems. Il mourut vers le tems dont je parle actuellement, & le 4 Janvier 1552 on lui donna pour successeur Martin Mesnard, licencié en l'un & en l'autre Droit, civil & canonique.

Décret de la  
Faculté des  
Arts contre  
Robert Du-  
guast.

*p. 443.*

J'ai déjà eu occasion de citer des traits de la dureté de Robert Duquast, professeur en Droit, curé de S. Hilaire, & principal du collège de

Cocqueret. Par ce caractère il avoit excité plus d'une fois contre lui des plaintes, & s'étoit attiré des affaires désagréables. Le douze Avril de cette année 1552, le régent de Logique de son collège se plaignit à la Faculté des Arts, de ce que ce principal lui refusoit non seulement le payement de l'honoraire qui lui étoit dû, mais même le vivre. La Faculté, qui apparemment avoit déjà fait à Robert Duguaft des injonctions, auxquelles il s'étoit mis peu en peine de déférer, le déclara défobéissant & rebelle, &, comme tel, déchû de tous les privilèges de la compagnie.

La négociation du légat n'avoit point réussi, & Henri II faisoit la guerre à toute outrance contre Charles V. A l'occasion de cette guerre il publia un édit, par lequel il ordonnoit à tous les étrangers de sortir de son royaume, & il mit ainsi l'Université dans le cas de réitérer les remontrances qu'elle avoit précédemment faites dans de semblables circonstances, en faveur de ses écoliers qui n'étoient pas nés François. Nous verrons bientôt qu'elle n'obtint pas l'exception qu'elle souhaitoit. Henri

Edic po  
chasser tou  
les étrangi  
du royaum  
Remontrar  
ces de l'Un  
versité.

Hist. Un  
Par. T. V  
p. 448.

464 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
n'avoit pas hérité de son père cette  
affection décidée , ces sentimens vifs  
& tendres , qui rendoient François I  
facile à combler les vœux des gens de  
Lettres.

Procès entre  
les Corde-  
liers & la Fa-  
culté de  
Théologie.  
Arrêt de ré-  
glement.

*Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 448-452.*

Les Cordeliers gagnèrent du terrain  
dans la Faculté de Théologie , malgré  
sa résistance. Ils ne pouvoient présen-  
ter que deux sujets de leur Ordre à  
chaque licence , pendant que l'ordre  
des Jacobins en donnoit quatre. L'am-  
bition commune à tous les Mendians  
pour le doctorat étant animée dans  
les Franciscains par cet aiguillon de  
jalousie , ils firent si bien qu'ils ob-  
tinrent un rescrit du pape , qui les éga-  
loit aux Jacobins , & enjoignoit à la  
Faculté de Théologie de Paris , de  
recevoir dans chaque licence quatre  
Cordeliers. La Faculté , fidèle à ses  
maximes , & toujours en garde contre  
l'inondation des Mendians , s'opposa  
à la vérification du rescrit accordé par  
le pape aux Cordeliers : & la cause  
fut plaidée au parlement dans le mois  
d'Août 1552 par de la Porte pour les  
Cordeliers , & par de la Vergue pour  
la Faculté.

L'avocat des Cordeliers ne garda  
aucune mesure. Il exalta à l'excès le



pouvoir du pape , qu'il qualifia *Ordinaire des Ordinaires* , & il reprocha aux docteurs leur défobéiffance aux ordres du fouverain pontife , de l'autorité duquel ils fe vantoient d'être les défenfeurs & les vengeurs. Il ofa dire en termes formels que leur réfiftance n'avoit pour principe que *l'avarice & la crapule* , & que les Cordeliers ne leur déplaiſoient que par la raifon qu'étant pauvres , ils ne pouvoient leur donner ni argent , ni feftins.

L'avocat de la Faculté , par une difcrétion qui m'étonne & m'édifie , ne répondit rien du tout à ces difcours fi peu mefurés de fon confrère. Il fe renferma dans fa caufe , & fe contenta de foutenir que la Faculté étant toute compoſée de ſéculiers dans fon origine , n'avoit reçu les réguliers que par une condeſcendance contraire à ſon inſtitution primitive ; & qu'on ne pouvoit exiger d'elle qu'elle portât l'indulgence au delà des bornes depuis longtems preſcrites.

L'événement fut favorable aux Cordeliers, dans ce que leur demande pouvoit avoir de raifonnable. Le parlement , conformément aux conclufions

466 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 du procureur général , entérina le rescrit du pape , & en ordonna l'exécution , mais avec une restriction qui en prévient le principal abus : » à la » charge , dit l'arrêt , qu'après que les » dits religieux Cordeliers auront reçu le degré de doctorat , ils seront » tenus eux retirer es convents, esquels » ils auront fait leur profession. » On sent la sagesse de ce règlement , qui empêche que les délibérations de la Faculté de Théologie ne soient tyrannisées par la multitude des réguliers ; & qu'au défaut de raisons dans le besoin on ne trouve des moines.

*Le cardinal de Châtillon est élu conservateur apostolique.* L'évêque de Meaux Jean de Butz étant mort , l'Université assemblée le lundi dix Octobre , fut invitée par le Recteur à nommer un successeur à ce prélat dans la charge de conservateur apostolique. *Hist. Un. Par. T. V. l. 2. 452. 453.* Le cardinal de Châtillon , qui avoit déjà recherché cette place , la désiroit encore : mais ayant échoué une première fois , il ne vouloit pas commettre sa dignité par de nouvelles démarches , & il souhaitoit que l'Université allât au devant de ses desirs. Le Recteur , qui entroit dans ses intentions , s'étoit hâté de convoquer l'assemblée , & il entreprit de brus-

quer l'affaire. Mais la Faculté des Arts lui opposa un obstacle, en refusant de procéder à l'élection, parce que cette matière n'étoit point exprimée dans le billet de convocation. Il passa outre, & les trois Facultés supérieures ayant nommé le cardinal de Châtillon, il conclut suivant leur vœu. Il sentoît bien cependant le vice d'un acte ainsi précipité & estropié. Car il modifia lui-même sa conclusion par une clause restrictive. D'ailleurs il ne convenoit pas au rang éminent du cardinal de Châtillon, d'entrer dans la place par une espèce de surprise & contre les règles. Ainsi l'Université se rassembla le quatorze pour délibérer de nouveau sur l'élection d'un conservateur.

Toutes les Facultés, excepté celle de Théologie, déclarèrent nulle l'élection du lundi précédent. Ce n'est pourtant pas que la personne de l'élu leur fût désagréable. Elles nommèrent toutes le cardinal de Châtillon. Elles se réunirent encore pour lui reconnaître le vicegérant Pierre le Clerc, & pour témoigner qu'elles désiroient le voir continué dans son emploi. Enfin voulant satisfaire à ce qu'elles croyoient devoir à la mémoire du der-

nier conservateur, elles approuvèrent tout ce qu'il avoit fait dans l'exercice de sa charge, & lui décernèrent un éloge funébre.

Le cardinal ayant accepté, Christophe de Thou, notaire \* & secrétaire du roi, actuellement prévôt des marchands, fondé de procuration de ce prélat, prêta serment en son nom le vingt-six du même mois d'Octobre. Le vingt-neuf Pierre le Clerc présenta à l'Université ses provisions de vice-gérant, & après le serment prêté en cette qualité, il fut conduit à la salle d'audience du tribunal de la conservation, où l'installa le Recteur assisté des doyens des Facultés & Procureurs des Nations.

On ne doit pas s'étonner que le cardinal de Châtillon, qui est connu dans l'histoire pour l'un des principaux appuis du Calvinisme en France, ait été élu par l'Université en 1552 conservateur apostolique. Il ne s'étoit pas encore démasqué : & l'Université ne voyoit en lui qu'un prélat illustre par son rang & par sa naissance, accrédité en Cour, & neveu du connétable

\* C'est ainsi que se qualifioient alors ceux que nous appellons aujourd'hui *Secrétaires d'Etat*.

& principal ministre. Elle fit bien connoître dans la suite, qu'elle n'approuvoit & n'autorisoit pas ses erreurs.

Le trois Janvier 1553 le Recteur avec les députés ordinaires de l'Université se transporta par ordre du roi à S. Denys, où l'on devoit remettre en leurs places les châffes des saints martyrs.

Le Recteur  
S. Denys.

Hist. Un.  
Par. T. VI  
p. 453.

Le dimanche huit du même mois, la résolution fut prise de recourir au roi, pour obtenir par son autorité supérieure la jouissance de l'exemption des droits sur le vin, & la conservation des privilèges & de l'état des messagers jurés, qui étoient inquiétés par le procureur général de la cour des aides.

Privilèges  
Ibid.

Il s'éleva alors un nouvel orage contre Ramus, qui continuoit de mêler les leçons d'Eloquence à celles de Philosophie. Les esprits s'échauffèrent violemment. La querelle ne put point être décidée définitivement dans la Faculté des Arts : elle fut portée à l'Université, & même au châtelet. Le danger que couroit la Faculté des Arts de périr dans ces convulsions de discordes, qui avoient une si foible origine, alarma la Faculté de Théologie.

Affaire d  
Ramus.  
p. 454.

ramena le calme au moins potens. L'Université par un décret treize Février 1553 ordonna à R. & à ceux qui pensoient comme de se conformer à l'usage & aux dans leurs leçons ordinaires, traiter uniquement des matières philosophiques : mais elle leur permit de donner des leçons extraordinaires dans lesquelles ils pourroient inter les poetes & les orateurs.

Prononciation de la lettre Q.

Bayle, *Dict. art.* Ramus, *not.* G.

C'est aux environs de ce même qu'est rapportée, par un disciple de Ramus l'avanture ridicule d'un professeur, dit-on, pour objet la prononciation de la lettre Q. Un mauvais usage s'étoit établi de la prononcer comme un K, en sorte que l'on disoit *Kiskis*, *Kankam*, au lieu de *Quis*, *Quamquam*. Les professeurs royaux

e , qui se conformoit à la prononciation des professeurs royaux , poursuivi pour ce sujet comme rétrique par la Sorbonne , accusé devant le parlement d'un crime si nouveau , & mis en danger de perdre son bénéfice , si Ramus & ses confrères étoient venus à son secours. Bayle i-même n'ajoute pas foi à ce conte surde : & c'est un avertissement pour nous de nous défier du témoignage des disciples & partisans de Ramus sur les faits qu'ils allèguent contre ses adversaires.

Le neuf Mars 1553 le parlement régistra des lettres patentes données par le roi à la requête de l'Université , pour la confirmation du droit exclusif des gradués aux cures des villes closes & murées. Cures des villes murées. Hist. Un. par. T. VI. p. 454.

Le seize du même mois fut jugé au parlement un grand procès qui touchoit toute la Faculté de Droit , & dans lequel intervenoient même les colliers & leur syndic , suivant un usage ou abus dont nous avons déjà vu quelques exemples. L'exposé du sujet de la querelle nous mèneroit loin , & intéresseroit peu de lecteurs. Voici ce qui me paroît mériter mieux d'être observé. Procès & arrêt touchant la régence en Droit. p. 454-460.

Il est constaté par le plaideyer de l'avocat général Denys Riant, que le règlement de 1534, dont j'ai donné le précis en son lieu, étoit fort mal observé, & que les régens en Droit faisoient négligemment leurs fonctions. Le décret de Gratien est, selon l'avocat général, le vrai Droit canon, & ce magistrat en recommande l'étude, comme la partie la plus profitable de ce qui s'enseignoit dans les écoles. C'étoit précisément celle dont se dispensoient les professeurs. Ils aimoient mieux expliquer les décrétales, » parce que, dit l'avocat général, on » ne veut point chercher la vérité, » mais les moyens d'avoir des bénéfices, & de plaider en matière bénéficiale. »

La négligence des maîtres à bien instruire leurs élèves, est un abus qui touche le cœur de Denys Riant. Il s'exprime sur la nécessité de la bonne éducation en des termes que je crois devoir transcrire ici. » Tout bien vient, » dit-il, des bonnes escholes. Si les » enfans escholiers sont bien instituez » & instruits, & en bonnes mœurs, le » bien qui en vient, est que quand ils » sont grands & gens de bien, s'ils



DE PARIS, LIV. X. 473  
» font appelez , comme ils peuvent  
» estre appelez , au gouvernement  
» d'une chose publique , cette chose  
» publique se sent de la bonne institu-  
» tion & bonne instruction de tels  
» gouverneurs. S'ils font mal insti-  
» tuez & instruits , quand ils sont pré-  
» posez au maniment de la chose pu-  
» blique , ils n'y apportent que tout  
» mal & pauvreté. »

Le parlement , sur les représenta-  
tions de l'avocat général , ordonna de  
nouveau l'exécution de son arrêt \* de  
1534 , & il prescrivit aux professeurs  
en Droit l'assiduité dans leurs leçons  
avec une telle sévérité , qu'il déclara  
déchus de la régence ceux d'entre eux  
qui en interromproient l'exercice pen-  
dant l'espace de quinze jours.

Il me paroît remarquable que ce  
n'étoient point des hommes sans mé-  
rite , qui avoient besoin d'être remis  
sur la voie par une menace si rigou-  
reuse. Rebuffe & Jean Quintin étoient  
alors du nombre des professeurs en  
Droit.

Un autre article de l'arrêt règle par-  
mi eux le droit de vétérance. Ils pré-

\* Le texte imprimé par Duboullai porte 1551. Je  
crois que c'est une faute.

474 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 tendoient, que lorsqu'ils avoient ré-  
 genté vingt ans, ils pouvoient jouir  
 des honneurs & des émolumens de la  
 régence, sans être obligés d'en rem-  
 plir les fonctions. L'arrêt ne leur at-  
 tribue que la moitié des émolumens,  
 & ordonne qu'ils seront remplacés par  
 des substitués ou successeurs, qui fe-  
 ront les leçons, & toucheront l'autre  
 moitié.

*Hist. Un.  
 Par. T. VI.  
 p. 457.* J'observe que la loi du \* célibat  
 étoit en pleine vigueur dans la Faculté  
 de Décret. Le mariage emportoit une  
 exclusion formelle de la régence.

*Requête de  
 l'Université  
 au sujet de la  
 vérification  
 des pouvoirs  
 d'un légat.  
 p. 460. 461.* Le cardinal de S. George au voile  
 d'or, étant venu légat en France pour  
 la seconde fois en cette même année  
 1553, ses pouvoirs furent vérifiés au  
 parlement avec les mêmes limitations,

*Preuves  
 des Libert. de  
 l'Eglise Gall.  
 Part. III.  
 p. 92 & 94.*

\* Pasquier, l. III de  
 ses Recherches, c. 29, dit  
 que le parlement avoit  
 permis le mariage aux do-  
 cteurs en Décret : » Et  
 » le premier de cet or-  
 » dre, ajoute-t-il, que  
 » nous vîmes marié, fut  
 » la Rivière vers l'an  
 » 1552. » Il faut que cet  
 illustre écrivain se soit  
 trompé pour la date,  
 puisque dans la cause  
 dont il s'agit ici, & qui  
 est de l'an 1553, l'avocat  
 des docteurs en Décret,

plaidant devant le parle-  
 ment, dit que le nommé  
 Violier, pourvu de la ré-  
 gence par le parlement  
 sur la résignation de  
 Quintin, fut déclaré par  
 la Faculté de Droit in-  
 capable de la régence,  
 parce qu'il avoit contrai-  
 gné mariage. Et ce juge-  
 ment eut son exécution.  
 Quintin revint contre sa  
 résignation, & fut remis  
 en fonction par l'arrêt  
 dont je rends compte ac-  
 tuellement.

auxquelles on les avoit déjà soumis en 1547. L'Université y avoit un intérêt spécial, parce que le légat étoit autorisé par les bulles à créer des bacheliers, licenciés, & docteurs en toutes Facultés, avec les mêmes droits & prérogatives dont jouissent ceux qui ont acquis ces degrés par les études & preuves académiques. Elle présenta donc requête au parlement, demandant à être reçue opposante sur cet article & sur quelques autres. Je ne puis dire pourquoi le parlement ne fit pas droit sur cette requête, & prononça seulement *que la cour y aviseroit au conseil*. Mais il n'est pas douteux que le pouvoir accordé au légat de créer des docteurs soit demeuré sans effet.

On ne parloit que de réforme dans les tems dont j'écris l'histoire, & l'Université en avoit besoin à certains égards. Dans une assemblée du 13 Juin furent lûes des lettres du roi, qui enjoignoient à l'évêque de Paris de travailler à l'extirpation des hérésies, & à la réforme de l'Université. La délibération sur ces lettres distingua les deux objets. Ce qui regardoit la Foi fut laissé aux soins de l'évêque & des théologiens : mais la compa-

Essai de réforme.

Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 461. 462

476 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
gnie prétendit qu'elle devoit se  
mer elle-même. Je trouve réell  
au mois de Juillet suivant qu  
légers essais de réforme, qui n  
aucune suite.

Chapelles de  
Savoisi.

Hist. Un.  
Par. T. I.  
p. 465.

Je ne dirai rien d'un procès  
l'Université & le seigneur de C  
lis, pour le paiement du reve  
chapelles de Savoisi. On en pe  
les pièces dans le Mémoire d  
boullai sur les Bénéfices de l'U  
sité. Ce procès avoit commen  
1547, & il ne fut terminé qu'en  
par une transaction entre les pa

Indult du pa-  
pe Jules III à  
la Faculté de  
Théologie.

Ibid.  
D'Argentré,  
Bibl. jud. d.  
novis error.  
T. I.  
p. 206.

La Faculté de Théologie se  
coriser par un indult du pape Ju  
à punir ceux de ses bacheliers,  
tiés, & docteurs, qui s'écarte  
de la pureté de la Foi dans leu  
dications & dans leurs thèses  
les exclure de son corps, sa  
assujettie aux formes judiciair  
avoit toujours usé du droit d  
rection sur ses suppôts. Mais pl  
de ceux qui se trouvoient dan  
d'être repris, prévenoient &  
choient son jugement, par des  
interjettés avant la conclusion  
C'est pour parer à cet inconvé  
que le pape affranchit la Facu

L'assujettissement aux formes judiciaires : & les lettres patentes données par le roi sur le bref apostolique , l'autorisent expressément à procéder & aller en avant , nonobstant tout appel. La multiplication & le progrès des erreurs obligeoient de prendre des précautions plus sévères contre ceux qui s'acharnoient à les répandre. L'indult ou bref revêtu des lettres patentes fut enregistré au parlement le 23 Décembre 1553. \*

Un procès entre deux Jacobins , Procès entre deux Jacobins. qui se disputoient le droit d'être présentés pour la licence en Théologie , Hist. Un. Par. T. VI. p. 466-472, ne mérite pas de nous arrêter. En coulant légèrement sur ce fait je me conforme à la sage disposition de l'arrêt qui fut rendu dans cette cause , & qui après avoir adopté un tempérament propre à la conciliation des parties , improuve ces sortes de contestations , peu édifiantes entre des religieux , & s'exprime en ces termes : » Enjoint » ladite cour auxdits religieux & cou- » vent de cettedite ville de Paris , se » gouverner d'oresnavant en telle paix » & concorde entr'eux , & en telle

\* La date dans la collection de d'Argentré est 1552.

» subjection & obéissance envers  
 » supérieurs, qu'il ne soit plus  
 » soin que pour tels différends  
 » tres ils délaissent leur couve  
 » observance régulière, pour d  
 » der justice à ladite cour ou  
 » juges séculiers quelconques.  
 pièces de cette affaire & des  
 qu'elle eut, se trouvent dans l'hist  
 Duboullai à l'endroit cité en ma  
 dans le second volume de la coll  
 de d'Argentré.

. p. 282—288.

Deux éco-  
 siers Espa-  
 gnols empri-  
 sonnés par  
 ordre du roi,  
 & relâchés à  
 la prière de  
 l'Université.

Hist Un.  
 Par. T. VI.  
 p. 472.

L'édit d'expulsion des étrangers  
 exécuté en 1554 contre deux é  
 Espagnols, qui n'y ayant pas ol  
 rent enlevés par ordre du roi,  
 fermés dans le château de Dijon  
 Université, mère toujours zélée p  
 enfans, avoit tenté de prévenir  
 leur épargner de semblables  
 mens : & quoiqu'elle n'eût pû o  
 une sauve-garde pour ses écoliers  
 néral, elle ne se rebuta pas, elle in  
 en faveur de ceux-ci la justice &  
 mence du roi : elle pria en même  
 le connétable de Montmorenc  
 le cardinal de Châtillon son no

voir sur son esprit. Ainsi l'affaire réussit sans peine. La requête de l'Université est du 3 Juin : le 12 elle reçut du roi une réponse favorable , avec des lettres très obligeantes du connétable & du cardinal conservateur. Les jeunes Espagnols furent mis en liberté , & ramenés à leur collège.

L'Université eut en même tems à défendre son pré du voisinage incommode d'un four à tuiles , qu'un particulier avoit entrepris de bâtir. Il y en avoit plusieurs dans ce quartier , qui déplaissent & nuisoient beaucoup à ceux qui l'habitoient : en sorte que l'abbé & les religieux de S. Germain , & tous les propriétaires & locataires des maisons du fauxbourg , s'étoient réunis avec l'Université pour demander au parlement , non seulement que le nouveau four ne fût point achevé , mais que l'on détruisît ceux qui subsistoient déjà. L'arrêt du parlement qui intervint, arrêta la construction du four commencé. Quant à ce qui regarde les fours anciennement subsistans , ce n'est que peu à peu & par laps de tems qu'ils ont disparu , pour céder la place aux édifices qui sont actuellement du fauxbourg

Pré aux Clercs.  
Fours à tuiles.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 474 , &  
Mémoires  
sur le Pré  
aux Clercs ,  
p. 462-464

S. Germain l'un des plus beaux quartiers de Paris. Le même arrêt renouvela les anciennes défenses aux conducteurs de charrières & de tombereaux de venir décharger leurs immondices & gravois dans le Pré aux Clercs ; & il permit à l'Université de placer des barrières aux lieux où elle le jugeroit à propos , pour en défendre l'entrée aux voitures.

Un arrêt semblable par rapport à un autre four à tuiles fut rendu en 1560.

Arrêt contre  
la licence des  
écoliers.

*Hist. Un.*  
*Par. T. 71.*  
*p. 475.*

La licence étoit grande alors parmi les écoliers : & les maîtres eux-mêmes sont accusés dans un réquisitoire des gens du roi d'y conniver & de l'entretenir. Le Lendit surtout étoit un jour d'excès de toute espèce , & il s'en étoit commis beaucoup au dernier , qui concouroit en cette année 1554 avec le \* 11 Juin. C'est ce qui occasionna un nouvel arrêt du parlement , qui fut rendu le 14 , pour réprimer ce désordre invétéré. L'arrêt fut lû en pleine assemblée de l'Université , imprimé , & affiché , & il

\* Aujourd'hui le Lendit ne se célèbre jamais le 11 Juin , jour de la fête de S. Barnabé. Si cette

fête tombe au lundi , on remet le Lendit au lundi suivant , 18 du mois.

n'empêcha



n'empêcha pas que trois ans après la fougue incorrigible d'une jeunesse mal disciplinée ne portât l'insolence & les violences plus loin qu'elle n'avoit encore fait, & ne jettât l'Université dans un des plus fâcheux embarras où elle se soit jamais trouvée.

L'établissement du greffe des insinuations ecclésiastiques donna lieu à bien des délibérations, bien des mouvemens, de la part de l'Université. Elle s'en trouvoit grevée par rapport à ses gradués, & elle fit des efforts réitérés pour obtenir l'exemption, ou du moins l'adoucissement de ce joug. Elle députa en cour, elle implora le crédit du cardinal de Châtillon. La dernière réponse du conseil fut que la demande de l'Université étoit honnête : mais qu'il falloit obéir à la loi du prince. Seulement l'Université fut exhortée d'aviser aux moyens de rendre l'exécution de cette loi moins onéreuse à la pauvreté de ses écoliers & à leurs études. Encore ne lui promit-on pas d'avoir égard aux moyens qu'elle proposeroit.

L'Université réussit mieux dans ses poursuites pour le maintien de ses droits d'exemptions & de *committimus*:

432 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
ainsi qu'on a pû le voir par le com  
que j'ai rendu de ce qui regarde ces  
jets au commencement du règne  
Henri II.

Droit sur le  
parchemin.

Hist. Un.  
Par. T. I.  
p. 478.

Petites éco-  
les.

p. 476. 480.

Joli, Traité  
des Ecoles,  
p. III. c. 2.

Je renvoie au même endroit p  
l'exposé des chicanes inutilement  
posées à l'exercice du droit rectoral  
le parchemin.

Le concert que j'ai remarqué en  
le chantré de l'Eglise de Paris & l  
université, au sujet des petites écol  
souffrit quelque altération en 1554  
l'occasion que je vais dire.

Barthélemi Dupré, boursier au  
lége d'Autun, y enseignoit à des  
sans les principes de la Gramm  
sous l'autorité du principal. Le ch  
tre prétendit que Dupré, n'ayant p  
permission de lui pour tenir éco  
enseignoit illicitement. Il le fit  
gner pardevant l'official de Paris,  
fit défense à ce boursier de contir  
ses leçons. Celui-ci ayant app  
comme d'abus au parlement, le el  
tre, qui avoit lieu de supposer l  
université peu contente de son  
cédé, lui demanda néanmoins  
jonction dans sa cause. Il se fon  
sur un statut porté quelques an  
auparavant, & renouvelé en 15

par lequel il étoit défendu de faire des leçons publiques dans les collèges où il n'y a point cours & exercice des Arts, c'est-à-dire de la Philosophie. Or c'étoit le cas où se trouvoit le collège d'Autun, qui avoit eu autrefois cet exercice, mais qui ne l'avoit plus.

La matière étoit délicate : & la Faculté des Arts, qui sembloit y avoir le plus grand intérêt, fut celle qui prit le parti le moins roide. Elle pensa que la question devoit être décidée par des arbitres. Les trois autres Facultés refusèrent nettement l'adjonction. Elles supposoient que Dupré étoit maître-ès-Arts, ou elles exigeoient qu'il le fût : & alors elles ne pouvoient approuver que l'on entreprît de défendre à un maître-ès-Arts d'enseigner dans un collège.

L'affaire n'en fut pas moins suivie au parlement entre Dupré & le chancre : & le 7 Février de l'année suivante intervint un arrêt, qui laissa la question indécise : car sans infirmer ni confirmer la sentence de l'officiale, il mit les parties hors de cour. Mais attentif au bien public, le parlement prit cette occasion de faire un

484 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 règlement propre aux circonstances ;  
 & il enjoignit au chantre » de don-  
 » ner ordre que hors les petites éco-  
 » les , qui sont & seront destinées par  
 » ledit chantre en cette ville de Pa-  
 » ris , ne se tiennent aucunes autres  
 » écoles *buissonnières* ; & ce , pour ob-  
 » vier aux inconvéniens qui en pour-  
 » roient advenir , pour la mauvaise &  
 » pernicieuse doctrine que l'on pour-  
 » roit donner aux petits enfans , per-  
 » vertissant leurs bons esprits. » Les  
 nouveaux hérétiques , possédés d'un  
 zèle misérable de répandre leurs opi-  
 nions & de perpétuer leur secte , te-  
 noient des écoles furtives , dans les-  
 quelles ils prévenoient les esprits des  
 enfans , abusant de la docilité natu-  
 relle de cet âge pour se faire des pro-  
 félytes & s'alsûrer des successeurs. Ce  
 sont ces écoles que le parlement ap-  
 pelle *buissonnières* , parce qu'elles se  
 tenoient souvent derrière des *buissons*  
 hors de la ville : & il les proscriit par  
 son arrêt. Il ordonna aussi au chantre  
 de choisir pour gouverner les petites  
 écoles , dont il avoit la direction ,  
 des maîtres-ès-Arts , autant qu'il se-  
 roit possible , surtout dans les grandes  
 paroisses. C'étoit un plan dont étoient

*Abr. chron. de  
 l'Hist. de Fr.  
 ann. 1552.*

convenus peu auparavant, comme je  
l'ai dit, l'Université & le chantre.

Au mois d'Octobre 1554 une nou-  
velle entreprise des Mendians contre  
la Faculté de Théologie, fut déferée à  
l'Université par le doyen de cette Fa-  
culté. L'Université déclara avant tout  
que les Mendians ne devoient point  
être admis dans les assemblées, ni  
aux processions, que préalablement  
ils n'eussent prêté serment au Recteur:  
& par rapport à leur nouvelle préten-  
tion de *partager le trésor de la Fa-  
culté*, ce sont les termes originaux,  
& d'être inscrits sur le tableau comme  
régens, elle se montra disposée à  
prendre fait & cause pour la Faculté  
de Théologie, & à lui donner ad-  
jonction.

Nouvell  
entreprise  
des Men-  
dians répri-  
mée.

Hist. U,  
par. T. 7  
p. 478.

C'est apparemment dans le même  
esprit, & pour prévenir les usurpa-  
tions des réguliers, que le tribunal  
des députés de l'Université étant in-  
struit qu'un moine professoit dans le  
collège de Reims, fit défense au prin-  
cipal de ce collège, & au moine pro-  
fesseur de violer les loix académiques.  
Les moines ne doivent donner des  
leçons que dans leur cloître, & à leurs  
jeunes confrères.

Moine, pr  
fesseur, int  
dit.

Ibid.

Procession  
faite par un  
Recteur sorti  
de charge.

Hist. Un.  
Par. T. VI.  
p. 478.

Je ne dois pas omettre une singularité de la procession de l'Université au mois de Décembre de cette année. Le Recteur qui sortoit de charge, n'avoit pas pu, pour quelque raison que ce puisse être, la célébrer avant l'élection de son successeur. Il fit la procession & y présida le lendemain, avec la permission du nouveau Recteur, qui eut la complaisance de se tenir enfermé chez lui tout le jour, pour laisser son prédécesseur jouir librement des honneurs du rectorat.

Affaire de  
l'admission  
des Jésuites.

C'est durant le cours de cette même année 1554, que fut agitée avec beaucoup de vivacité l'affaire de l'admission des Jésuites dans la ville de Paris. Je vais traiter avec soin cet événement, qui a eu de si grandes suites.

*Fin du cinquieme Volume.*



# TABLE

## DU CINQUIEME VOLUME DE L'HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

### L I V R E I X.

§ 1. **C**onfirmation des privilèges de l'Université par Louis XII, pag. 1. Déclarations qui les restreignent, 2. Cessation ordonnée par l'Université, 6. Indignation du roi. Réponse dure de son ministre George d'Amboise, 11. La cessation est levée, 15. Observation sur un article de l'ordonnance du 31 Août 1498, *ibid.* L'Université maintenue dans l'usage légitime de ses privilèges, 16. Standonc exilé, & rappelé, 18.

X iiij

*Détails sur Standonç, & sur le rétablissement & la réforme du collège de Montaignu, dont il est l'auteur, 20. Projet de réforme dans les dépenses de la Nation de France, 30. Contestation au sujet du réctorat, 32. Autres menus faits, ibid. Chûte du pont Notre-Dame, 33. Attention de l'Université à sauver ses droits sans préjudicier au public, 34. Louis de Villiers - Lille - Adam, conservateur apostolique, 35. Maladie contagieuse à Paris, ibid. Harangues de complimens, 36. Censure de la Faculté de Théologie, ibid. Faits concernant l'office de greffier de l'Université, 37. Etienne Poncher évêque de Paris, 38. Décime imposée par le légat. Troubles à ce sujet. Décision de la Faculté de Théologie, ibid. Règlement de la Faculté des Arts contre les abus qui se commettoient dans la promotion à ses degrés, 40. Profanation horrible, expiée par des processions solennelles, 42. Opposition de l'Université à la vérification des pouvoirs du légat, ibid. Les cendres du duc d'Orléans père du roi transportées à Paris, 44. Contestations entre les réguliers pour le rang aux processions de l'Université, 45. Proposition téméraire avancée par un*



## DES SOMMAIRES. 489

*Jacobin. Procès à ce sujet , 47. Contrat des médecins avec les barbiers. Histoire abrégée de la Chirurgie de Paris , 48. Procès de la Faculté de Médecine contre deux médecins étrangers , 64. Nouvelle prétention de la Faculté de Décret , au sujet des nominations aux bénéfices , 67. Procession solennelle , où le Recteur marche à côté de l'évêque , 68. Barrière de la rue du Fouarre , ibid. Contestation entre la Faculté des Arts & les trois autres Facultés , 69. Usages anciens & pieux , 71. Serment prêté à l'Université par le prévôt de Paris , ibid. Règlement de l'Université touchant les bénéfices dépendans de sa nomination , 73. Abus des résignations par voie de permutation , 74. Décret qui l'abolit , ibid. Convocation d'un concile à Pise. L'Université y envoie ses députés , 75. Mauvais succès de ce concile , 78. Livre de Thomas Cajétan envoyé à l'Université par le concile & par le roi , ibid. Réfutation de ce livre par Almain , 81. Détails sur Almain , ibid. Sur Jean Major , 82. Jérôme Aléandre , 83. Gabriel d'Alégre prévôt de Paris , ibid. Sceau de la Faculté des Arts , 84. Le receveur général de l'Université résigne*

*sa charge*, 84. *Bref du pape à l'Université*, 85. *Mort de la reine*, *ibid.*  
*Mort du pape Jules II. Léon X lui succède*, *ibid.* *Louis XII est obligé d'abandonner le concile de Pise*, 86.  
*Il épouse Marie d'Angleterre*, *ibid.* *L'Université complimente cette nouvelle reine*, 87. *Mort de Louis XII. François I lui succède*, *ibid.* *Confirmation des privilèges de l'Université*, 88.  
*Les suppôts & officiers de l'Université maintenus dans leur droit d'exemption*, *ibid.* *Affaire de Reuchlin*, 89. *Faits de moindre discussion*, 94. *Les chirurgiens reconnus par l'Université pour ses écoliers*, 95. *Autres faits traités sommairement*, 96. *Opposition de l'Université à la vérification des pouvoirs d'un légat*, 97. *Affaire du Concordat*, 98. *Tout est pacifié. Ouverture du rôle*, 120. *La résistance au Concordat fait honneur à l'Université*, 122.  
*Diffensions intestines dans l'Université. Procès*, *ibid.* *Faits moins importants*, 126. *Le syndicats résigné*, *ibid.* *Décime*, 127. *Francs-fiefs*, 128. *Inamovibilité des régens des Arts*, *ibid.*  
*Autres menas faits*, 129. *Projet d'érection d'une Université à Issore*, 130. *Faits de moindre importance*, 132. *Censure contre Luther*, 133.

§. II. **O** *Rigine du Luthéranisme* , 134. *Censure de la Faculté de Théologie de Paris contre Luther* , 137. *Luther écrit & fait écrire contre la censure* , 140. *Mort de Léon X. Adrien VI lui succède* , 141. *Affaires propres de l'Université* , *ibid.* *Messager juré pour Lisieux* , *ibid.* *Droit d'amortissement* , 142. *Messes dues par les Jacobins* , *ibid.* *Election de Guillaume Briçonnet pour conservateur apostolique* , *en la place de Louis de Villiers-Lille-Adam* , 143. *Prières & procession à l'occasion de la guerre* , 145. *Différend avec l'évêque & le chapitre.* *Affaire du prédicateur Jaques Merlin* , 146. *Merlin éditeur & apologiste d'Origène* , *ibid.* *Privilèges* , 147. *Ecoliers de l'Université sujets de Charles V* , *ibid.* *Jeux de la fête des Rois* , *ibid.* *Procès dans la Faculté de Droit.* *Leçons des docteurs & des bacheliers* , 149. *Procès de la Faculté de Droit contre son bedeau* , 152. *Prétention de la Faculté des Arts* , *au sujet de la nomination du chancelier de sainte Geneviève* , *ibid.* *Principaux des collèges docteurs en quelque Faculté supérieure* , *ibid.* *Le Recteur se présente*

au parlement , pour les causes de toute l'Université , 153. Ordonnance de François I par rapport au collège de Navarre , 154. Sceau des lettres de nomination , 155. Election d'un papetier. Procès , 156. Observations sur la forme des délibérations dans l'Université , 159. Violences exercées dans les assemblées , 161. Réquisition du syndic contre ces excès , 162. Montholon , avocat de l'Université , *ibid.* Affaire de Geoffroi Boussard , 163. Spifame Recteur , 164. Requête de l'Université concernant la vérification des pouvoirs d'un légat , *ibid.* Etablissement , qui dura peu , d'un bailli conservateur des privilèges royaux de l'Université , 165. Deux jours par semaine affectés à l'Université pour les causes de ses suppôts au Châtelet , 167. En l'absence du Recteur , son prédécesseur préside , 169. Le Luthéranisme s'insinue en France. Affaire de Louis de Berquin , *ibid.* Exemptions , 172. Ordonnance du roi qui chasse tous les étrangers de son royaume. L'Université demande que ses suppôts n'y soient point compris , 175. Cure de S. Nicolas du Chardonnet , 176. Fondation de l'archevêque de Lyon , où les droits de la Faculté des Arts sont lésés , *ibid.* Re-

## DES SOMMAIRES. 493.

*marques particulières , 179. Tumulte dans l'élection du Recteur. Procès, ibid. Règlement concernant le Recteur & les Intrants , 183. Entreprise du doyen de Théologie , 186. Election paisible du Recteur , ibid. Désastre de François I à Pavie. Prières dans Paris pour le roi prisonnier. Conseil , 187. Bourses de Navarre demandées par deux Correlleters , 188. L'Université veut maintenir son droit dans l'élection d'un professeur de Sorbonne , 189. Délibération où se manifeste l'égalité des Nations aux Facultés , ibid. Election d'un receveur général de l'Université , 190. La licence des jeux , & des questions dangereuses pour l'Etat , réprimée dans l'Université , 191. Retour du rot en France , 192. Syndic de la Faculté des Arts , ibid. Visite du Pré aux Clercs , ibid. Fondation du collège du Mans , 194. Affaires de la nouvelle Religion , 195. La Faculté de Théologie consultée par la mère du roi , 196. Censures , 197. Guillaume Briçonnet , évêque de Meaux , favorise le Luthéranisme , 202. Procès à ce sujet , 203. Berquin condamné au feu , 205. Censures contre Erasme , 207. Contre ses colloques , 208. Le zèle de l'Univer-*

*sité en corps moins vif que celui de la Faculté de Théologie , 218. Image de la sainte Vierge brisée. Processions en réparation , 211. Censure contre la paraphrase du nouveau Testament par Erasme , 212. Observation sur la catholicité d'Erasme , 214. Règlement de la Faculté des Arts , 216. Querelle suscitée au Recteur par le receveur général , 217. Nomination d'un papetier , 219. Messes dûes par les Dominicains , *ibid.* Plusieurs maîtres de l'Université emprisonnés , *ibid.* Affaire de Jacques Merlin , 220. Répugnance des théologiens à se charger de porter la parole pour l'Université dans les députations au roi , *ibid.* L'Université va au devant du légat Salviati , 222. Obsèques de la reine. Rang qu'y tient l'Université , *ibid.* L'Université s'efforce de faire reconnoître le droit de ses gradués dans la Normandie , 227. Dénûement , 228. Cérémonies publiques , *ibid.* Arrêt , qui défend les comédies dans les collèges , 229. Jurisdiction du tribunal de la conservation apostolique , *ibid.* Jurisdiction du Recteur , 231. Tribus de la Nation d'Allemagne , *ibid.* Indulgences. Grades , 232. Suffrages des Nations , 233. Buchanan , *ibid.* L'U-*

DES SOMMAIRES. 495  
*Université diffère le jour de sa profession*, 234. *Jurisdiction du Recteur*, 235.  
*Gages du questeur de la Nation de France retranchés*, 236.

## LIVRE X.

§. I. **E** *Tablissement du collège Royal*, 237. *Pierre Danès, premier professeur royal. François Vatable*, 245. *Projets de réforme dans l'Université*, 246. *Attention de la Faculté des Arts à maintenir ses droits*, 247. *Le Recteur mis en arrêt dans Paris*, 248. *Attaques mutuelles entre la Faculté de Théologie & celle des Arts*, *ibid.* *Abus à réformer dans la Faculté de Décret*, 250. *Syndic de la Faculté des Arts*, *ibid.* *Procès pour la charge de procureur de la Nation de France*, *ibid.* *Pré aux Clercs*, 251. *Procès pour la charge de greffier de la conservation*, *ibid.* *Petits faits*, 252. *Entrée du légat*, 254. *Entrée de la reine Eléonor*, *ibid.* *Réglement pour la Nation d'Allemagne*, 256. *Pré aux Clercs. On propose de le vendre*, *ibid.* *Procès contre les parcheminiers*, 257. *Attribution des causes bénéficiales au grand conseil*, *ibid.* *Chicanes du receveur général Thyvet*;

257. *Mort de la mère du roi. Ses obsèques*, 258. *Pseaumes de Marot prohibés*, *ibid.* *Trait qui regarde Noel Béda*, *ibid.* *Résignations d'offices & bénéfices dépendans de l'Université*, 259. *Questeur de la Faculté des Arts*, 261. *Réglement sur le papier*, *ibid.* *Notaires de la conservation*, *ibid.* *Vingt-cinquième libraire de l'Université*, *ibid.* *Sécularisation de l'abbaye de S. Maur. Considération dont jouissoit l'Université*, 262. *Réformation exécutée, au moins en partie*, 263. *Théologie*, 264. *Droit. Six professeurs*, *ibid.* *Faculté des Arts*, 266. *Affaire du divorce de Henri VIII consultée dans la Faculté de Théologie de Paris*, 268. *Condamnation du Miroir de l'ame pécheresse*, 271. *Exil de Noel Béda*, 273. *L'Université désavoue la censure du Miroir*, *ibid.* *Sermon du Recteur Cop, composé par Calvin. Ce Recteur s'enfuit, & ensuite Calvin*, 274. *Béda revient, & attaque les professeurs royaux*, 277. *Augmentation du nombre des professeurs royaux*, 281. *Béda condamné à faire amende honorable, & exilé*, *ibid.* *Placards des hérétiques. Procession, suivie du supplice des plus criminels*, 282. *Le Recteur in-*



vité par le roi à assister à son repas, 282. Charles de Villiers-Lille-Adam, évêque de Beauvais, est élu conservateur apostolique, 283. Loi du célibat observée & maintenue dans la Faculté de Décret, *ibid.* Procès sur le nombre des gradués nommés de la Faculté de Décret, 285. Articles de règlement prescrits par l'Université à cette Faculté, *ibid.* Les professeurs de Rhétorique & de Grammaire égaux aux professeurs de Philosophie, 286. Office d'écrivain, 287. Office de procureur de l'Université au parlement, 288. Bréviaire du cardinal Quignon improuvé par l'Université, 289. Projet d'une conférence sur la Religion entre Mélancton & les docteurs de Paris, 292. Ce projet échoua, 294. Articles de Mélancton réfutés par les docteurs de Paris, 295. Election d'un conservateur apostolique. Procès. L'évêque de Meaux l'emporte, 297. Praticiens du tribunal de la conservation, ligés contre le greffier, 303. Réformation de ce tribunal par le cardinal d'Estouteville, 304. Autres circonstances dignes de remarque, *ibid.* Efforts inutiles pour introduire l'étude du Droit civil dans l'Université, 306. Discours

de Jean Cop , 307. Médecin empirique écarté par la Faculté de Médecine , *ibid.* Serment des médecins du roi , 310. Procès peu intéressant , 311. Troubles à l'occasion de l'élection d'un Recteur , *ibid.* Faits concernant les exemptions & privilèges de l'Université , *ibid.* Election d'un greffier , 320. Procession de l'Université , 321. Fermeté de la Faculté de Théologie , pour maintenir sa discipline à l'égard des Mendians , *ibid.* Astrologue réprimé par la Faculté de Médecine & par l'Université , 323. Papetiers , 327. Fin du procès entre la Faculté de Décret & les trois autres , au sujet des nominations aux bénéfices , 329. Gradués simples & gradués nommés , 330. La Faculté de Décret affranchit ses gradués de l'obligation de la maîtrise ès-Arts , 332. Elle augmente le nombre de ses nominations aux bénéfices , 333. Reproches contre la Faculté de Décret , 334. Eloges & prérogatives de la Faculté des Arts , *ibid.* Changement dans l'ancien usage des nominations , & ses suites , 335. Procès entre le premier bedeau de la Nation de France , & le greffier de l'Université , 336. Rôle pour les bénéfices , 339. Jeux

## DES SOMMAIRES. 499

*de la fête des Rois , 340. Cierges de la Chandeleur , ibid. Jacques de Govéa Recteur. Autres illustres de ce nom, ibid. Projet de réformation en plusieurs articles , 341. On propose de vendre le petit Pré aux Clercs , 343. Fête du Mai prohibée , ibid. Parcheminiers. Lendit , 345. Procès au sujet du Lendit , entre le principal & les régens du collège de sainte Barbe , 348. Fondation de ce collège , 349. Antoine de Mouchi, ou Démocharès, Recteur, 350. Entrée de Charles V dans Paris , 351. Patronage de l'Université laïc. Affaire de Simon Vigor , 352. Procès entre le chancelier de l'Université & la Faculté de Médecine , au sujet de la détermination des lieux de licence , 357. Changement dans la valeur & le prix des monnoies , 359. Vente du petit Pré aux Clercs , ibid. Chancelier de sainte Geneviève, 364. Projet d'une collection des statuts de l'Université , ibid. Lettres du tems d'études , 365. Troubles au sujet du réctorat , ibid. Claude d'Espense , Recteur , ibid. Nouveaux troubles , 366. Le Procureur de France préside la Faculté des Arts , 367. Un seul suppôt dans la Nation d'Allemagne , ibid. Ecoles théologiques des Men-*

*dians très nombreuses , 367. Election d'un professeur en Droit. Procès de la part des écoliers , 368. Trait remarquable , ibid. Denys Riant , avocat de l'Université , 369. Erection de la collégiale de S. Nicolas du Louvre , ibid. Sermons du prévôt de Paris , 370. Règlement pour la Faculté des Arts , ibid. Tentative pour abréger la durée du cours de Philosophie , 373. Prétention chimérique du chancelier Spifame , 380. Décret de la Faculté de Théologie , 382. Privilèges , ibid. Lendit , 383. Visite des collèges. Censeurs , ibid. Obsèques de l'amiral Chabot , ibid.*

**§. II.** **P**rogrès de l'hérésie en France.  
*Décret de la Faculté de Théologie en 1543 , 385. Catalogue des livres censurés par la Faculté de Théologie , 387. Règlement qui ordonne que tous les nouveaux livres soient examinés par des censeurs tirés de l'Université , ibid. Ramus attaque Aristote , & est condamné au silence , 388. Affaires des chirurgiens , 395. La Faculté de Théologie maintient ses loix à l'égard des Mendians , 401. Election d'un receveur général de l'Université , 403. Censures de la Faculté de Théologie ,*

## DES SOMMAIRES. 303

404. *Ouverture du concile de Trente*,  
 407. *Faits de l'Université relatifs au concile*, 408. *L'Université de Cologne demande l'adjonction de celle de Paris contre l'archevêque Herman*, 409. *Peste dans Paris. Médecins délégués pour traiter les malades*, 411. *Trouble prévu dans l'élection du Recteur. Mesures prises pour le prévenir*, *ibid.* *Faits de moindre importance*, 412. *Proposition de vendre le grand Pré*, *ibid.* *Mort de François I. Ses obsèques*, 414. *Eloges funébres de ce prince par Pierre Castellan*, 415. *Privilèges*, 416. *Droit de committimus*, *ibid.* *Exemption des droits imposés sur le vin*, 417. *Droit rectoral sur le parchemin*, 419. *Faits médiocrement intéressans*, 422. *Grand procès au sujet du Pré aux Clercs*, 423. *Arrêt du parlement*, 426. *Exécution de l'arrêt*, 429. *Plaintes des deux parties*, 430. *L'Université rentre en possession du petit pré qu'elle avoit vendu*, 432. *Observations particulières*, 434. *L'Université revendique les places qui lui sont dûes dans le chœur de S. Denis*, 438. *Entrées du roi & de la reine dans Paris. Le Recteur fait les harangues*, 439. *Les doyens & procureurs se rangent autour du Recteur*

pendant qu'il harangue , 443. Cas unique , où le Recteur aujourd'hui employe le ministère d'un orateur , 445. Remarque sur le récit original du Recteur Mareschal , 446. Nécessité du serment entre les mains du Recteur , *ibid.* La licence des écoliers donne des soins à l'Université , 449. Argent distribué par la Nation de France. à ses régens , *ibid.* Lettres de tems d'étude , 450. Appel du jugement d'une Nation à la Faculté des Arts , & de cette Faculté à l'Université , *ibid.* Défense à tout docteur dans une Faculté supérieure d'enseigner les beaux Arts , 453. Guillaume Laffilé, syndic , *ibid.* Charpentier, Recteur, suscite un procès à Ramus , 454. Guillaume Ruzé, Recteur , 456. Faits du tems de son réctorat , 457. Distinction des charges de l'Université , & de celles de la Faculté des Arts , 458. Nouveau catalogue des livres censurés par la Faculté de Théologie. Robert Etienne, 459. Légat envoyé en France. Ses pouvoirs modifiés , 461. Election d'un syndic , 462. Décret de la Faculté des Arts contre Robert Duguaft , *ibid.* Edit pour chasser tous les étrangers du royaume. Remontrances de l'Université , 463. Procès entre les Cordeliers & la Faculté

DES SOMMAIRES. 503  
*de Théologie. Arrêt de réglemeut , 464.*  
*Le cardinal de Châtillon est élu conser-*  
*vateur apostolique , 466. Le Recteur à*  
*S. Denys , 469. Privilèges , ibid.*  
*Affaire de Ramus , ibid. Prononcia-*  
*tion de la lettre Q , 470. Cures des vil-*  
*les murées , 471. Procès & arrêt tou-*  
*chant la régence en Droit , ibid. Re-*  
*quête de l'Université au sujet de la vé-*  
*rification des pouvoirs d'un légat , 474.*  
*Essai de réforme , 475. Chapelles de*  
*Savoisi , 476. Indult du pape Jules III*  
*à la Faculté de Théologie , ibid. Pro-*  
*cès entre deux Jacobins , 477. Deux*  
*écoliers Espagnols emprisonnés par or-*  
*dre du roi , & relâchés à la prière de*  
*l'Université , 478. Pré aux Clercs.*  
*Fours à tuiles , 479. Arrêt contre la*  
*licence des écoliers , 480. Greffe des*  
*insinuations ecclésiastiques , 481. Pri-*  
*vilèges , ibid. Droit sur le parchemin ,*  
*482. Petites écoles , ibid. Nouvelle en-*  
*treprise des Mendians réprimée , 485.*  
*Moine professeur , interdit , ibid. Pro-*  
*cession faite par un Recteur sorti de*  
*charge , 486. Affaire de l'admission*  
*des Jésuites , ibid.*

Fin de la Table des Sommaires  
 du Tome V.

## TOME CINQUIEME

*Fautes à corriger.*

**P** Age 128, *en marge*, immovibilité, *lisez*  
inamovibilité.

Pag. 129, *lig. 10*, immovibilité, *lis*, inamo-  
vibilité.

Pag. 201, *lig. 21*, Evanvigles, *lis*. Evan-  
giles.

Pag. 315, *lig. 10*, contenant, *lis*. concer-  
nant.

Pag. 475, *lig. 9*, pœuvres, *lis*. épreuves.









**A book is under no circumstances to be taken from the Building**

[illegible]

20/1 - 100/25

